



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

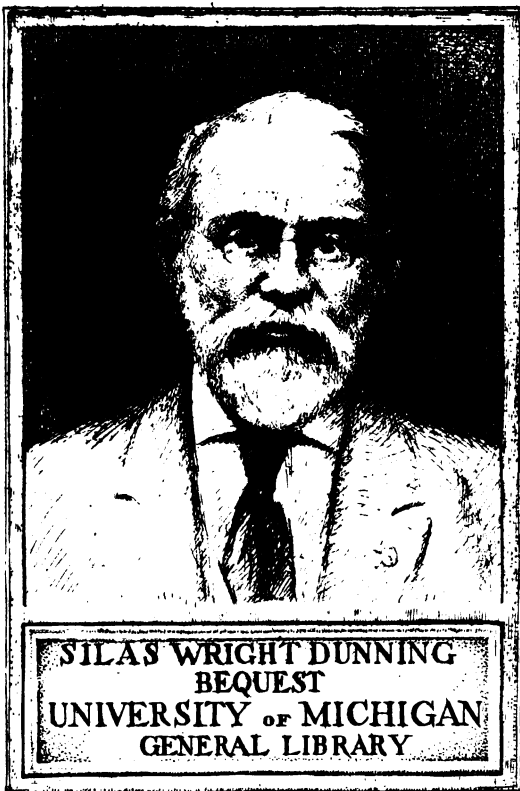
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

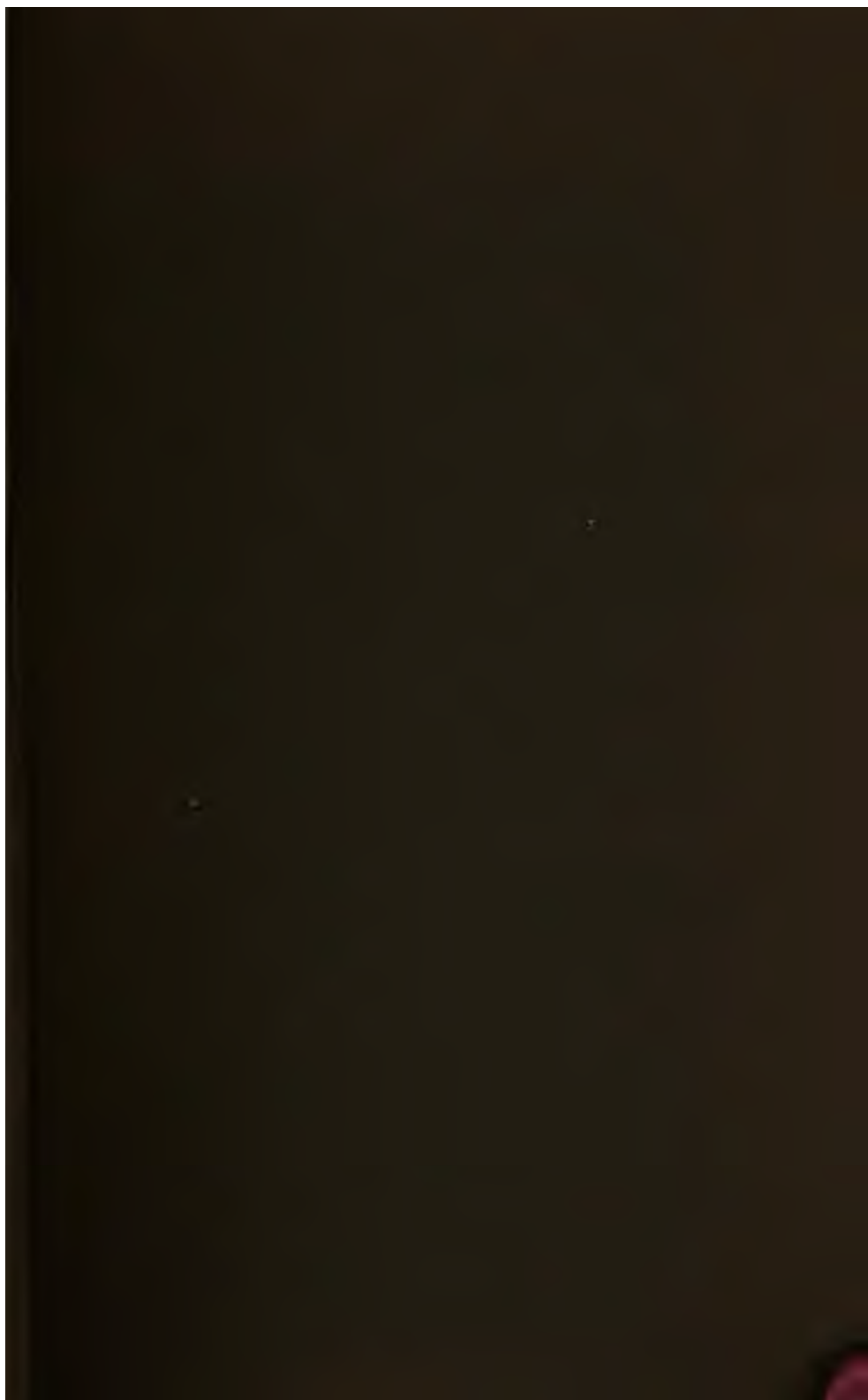
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





DC
801
.M5
J3

HISTOIRE DE MENOTEY

4
4
4
4

HISTOIRE D'UN VILLAGE FRANC-COMTOIS

MENOTEY

DEPUIS L'ÉPOQUE GAULOISE JUSQU'A LA RÉVOLUTION

PAR

L'Abbé JACQUES

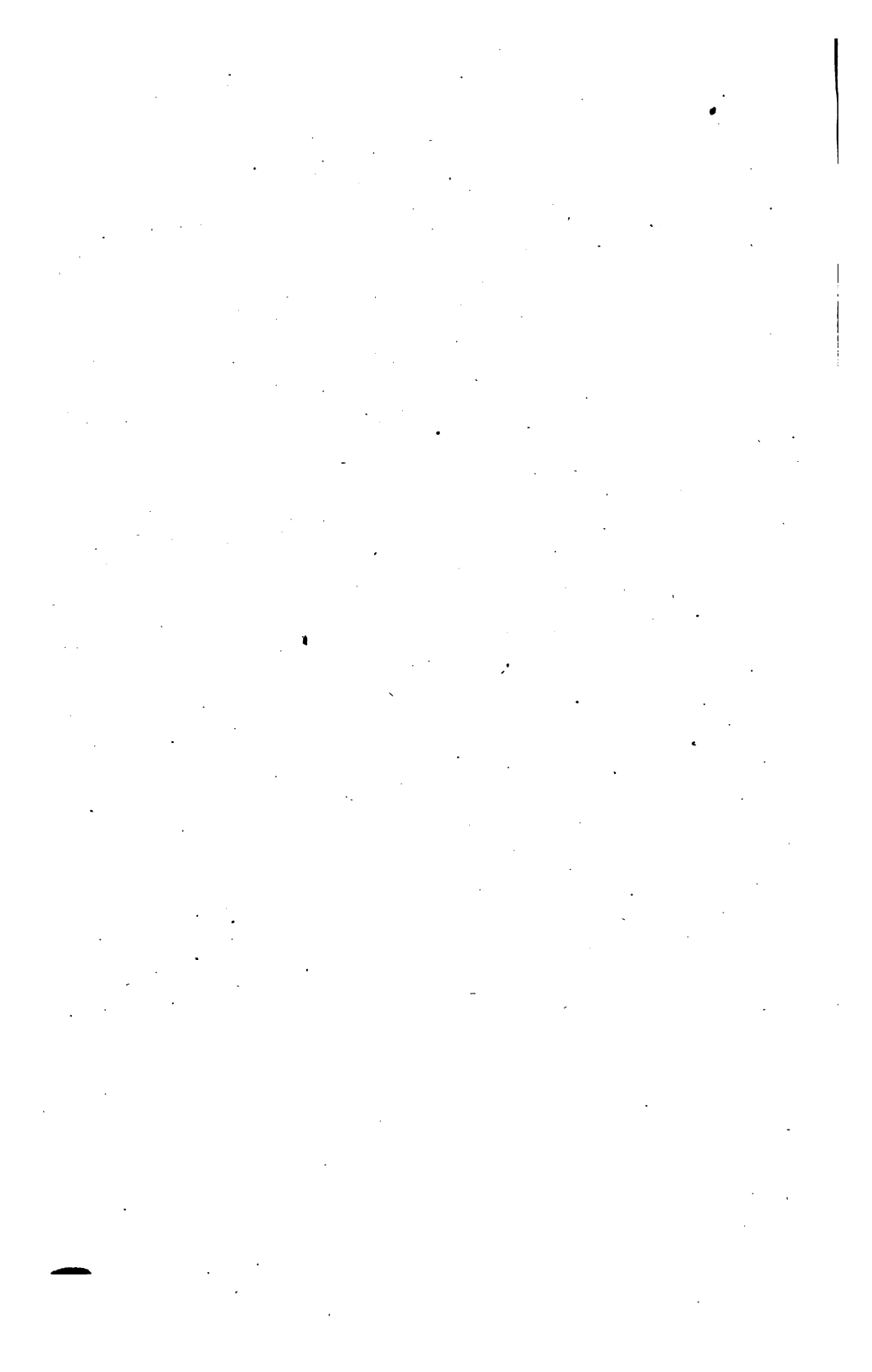
Curé de la paroisse.

OUVRAGE PUBLIÉ SOUS LES AUSPICES DE LA SOCIÉTÉ D'ÉMULATION
DU JURA.

LONS-LE-SAUNIER

TYPOGRAPHIE ET LITHOGRAPHIE DE J. DECLUME.

—
1883



Dunning
Nighth
3-16-28
15018

INTRODUCTION.

Menotey n'est pas une cité célèbre dans les annales des peuples ; c'est un obscur village situé à huit kilomètres de Dole, sur le versant nord-ouest d'un coteau couvert de vignes qui s'étendent sur les collines environnantes, et forment l'un des plus beaux et des meilleurs vignobles de la contrée.

Les communes rurales renferment la grande majorité de la population de la France. Leur histoire mérite d'être étudiée aussi bien que celle des provinces et des villes plus importantes. N'est-il pas intéressant de connaître les mœurs, les habitudes des premiers habitants qui ont peuplé et défriché nos campagnes, les usages et l'administration civile et religieuse des générations, dont la vie était si différente de la nôtre ? Sans doute, nous ne devons pas nous attendre à rencontrer, dans l'histoire d'un village, une série d'événements remarquables, mais seulement une suite de faits, peu importants en eux-mêmes, dont l'ensemble et les détails nous font connaître la vie simple des habitants de la campagne.

L'étymologie de Menotey (*Menostheyum*), d'a-

près Bullet, vient de deux mots celtiques, *men*, montagne, *Othey*, vineuse. Cette indication jointe à la découverte d'une hachette celtique dans le sol du village, nous autorise à revendiquer, pour sa première origine, la période la plus reculée de notre histoire. Sa position sur une voie romaine, les tombes et les nombreuses monnaies romaines trouvées sur le territoire, ne nous laissent aucun doute sur son existence à l'époque de la domination des Romains dans les Gaules.

Menotey, commune du département du Jura, appartenait à la Franche-Comté, autrefois Comté de Bourgogne, province de l'ancienne Séquanie, conquise par les Romains, avec le reste des Gaules, un demi-siècle avant Jésus-Christ. Au commencement du cinquième siècle, les Burgondes ou Bourguignons s'en emparèrent. Elle fit dès lors partie du royaume de Bourgogne, divisé plus tard en duché et comté de ce nom. Le Duché fut de bonne heure réuni à la France. Des souverains de Bourgogne, le Comté passa à la maison d'Autriche et ensuite à l'Espagne, sous la domination de laquelle il resta jusqu'à sa réunion définitive à la France en 1678.

Cette province fut le théâtre de guerres nombreuses et sanglantes, pendant lesquelles Menotey, situé sur la frontière, eut à subir des dévastations qui réduisaient les habitants à la plus grande misère.

Menotey était une terre domaniale, dépendant

de la chatellenie et prévôté de Dole, exempte de la main-morte et relevant en toute justice des souverains de la province, sans être soumise à aucun seigneur particulier. Les habitants s'en estiment très heureux, donnant pour raison que « ceux qui ont un Seigneur entre eux et Sa Majesté ont souvent foules et vexations dans les affaires de leur communauté. » En 1550, dans un procès avec la commune d'Archelange au sujet de la forêt de la Serre, pour montrer qu'il n'existe aucune communion de bois entre ces deux communes, les habitants de Menotey disent : « Pour ce que les finages et territoires du dit Menotey et Archelange sont distincts et séparés, voire de diverses conditions et qualités : car le lieu, finage et territoire du dit Menotey, les y habitants, sont francs, de franche condition, exempts, immunes et absols de toute servitude et condition de main-morte envers qui que ce soit ; tels tenus, nommés et réputés... »

Il existait cependant à Menotey deux seigneuries partielles, l'une laïque, l'autre ecclésiastique, données en fief, dès le principe, avec la haute, moyenne et basse Justice, mais seulement sur leurs domaines particuliers et non sur le village tout entier, et, plus tard réduites à la moyenne et basse justice par le souverain à la demande des habitants.

La Seigneurie ecclésiastique avait été concédée, par les Ducs de Bourgogne, aux Bénédictins de Saint-Vivant et de Jouhe, lorsqu'ils fondèrent l'église et la paroisse. Des Bénédictins elle passa

aux Pères Jésuites, en 1616, par l'incorporation du prieuré de Jouhe au collège de Dole, fondé par les pères de la Compagnie de Jésus.

Le plus ancien possesseur de la Seigneurie laïque, dont le nom nous soit connu, est Marguerite d'Estrabonne, qui, en 1265, vendit sa Seigneurie de Menotey et de Rainans à Hugues, comte Palatin de Bourgogne. En 1333, les comtes de Bourgogne la donnèrent en fief à Nicolas de Florence. Elle fut vendue plus tard à Blaise Renard, sieur de Moisse, puis achetée de son fils, par Louis et Adrien de Montureux. De cette famille elle passa au sieur François-Ignace Larquand, à Jean-François de Forest et enfin à M. d'Orival, qui fut le dernier seigneur féodal de Menotey.

On attribue à tort à la Révolution la gloire d'avoir affranchi les peuples et inauguré le règne de la liberté. A la vérité, les populations ne connaissaient pas la liberté politique ; mais en revanche, elles jouissaient largement de la liberté civile dans l'administration de leurs affaires particulières. Avant 1789, Menotey jouissait de franchises municipales, plus chères en tout temps aux paysans que les libertés générales accordées depuis cette époque. La communauté réunie en assemblée des chefs de famille, s'administrait elle-même ; réglait l'emploi de ses revenus, la répartition de ses impôts ; faisait ses règlements de police ; nommait, sans aucun contrôle, ses maîtres d'école, ses gardes, ses receveurs, ses officiers municipaux, ses

maires ou échevins, dont les attributions étaient même réduites aux seules opérations, que l'assemblée populaire ne pouvait pas accomplir par elle-même. Ces représentants ou gouverneurs n'étaient nommés que pour une année, et à la fin de l'exercice de leur charge, ils rendaient compte de leur administration, dans l'assemblée populaire entre les mains de leurs successeurs. La Révolution n'a fait que restreindre cet état de choses si démocratique, pour le remplacer par l'omnipotence de l'Etat et une centralisation administrative qui gênent la liberté des communes et nuisent souvent à leurs intérêts.

Parmi ses privilèges, Menotey avait celui de faire payer un droit d'*habitage* à l'étranger qui venait se fixer sur son territoire. On ne le recevait comme habitant, avec part aux honneurs, droits et profits de la communauté, qu'après s'être assuré : « qu'il avait une bonne réputation et une bonne conduite, et après lui avoir fait promettre par serment de vivre en bon catholique, d'être loyal et fidèle à Sa Majesté, notre souverain seigneur et à la communauté... »

Il y avait plusieurs sortes de tribunaux pour rendre la justice. La communauté avait le droit de punir les infractions à ses règlements, en imposant des amendes à ceux qui s'en rendaient coupables. Les délits, les crimes et toutes les contraventions aux lois générales étaient du ressort des officiers de justice du Baillage. Chaque année le Bailly, ac-

compagné de son greffier, venait tenir sa Justice à la maison de ville et juger les causes qui lui étaient soumises. Le seigneur avait aussi ses officiers et ses tenues de Justice, sur ses domaines et seulement pour ce qui les concernait. Les autres causes litigieuses entre les communautés et les particuliers étaient portées devant la cour du Parlement de Dole.

L'assiette de l'impôt n'était pas établie d'une manière fixe et régulière, comme aujourd'hui, sur la propriété foncière, les portes et fenêtres, etc... La Franche-Comté, dans le principe, payait à son souverain, sous le nom de *don gratuit*, un léger tribut, voté, chaque année, par les trois Etats de la Province et réparti sur chaque commune. Les Echevins en faisaient la répartition, suivant la fortune de chaque famille, « le fort portant le faible ». Pour ses dépenses, la commune n'avait pas de revenus fixes. Quand elle avait besoin d'une somme d'argent, pour payer le recteur d'école, les gardes, soutenir un procès ou pour tout autre emploi, les Echevins assemblaient la communauté et faisaient un *Ject ou répartition*, fixant ce que chaque famille devait fournir pour réaliser la somme nécessaire.

La communauté avait le droit de *Lods*, payé aujourd'hui à l'Etat sous le nom de droit de mutation dans la vente des propriétés, qui étaient loin d'appartenir toutes aux seigneurs, aux nobles ou aux ecclésiastiques ; sans parler des terrains commu-

naux, une partie notable du territoire était possédée par un assez grand nombre de familles roturières. Il est facile de s'en convaincre par les nombreux actes de vente, d'échange ou de donation, qui font connaître les noms et la condition des vendeurs, des acheteurs et des propriétaires voisins.

La commune de Menotey n'avait point de corvée à faire au profit du seigneur, point de droits féodaux sur la monture de ses grains. La seule servitude qu'elle avait à subir était celle du four, qui était banal et faisait partie de la seigneurie concédée à la famille de Florence. Tous les habitants étaient obligés d'y faire cuire leur pâte, sous peine d'une amende, au profit du seigneur, moyennant la redevance d'une miche sur vingt-cinq. Cette redevance n'était point exorbitante, et l'institution des fours banaux, bien qu'elle eût des inconvénients, n'était point sans avantage, au moins au point de vue de l'économie. Cet usage existe encore dans quelques villages, et les habitants y trouvent leur profit, puisqu'ils le conservent sans y être forcés.

Après la réunion de la Franche-Comté à la France, les communes ne furent plus aussi indépendantes, ni aussi libres dans leur administration. Les impôts furent plus considérables et les charges plus nombreuses. Louis XIV ne conserva pas la Haute Justice que s'étaient réservée les Ducs de Bourgogne, les empereurs d'Autriche et les rois d'Espagne. Il l'amodia à bail à des seigneurs appelés *Engagistes* dont les exigences devinrent une

nouvelle source de vexations pour les populations.

La communauté avait aussi sa vie religieuse, son administration paroissiale. De tout temps, les fidèles ont pourvu à la subsistance et à l'entretien des ministres de la religion. Les premiers missionnaires, qui évangélisaient une contrée, n'avaient d'abord pour subsister que les offrandes journalières des fidèles. Mais lorsqu'une agglomération de familles devenait suffisante pour réclamer les soins permanents d'un pasteur, et qu'elle en faisait la demande à l'évêque, elle s'engageait à assurer l'existence de son ministre, au moyen d'une rétribution fixe et annuelle, offerte par tous ses membres ; et de son côté, la prévoyance épiscopale ne manquait pas de prendre acte de cette promesse. Conformément à l'ordre établi par Dieu, chez le peuple juif, les nouveaux chrétiens offraient de déposer la dîme de leurs fruits entre les mains des successeurs des Lévites. Au produit de cette dîme, insuffisant pour les besoins du prêtre et de l'église, les fidèles avaient ajouté un certain nombre d'autres offrandes, dont les unes étaient purement volontaires et les autres rémunératoires des différentes fonctions du ministère sacerdotal, ou des services particuliers, qu'ils recevaient de leurs pasteurs. C'est de là que sont venus les honoraires de messes, le casuel pour les baptêmes, mariages, sépultures, bénédictions de maisons, gerbe de passion, offrandes de bons deniers, etc. Les souverains, de leur côté, s'empressaient de garantir, par la sanc-

tion des lois civiles, l'exécution des engagements primitifs ; et le droit se trouva ainsi fixé par la loi civile et la loi ecclésiastique aussi bien que par l'acceptation volontaire des populations. La dîme, que l'ignorance ou la mauvaise foi nous présente aujourd'hui comme une odieuse exaction, n'était qu'une redevance, c'est-à-dire, une propriété, la plus correcte et la plus antique qui existât. Cette propriété reposait sur la loi divine et la loi humaine. Née de ce double principe, que Dieu demeure le possesseur souverain de la création, et que le prêtre doit vivre de l'autel, elle fut d'abord acceptée comme de droit divin dans toute l'antiquité, non seulement mosaïque, mais païenne.

Entrée dans les coutumes chrétiennes, avec tout le meilleur des traditions humaines, elle fut enfin constituée législativement par Charlemagne, d'après la raison même de son origine, « in recognitionem supremi Dominii Dei, » selon l'expression du grand législateur : d'une part, aveu public du suprême domaine du Créateur ; de l'autre, tribut de justice pour l'entretien des églises, des prêtres et des pauvres, et rémunération sociale du service que la religion rend à la société.

D'un autre côté, si l'on réfléchit à la situation des populations rurales, avant la Révolution, on reconnaîtra facilement que la dîme, c'est-à-dire le paiement en denrées produites par le sol de la paroisse, était le moyen le plus commode et le moins onéreux pour rétribuer les services du prêtre, qui

ne recevait ni de l'Etat, ni de personne un traitement fixe comme aujourd'hui. L'argent était excessivement rare, surtout dans les campagnes : s'il eut fallu, à jour fixe, fournir une somme d'argent pour le traitement du pasteur, la plupart des familles auraient été souvent embarrassées, pour se la procurer. En acceptant ce mode de paiement, l'église se mettait à la portée des habitants des campagnes, et leur rendait plus facile l'accomplissement de leur obligation.

Si la dîme avait quelque chose de désagréable et de pénible, c'était plutôt pour le prêtre que pour les fidèles. La perception lui occasionnait des ennuis et des frais assez considérables ; elle était souvent la source de difficultés et même de procès longs et dispendieux ; et nous ne croyons pas qu'il existe aujourd'hui un seul prêtre qui désire revenir au régime de la dîme.

Nous ferons remarquer que cette redevance, appelée dîme, n'a jamais été la dixième partie des fruits de la terre. La fixation se faisait d'un commun accord entre la paroisse et l'autorité ecclésiastique, suivant les lieux et les circonstances. Souvent elle ne s'élevait qu'à la vingtième, à la trentième et même à la cinquantième partie de la récolte. A Menotey, la dîme sur le vin, fixée d'abord au seizième, fut réduite plus tard au vingt-cinquième, comme celle de tous les autres produits du territoire.

A l'origine, la plupart des paroisses avaient été

fondées par des Ordres religieux. Le monastère percevait la dîme convenue et faisait desservir la paroisse par un ou plusieurs de ses religieux, et, dans la suite, par des prêtres, appelés chapelains ou vicaires, en donnant à ces derniers ce qui était nécessaire pour leur subsistance. Quand l'Eglise jugea à propos d'établir à la tête des paroisses des recteurs ou curés, les fondateurs n'eurent plus d'autres charges que de célébrer les offices divins le jour de la fête patronale, et d'entretenir le chœur des églises ; mais ils conservèrent le droit de présenter le titulaire à la nomination de l'évêque, le patronage de l'église et le droit de percevoir les dîmes, en en cédant une partie au curé. L'usage s'établit communément de lui en laisser les trois dixièmes. Ainsi les Bénédictins et les Jésuites leurs successeurs continuèrent à percevoir les sept dixièmes des dîmes de Menotey, jusqu'à la Révolution. C'est là, croyons-nous, que l'on peut voir un abus dans l'emploi de la dîme. Elle était essentiellement paroissiale, elle n'aurait dû profiter qu'au service de la paroisse, et du moment que les fondateurs n'en étaient plus chargés, il nous semble qu'ils auraient dû abandonner toute la dîme à ceux qui les remplaçaient. Nous ne disons pas qu'il y avait injustice ; car leur droit était certain, et le revenu qu'ils tiraient des paroisses était une dotation souvent nécessaire pour l'entretien des monastères.

A côté des droits, dont nous venons de parler,

l'Église possédait des propriétés territoriales, qui lui furent enlevées par la Révolution.

A dater du jour où elle a été publiquement reconnue, ses établissements ont possédé des biens, au même titre que toute institution publique, ou toute association inoffensive. Dès cette époque, ses acquisitions ont été entourées de toutes les formalités notariales usitées pour les contrats entre particuliers. Presque tous les biens de l'église provenaient de donations authentiques faites, dans la suite des siècles, par des princes, des seigneurs, des prêtres ou de modestes propriétaires roturiers. Ces donations avaient eu presque toutes pour mobile l'amour de Dieu, celui des pauvres ou l'expiation ; il n'en était presque aucune qui n'eût été faite à titre onéreux, à charge de prières considérables ou de nombreux services expiatoires.

En dehors des ressources, que nous venons d'énumérer, les revenus des églises des paroisses rurales étaient fort peu considérables. Ils étaient administrés, sous la direction du curé, par des Fabriciens, nommés seulement pour une année, et obligés de rendre compte de leur administration dans l'assemblée de la communauté.

Nous avons pensé qu'il était convenable de placer en tête des chapitres les noms des curés de la paroisse. Dans les siècles de foi, dont nous retraçons les annales, la religion tenait la première place dans le cœur et dans toute la vie des habitants de la campagne. Ils vénéraient dans leurs

pasteurs, les organes et les représentants de la religion au milieu d'eux. Ils les regardaient comme leurs amis, ils les aimaient comme leurs pères. Il est juste de conserver les noms et de bénir la mémoire de ces humbles bienfaiteurs des générations qui nous ont précédés.

L'Abbé JACQUES, *cure*.

Menotey, 15 avril 1882.

HISTOIRE DE MENOTEY

DEPUIS L'ÉPOQUE GAULOISE JUSQU'À LA RÉVOLUTION

CHAPITRE I.

Époque ancienne.

Nous ne pouvons donner une idée générale de la vie des premiers habitants de Menotey, qu'en nous servant des renseignements fournis par l'histoire sur la situation des populations agricoles, dès l'époque la plus reculée. L'histoire des classes rurales en France se confond, dans ses commencements, avec l'histoire de la nation elle-même. Peuple pasteur et agricole, les Gaulois conquièrent par le travail, plus encore que par les armes, le sol qu'ils vinrent occuper, à une époque qui peut être fixée à 14 siècles environ avant Jésus-Christ. Parti des rivages lointains de l'Asie, ce nouveau peuple absorba ou refoula les tribus sauvages, qui l'avaient précédé sur le sol, sans le posséder par la culture. Il s'arrêta, non plus sous des tentes, ou dans les antres des montagnes, mais dans des demeures stables construites de ses mains. Par son industrie, les hameaux s'élèvent, les terres se défrichent et se couvrent de moissons ou de prairies. Les vastes forêts de chênes, que le culte national entourait d'un respect religieux, abritaient des troupeaux de porcs à demi sauvages, qui, recueillis à l'approche de l'hiver, contribuaient, pour une large part, à l'alimentation du peuple pendant la saison morte.

Quelle était la condition de ces agriculteurs, qui furent nos ancêtres, et auxquels nous devons la fécondité du sol qui nous nourrit aujourd'hui ? Leur organisation sociale avait pour base la famille, appelée *Clan*, dans le langage de nos pères. Le chef de clan résumait en lui toute l'autorité sur la bourgade agricole. Il conduisait à la guerre les hommes de la tribu, qui, d'après les institutions anciennes, étaient tous tenus au service militaire, et devaient prendre part aux entreprises concertées pour la défense et l'avantage communs. Il présidait aux cours de justice, et il était surtout chargé de défendre les intérêts des hommes de sa parenté, soit contre les étrangers, soit dans les assemblées du peuple. C'est à lui aussi qu'incombait le devoir de développer le progrès, déjà invoqué à cette époque, et de répandre les éléments de prospérité que contenait le territoire. C'est ce qu'exprime la loi Galloise, lorsqu'elle dit : Qu'au chef de clan appartient la mission de propager les trois arts domestiques, c'est-à-dire l'agriculture, l'élevage des bestiaux et la tisserie.

Dans la répartition primitive du territoire, une large attribution put être faite à chacune de ces familles, qui, en se multipliant, se divisèrent et formèrent, sous le nom de *Trèves*, ces agglomérations rurales, appelées plus tard communautés, et qu'on peut regarder comme le noyau et l'origine de nos modernes communes. A cette époque lointaine, la culture, quoique individuelle, ne donnait au colon qu'une possession viagère, et à la mort du chef de famille, le champ qu'il avait défriché rentrait dans le domaine commun. Mais bientôt on reconnut qu'aux enfants qui avaient partagé le labeur du père, devaient appartenir les fruits du travail ; et le patrimoine se divisa entre eux par égales parts. La propriété privée devint dès lors uniforme, le sol entier y fut assujéti, à l'exception de certains fonds, dont la possession indivise fut reconnue plus avantageuse et appelée les *communaux*. Toute portion de territoire

doit être partagée, dit la loi Galloise, à l'exception de la forêt de chênes, du pâturage et de la carrière. Cet état de choses existe encore aujourd'hui, et dans un grand nombre de contrées, les diverses espèces de fonds, qui n'exigent pas le travail assidu de l'homme, sont restées hors partage, et forment un patrimoine commun, qui s'est conservé dans nos hameaux, à travers une longue suite de vicissitudes et une longue succession de générations. Nous verrons, dans la suite des siècles, les habitants de Menotey attacher un grand prix à la possession et à la conservation de leurs communaux.

La religion des Gaulois était un mélange d'idolatrie et de notions plus pures, puisées dans les traditions primitives. Ils croyaient à l'existence d'un Dieu suprême ; mais ils faisaient également des dieux, de ses diverses manifestations. Il y avait un Dieu de la guerre, de l'industrie et de l'intelligence, appelé *Teutatès* (*Mercur*), un Dieu du tonnerre, un Dieu de la médecine et de la lumière, *Belan* (*Apollon*), etc. Le chêne, l'arbre-roi des forêts de la Gaule, était l'objet d'une vénération particulière, et c'est de son nom (*Drus*) que les prêtres tiraient leur nom de *Druides*. Le gui, qui pousse sur le chêne, était considéré comme sacré, et c'est avec des cérémonies solennelles que les Druides le coupaient au retour du printemps. Les Gaulois croyaient à l'immortalité de l'âme et à une autre vie ; mais ils dénaturaient la vérité par des idées de métempsychose. Ils croyaient à l'efficacité des sacrifices, mais altérant aussi cette grande vérité, fondée sur la Rédemption par le sang d'un Dieu, ils pensaient que la vie d'un homme peut être rachetée par celle d'un autre. Les riches s'imaginaient trouver là un moyen de prolonger leur vie. Tombaient-ils malades, la mort d'un prisonnier de guerre, d'un esclave, d'un enfant, devait les guérir. Dans les circonstances graves, on construisait en foin ou en osier, un colosse immense rempli d'hommes vivants, on le plaçait

sur un bucher, un druide y mettait le feu et cet horrible sacrifice était regardé comme un moyen de salut.

Telle était l'organisation de la petite colonie Gauloise, qui donna naissance au village de Menotey. Elle dut être d'abord peu nombreuse, parce que le sol était encore en grande partie inculte et couvert de bois. Quelques champs mis en culture lui suffirent avec l'élevage des porcs, qui devait être sa ressource la plus considérable. Cette industrie se conserva longtemps dans le pays. Au XVI^e siècle, on y élevait encore des troupeaux de porcs ; et les habitants se plaignent « de ce qu'on les laisse aller, sans bergers, pâturer dans les vignes et les bois, où ils mangent les bourgeons et les jeunes pousses et occasionnent de grands dégâts ».

Nos pays ne devaient pas toujours conserver leur liberté et leur indépendance. Un demi-siècle (51) avant Jésus-Christ, les Romains envahirent le sol de la vieille patrie Gauloise, pour la conquérir. La résistance fut unanime. Les colons abandonnant les sillons, et convertissant en armes leurs instruments de culture, suivirent les chefs de tribus sur les champs de bataille. Mais la nation, livrée presque tout entière à l'agriculture et déshabituée de la guerre, ne put résister longtemps aux intrépides légions romaines, conduites par César. Après moins de dix ans la Gaule perdait son indépendance et passait sous la domination de Rome.

Le pouvoir nouveau ne se montra pas d'abord inexorable, et Rome, par les actes d'une savante administration, parut vouloir faire oublier aux Gaulois le souvenir d'une liberté souvent orageuse. Une de ses premières améliorations fut la création de ces grandes voies de communication, destinées à relier entre eux les grands centres de population, et à dominer le pays, par des stations militaires établies de distance en distance sur leur longue étendue. Une de ces voies passait à Menotey, qui devint, sans doute,

une station romaine, dont le personnel augmenta le nombre des premiers habitants du village.

Les bienfaits plus apparents que solides de la civilisation Romaine, se répandirent surtout dans les cités, qui s'enrichirent des monuments de cette nouvelle civilisation. Mais tandis que les villes accrues par les flots d'une population avide de nouveautés, se décoraient de portiques, de théâtres et de temples ; la servitude s'introduisait dans les campagnes. Les classes agricoles se virent enlever leurs antiques privilèges et reçurent des préfets romains, des magistrats ruraux, chargés de répartir les nombreuses prestations auxquelles elles étaient assujetties. Privés des chefs naturels, qui autrefois leur servaient d'appui, isolés dans les campagnes, destitués de tout secours, les colons furent livrés sans défense aux convoitises de préposés avides, qui n'avaient d'autre but que de s'enrichir de leurs dépouilles.

Il est difficile de décrire l'état de ruines dont l'administration romaine couvrit le sol de la Gaule. Sous prétexte de niveler les conditions, elle avait détruit toutes les anciennes influences et soumis les habitants à une commune servitude. Pressurés de toute part, accablés d'impôts, d'exactions et de mauvais traitements, les paysans se révoltèrent, quittèrent leurs chaumières, et, sous le nom de *Bagaudes*, se répandirent comme un torrent dans les champs, qu'ils dévastèrent.

Ils s'emparèrent de plusieurs villes, et livrèrent aux flammes celle d'Autun. Les Bagaudes demeurèrent, pendant un an, maîtres de nos contrées de l'Est ; à la fin ils furent soumis ou détruits par Maximien Hercule, envoyé par Dioclétien pour les combattre. La Gaule continua à subir la domination romaine jusqu'à l'arrivée de nouveaux peuples qui allaient bientôt y mettre fin.

Dès le commencement du troisième siècle, l'empire Romain fut attaqué à la fois en Orient et en Occident. Les

Francs, établis au nord, sur la rive droite du Rhin ne cessèrent plus d'attaquer la Gaule. Au cinquième siècle, ils s'y établirent après les *Burgondes* (*Bourguignons*), qui avaient franchi le Rhin en 406 et fondé, à l'Est et au centre, en 413, le royaume de Bourgogne avec Besançon (*Vesontio*) pour capitale.

Une colonie de ce peuple conquérant s'établit à Menotey en se joignant à l'ancienne population. Ces premiers habitants avaient placé leurs sépultures sur le plateau de la colline qui domine, à l'orient, le village. Ce cimetière cessa d'être en usage, lorsque la population, convertie à la religion chrétienne, eut bâti une église et placé la tombe de ses morts autour de son enceinte. Cet ancien cimetière, découvert depuis longtemps, occupe une superficie considérable.

En 1799, en défrichant une partie de ce coteau, appelé *Au moulin à vent*, on découvrit quatre cercueils en pierre, dont un seul muni de son couvercle, renfermant les ossements de trois cadavres ; les trois autres ne contenaient que chacun un squelette, ayant à ses pieds un vase d'argile et un poignard. L'annuaire du Jura de l'année 1813, où nous trouvons ce renseignement, ajoute : « Chaque année, en travaillant la vigne de ce canton, on découvre des laves d'environ deux décimètres de large, sur cinq ou six de long. Elles sont posées sur deux grosses pierres de même longueur, dont les joints sont bien enduits de mortier, et renfermant des cadavres ayant tous un pot d'argile aux pieds. » En 1877, en exécutant des travaux de rectification, sur le chemin de grande communication, qui traverse cette colline, on mit à découvert un plus grand nombre de sépulcres. Sur une longueur de 30 à 40 mètres, dans la largeur du chemin, on trouva, à une profondeur de 50 à 60 centimètres, trois ou quatre squelettes rangés symétriquement, et tous orientés du levant au couchant. Les squelettes avaient presque tous, à leurs pieds, un vase

d'argile. A côté de quelques-uns gisaient des fragments d'épée ou scramasaxe, des poignards ou couteaux de différentes longueurs, des agrafes et des plaques de ceinturons, dont quelques-unes ornées de boutons de bronze, des grains de collier en terre émaillée rouge brun, et en verre peint de diverses couleurs, et plusieurs fers de cheval. On n'a découvert qu'un seul cercueil en forme d'auge très étroite d'une seule pièce. La plupart de ces objets, réclamés par l'administration départementale, ont été placés dans le musée de Lons-le-Saunier.

La nouvelle population de Menotey se fusionna bientôt avec l'ancienne, grâce aux principes de charité et de fraternité que la religion chrétienne commençait à répandre parmi les peuples. On fit un nouveau partage des terres ; les conquérants s'en réservèrent les deux tiers, et laissèrent le reste aux anciens habitants. L'administration gallo-romaine fut modifiée et mise en rapport avec les habitudes de ce nouveau peuple. La communauté était gouvernée par un conseil élu par les chefs de famille ; ce conseil choisissait lui-même, parmi ses membres, un représentant nommé gouverneur ou prud'homme, chargé, avec lui, de défendre les intérêts communs, de punir les délits et de régler les contestations. Cette administration libre, indépendante et démocratique, se conserva toujours à Menotey, même pendant l'époque de la féodalité. Le village formait comme une petite république relevant directement du souverain de la province.

La domination romaine avait ruiné les campagnes de la Gaule. A leur arrivée dans nos pays, les Burgondes trouvèrent la culture abandonnée, les champs livrés à la stérilité. Le sol se recouvrait de sombres forêts remplies de sangliers, de loups et d'autres animaux sauvages. Mais ces nouveaux habitants, rassurés par des chefs énergiques, se mirent à défricher le sol avec ardeur, ils plantèrent la vigne, dont la culture n'eut cependant tout son dévelop-

pement que dans le XI^e siècle. En voyant ces énormes murgers, qui s'élèvent sur une grande partie de notre vignoble, nous pouvons juger dans quel état de stérilité nos pères ont trouvé le sol du territoire, ce qu'il leur fallut de temps et de travaux, pour préparer cette terre, et de sueurs pour la féconder. La gloire de nos pères, leur titre à notre reconnaissance est d'avoir établi, sur le sol le plus ingrat du pays, l'un des plus riches et des plus beaux vignobles de la contrée. Ils furent soutenus dans leurs pénibles travaux par la religion chrétienne, qui prenait alors définitivement possession de nos campagnes.


Le christianisme avait été apporté dans les Gaules dès les premières années de la prédication apostolique. Pendant les deux premiers siècles, il s'étendit rapidement dans toutes les provinces, et à la fin du IV^e toute la Gaule était chrétienne. Mais les campagnes restaient encore attachées à une multitude de superstitions païennes. Les magistrats romains s'étaient, en général, montrés peu favorables à la doctrine chrétienne qui tendait à relever les classes agricoles de l'état d'infériorité où ils cherchaient à les réduire ; et même, sous les empereurs chrétiens, la nouvelle foi ne fit de progrès sérieux que dans les villes et les grands centres de population. A cette époque, il existait sur le sommet de Montroland un sanctuaire païen, qu'environnait l'ombre propice d'un bois sacré. A une lieue de là, sourdait la source sacrée d'Archelange. Le culte des divinités topiques des fontaines, si généralement répandu dans l'ancienne Gaule, devait avoir, en ce dernier lieu, une consécration remarquable. Les Romains avaient placé sur cette fontaine l'effigie d'une de leurs divinités, pour détruire la consécration druidique dont elle était l'objet. Dans l'enceinte même du prieuré de Jouhe, on voyait encore au siècle dernier, un espace carré, dont les angles étaient ombragés par quatre vieux noyers. Cette enceinte, toujours considérée comme sacrée, marquait suivant la tradition, la

place qu'occupait un temple consacré à Jupiter. Cette croyance est d'autant plus fondée que le nom de Jouhe, Joa, Joe et Jô, que cette localité a porté à différentes époques, offre une analogie parfaite avec le nom du Maître des Dieux, Jovis, Jove. Il est probable que ce temple était le centre et le foyer du culte idolâtrique pour Jouhe, Menotey et les autres villages d'alentour.

Saint Martin, évêque de Tours, contribua puissamment à détruire ces restes d'idolâtrie. Ce grand thaumaturge des Gaules passa à Dole où il séjourna quelque temps, vers l'an 376. Il fit dans nos contrées ce que l'histoire rapporte qu'il faisait partout, dans ses prédications à travers les Gaules. Il évangélisait de préférence les gens de la campagne, renversant les temples, brisant les idoles et détruisant les bois sacrés. Mais pour ne pas violenter ces esprits grossiers et superstitieux, et pour les amener à la Foi chrétienne par une pacifique transformation, il donnait une consécration chrétienne aux lieux sacrés de l'idolâtrie, il substituait des dévotions chrétiennes aux superstitions païennes. C'est ainsi qu'il consacra un autel à Montroland et y établit ou augmenta la dévotion à la très sainte Vierge. C'est pour la même raison que plus tard la fontaine d'Archelange fut dédiée à saint Marcoul. Nous croyons que saint Martin, comme il avait coutume de le faire, laissa dans nos pays quelques-uns des religieux qui le suivaient, pour y maintenir la foi et y continuer son œuvre, et nous pouvons penser que ces religieux, imitant son exemple, ne trouvèrent point de meilleur moyen d'extirper le culte idolâtrique, rendu au Maître des Dieux dans nos contrées, que de lui substituer celui de saint Pierre, prince des apôtres. C'est peut-être la raison pour laquelle les églises des deux paroisses de Jouhe et de Menotey furent placées, dès cette époque, sous le vocable et le patronage de saint Pierre.

Une situation nouvelle était faite à nos ancêtres. Anoblis par la religion, instruits par elle de la grandeur de

leur dignité et de la sublimité de leur destinée, ils travaillèrent avec ardeur pendant les siècles suivants à augmenter la prospérité de leur établissement.



CHAPITRE H.

Les Bénédictins de St-Vivant, curés de la paroisse.

Le IX^e siècle apporta à nos ancêtres de nouvelles bénédictions. La religion relevant le travail agricole, que l'esclavage avait déshonoré, peupla de ses cénobites et de ses moines les campagnes abandonnées. Les disciples de saint Benoît, la hache d'une main, le psautier de l'autre, pénétrèrent dans les solitudes et les forêts, se font laboureurs et embrassent avec joie les plus rudes labeurs. Encouragés par leurs exemples, les colons accourent souvent en grand nombre sur les terres dont ces moines ont reçu l'investiture, certains de trouver l'aisance et la prospérité sur ces domaines pacifiques. Ce fut là l'origine d'un grand nombre de villes et de villages.

Vers l'an 860, une colonie de moines Bénédictins, partie des contrées du nord, arriva dans le canton d'Amaous, portant les reliques de saint Vivant qu'elle cherchait à soustraire à la profanation des Normands. L'évêque Agilmar les établit dans une solitude à une lieue de Menotey où ils fondèrent une abbaye qui donna son nom au village bâti autour du monastère. Plus tard, ils établirent un prieuré à Jouhe. L'évêque Agilmar leur confia la direction et leur concéda le patronage des églises d'Auxonne, Menotey, etc. Les Ducs de Bourgogne leur accordèrent les droits de seigneurs sur les domaines qu'ils occupaient, ainsi que sur quelques villages, en particulier sur la forêt de Menotey appelée la forêt de Saint-Vivant, et sur quelques domaines situés sur le territoire de Menotey.

Comme nous l'avons dit, le christianisme avait été établi

dans nos campagnes, dès la fin du IV^e siècle, et Menotey formait, sans doute depuis cette époque, une communauté chrétienne desservie d'une manière plus ou moins régulière par des religieux. Mais à partir de l'établissement des Bénédictins, la paroisse fut fondée d'une manière définitive, et par un bienfait dont nous devons remercier la Providence, nos pères eurent toujours au milieu d'eux un pasteur pour les instruire des vérités de la religion, les maintenir dans la pratique de la vertu et travailler avec zèle à leur sanctification.

Les Bénédictins de St-Vivant ont donc été les curés primitifs de la paroisse qu'ils firent desservir d'abord par des religieux du monastère, ensuite par des prêtres appelés chapelains, vicaires perpétuels, et enfin recteurs ou curés, lorsqu'elle eut été érigée canoniquement en église paroissiale. Nous ne savons pas à quelle époque eut lieu cette érection. Dans un inventaire des papiers et titres concernant les habitants de Menotey, fait par les quatre prud'hommes de la communauté en 1613, nous trouvons la mention en tête de toutes les autres « d'un vieux titre en parchemin contenant deux peaux rapondues concernant les droits de l'église, écrit en latin ; n'ayant connaissance de la date. » Ce titre, qui aurait pu nous fournir des renseignements précieux, est malheureusement perdu.

Dans la plaidoirie d'un procès soutenu par M. Glane, curé en 1563, nous trouvons les paroles suivantes, qui attestent que l'érection de Menotey en église paroissiale remonte à la plus haute antiquité (1).

« C'est un fait notoire, que dès les temps les plus anciens, dans le lieu de *Menostier*, du diocèse de Besançon, fut, est et a coutume d'être une église paroissiale remarquable et pieuse. » Ces dernières paroles sont précieuses

(1) Ab antiquissimis temporibus fuit et est eaeque consuevit in loco de Menosteyo una insignis devotaque parochialis ecclesia.....

à recueillir, comme un souvenir et un témoignage de la foi et de la piété de nos ancêtres ; nous en trouverons d'ailleurs un grand nombre de preuves dans la suite de cette histoire.

A cette époque, nos contrées se trouvaient donc dans les conditions les plus favorables. Une longue période de paix avait permis aux habitants des campagnes de développer sans entraves la culture de leurs terres, pendant plus de deux siècles. La protection et les encouragements que Charlemagne donnait à l'agriculture dans toute l'étendue de son vaste empire, dont faisait alors partie la Bourgogne, semblait promettre un accroissement de prospérité ; mais sur la fin du IX^e siècle, des invasions désastreuses vinrent arrêter cet essor et remplir nos contrées de désolation et de ruines. Les Normands, après avoir ravagé le nord de la France, se jetèrent sur la Bourgogne, que Charles-le-Gros abandonna à leur rapacité. Ils y séjournèrent pendant l'année 887, brûlant les villages, détruisant les récoltes, et massacrant les populations. Ils livrèrent aux flammes le monastère de St-Vivant, et il est à croire que Menotey et les autres villages voisins de cette abbaye eurent le même sort.

Après avoir secoué le joug de la domination romaine, les conquérants de la Gaule lui donnèrent une nouvelle organisation sociale. Du V^e au X^e siècle s'établit le régime féodal, que nos politiques modernes, par ignorance ou mauvaise foi, nous représentent comme une institution barbare et dont ils font un épouvantail pour nos populations. Pour rendre la Féodalité odieuse, ils ont généralisé et imputé à l'institution elle-même quelques faits particuliers, dignes de blâme et de réprobation, mais dont elle n'était point responsable ; ils ont exploité largement les abus qui se sont produits dans les derniers siècles, lorsque, ne répondant plus aux besoins des peuples, elle allait se modifier naturellement sans bouleversement et sans se-

cousse. La plupart des préjugés que l'ignorance a accumulés contre la Féodalité, dit M. Ed. Démoulin, sont tombés un à un, devant les documents originaux découverts par la science actuelle. M. Le Play, dans ses études sociales, a écrit ces lignes : « La Féodalité fut une immense confédération où chacun avait tour à tour des droits et des devoirs. Ce ne fut pas un idéal ; et l'Eglise qui avait pris l'humanité dans l'esclavage et la poussait vers la liberté, l'Eglise ne considéra jamais la Féodalité que comme une transition, comme une halte, où l'humanité épuisée par tant de secousses se reposait un instant. » Ajoutons que c'est une insigne calomnie d'imputer à l'Eglise et au clergé le désir de vouloir la rétablir aujourd'hui. Sans nous étendre davantage sur les considérations générales, disons seulement la situation qui était faite aux habitants des campagnes par cette institution née du besoin de s'unir et de se défendre dans une société continuellement bouleversée par des guerres et des invasions désastreuses. Au-dessous des grands fiefs qui dépendaient immédiatement du souverain, il y avait les seigneurs particuliers laïques ou ecclésiastiques de qui relevaient directement les colons qui, le plus souvent, s'étaient placés librement sous leur autorité. Ainsi un seigneur, un abbé voulait-il attirer des cultivateurs sur une terre dont il avait reçu la concession, il faisait connaître les conditions, les avantages et les charges proposées aux nouveaux colons, et de nombreuses familles répondaient avec empressement à l'appel qui leur était fait.

Mais outre ces redevances imposées par contrats, les possesseurs des domaines ainsi mis en culture exerçaient sur les nouveaux habitants les droits dits féodaux, c'est-à-dire qui pouvaient être regardés comme une dépendance de la souveraineté. Car, à une époque où les relations publiques étaient difficiles et rares, tout homme avait besoin de trouver près de lui la protection légale, la justice, les moyens d'administration, qu'il n'aurait pu aller chercher

au loin. De même que dans l'ancienne Gaule, chaque chef de tribu ou de famille remplissait ces fonctions de justicier et de défenseur auprès des hommes de son canton ; de même le possesseur du nouveau *manoir*, le propriétaire du vaste domaine, appelé *Seigneur*, remplissait ces fonctions auprès de ceux qui l'entouraient, et dont la situation avait pour origine un contrat librement consenti. Ces colons formaient la première catégorie des possesseurs ruraux. Ils étaient détenteurs des biens dits de *main-morte* qui ne pouvaient être vendus et retournaient au seigneur, lorsque le possesseur mourait sans héritier. Ce genre de biens avait l'avantage de garantir l'avenir des familles agricoles, parce qu'ils ne pouvaient être cédés, ni hypothéqués, et que les enfants étaient assurés d'en obtenir à leur tour la jouissance. Pour ce motif, ils étaient souvent préférés aux biens libres dans les partages. Mais la main-morte fut regardée plus tard avec défaveur parce qu'elle engageait la liberté du colon, qui ne pouvait disposer des fonds ainsi possédés, et n'avait pas le droit de les abandonner.

L'autre catégorie était celle des possesseurs de biens libres, qui avaient le plein domaine des fonds et n'étaient tenus qu'aux charges afférentes à la propriété dans toutes les sociétés régulières.

C'est aussi de cette époque que date la construction de ces châteaux fortifiés, bâtis sur les crêtes des montagnes, sur le sommet des rochers et dans les lieux entourés de marécages ou de difficile accès. Ce n'était point pour dominer leurs vassaux et écraser les paysans que les seigneurs élevaient ces forteresses, c'était au contraire pour les protéger et les défendre. Dans les guerres, dans les invasions, les laboureurs s'y réfugiaient avec leurs familles et leurs troupeaux. C'est ainsi que la force des choses avait amené presque toutes les populations rurales à se mettre sous la tutelle et la protection des couvents et des châteaux, protectorat sans lequel les campagnes fussent restées souvent

désertes et le travail agricole abandonné. Quelques communes rurales restèrent cependant complètement indépendantes de la domination des seigneurs ; un certain nombre en furent affranchies de bonne heure et d'autres demeurèrent sous le régime de la main-morte jusqu'à la Révolution. Le village de Menotey conserva toujours son indépendance et sa libre administration sous l'autorité directe des souverains de la province. Il n'y eut jamais de seigneur étendant son autorité sur la communauté tout entière, mais seulement deux seigneuries partielles, l'une ecclésiastique, concédée aux Bénédictins de St-Vivant, l'autre laïque, dont nous n'avons pu découvrir l'origine, ni les premiers possesseurs. En 1210, on voit Etienne de Monesteyo (de Menotey) signer un accord entre les religieux de Balerne et Guy, sire de Monnet ; mais rien n'indique s'il était possesseur de la seigneurie de Menotey, que nous trouvons quelques années plus tard dans la famille d'Estrabonne.

Au mois de mars 1265, Marguerite, dame d'Estrabonne, femme de Marc, seigneur de Mailly, et Pancras Damoiseau son fils, vendirent à noble baron Hugues, comte palatin de Bourgogne, et à la noble dame Alix, comtesse palatine, sa femme, pour eux et leurs hoirs, tout ce qu'ils avaient aux lieux de Menotey et Rainans et aux finages des dits lieux, tant en terres, prés, vignes qu'en hoirs et seigneurie, du vicomté de Dole, pour et moyennant la somme de 400 livres estevenants.

La seigneurie partielle que possédait à Menotey Marguerite d'Estrabonne passa par cet acte aux comtes de Bourgogne qui, 70 ans plus tard, la concédèrent à la famille de Florence.

Comme nous l'avons dit, les prieurs des monastères de St-Vivant et de Jouhe avaient aussi une seigneurie partielle à Menotey. Outre le patronage de l'Eglise, ils étaient seigneurs en totalité, c'est-à-dire en haute, moyenne et basse justice, de la forêt de St-Vivant située sur le territoire de

Menotey, appelée aujourd'hui, *la forêt*, et appartenant à M. le baron d'Aligny.

Nous trouvons leurs droits mentionnés et confirmés dans une charte donnée par Otho, comte palatin, souverain de la province, au mois d'octobre 1281, pour désapprouver les entreprises du prévot de Dole sur les droits des prieurs de St-Vivant. Nous reproduisons cette pièce, intéressante à cause de son ancienneté, en lui conservant son style et sa forme primitive, comme nous le ferons habituellement toutes les fois que nous reproduirons les titres et les documents anciens, conservés dans les archives de la commune.

« Nous Otho, comte palatin de Bourgogne et sire de Salins, faisons savoir à tous ceux qui verront et ouïront ces présentes lettres, que comme les gens et les habitants de Saint-Vivant-en-Amour, du diocèse de Besançon de l'ordre de Cluny, se sentissent aggravés et la dite maison de St-Vivant aggravée par maintes contentions et plusieurs injures à eux faites en leur possession et en leurs droits, et spécialement les choses ci-après écrites ; c'est à savoir en conque ly prévot de Dole se voit et apperçoit la quinte partie des fruits des vignes des hommes de la dite ville de St-Vivant et de la ville de Sampans, et pour conque le dit prévot de Dole jouissait et exerçait la justice en la ville et au territoire de St-Vivant et ce exploitait en levant des amendes et en faisait convenir les gens par devant lui, faisait conque il ne hût en la dite ville jusque l'exécution de grande justice haute de la personne délivrée à lui ou au mayeur, du pour lors priour de la dite ville, ou par son commandement, et les vingt sous qu'il y doit prendre chacun an pour raison de la garde au jour de la mi-carême ; et pourconque le dit Prévot mallait les gardes es vignes, les Messiers es champs, les fourestiers en tous les bois des hommes de St-Vivant et de Sampans. De quoi nous voulons que les proud'hommes mettent les gardes, les Messiers et

les fourestiers, mais toutes les amendes que paieront et sauront et doivent être au dit prévot de Dole, fors que tant que ly bois qu'on appelle la forêt de *Menesthier* (Menotey) est propre au dit priour, et y doit mettre le dit priour à sa volonté son fourestier et doivent être les amendes au dit priour ; et pour conque le dit prévot appropriait à lui la distribution du bois à faire à chacun des hommes de St-Vivant et de Sampans qui avaient métier, ce que nous voulons que ly proud'hommes de St-Vivant et de Sampans leur donnent aussi comme il a été accoutumé ; et pour ce que le dit prévot levait et percevait la moitié des dîmes des terres et des vignes que ly hommes de Dole ont au parochage de St-Vivant, laquelle chose leur quittons ; et pour conque le dit prévot empêchait et défendait à ses sujets qu'ils ne moulassent et fissent modre es moulins de la dite ville de St-Vivant, laquelle chose nous ne voulons pas, mais voulons et commandons que quiconque voudra modre es moulins, qu'il y mole sans contredit ; et pour conque les gens de la maison et de la ville de St-Vivant et Sampans se sentissent moult aggravés de ces chouses susdites, nous jaisaient comprimés, nous appartient enquérir de ces chouses la vérité. Voulant faire grâce à la dite maison et à l'ordre de Cluny, avons requis honorable père en Notre Seigneur y alors par la grâce de Dieu abbé de Cluny, que si la dite maison ensemble tous l'endroit et les appelés doient et octroient à nous la dite maison l'ouvrerons et pourerions mettre et ramener en bon état, si que ly abbé dessus dit ayant conseil de plusieurs grands personnes de l'Abbaye de Cluny et d'autres proudhommes volant octroyer à nos prières, nous aient donné et octroyé, à notre vie tant seulement la dite maison de St-Vivant en Amour ensemble toutes les appartenances et les appendites et les droitures de la dite maison pour 40 livres tournois, à payer à l'abbé ou au prieur de Vergy, qu'il se voit chacun an à Dole à la fête de la Nativité N. Dame Sainte Marie. Et après

notre décès, la dite maison ensemble toutes les appartenances accroissements et les acquiets faits de nous, dedans le territoire de St-Vivant et de Sampans réappartenir aux dits abbés de Cluny quittement, franchement et paisiblement, promettant en bonne foi, pour nous et nos héritiers, toutes les choses susdites permanentement garder, et donnons et octroyons à la dite maison et aux habitans en recompensation du dit don fait à nous tous les droits aussi de possession comme de propriété que nos et notre prévot a de Dole par la raison de notre prévoté de Dole ou par autre cause quelqu'elle soit, avons et pouvons avoir en toutes les choses susdites, ainsi comme elles sont dites et déclarées ci-dessus, et que ly prévot de Dole disait appartenir à prévoté de Dole, ainsi comme les lui devanciers l'avaient usé par longtemps, et que nous ni nos hoires es chouses qui appartiennent à la dite maison n'oseront préalablement aucune chose requérir, demander ni retenir, jusqu'à tant que ly prévot de Dole aurait l'exécution de la grande justice haute de la personne délivrée à lui ou au maihour par lou priour de la dite ville ou par son commandement, et les vingt sols des susdits pour la rançon de la garde. Et est à savoir que ly devant dit abbé de Cluny ait retenu à lui et à ses successeurs lou droit de présenter les curés es églises et que la dite maison ait droiture dou patronage et ait retenu à lui toutes les chouses que la dite maison ait accoutumé. En témoignage de toutes les chouses, nous avons fait sceller ces lettres de notre scel et bailler au dit abbé coupie. Fait l'an de l'incarnation de Notre-Seigneur, mil deux cent octante un au mois d'octobre. »

Dans cette charte, il est dit que la forêt de *Menestier* est propre au prieur de St-Vivant, qu'il peut y mettre des gardes, que les amendes lui appartiennent. Elle ajoute que le souverain donne à la maison de St-Vivant tous les droits de propriété qu'il pourrait avoir sur la seigneurie, réservant seulement au prévot de Dole l'exécution des sen-

tences capitales, prononcées par le prieur ou par les officiers de sa justice, comme on le pratiquait dans toutes les justices de vassaux : de telle sorte que cette charte donne et confirme tous les droits de haute, moyenne et basse justice du Prieuré de St-Vivant, spécialement sur la forêt de *Menestier*. Elle confirme aussi le droit de patronage des églises, parmi lesquelles, comme nous l'avons dit, était celle de Menotey.

Les droits des prieurs de Jouhe, en particulier sur la forêt de la *Serre de Menotey*, sont mentionnés dans une autre charte donnée en leur faveur par le comte Palatin Othon en l'année 1289. En voici le texte :

« Nous Othon comte palatin de Bourgogne et sire de Salins faisons savoir à tous ceux qui verront et ouïront ces présentes, que, mus par les avis de nos antécresseurs et de nous, avons donné et donnons, octroyé et octroyons en l'avenir perpétuellement à religieuse personne le prieur de *Joé* (Jouhe) et aux frères qui servent et serviront notre Seigneur à toujours, leurs cours et leurs usaiges en la forêt de *Serre*, partout le parochaige de *Menestier*, et à tout bois mort et vif pour servir de chauffer et marrener à leur dite maison de Jouhe et à leurs vignes, et pour chauffer leur four de Jouhe et d'Archelange, et voulons et octroyons que ly hommes de la dite maison de *Menestier*, de Jouhe et d'Archelange aient leurs cours et leurs usaiges en la dite forêt au bois mort sans aucune exception. Et pour ce que nous ne voulons que ly hommes de la dite église ne soient empêchés de gruiier à tort, nous voulons et commandons et établissons que des fourestiers qui à ce soient députés et jurés gaigeraient les mésus, si est, partout le dit bois, ly hommes de la dite église, et défendons qu'ils ne soient gaigés par la forêt ni inquiétés par autres fourestiers que ceux dont est, si le dit Priour de Jouhe ou les hommes dou Priouré étaient gaigés ou destourbés par nos fourestiers ou par notre gruiier en usant du dit bois

mort dessus écrit, que nous leur octroyons au dit bois, laquelle chose nous défendons, nous voulons et commandons que les gaiges leur soient rendus tous quittes, vu le transcrit de cette notre lettre scellée d'un scel d'un prud'homme ou de deux sans attendre autre commandement de nous..... En témoignage de laquelle chose nous avons fait sceller ces présentes de notre grand scel. Donné à Dole l'an de grâce mil deux cent octante et neuf au mois de mars..... scellés de deux scels en cire verte à simple queue de parchemin. »

Pendant les X^e, XI^e et XII^e siècles, nos contrées n'eurent point à subir d'invasions étrangères, mais leur tranquillité était souvent troublée par les guerres privées, de province à province, et de seigneur à seigneur. Ces querelles continuelles étaient une cause de désolation pour les campagnes, trop souvent les moissons étaient détruites, les bestiaux enlevés et les chaumières réduites en cendres. L'Eglise, pour apporter un remède à ces maux, institua la *Paix de Dieu*, puis ensuite pour empêcher les guerres privées de se rallumer avec une nouvelle fureur, les évêques changèrent la paix en *Trêve de Dieu*, et il fut défendu de prendre les armes depuis les vêpres du mercredi jusqu'à l'heure de prime du lundi. C'était une victoire remportée par l'Evangile sur la férocité du siècle ; en attendant que les croisades obligeassent ces chrétiens grossiers à tourner contre les infidèles les armes avec lesquelles ils se déchiraient eux-mêmes. Le village de Menotey dut moins souffrir que beaucoup d'autres, de ces guerres particulières, parce que n'ayant pas de seigneur haut justicier, il n'était pas entraîné dans ses querelles.

Nous devons mentionner une grande calamité qui désola spécialement nos contrées de l'année 1029 à 1031. Pendant ces trois années eut lieu une des plus horribles famines dont fassent mention les annales de la France. Un dérangement inouï des saisons, des pluies presque conti-

nelles empêchèrent les moissons et les fruits d'arriver à maturité. En peu de temps, la disette fut extrême dans la Bourgogne surtout, où elle donna lieu à des scènes atroces. Après avoir épuisé toutes les ressources, consommé l'herbe des prairies, rongé le feuillage et l'écorce des arbres, on alla chercher sa nourriture dans les cimetières, et les morts assouvirent la faim des vivants. Bientôt les vivants eux-mêmes ne furent pas respectés ; les hommes allaient à la chasse les uns des autres, et ces nouveaux cannibales s'attendaient sur les chemins, non pour se dépouiller, mais pour se dévorer. Enfin après trois années d'une stérilité sans exemple dans nos contrées, la récolte de 1033 fut si abondante qu'elle surpassa celles de trois années communes, et fit oublier aux populations les maux qu'elles avaient soufferts.

Pendant le XII^e et le XIII^e siècle, nos pères durent prendre part à ce mouvement prodigieux, qui, à la voix de l'Eglise, entraîna les populations de l'Europe vers l'Orient, pour délivrer le tombeau du Christ tombé au pouvoir des Sarrasins.

Si l'on en croyait les chroniqueurs, il faudrait compter par millions les combattants qui, abandonnant le travail du champ, et, souvent suivis de leur famille, répondirent à l'appel qui leur était fait au nom du Christ.

Bien que le sentiment religieux fut le principal mobile des croisés, ils purent être encouragés à prendre les armes par les avantages temporels qui leur étaient offerts, car celui qui se croisait était exempt de toute taille et de tout impôt ; il était mis à l'abri des poursuites de ses créanciers ; son patrimoine était placé sous la protection de l'Eglise ; enfin il pouvait engager et vendre même ses biens de main-morte.

Ces lointaines expéditions eurent des résultats dont l'utilité ne saurait être méconnue. Elles établirent des rapports plus étroits entre les nobles et les hommes voués

au travail agricole, réunis dans un but commun et appelés à partager les mêmes dangers et les mêmes fatigues ; en outre, elles firent passer aux mains de ces derniers une partie de la propriété foncière aliénée par les seigneurs, les mirent en contact avec d'autres peuples, et leur firent acquérir des connaissances qui contribuèrent grandement à l'amélioration de leur condition.

Les Croisés nous apportèrent d'Orient la lèpre, triste et rebutante maladie, qui se montrait avec assez de fréquence pour que la charité des populations ait dû, en beaucoup de localités, même rurales, disposer des hospices affectés aux malheureux qui en étaient atteints. Les lépreux habitants des campagnes étaient soumis à des règlements rigoureux, ayant pour but de mettre obstacle à la propagation de la contagion. Si on rencontrait un homme agitant une clochette ou des cliquettes, prenant le dessous du vent et quelquefois couvert d'un voile, l'on se détournait en toute hâte : c'était un lépreux. Il ne lui était permis de pénétrer ni dans les églises ni dans les moulins ; il ne devait ni regarder dans les puits, ni laver dans les fontaines ses mains ou ses vêtements. Il ne pouvait se servir pour manger et pour boire que de ses propres ustensiles, et tout commerce avec les autres hommes, au dehors de l'hospice, lui était interdit. Ces hospices s'appelaient léproserie, maladrerie, malatière. Il en existait une à Menotey, à l'emplacement occupé par les premières maisons des baraques, comme nous l'indique la croix placée sur le bord du chemin et qui porte le nom de *Croix Malatière*.

A la suite des croisades fut apportée en Europe l'invention des moulins à vent.

Nos pères n'avaient eu jusqu'alors pour moudre leurs grains que le moulin Guyot, alimenté par un faible ruisseau souvent à sec ; ils firent construire un moulin à vent sur l'emplacement qui porte encore aujourd'hui ce nom. Il existait encore au XVIII^e siècle.

Nous devons signaler ici la contagion qui, sous le nom de peste noire, porta la désolation et le deuil dans les populations rurales, pendant l'année 1348. Venue des régions méridionales, elle moissonna une multitude de victimes, et des calculs qui semblent n'avoir rien d'exagéré portent à croire que le tiers de la population, en France, succomba sous les atteintes du fléau. La désolation pénétrait avec lui de bourgade en bourgade, et de village en village ; partout l'on ne voyait que des malades au teint livide et aux regards mourants, ou bien des cadavres gisants çà et là, exposés à la porte des maisons, et se corrompant dans les rues et sur les chemins. En dépeuplant les campagnes, ce fléau vint arrêter la prospérité des populations agricoles, qui ne demandait pour se développer, qu'un progrès régulier et le concours de circonstances favorables.

La seigneurie partielle de Menotey que les ducs de Bourgogne avaient acquise de Marguerite d'Estrabonne, fut donnée par eux en fief à Nicolas de Florence en l'année 1333. « En l'an 1333, Eudes, duc et comte de Bourgogne, sire de Salins, et Jeanne, fille de Louis de France et dame des dits lieux firent échange avec Nicolas de Florence, par lequel ils lui donnèrent leurs hommes et femmes ensemble leurs tailles et redevances qu'ils avaient es villes de Rainans et Menotey ; item la cense dite de Bourgarin ; item une autre ancienne cense ; item le four de Menotey ; item environ trente gelines ; item les vignes qu'ils avaient à Rainans et à Menotey ; item la Trevelle ensemble la maison et appartenances ; item la justice sur toutes et chacune des dites choses à chacun par fois que le dit Nicolas tiendrait en fief du dit comte de Bourgogne et sous les conditions y portées ; et que à l'encontre de ce, le dit Nicolas céda septante livres de rente qu'il percevait chacun an sur le péage d'Aulgerans : conséquemment le dit Eudes octroya mandement au dit Nicolas, adressant au Bailly du Comté pour le faire jouir de toutes les choses dites. »

« En l'année 1358, le 19 août, et par ainsi vingt-cinq ans après fut le dit échange confirmé par Monseigneur le duc Philippe, avec la déclaration qu'il voulait que le dit Nicolas jouisse du dit échange ensemble de la Haute Justice ; en ces propres termes : Philippe, duc de Bourgogne à tous ceux que ces présentes verront, salut. Monseigneur le duc Eudes et Madame la duchesse Jeanne, sa femme, lors comte et comtesse de Bourgogne, ayant baillé et échangé à Nicolas de Florence demeurant à Dole pour 70 livres, tout ce qu'il pouvait avoir en maisons, en hommes, femmes, terres et prés, four, gelines, etc., es villes et appartenances de Rainans et de Menotey et la justice sur les dites choses ; savoir faisons, que le dit échange est agréable ; et en outre pour ce que le dit Nicolet faisait doute que ne fût empêché en aucun temps en la Haute Justice des dites villes et choses baillées. Car en la dite cause sur ce, ne semblait être comprise la dite Haute Justice combien il en eut joui, pour considération des services d'ycelui et autres ; avons déclaré le dit Nicolet avoir et lui appartenir es dites villes et choses, toute Justice haute, moyenne et basse, tellement en et par vertu du dit échange, confirmation et octroi, le dit Nicolet de Florence fut fait vrai sire et seigneur de ce que pour lors appartenait au dit feu Eudes, comte de Bourgogne, qu'était ce que en yceux lieux avait été auparavant vendu par Marguerite d'Estrabonne à feu Hugues, comte palatin en 1265. »

Par ce titre, nous voyons que la seigneurie des de Florence, bien qu'elle comprit la haute justice, ne s'étendait pas sur le village tout entier. Nous le verrons encore plus clairement, dans les reprises de fief des successeurs de Nicolas de Florence, par le dénombrement des droits qu'ils ont sur le village de Menotey.

Nicolas de Florence eut pour fils Jacques de Florence « qui fut marié à Anne de Prey et qui prit en fief les dits

biens et seigneurie et en bailla dénombrement es années 1381 et 1385, par lequel il déclare qu'il tenait du comte de Bourgogne, ce qui s'en suit : En la ville de Menotey 17 maigniers, qui doivent chacun an cent sols estevenants et chacun une géline à carême-entrant, justiciables à toute Justice haute, moyenne et basse, item, deux sols estevenants sur six meix, séants en la dite ville de Menotey appelés les Meix de *Bourgarin*, portant seigneurie et *retenue*, payables le dimanche après la St-Etienne d'août. Item le four banal de la dite ville, ensemble la maison du dit four et appartenance et l'affouage pour le dit four es bois de Frasne. »

Dans ces contrats de vente, on voit les hommes et les femmes attachés à la culture compris dans la vente des fonds ; ce fait semblerait être un témoignage de l'état de servitude des colons. Mais dans un grand nombre de contrats, on voit également les chevaliers, les écuyers, cédés avec la terre dont leur fief dépendait, sans qu'on puisse en conclure qu'ils fussent regardés comme ne jouissant pas de leur pleine liberté. Il ne s'agissait pas ici d'une vente dans le sens absolu du mot. On voulait seulement dire que l'acquéreur, devenu seigneur du domaine, exerçait sur les habitants les mêmes droits que l'ancien propriétaire ; et celui-ci les cédait de la même manière qu'il céderait aujourd'hui les droits provenant du contrat de louage.

Nous voyons en même temps les prieurs de Jouhe exercer leurs droits de seigneurs sur une partie de Menotey. Le 9 février de l'année 1362, nous trouvons un acte par lequel Raisclin, fils de feu Henriet de Rochefort, reconnaît qu'une vigne de deux journaux située à Menotey, lieu dit en *Chassagne*, et cultivée par Huguenin dit Buchaillet, son homme de main-morte, est de la justice du prieuré de Jouhe.

L'année 1361 et les années suivantes furent désastreuses pour les villages situés dans les environs de la ville de

Dole. Des bandes indisciplinées connues sous le nom de *Grandes Compagnies*, se ruèrent sur nos contrées, en se livrant à tous les excès. « On ne voyait de toute part, que terres incultes, maisons ruinées ou incendiées, et misère extrême. » L'église et le monastère de Jouhe furent incendiés par elles ; le village de Menotey eut à subir les mêmes dévastations.

CHAPITRE III.

Jean Lambelin, curé.

1390.

Jean Lambelin est le premier curé de Menotey, dont le nom soit parvenu jusqu'à nous. Dieu seul connaît les noms de ces pasteurs zélés, qui, par les consolations et les encouragements de la religion, ont soutenu nos pères au milieu des fléaux et des calamités qui les éprouvèrent pendant les siècles précédents. Qu'il les récompense du dévouement qu'ils ont mis à inspirer, dès le commencement de la paroisse, à la population, ces profonds sentiments religieux, qu'il a plu à sa providence, à travers tant d'obstacles, de lui conserver jusqu'à nos jours.

Le 17 janvier 1397, M. Lambelin fonda dans l'église de Menotey la chapelle appelée la chapelle du Rosaire. Voici la copie de cet acte de fondation traduit du latin.

« Le 17 janvier, discrète personne messire Jean Lambelin, prêtre, curé de Menotey, fonda la chapelle en l'église de Menotey à l'honneur de N.-Dame, pour le repos de son âme, des trépassés et de ses bienfaiteurs. Le dit sieur Lambelin a donné en dot, pour la dite fondation, une maison, sise au dit Menotey, joignant la maison de Jacques Quequillot, d'une part, et la vigne et meix de Jeannette, veuve de Henri Congruat et ses enfants, d'autre part ; laquelle maison est située en la seigneurie ou dépendance du domaine du prieur du prieuré de Vergy, du diocèse d'Autun, et doit au dit prieur trois oboles et une engrogne. Une vigne située au territoire de Rainans, dite *es quares*, contenant un journal et un tiers ; joignant la

vigne de Jean Cornuot, bourgeois de Dole, d'une part, et le chemin commun tirant à Rainans, d'autre part, la dite vigne chargée envers le dit prieur de seize deniers estevenants payables à deux termes, savoir, la moitié des dits 16 deniers à la fête St-Michel précis, et l'autre moitié à la Quadragésime. Et plus héritages compris au dit acte aux charges ci-après, savoir : que le chapelain de la dite chapelle Notre-Dame, qui sera pour lors, sera tenu lui-même ou par quelque autre célébrer à trois jours de chaque semaine des messes solennelles, pour le remède du salut des âmes dans la dite chapelle et à l'autel de la dite chapelle de la Bienheureuse Vierge, savoir dans la dite église paroissiale de Menotey.

Veut, institue et ordonne le dit sieur Lambelin, curé de Menotey, pour la dite dotation, que le chapelain qui sera pour lors, réside et soit tenu de faire sa résidence continue et personnelle dans la ville de Menotey, d'y avoir une demeure et y demeurer. Le dit chapelain ne pourra prendre la charge de vicaire ou de recteur de la dite église ; il ne pourra aussi desservir en célébrant la solennité des messes. Ne pourra être donnée la dite chapelle qu'à une personne qui soit prêtre, ou qui ne puisse être prêtre dans un an à compter du jour où il sera reçu chapelain. — Celui auquel sera conférée la dite chapelle sera obligé de jurer de bien et fidèlement desservir la dite chapelle, selon les lois ci-dessus prescrites, de maintenir la dot de la dite chapelle dans ses droits ; l'entretenir dans un état décent, et que s'il y a quelque chose d'aliéné, il fera son possible pour le recouvrer pour le bien de la dite chapelle. Le même fondateur veut que la collation, donation, provision et toutes sortes de dispositions de la dite chapelle appartiennent de plein droit à ses héritiers, à perpétuité, après la mort du chapelain ; et devront ses dits héritiers choisir une personne capable de desservir la dite chapelle, dans un mois de temps, après la mort du cha-

pelain. Et veut le fondateur de la dite chapelle, au cas qu'il ne soit pas nommé dans le dit temps d'un mois, une personne, qui ait les qualités requises, comme ci-dessus, qu'en ce cas les prud'hommes de la ville de Menotey, qui sont au nombre de quatre qui en ont le gouvernement de plein droit, puissent en choisir un publiquement et devant plusieurs personnes dignes de foi, pendant qu'elle sera vacante. Au surplus, le dit fondateur a nommé à la dite chapelle, Simon, fils de Jean-Guillaume de Voigey, clerc, son parent consanguin, lequel sitôt qu'il aura atteint l'âge compétent, se fera recevoir aux ordres de prêtrise, résidera au dit Menotey et fera les services sus-dits avec toutes les clauses y apposées.

La dite fondation et dotation de chapelle autorisée le 17 janvier 1397, par Guillaume, archevêque de Besançon ; signée par son secrétaire Aymandus de Rix. »

D'après cet acte, nous voyons qu'au XIV^e siècle, la paroisse de Menotey était importante et considérable, puisqu'elle était administrée par un curé et un vicaire, et que cette fondation y amenait en résidence un troisième prêtre. L'érection de cette chapelle, qui porte dans les anciens titres le nom de chapelle du Rosaire est un témoignage de la grande dévotion des habitants envers la Très Sainte Vierge, et de l'empressement qu'ils ont mis à l'invoquer sous le titre de Notre-Dame du *Rosaire*, dévotion établie par saint Dominique dans le siècle précédent.

La fondation de cette chapelle est le seul acte que nous connaissions de l'administration de M. Jean Lambelin ; il nous suffit pour affirmer qu'il travailla avec zèle à la sanctification de ses paroissiens et qu'il mérita toute leur reconnaissance.

Jacques de Florence étant mort, sa veuve, dame Anne de Prey, mariée en secondes noces avec messire Hugues de Vauldrey, eut la jouissance de la seigneurie de Menotey, jusqu'à la majorité de son fils, Jean de Florence. « Le 12

mars de l'année 1398, elle obtint une sentence pour le fait du chauffage et affouage du four es bois de Frasné appelés *Serre*. »

« En 1423, le 18 juin, Jean de Florence bailla son dénombrement par lequel il confessa tenir en fief et hommage liege de Messire de Bourgogne, son meix et maison que tenait au dit Rainans et généralement tout ce qu'il possédait es villes de Rainans et Menotey, tant en hommes, femmes, meix et maisons, etc. »

Il eut pour fils et successeurs Claude et Guigue de Florence, qui, comme nous le verrons, vendirent ce qu'ils avaient de seigneurie à Menotey et à Rainans, à Blaise Renard, sieur de Moissey.

Les habitants de Menotey vivaient en bonne intelligence avec le seigneur et les autres nobles, qui possédaient des propriétés sur leur territoire. Ils aimaient la famille de Florence et lui rendaient tous les services en leur pouvoir, « avec courtoisie, grande urbanité et amour, » comme ils disent dans le procès dont nous allons parler. Le seigneur et les autres familles importantes leur venaient en aide dans leurs difficultés et les protégeaient contre les incursions et les vexations des gens armés qui ravageaient souvent le pays.

Vers l'an 1420, le bon accord fut brisé par une prétention de Jean de Florence, où les habitants virent un empiètement sur leurs droits et une atteinte à leur liberté.

Les possesseurs des héritages dépendant de la seigneurie du sieur de Florence à Menotey, ayant chevaux et voitures, avaient l'habitude de lui conduire ses vins de Rainans à Auxonne, Dole, et autres villes des environs. Jean de Florence prétendait qu'ils y étaient obligés, et qu'il avait droit d'exiger d'eux cette corvée. Ils ne voulurent point se soumettre à cette prétention. Alors Jean de Florence fit assigner par devant les officiers de sa justice de Rainans, Hubert Vuillé, Th. Guillé, fils de feu Jean Guillé, Piernot

Gauthier, Jean Tarevey, Jean Voillot et Simonin Viennet, tous demeurant à Menotey. Ceux-ci furent condamnés, mais ils formèrent appel de cette sentence devant la Cour du Parlement de Dole. Pour justifier leur appel, ils disent : « que le Juge du seigneur n'est pas compétent, d'abord parce qu'il est naturellement suspect, jugeant dans sa cause personnelle, ensuite parce qu'ils ne sont pas ses sujets, vu que Hubert Vuillé, Th. Guillé et Jean Voillot, sont sous la justice et seigneurie de religieuse personne Messire le prieur de Jouhe ; et Piernot Gauthier, Jean Tarevel et Simonin Viennet, sont de la Seigneurie et Justice des prieurs de St-Vivant sous Vergy : ils devraient être renvoyés à la justice des prieurs, mais plutôt devant les juges des messires comtes de Bourgogne ou devant leur Cour du Parlement de Dole, attendu que le lieu de Menotey, en totalité, est notoirement du ressort et justice de cette cour du dit Parlement de Dole. »

Pour soutenir directement leur cause ils disent : « Que y ceux habitants de Menotey, tenant les héritages mouvants de la dite Seigneurie, les tenementiers, les possesseurs et tous leurs prédécesseurs ont été de tout temps passés francs et quittes de conduire et charvoyer les dits vins par courvées. — Que la dite franchise et liberté avant dite de non charvoyer par courvées les dits vins, d'y celui appelé, y ceux appelants et leurs prédécesseurs, dont ils ont cause et accession en cette partie au regard des dits héritages, en ont joui par 1, 10, 20, 30, 40, 50, 100 ans dois passés et plus par tel et si long temps, qu'il n'est mémoire d'hommes vivants du contraire, et de ce, paisiblement, publiquement, notoirement, sans aucune destourbure. — Il est vrai que les dits appelants qui tiennent les dits héritages ont charvoyé les vins d'y celui appelé et de ses prédécesseurs, mais ils l'ont fait à prix d'argent. Et s'il est advenu au dit temps dois passé que iceux appelants ou aucun d'eux avait aucunement mené et charvoyé les dits

vins d'y celui appelé dois le dit Rainans jusqu'au dit Auxonne ou ailleurs, sans en avoir aucune somme d'argent d'y celui appelé, il est vrai qu'ils ne l'ont pas fait par droit et parce qu'ils dussent et fussent tenus de le faire ; mais dans ce cas l'auraient fait par pure courtoisie, grande urbanité et amour qu'ils avaient eu au dit appelé, et aussi pour ce qu'il les a mainte fois gardés, autant que faire l'a pu, des gens d'armes et autres oppressions : — et qu'on ne doit rien conclure à leur préjudice de ce qu'ils ont fait des charoyes pour le dit appelé ; parce qu'ils ont fait plusieurs courvées de charoye et autres à plusieurs autres nobles de ce comté de Bourgogne, et principalement en ont fait plusieurs tant au sieur de Champemon, à Messire Pierre de Lanthenais, écuyer, Jacques de Lanthenais, son frère, au sieur Pasquoy de Villé, Messire Jacques de Rochefort, Anthoine Chassauguy, qu'à plusieurs autres nobles du dit comté de Bourgogne, afin que par leur moyen, ils fussent gardés et préservés des oppressions et vexations des dits gens d'armes.

Dans l'inventaire, dont nous avons déjà parlé, nous trouvons mentionné sous la date de l'an 1427, « Un titre en parchemin, concernant le pâturage, entre les habitants de Menotey et de Chevigny. » Ce titre n'a pas été conservé, mais le traité par lequel les deux communautés de Menotey et de Chevigny se concédaient le droit de faire paître leurs bestiaux sur leur territoire réciproque, a été renouvelé plusieurs fois dans les siècles suivants, comme nous le verrons dans la suite. Un semblable traité fut fait dans le même temps, avec la communauté de Jouhe et celle de Moissey, ce qui nous montre les bons rapports de voisinage et de services mutuels, qui existaient entre Menotey et les villages voisins.

En 1435, la ville de Dole fut attaquée par le duc de Bourbon, et Menotey ainsi que tous les pays environnants eurent pendant cette année à subir toutes les horreurs de la guerre.

CHAPITRE VI.

Humbert Viquet, curé.

1440.

Nous n'avons pu découvrir les noms des curés, qui ont administré la paroisse entre M. Jean Lambelin et M. Humbert Viquet, et nous ne connaissons qu'un seul acte de l'administration de ce dernier. C'est un arrangement fait le 13 juillet 1441, entre lui et Simonette, femme de Henri Gey, de Menotey, au sujet d'un anniversaire. M. Viquet déclare que la mère de Simonette, veuve de Vuillery, avait donné au curé de Menotey et à ses successeurs un tiers de pré situé au lieu dit *Coluchère*, pour un anniversaire, le jour de St Barnabé, apôtre, à perpétuité. « Simonette prétend, que bien que le dit curé ait chanté le dit anniversaire, sa mère n'avait pas donné le dit tiers de pré, et qu'onque elle n'avait entendu la chose. » Cette contestation remise entre les mains de deux arbitres, Henri Thiébaud et Jean Voillard, fut décidée en faveur du curé et la décision acceptée par Simonette.

Comme nous le voyons par cet arrangement, l'usage de fonder dans l'église des messes et services anniversaires pour les défunts, remonte à la plus haute antiquité. Ils étaient devenus très nombreux ; et les fonds affectés à leur dotation formaient la plus grande partie des propriétés possédées par la cure de Menotey, et enlevées par la Révolution avec toutes les autres propriétés ecclésiastiques.

Le 5 février 1450, d'après l'inventaire dont nous avons parlé, eut lieu « un traité faisant mention de débournement,

entre les seigneurs de Chevigny, les habitants du dit lieu, et les habitants de Menotey. » Le traité écrit sur parchemin n'a pas été conservé.

En 1465, le 2 février, les habitants de Menotey et de Gredisans mirent en bans les bois dits : la *Serre* de Menotey et Gredisans. Voici le résumé de ce traité : « Guillaume Tarvel et Thiébaud Bolu comme proud'hommes et gouverneurs de la ville et communauté de Menotey ; Piernot Joly et Jean Jobert, comme proud'hommes et gouverneurs de la communauté de Gredisans, conviennent de mettre en bans tous les bois es dits habitants de Menotey et Gredisans compétents et appartenant par ensemble et en commun appelés communément le bois de la *Serre* de Menotey et Gredisans : en telle manière, qu'il ne sera loisible aux dits habitants de marener, paisseler, ni faire aucun bois pour les vignes en yceux bois, dans le temps et terme de deux ans, sauf qu'il leur sera loisible de prendre en yceux bois pour leur chauffage nécessaire, et après le terme de deux ans, ils pourront marener, paisseler pour eux, mais non pour les étrangers. »

Dans la même année, les habitants de Menotey, Gredisans et Archelange, firent une convention par laquelle ils s'obligèrent à ne point vendre de bois provenant de la *Serre*, à d'autres qu'aux habitants des dites communautés. Nous reproduisons ce traité dans sa forme primitive, c'est un des plus anciens qui ait été conservé.

« Nous, Guillaume Tarvel, Thiébaud Bolu proud'hommes et gouverneurs de la ville et communauté de Menotey, Piernot Joly et Jehan Jobert, aussi tant en nos noms, comme proud'hommes et gouverneurs de la ville et communauté de Gredisans, nous faisant forts quant à ce, sous l'obligation de tous nos biens et de ceux de la communauté présents et avenir quelconques des autres habitants d'ycelui lieu absents : Simon Soignet et Estevenin Roulier d'Archelange, aussi tant en nos noms comme proud'hom-

mes... savoir faisons à tous présents et avenir que nous et chacun de nous es noms et qualités, et nous faisant forts comme dessus, de nos bons grés, certaine science, et grande délibération préalablement sur ce eue avec les autres habitans des dits lieux de Menotey, Gredisans et Archelange, regardant et considérant le grand et évident profit des dites trois villes et communautés, présent et avenir, avons fait, passé, vulsé, accordé et convenu, et par les présentes lettres, faisons, passons, vulsons, accordons et convenons, entre nous, pour nous et nos successeurs proud'hommes, gouverneurs et habitans des dites trois villes et communautés, les traités, accords, pactions, promesses et conventions qui s'en suivent, à savoir : que nous et chacun de nous es dits noms, et nous faisant forts comme dessus, avons promis, convenu et accordé et par les présentes lettres, promettons, convenons et accordons les uns es noms et les autres es autres, de non vendre, distribuer ou aliéner aucun marrin, paissot ou autre bois, pour vignier à aucun et personne étrangère non résident et habitant des dits lieux de Menotèy, Gredisans et Archelange, des bois que présentement sont, qui au temps avenir seront, viendront et croîtront, en un oasis appartenant en commun indivis et par ensemble aux dits habitans de Menotey, Gredisans et Archelange, assis et situé es bois appelés et vulgairement nommés la *Serre*, touchant es bois appartenant aux dits habitans de Menotey et de Gredisans appelés et communément nommés la *Serre de Menotey et Gredisans* : aussi comme yceux bois à nous et es dits habitans de Menotey et de Gredisans et Archelange compétans et appartenant par ensemble et en commun se comportent et s'étendent de long et de large et de tout cousté. Et en cas que nous et aucun des dits habitans d'y celles villes de Menotey, Gredisans et Archelange feront ou fera le contraire, et que ceux qui sera ou seront trouvés ainsi faisant le contraire, sera ou seront tenus à l'amende

et l'amenderons de 12 gros, monnaie courante du dit comte de Bourgogne ; de laquelle somme en ycelui cas, la tierce partie sera appliquée à la personne qui aura trouvé, arrêté et rapporté celui qui aura fait le contraire des chouses dessus dites, et les autres deux parties es dits habitants de Menotey, Gredisans et Archelange. C'est à savoir, à un chacun des dits habitants selon sa part et portion, pour d'ycelles deux parties faire leur bon plaisir et volonté. Lequel présent traité durera entre nous et les dits habitans des dites trois villes tant qu'il plaira es dits habitans.

Nous avons fait mettre à ces présentes le scel de notre très-redouté et souverain seigneur, monseigneur le duc et comte de Bourgogne... L'an de N. Seigneur 1465. »

Il semble, d'après ce traité, que le bois de la Serre était indivis entre les trois communautés de Menotey, Gredisans et Archelange ; cependant, nous verrons dans la suite de longues contestations s'élever entre elles, au sujet de la propriété de cette forêt. Ces contestations engendrèrent un procès qui dura près de 90 ans, et qui se termina par le partage de la forêt en trois parties égales attribuées en propriété exclusive à chacun des trois villages voisins de cette forêt.

« Au mois de janvier 1480, les habitants de Menotey firent entre eux une convention par laquelle apparaît avoir été interdit et défendu par les dits habitants de ne faire charbon en la Serre, sauf à Humbert Richardot, maréchal, auquel fut donnée permission pour quelque temps pour six gros. »

L'inventaire de 1613 mentionne deux titres concernant les habitants de Menotey au sujet du pâturage sur le territoire de Jouhe, où sont attachées plusieurs pièces en parchemin en date du 28 décembre 1484.

Quarante ans de paix et de tranquillité avaient permis à nos pères de travailler avec ardeur au développement de

leur prospérité, mais malheureusement le fléau de la guerre vint bientôt les plonger de nouveau dans la misère et la désolation.

Après la mort de Charles-le-Téméraire, duc de Bourgogne, le Comté passa à sa fille Marie de Bourgogne. L'année suivante, Louis XI résolut d'en faire la conquête. Il déclencha sur la Franche-Comté tous les peuples voisins, les Allemands, les Suisses et les Lorrains. L'héritière du duc donna le comté à Maximilien d'Autriche par son mariage avec ce prince, et la Franche-Comté passa ainsi à la maison d'Autriche. A la nouvelle de ce mariage les Franc-Comtois reprirent courage et chassèrent les troupes qui occupaient la province. Les Français concentrés sur Gray ne tardèrent pas à l'envahir de nouveau. Ils tombèrent à l'improviste sur Gendrey, arrivèrent, en descendant l'Ognon, à Thervay, pillant et massacrant tout sur leur passage. Ils ravagèrent le pays, entre la Saône et le Doubs, passèrent au fil de l'épée les habitants de Pesmes, de Rochefort et des villages environnants. La guerre, le pillage, le carnage, durèrent dans nos malheureuses contrées jusqu'en 1479.

CHAPITRE V.

Hugues de Valeum, curé.

1500-1530.

L'église paroissiale de Menotey a subi dans la suite des siècles des reconstructions et des agrandissements. La partie la plus ancienne de l'édifice actuel est le sanctuaire et le chœur, construits au commencement du XVI^e siècle. Nous trouvons la date précise de sa construction, dans un rendement de compte des prud'hommes en exercice pendant l'année 1507, où il est fait mention « d'une copie du marché fait pour bâtir le chœur de l'église, en quatre feuilles de papier, en date du dimanche 27 juillet 1507. » Cette date se lit également sur le fronton de la piscine du sanctuaire.

Nous avons vu que les prieurs de Saint-Vivant avaient les droits de seigneurs sur une partie de Menotey, en particulier sur la forêt de Menestier, appelée *forêt de St-Vivant*. Les habitants de Menotey qui ne pouvaient supporter aucune autre domination que celle du souverain de la province de qui ils relevaient directement, ne respectèrent pas longtemps les droits des prieurs. Ils ne se faisaient pas faute de couper du bois dans la forêt de St-Vivant, située sur leur territoire, mais qui ne leur appartenait pas.

L'an 1515, le prier de St-Vivant, Claude de la Madelaine, fit assigner à la cour un certain nombre d'habitants de Menotey, qui avaient coupé du bois dans cette forêt, ce qu'il n'était permis à personne de faire sans son consentement, puisqu'il en avait la haute justice.

Les habitants défendirent leur cause devant la cour en

affirmant que ce bois était situé sur leur territoire, qu'ils avaient droit, d'après les anciennes concessions, d'y prendre le bois mort. Mais ce procès traîna en longueur et ne se termina que trois ans après, par une transaction entre le prieur et les habitants.

Le 24 septembre 1518, les habitants et manants de Menotey, pour être libres de jouir de ce bois, comme ils l'entendraient, « prirent en amodiation et en acensement perpétuel, de Révérend père en Dieu, Claude de la Madeleine, abbé de St-Rigault et grand Doyen de St-Vivant sous Vergy et du petit Saint-Vivant-en-Amour, de l'ordre de Cluny, un bois et forêt, venant du dit Saint-Vivant assis et situé au finage et territoire de Menotey, touchant devers bise, un bois et communaux appelé le bois de la Serre, et devers vent certains autres appelés le bois de la *Courcelle*, pour la rente annuelle de 8 francs et 5 sols d'amende, s'ils se mettaient en retard pour le paiement. »

Nous voyons, par ce qui précède, que cette partie du territoire de Menotey n'était point en culture à cette époque. Ce n'est que plus tard que les *Courcelles* ont été défrichées et plantées en vignes.

Le troisième des anciens curés de Menotey, dont le nom est parvenu jusqu'à nous, est Hugues de Valcum. « Le 14 décembre 1510, Pierin Frémy, demeurant à Champvans, en qualité de patron et collateur de la chapelle de Notre-Dame, fondée en l'église de Menotey, en 1397, par Jean Lambelin, fut prié et requis, par Messire Hugues de Valcum, curé de Menotey, de consentir et avoir pour agréable la permutation d'ycelle chapelle faite par Messire Pierre Pyard, prêtre chapelain d'icelle, avec Messire Anatoile de Vismeal, prêtre chapelain d'une chapelle fondée en l'église paroissiale de Jussey, en l'honneur de St Michel, archange, Pierin Frémy demanda jusqu'au mercredi suivant, pour se délibérer, jour auquel il rendrait réponse. Il donna son consentement, et le 18 décembre 1510, Messire Pierre

Pyard permuta cette chapelle contre celle de Messire Ana-toile Vismeal fondée à l'honneur de St Michel à Jussey. Le dernier jour de décembre 1510, le dit Messire Anatoile de Vismeal prit possession de la dite chapelle de Notre-Dame de Menotey. »

Nous avons vu, que, par d'anciennes conventions, les habitants de Menotey, Jouhe, Chevigny et Moisseÿ s'étaient concédé le droit de faire paître leurs bestiaux sur leurs terri-toires. En 1512, une sentence de la cour du parlement, confirma ce droit entre les habitants de Menotey et de Moisseÿ, dans les termes suivants : « Aimé de Balay, écuyer sieur de Terrans et de Courdiron, conseiller de notre très-redoutée et souveraine dame et son Bailly de Dole, savoir faisons, que le vendredi, date de cette, est comparu Belin de Lacroix, de Moisseÿ, tant en son nom, comme proud'homme et procureur des autres habitants, et Antoine Pyard, tant en son nom, comme proud'homme et procureur des autres habitants de Menotey, et sur la cause mue et pendante en la cour du bailliage, les dites parties ont consenti être maintenues et gardées, nous les avons maintenues et gardées, de par notre souveraine dame, es droits de vain paturage, qu'ils ont les uns sur les autres, en leurs finages et terri-toires, et avec ce, en leurs autres anciennes jouissances et droits, qu'ils ont les uns sur les autres, leur faisant défense de non dorénavant y troubler l'une l'autre partie, sous peine de garde enfreinte et de tous dépents. »

Le 5 mai 1518, les prieurs de Jouhe firent faire, par devant Claude Picard de Montmireÿ-la-Ville, la reconnais-sance de leurs droits de dime et autres droits sur le ter-ritoire de Menotey. « Le 5 avril 1521, Huguenin Pyard de Menotey reconnaît, par devant Pourreau, notaire, en rési-dence à Menotey, qu'il tient une maison relevant de leur seigneurie, la dite maison située en la rue de Moisseÿ, avec jardin derrière. »

La communauté ne conserva pas longtemps l'amodiation

de la forêt de St-Vivant ; le 2 novembre 1523, elle la céda à Louis Roussot, dit de Monthureux, en le mettant en son lieu et place avec le consentement du prieur, qui passa avec lui un nouvel acte d'acensement. Quelques années après, cette amodiation fut confirmée à sa veuve Claudine Croichot, mère de Rénobert et de Louis de Monthureux qui acquirent plus tard la seigneurie de Menotey et de Rainans. Louis Roussot était un des propriétaires les plus importants de Menotey ; il cherchait à dominer et à s'élever au dessus des autres habitants. En 1501, nous voyons une sentence rendue au profit des habitants contre lui, par laquelle il apparaît avoir été condamné à 30 gros.

En 1510, les trois états du comté de Bourgogne avaient octroyé, comme don gratuit, à sa Majesté impériale et à notre souveraine dame, une somme d'argent répartie sur toutes les villes et les villages du Comté de Bourgogne. La part afférente à la communauté de Menotey était de 51 francs, qui devaient être payés à Jacques Morel, receveur du dit don. Cette somme, suivant l'usage établi, fut répartie sur les habitants, par les prud'hommes Charles Congruat et Pierre Voillard, assistés de Guillaume Lombardet et de Jean Jobert. Louis Roussot, dit de Montureux, fut taxé à la somme de 30 gros. Il la trouva excessive et refusa de payer offrant seulement 20 gros. Il se laissa gager et forma opposition devant le Parlement, prétendant que les prud'hommes, en semblable cas, devaient assembler tous les habitants et montrer à tous les tailles ainsi levées ; qu'ils ne l'avaient pas fait, et qu'en outre il était trop imposé. Les prud'hommes protestèrent d'avoir agi comme d'habitude et suivant leur droit qui n'avait jamais été contesté, et le dit Roussot fut condamné aux frais et dépens.

C'est sous cette forme que la province payait un impôt au souverain avant sa réunion à la France. Cet impôt, appelé don gratuit, était bien léger, comme nous le voyons,

et les Etats du Comté le votaient avec empressement comme un hommage à leur souverain, plutôt que comme un impôt. La répartition qui en fut faite, cette année, ne portait que sur septante familles, ce qui nous montre que la population, plus considérable auparavant, avait diminué par suite des ruines occasionnées par les guerres dont nous avons parlé.

Le plus ancien registre des naissances et des baptêmes de la paroisse remonte à l'année 1520. Avant la Révolution, ce que nous appelons aujourd'hui les registres de l'état civil n'existaient pas. Les registres ecclésiastiques tenus par les curés avaient autorité, même pour ce qui regardait les droits civils. Ils étaient surveillés et visités fréquemment par le procureur fiscal et par un délégué de l'évêque diocésain.

La seigneurie de Menotey fut vendue par Claude et Guigue de Florence en 1511 à Blaise Renard, sieur de Moisseÿ, « lequel fut tiré en cause du procureur fiscal pour avoir pris possession sans faire le devoir de fief de icelle seigneurie envers Messire le Maréchal. »

« Le 12 février 1512, le dit Blaise Renard donna son dénombrement après avoir fait le dit devoir de fief, tel que s'en suit « et reconnaît tenir de madame Marguerite, lors comtesse de Bourgogne, à cause de son chastel, chastellenie et prévôté de Dole, un meix censes, tailles, redevances, justice haute, moyenne et basse, acquis de Claude et Guigue de Florence. »

CHAPITRE VI.

Jean de la Madelaine, curé.

1530-1544.

Jean de la Madelaine était docteur en droit, chantre et chanoine de Besançon, et probablement frère de Claude de la Madelaine, abbé de Saint-Rigaud et prieur de Jouhe. Il était curé titulaire de la paroisse, mais il ne résidait pas habituellement à Menotey. A cette époque, les cures, comme les autres bénéfices ecclésiastiques, étaient souvent mises en commende, c'est-à-dire qu'elles étaient données à des personnages ecclésiastiques plus ou moins haut placés, qui, dispensés de la résidence, cumulaient plusieurs bénéfices dont ils percevaient les revenus. Le curé commendataire avait l'administration temporelle et spirituelle du bénéfice, mais il se déchargeait de la plus grande partie des soins de cette administration, en la confiant à des vicaires, qui remplissaient toutes les fonctions de curé sans en avoir le titre. Le curé n'intervenait que quand sa présence ou son autorité était nécessaire pour le bien de la paroisse et la défense de ses droits. Le premier vicaire à qui Jean de la Madelaine confia l'administration de la paroisse de Menotey est Jean Bouvier, qui signa, comme témoin, dans une convention passée entre le curé et les habitants de Menotey.

Dès les premières années, des contestations s'étaient élevées entre le curé et les paroissiens, au sujet de certains droits, en particulier des droits mortuaires. Le procès fut porté devant la cour du Parlement. Les parties nommèrent des représentants qui s'assemblèrent au prieuré de Jouhe et réglèrent la contestation le 25 juillet 1534. Le lendemain

cet accord fut ratifié par la communauté de Menotey, assemblée, sous le tilleul près de l'église, et elle donna procuration à ses délégués, pour faire insinuer cet accord à la cour du Parlement. Nous allons rapporter le décret et le traité, tels qu'ils nous ont été conservés, à cause des détails curieux qu'ils renferment sur les mœurs, les habitudes et les usages de cette époque reculée. Le décret est rendu au nom de Charles V, empereur d'Autriche, parce que le Comté de Bourgogne appartenait alors à la maison d'Autriche.

« Charles, par la divine clémence, empereur d'Autriche, duc et comte de Bourgogne, etc., faisons savoir que le jourd'hui, comparant en la chambre du conseil de notre cour souveraine, maître Jean de St-Moris, procureur des manants, habitants et parochiens de Menotey, Rainans et Gredisans, et Messire Pierre Finot, procureur de Messire Jean de la Madelaine, curé de l'église St-Pierre de Menotey, ont dit et remontré à nos très-chers féaux, les présidents et gens tenant notre cour, par la voix de Messire François Duchamp et François Drouhet docteur es droits leur avocat, que de procès et différent que les dits habitants avaient suscités en la dite cour et devant commis d'ycelle comme suppliant à l'encontre du dit curé de Menotey tendant à la modération des sommes, que le dit curé perçoit sur les dits parochiens, à cause des mortuaires et autres choses prétendues par le dit curé à cause de sa dite cure ; elles avaient le 25^e jour du présent mois de juillet, traité, transigé et accordé selon et par la forme et manière contenues et déclarées es lettres de transaction sur ce dépêchées et reçues par Bastien Crouchet, notaire public, faisant exhibition d'ycelles lettres ; et pour ce qu'elles voulaient et désiraient les dits traités et transaction être par chacune d'ycelle observés perpétuellement de point en point, ont requis, icelles lettres être par notre dite cour insinuées, autorisées et décrétées, selon leur fond et teneur, et les dites parties

condamnées à l'entretien et observation d'ycelle : sur quoi reçues par notre dite cour les dites lettres a insinué, autorisé et décrété, insinue, autorise et décrète par cette, condamnant par arrêt chacune des parties et respectivement à l'entière observance d'ycelles lettres insérées à la fin de cette... En témoignage, nous avons fait mettre le scel de notre dite cour, le pénultième jour de juillet 1534 de notre empire le 5^e de nos règnes de Castille et autres le 19^e.

Au nom de Notre Seigneur, Amen. A tous ceux que ces présentes lettres verront et ouïront, soit chose notoire et manifeste, comme procès et différends fussent mus et en espoir mouvoir plus grand en la dite cour entre les paroissiens de l'église St-Pierre de Menotey, comme suppliants, d'une part, et Messire Jean de la Madelaine, docteur en droits défendeur d'autre part, au fait et pour raison de ce que les dits paroissiens requeraient que par la dite cour fussent abonnés, réglés et limités, les droits des mortuaires, tant des chefs d'hôtel (de famille) que autres non chefs, paroissiens de la dite église et décédant en ycelle paroisse, et aussi les lettres de recedo d'un chacun des paroissiens quand avoir en veulent du dit sieur curé ou son vicaire, et plusieurs autres choses prétendues par les paroissiens suppliants. Ainsi est, que ce jourd'hui personnellement constitués en leur personne par devant moi, Sébastien Crouchet, le dit Messire Jean de la Madelaine, d'une part, et Jacques Alix, secrétaire de l'empereur, Pierre Mathrot, Michel Guillaume, François Pyard, Guillaume Roguier, Henri Fèbvre etc., tous paroissiens de Menotey, en leur nom et des autres habitants absents, les quelles parties ont traité en la manière que s'en suit :

C'est à savoir : que les dits habitants paieront à l'avenir pour les droits mortuaires et aumônes des plus riches et opulents chefs d'hôtel, au dit curé, son vicaire ou ses successeurs, la somme de 15 gros monnaie ; pour les moyens,

10 gros, et pour les moindres, 5 gros ; et pour les mortuaires des non chefs sera payé 5 sols estevenants seulement, et sera tenu le dit sieur curé ou son vicaire, faire leur devoir, comme ils sont tenus en tel cas, et célébrer messes, selon que l'on a accoutumé.

Et est et sera toujours ci-après tenue et réputée la tierce part des manants et habitants des dits lieux et villages de Menotey, Rainans et Gredisans paroissiens, pour les plus riches, l'autre tierce partie des moyens, et le demeurant du moindre.

Seront tenus et réputés être et avoir en chacune maison deux chefs d'hôtel, pourvu qu'il y ait mâle et femelle en mariage. Aussi est traité entre les parties que les dits habitants paieront dorénavant, pour toute lettre de recedo, tant de mâles que femelles, à savoir, les plus riches, 9 gros, les moyens, 6 gros, et les moindres 3, comme dessus. Et du surplus de toutes autres choses dont prétendaient les dits paroissiens régler et dont ci-devant n'est faite spéciale mention; elles demeureront en leur louable coutume et observance que du passé elles ont accoutumé être gardées, tant des pains annuels, que lumineaire, comme au semblable des oblations, lesquelles se font et feront selon la bonne dévotion des paroissiens et louable coutume aussi observée du passé.

Le présent traité fait au prieuré de Jouhe le 25 juillet 1534. — Présent Jean Bouvier, vicaire de Menotey. Ratifié le 26 par la communauté assemblée sous le tilleul, près de l'église. »

Ce traité soumis au Parlement et ratifié par l'autorité souveraine nous montre que les rémunérations et les oblations des fidèles à leur pasteurs étaient obligatoires et légitimement dues ; et pour l'équitable répartition de ces redevances, les paroissiens étaient divisés en trois classes, les riches, les moyens et les moindres. La liste de ces trois classes de personnes était dressée par les prud'hommes et remise chaque année au curé.

La même année (1534), Pierrette Bouvier, veuve de Jean Pyard, donna par testament à la *Confrérie du St-Esprit*, établie dans l'église de Menotey, une vigne à la *Combette*, à charge d'un anniversaire, et aussi deux pintes d'huile chaque année, pour l'entretien d'une lampe placée dans l'église par son fils. Voici un extrait de ce testament:

« Au nom de Notre Seigneur, Amen. Je Pierrette Bouvier, veuve de fut Jean Pyard de Menotey, savoir fait à tous... que je fonde un anniversaire perpétuel, qui se dira perpétuellement en l'église St-Pierre de Menotey, par mon dit sieur le curé ou son vicaire, au jour de fête d'exaltation Sainte Croix, par lequel curé ou vicaire sera dite et célébrée une messe à notes avec commémoration des trépassés, avec un libera, qui sera dit sur ma fosse, où sera inhumé et enterré mon corps, en la dite église, pour lequel anniversaire, messe et libera, je veux et ordonne que incontinent après mon décès ou trépas, soit dite et célébrée la dite messe que devant ai dit, et payée par mes héritiers présentement nommés, François et Pierre Pyard, mes fils, à 5 sols à un chacun an au dit curé ou son vicaire... En outre je donne deux pintes d'huile, pour aider à faire l'entretènement de la lampe qui est devant le crucifix de la dite église, laquelle a été mise et posée par le dit François mon fils. Et par moi ainsi fondé, je l'ai assigné et assuré sur deux journaux de vignes assis au vignoble du dit Menotey, au lieu dit *en la Combette*, touchant devers soleil levant à la vigne d'Antoine Pyard, et devers soleil couchant au chemin tirant du dit lieu de Menotey à Rainans, aboutissant devers bise la terre de Louis Roussot. Je donne la dite pièce aux prieurs et confrères de la confrérie du Saint-Esprit fondée en la dite église de Menotey, pour en jouir comme de leur propre. Fait et passé au dit Menotey, le 12^e jour de septembre 1534. »

Comme le notaire Jacques Rouget, qui avait reçu le testament, était mort avant de lui donner toutes les forma-

lités exigées, quelques années plus tard, les enfants de Pierrette Bouvier, voulant assurer la fondation et les dernières volontés de leur mère, le firent régulariser et enregistrer par Désiré Camus, tabellion général au comté de Bourgogne, commis général du Bailliage de Dole à la part des grosses, regrosses et expédition des notes et protocoles des notaires.

Dans cette donation testamentaire, nous voyons mentionnée, pour la première fois, la confrérie du Saint-Esprit ; mais il est bien probable qu'elle était établie depuis longtemps. Elle existait déjà dans l'église de Jouhe en 1439, et nous avons lieu de croire qu'elle avait été établie dans celle de Menotey à la même époque.

Cette confrérie, dont nous ne connaissons pas le but spécial était administrée par un prieur, nommé par les confrères : elle possédait de nombreuses propriétés, provenant généralement de donations, comme celle dont nous venons de parler, elle en employait les revenus à l'acquittement des fondations, à l'entretien et aux réparations de l'église. Elle s'est conservée dans la paroisse jusqu'à la Révolution.

La confrérie de *St Sébastien*, qui existe encore aujourd'hui, remonte aussi à la plus haute antiquité. « Avant 1540, Jeannette veuve de feu Henri Roussot avait déjà fondé un anniversaire pour elle et pour tous les confrères et consœurs de la confrérie Monsieur Saint Sébastien. » Ce qui indique qu'à cette époque reculée la confrérie était déjà en grand honneur dans la paroisse, et nous verrons que dans le siècle suivant elle fut enrichie de nombreuses indulgences par N. S. P. le pape Innocent X.

En 1540, une nouvelle contestation s'éleva entre les prieurs de Jouhe et les habitants de Menotey. Les prud'hommes avaient pris, dans la forêt de la Serre, le cheval et la voiture de Jean Dambin, amodiateur du four banal d'Archelange, des prieurs de Jouhe. Ils prétendaient que

les prieurs n'avaient aucun droit sur cette forêt. « Mais le révérend père en Dieu Claude de la Madelaine, abbé de St-Rigaut, prieur et seigneur de Jouhe, Archelange, Montroland et autres en dépendant, s'adresse à la cour et remontre que tant à cause du prieuré du dit Jouhe qu'autrement, duement lui compète et appartient, a compété et appartenu à ses prédécesseurs, prieurs du dit Jouhe et aux religieux d'ycelui prieuré, les droits, cours et usages, en la forêt de la Serre, partout le parochaige de Menotey, à tout bois mort et vif, pour le chauffer et maisonner à leur maison du dit Jouhe ; pour leur usage et chauffage de leurs fours banaux du dit Jouhe et Archelange, avec l'autorité et faculté, de tant par lui que ses familiers, de prendre et couper tout bois, tant pour l'usage et chauffage du prieuré du dit Jouhe, que aussi pour chauffage et entretenement de ses fours banaux es bois dits et appelés la Serre de Menotey. »

Nous ne connaissons pas le résultat de ce procès, qui nous montre les habitants de Menotey cherchant par tous les moyens possibles à s'affranchir des servitudes que pouvait leur imposer la seigneurie partielle de Menotey.

Dès les temps les plus anciens, la communauté faisait payer un droit d'*habitage* à l'étranger qui venait se fixer à Menotey ; elle ne le recevait comme habitant qu'après s'être assurée qu'il était bon catholique, qu'il avait une bonne réputation et une bonne conduite, et après lui avoir fait promettre par serment de se soumettre à toutes les conditions qui lui étaient imposées. Nous verrons dans la suite la forme qui était donnée à ces réceptions ; mais ce droit et cet usage existaient déjà dans les siècles précédents, comme nous le voyons par un procès, intenté à trois particuliers qui refusaient de payer l'impôt de cent sols tournois, suivant la taxe qui avait été faite par la communauté. C'étaient : Denis Richardot, Henri Barthoulet et Etienne Poigeot. Voici comment les habitants exposent leur droit devant la cour du

Parlement : « Ils proposent et mettent en avant ce qui s'en suit : Qu'au dit lieu de Menotey, de toute ancienneté et par temps excédant la mémoire des vivants, est établie et instituée une communauté des habitants originels et anciens du dit lieu ; auxquels appartient le droit et autorité, d'eux s'assembler et traiter des affaires de la communauté et administrer les biens d'yceux et employer les biens et revenus au profit de la communauté des dits habitants. Aussi à droit de par yceux habitants anciens et originels, pour leur utilité et profit, prendre tant par eux que leurs bestiaux, certain commandement, toutes commodités es bois et communaux appartenant à la dite communauté ; et en tel droit et autorité, qu'il n'est permis ni licite à étrangers n'étant originels du dit Menotey, y avoir pris résidence et demeure, de conduire leur bestiaux pour pâturer es bois communaux du dit Menotey, et prendre telle et semblable commodité rière les dits communaux que les anciens et originels habitants ; si ce n'est du consentement et volonté des dits habitants, et en payant les sommes de demeurer, à chacun des dits étrangers imposées par les dits habitants : Et à cette occasion, compète et appartient aux dits habitants le droit de induire et imposer raisonnable somme de demeure, chacun des dits étrangers résidants au dit Menotey pour raison de la participation communion et émoluments pris par eux es dits communaux. Desquels droits les dits habitants ont par ci-devant joui, usé, publiquement, notoirement au vu, su et souffertes de tous étrangers étant venus résider et pris demeure au dit Menotey ; comme du même ont joui les prédécesseurs habitants du dit Menotey, par 1, 10, 20, 30, 40, 50, 100 ans, et par temps excédant la mémoire des vivants, tellement que tous étrangers qui par ci-devant sont venus prendre habitage au dit Menotey ont été imposés et ont payé sans contredit. »

Vers la même époque la communauté intenta un procès,

à Jean Precquey, qui ayant pris femme à Menotey, s'y était établi sans le consentement des habitants. Ce procès se termina à l'amiable, comme nous le voyons par le récit suivant :

« Entre les habitants et le sieur Jean Precquey, auquel les habitants prétendaient d'être fondés de contraindre le dit Precquey d'aller demeurer ailleurs qu'au dit Menotey, où dès quelques années, il avait pris domicile; et ce pour n'être originel du pays et Comté de Bourgogne, ni par conséquent du dit Menotey, ni habitant du dit lieu. Au contraire de quoi, le dit Precquey disait avoir des lettres de naturalité de son Altesse Sérénissime, duement vérifiées; en vertu desquelles il avait été reçu par la cour souveraine du Parlement de Dole, huissier extraordinaire d'icelle, et partant lui était permis de s'habituer riére le dit pays; ayant pris domicile au dit Menotey, parce qu'il y avait pris femme; d'où par conséquent il ne pouvait être expulsé, vivant en bon catholique et homme de bien. Pour ce est il, que pour obvier plus grand débat et dispute, et entretenir la paix entre les partis; par transaction et sous l'apparence que le dit sieur se comportera avec eux modestement et amialement, qu'il a promis faire; lui ont permis la libre et entière demeure au dit lieu de Menotey, avec sa femme, ses enfants et ménage aux conditions ordinaires. »

CHAPITRE VII.

Remy Doccors, curé.

1544-1552.

Remy Doccors, curé de Menotey, était docteur en droit, chanoine de l'église métropolitaine de Besançon, sieur de Vorges, et conseiller à la cour du parlement. Il eut pour vicaires et administrateurs de la paroisse, Claude Chevrey, Jean Gilles et François Mongin. Dès les premières années, il eut à soutenir en faveur de la cure et de la paroisse, au sujet des dîmes et du patronage de l'église, de longs procès avec les prieurs de Saint-Vivant.

Pour comprendre ces procès, rappelons-nous que la paroisse avait été fondée et desservie primitivement par l'abbaye de St-Vivant qui percevait légitimement les dîmes et les autres revenus de la cure. Plus tard, lorsque la paroisse fut canoniquement érigée, l'usage s'établit de céder au curé les 3 dixièmes des dîmes, en laissant les 7 autres dixièmes aux fondateurs de l'église qui conservèrent également le patronage de la cure c'est-à-dire le droit de présenter le curé à la nomination de l'archevêque, et ce droit de patronage leur était payé, chaque année, par une redevance en argent. Les dîmes du territoire étaient donc partagées entre le curé et les prieurs de Saint-Vivant. Ceux-ci amodiaient habituellement leur part à quelques particuliers, qui se chargeaient de les recueillir pour leur propre compte. De son côté, le curé percevait sa portion ou l'amodiait aussi, soit aux fermiers de celle des prieurs, soit à d'autres personnes. Mais l'usage était de les déposer à la cure avant d'en faire le partage.

Cette année, (1534) les amodiateurs des prieurs refusèrent de se conformer à cet usage; le curé réclama et il s'en suivit un procès qui fut jugé en faveur du curé. En voici l'exposé fait à la cour du Parlement.

« Au lieu de Dole, es halles d'ycelles le 5^e jour du mois de décembre 1534, heure de l'issue du conseil du matin, par devant nous Jacques Chambrier docteur es droits, conseiller en la dite cour, et par elle commis à cette partie, s'est présenté et a comparu Messire Claude Rochet procureur de noble et égrege personne, messire Remy Doccors, impétrant en matière de production de témoins, et en principal en matière de novelleté, assisté de messire Charles Grandjean son avocat, contre messire Hugues Denis procureur de Révérend Philibert Dagin, abbé de Flavigny ayant formé opposition à cette partie, ycelui impétrant pour obtenir aux fins ci-après choisies, dit et remontre ce que sommairement s'en suit: Le dit impétrant présuppose pour chose notoire, qu'il est notoirement curé et recteur de l'église paroissiale de Menotey et possesseur ou quasi des revenus, émoluments, profits et droits d'ycelle, tel tenu et réputé.

Item — A raison d'icelle cure et église parossiale, icelui sieur impétrant, à bon et canonique titre, est jouissant et possesseur ou quasi de plusieurs droits tant paroissiaux, que autres, et même du droit et autorité que les dîmes de grains venant et croissant es finages du dit Menotey et Rainans, *doivent être abergées* au dit Menotey, en la maison de la cure, pour les ycelles parties être divisées en la manière accoutumée, même quand la portion du dit curé est amodiée et laissée par amodiation à autrui.

A cela répond l'opposant ; qu'il croit l'administrateur de la cure de Menotey prendre portion es dîmes d'icelui et de Rainans par les mains des sieurs de St-Vivant ou ses facteurs et amodiateurs, et plus n'en croit.

Et d'ycelui droit, le dit impétrant tant par lui que ses

antécresseurs, curés et recteurs de la dite église, et de leurs facteurs, procureurs et receveurs, de l'accession des quels il s'entend avoir en cette partie, en a joui et usé par 1, 10, 20, 30, 40, 50, 100 ans et plus, voire de telle ancienneté, qu'il n'est mémoire du commencement, ni du contré, voir par les derniers avis, cas, exploits et actes de justice ; le tout patiemment et publiquement, au vu, su et soufferte des prieurs et doyens de St-Vivant, et sans troubles, jusqu'à ceux ci-après déclarés et causant le présent procès. En la présente année, et certain jour passé, un nommé Jean Lallemand et un autre nommé Martin Phénin, eux se disant amodiateurs du prieuré de St-Vivant, se sont avancés de prendre et recueillir les dîmes des grains crûs et venus, pour la dite présente année au finage de Menotey et Rainans, dont le dit impétrant n'avait amodié sa part et portion ; et les ont menées, mises et abergées en autre lieu et maison, que la dite cure et à leur indue volonté.

Le 24 juillet, le dit impétrant avait obtenu contre eux un mandement signifié par l'huissier Pierre Danjelon.

Le 2 août, il présenta une requête à la cour, requérant être pourvu aux dits troubles, par mandement de nouvelleté, lequel lui fut octroyé. Par laquelle exécution les nouveaux troubles ont été levés et ôtés et le dit impétrant maintenu et gardé en la dite jouissance.

Le 10 août, le sieur Hugues Denis a fait cette opposition, après laquelle la cour a assigné les parties, au 2^e rôle, après la Saint-Martin d'hiver.

Continuant il ajoute : Que les dîmes n'ont été abergées ailleurs que lorsque le curé avait amodié sa part aux amodiateurs de St-Vivant, auquel cas ils avaient fait à leur volonté, et non autrement . . . demande justice.

Six témoins, Michel Tellot de Menotey, labourier, âgé d'environ 50 ans, se souvenant de 40, Jean Colombier, âgé de 80 ans, Guillaume Roguier, âgé de 60 ans, Claude Voillard, âgé de 50 ans et Jean Jobert âgé de 80 ans, inter-

rogés diligemment, singulièrement et secrètement, affirmèrent, sous la foi du serment qu'ils avaient toujours vu les choses se passer comme le prétendait le curé. Celui-ci gagna son procès, pour en commencer bientôt un autre.

Dans les années précédentes, les habitants des trois villages de la paroisse avaient mis en culture ou en vigne certaines parties du territoire, qui jusqu'alors étaient en bois ou incultes. La dime devait par conséquent s'étendre sur les fruits croissant dans ces nouvelles terres. Mais à qui devait-elle appartenir ? Il semble naturel de penser que le droit de dime concédé primitivement aux fondateurs et aux patrons des églises ne devait s'étendre que sur les territoires en culture au moment de la concession, et que la dime sur les nouveaux terrains cultivés depuis la concession devait appartenir tout entière au curé, sans qu'il soit tenu d'en laisser les 7 dixièmes aux patrons des églises. Ces nouvelles dimes étaient appelées *novales*.

Il y eut d'abord une contestation entre le curé et les propriétaires de ces nouvelles vignes. Ceux-ci auraient bien voulu se dispenser d'en payer la dime, mais une sentence de l'officialité du 1^{er} avril 1546, condamna François Bonvalot, Guillaume Tarvel, Piernot Thiébaud, et les vénérables doyens entrés en cause, à payer au curé les *dîmes novales* des terres mises depuis peu en culture, de 25 gerbes l'une et pour le vin de 16 queues l'une, à partir de l'année 1544, le curé étant venu avant la moisson, et pour l'avenir.

Les habitants se soumirent, et cette sentence eut sa 1^{re} exécution le 20 novembre 1546 par Claude Chevrey vicaire, la 2^e, le 6 octobre 1548 par Jean Gilles, vicaire et la 3^e, le 21 juin 1549 par François Mongin.

Mais les prieurs de Saint-Vivant ne s'en tinrent pas là ; ils s'adressèrent à la cour, et le 9 septembre 1549 ils en obtinrent un mandement, qui leur confirmait le droit sur toutes les dimes croissant au finage et territoire de Menotey,

tant en vin, froment, seigle, orge, cheneve, que tous autres grains de dime, sans faire même mention des trois dixièmes, qui appartenaien au curé ; et aussi sur le patronage de la cure de Menotey, dû aux sieurs vénérables, le jour fête St-Hilaire, et s'élevant à la somme de 4 florins.

Au mois de juillet 1550, M. Doccors fit opposition à cette sentence, tant pour soutenir son droit sur les dimes, que pour l'exemption du patronage, dont il prétendait que la cure de Menotey était affranchie.

Il s'offrit à prouver ses droits par témoins, et il obtint du parlement le mandement suivant qui confirmait ses droits, jusqu'à nouvelle opposition des prieurs.

« Charles, par la divine clémence, empereur des Romains, et nos présidents et gens tenant notre cour souveraine du parlement de Dole ont reçu l'humble supplication et requête de notre ami et féal conseiller en notre cour, messire Remy Doccors, contenant que, à bon droit, juste et canonique titre, lui compète et appartient la dite cure et église paroissiale du dit Menotey, immune et libre de tout patronage et de toutes autres choses et redevances, dépendant et qui peuvent dépendre du patronage ; à cause de laquelle cure et église paroissiale et autrement duement lui compétent et appartiennent les trois parts des dimes, dont les dix font le tout du dit Menotey, et de Rainans membre dépendant de la dite cure, et les prendre et percevoir un chacun an sur toutes les vignes et héritages ensemencés de quelque espèce que ce soit, en la manière accoutumée, conjointement avec les vénérables religieux de Saint-Vivant. De laquelle cure en la susdite liberté et immunité du dit patronage et toutes autres redevances ; et de prendre et retenir les trois parts de toutes les dimes tant de blé, vin, qu'autre légumes, les dix faisant le tout ; le dit suppliant est seul jouissant, possesseur ou quasi, et en a joui et usé par 1, 10, 20, 30, 40, 50, 100 ans et plus, et par tel et si long temps, qu'il n'est mémoire du commencement, tant

par ses prédécesseurs curés de la dite église que autres ses vicaires, amodiateurs, facteurs et certain commandement, ayant pour et au nom de lui relevé les dites dîmes en la forme et manière avant dite ; même par les derniers actes et exploits de possession, jouissance ou quasi et par temps suffisant à bonne possession ou quasi, acquérir et retenir; le tout publiquement et notoirement, au vu et su de tous ceux qui ont voulu voir et savoir, spécialement des dits vénérables doyens ; de manière que toutes et quantes fois, que yceux vénérables doyens ou leurs facteurs ont demandé et voulu exiger du dit suppliant aucune chose ou somme d'argent, pour le droit de patronage de la dite cure, le dit suppliant ses vicaires, amodiateurs ont tellement contrarié et refusé, et à la dite contrariété et refus ont acquiescé les vénérables de Saint-Vivant : Que le dit suppliant, depuis qu'il a été canoniquement pourvu de la dite cure ont passé cinq ou six ans, n'en a aucune chose payé et est demeuré possesseur ou quasi d'ycelle cure en la susdite immunité et liberté, sans trouble, contradiction empêchement quelconque, que en ses susdits droits lui aient été faits, mis ou opposés jusque puis quelque temps environ un an que les dits vénérables doyens se sont fait maintenir et garder, le 9 septembre dernier passé, en vertu d'un mandement de garde obtenu du Bailly, sur toutes les dîmes, sans faire distinction des trois parts appartenant au dit suppliant, aussi sur le patronage de la dite cure qu'ils disaient, tous les ans leur être dû le jour de fête Saint-Hilaire, et revenant à la somme de 4 florins ; et icelle maintenue de garde le même jour fut notifiée à Faule Mongin, vicaire de Menotey, par ce et autrement indue-ment, troublant, molestant et inquiétant le dit suppliant de nouveau en ses droits et possession. — Désirant pour avoir réparation des nouveaux troubles, et conservation de ses droits, être sur ce convenablement pourvu par mandement en forme de complainte et nouvelleté, dont il nous a très-

humblement supplié: Pour ce, est que nous, entendu ce qui, est désirant pourvoir au dit suppliant, par avis et déclaration des tenant notre cour, nous mandons, que appelé avec nous pour scribe le greffier de notre cour, nous informer diligemment, secrètement et par écrit de et sur les choses dessus, lever les dépositions des témoins, que autrement duement, et si, tant par les dépositions des témoins qu'autrement vous appert des choses dessus, lever et ôter au dit suppliant les nouveaux troubles à lui faits, et la dite possession en laquelle le maintenez et gardez de par nous, et afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, faites mettre et asseoir, en et sur les lieux qu'il conviendra, les panneaux armoriés de nos armes ou brandons accoutumés, et à ce faites contraindre tous ceux ou celles qui, pour ce, seront à contraindre. Donné à Dole le 13 août 1550 la 21^e année de notre empire, et de nos règnes de Castille et autres la 35^e année.

En vertu de ce mandement M. Doccors fit assigner, par son procureur et par le ministère de l'huissier Daujelon, les prieurs de Saint-Vivant dans la personne de Antoine Dupin et autres procureurs et amodiateurs, ainsi que les témoins qui devaient déposer en sa faveur. Le 26 août, la cour entendit, messire Jean Gilles, prêtre curé de Revière-le-Bois, messire Faule Mongin, vicaire actuel de Menotey, âgé de 42 ans, messire Claude Chevrey, vicaire de Viteau, âgé d'environ 46 ans, messire Antoine Bouvier de Saint-Laurent-la-Roche, âgé de 37 ans et messire Pierre Boulet, tous anciens vicaires de Menotey. Il serait trop long de rapporter toutes leurs dépositions, nous dirons seulement qu'ils affirmèrent tous les droits du curé, déclarant que pendant qu'ils avaient administré la cure comme vicaires ils avaient joui des dîmes et n'avaient jamais payé aucun droit de patronage aux prieurs de Saint-Vivant.

A la suite de cette enquête, la Cour prononça une sentence favorable au curé, mais au mois de juin de l'année

1552 les prieurs de Saint-Vivant formèrent opposition à l'exécution du mandement et le procès fut continué, comme nous le verrons, par le successeur de M. Doccors.

Nous avons dit que l'usage de fonder des anniversaires pour les défunts était très ancien dans la paroisse de Menotey. Le plus ancien registre d'anniversaires qui ait été conservé remonte à l'année 1548, il commence ainsi :

« S'ensuivent les anniversaires de la cure de Menotey, copiés par moi Faule Mongin, prêtre, vicaire dudit Menotey, l'an 1548, et mis selon les jours et mois qu'ils se doivent dire, et 1^{er} janvier : l'anniversaire de feu Jeannette, veuve de feu Henri Rossot, par elle fondé, tant pour elle que pour tous confrères et consœurs de la confrérie monsieur saint Sébastien, une grande messe et virgiles, qui se doivent dire le jour même de Saint Sébastien.

Un anniversaire fondé par Maguerite fille de Gilles Lombardet, la veille Saint-Sébastien.

Février ; quatre anniversaires.

Mars ; Françoise Lombardet, une grande messe pour la Saint-Aubin.

Avril ; Pierre Matherot, un anniversaire pour feu Marguerite sa femme, Denis Bolu de Gredisans, Piernot Gauthier, Claudine Lombardet veuve de Jean Matherot, cinq anniversaires.

Claude Rouhier de Champvans, en son vivant vicaire de Chevigny a fondé un anniversaire perpétuel à un chaque jour fête Saint-Claude, messe, miserere, de profundis et libera.

Messire Pierre Tarrey de Gredisans, a fondé un anniversaire tant pour le remède de son âme que pour tous ceux pour qui il fut jamais obligé de prier. »

La dotation de ces anniversaires était assurée et hypothéquée sur des vignes qui étaient ainsi grevées à perpétuité. Mais, lorsque ces propriétés étaient, dans la suite, vendues par les héritiers, le paiement de ces dotations devenait

difficile et quelquefois impossible, après un certain temps, et un grand nombre de fondations perpétuelles s'éteignirent par le défaut de paiement de la dotation qui leur était affectée.

Blaise Renard, sieur de Moisse, devenu possesseur de la seigneurie de Menotey, prétendait exercer la haute justice, non seulement sur ses domaines, mais sur tout le village. Il avait établi sur le territoire de la communauté un signe patibulaire pour la punition des criminels, ce qui était le signe de la haute justice, mais les habitants qui ne reconnaissaient d'autre seigneur que le souverain, s'étaient empressés de le renverser.

En 1546, Claude Renard, fils de Blaise, voulut rétablir cette marque de son droit de haute justice, les habitants s'y étant opposés, il adressa une requête à l'empereur, demandant « l'autorisation de rétablir le signe patibulaire tombé du temps de son père, et qui était la marque de la haute justice qu'il tenait des de Florence, malgré l'opposition des habitants, qui prétendaient qu'elle appartenait à sa Majesté. »

Nous verrons cette prétention se renouveler souvent, mais sans succès, sous les successeurs des Renard, les de Montureux, qui achetèrent la seigneurie vers l'an 1556.

Comme nous l'avons dit, en 1518, Claude de la Madelaine avait acensé la forêt de Saint-Vivant aux habitants de Menotey, et en 1523 ceux-ci avaient passé l'acensement à Louis Roussot, dit de Montureux.

Les habitants après avoir joui légitimement de cette forêt, pendant plusieurs années, continuèrent à y couper le bois dont ils avaient besoin. Mais en 1548, Louis Roussot et le Procureur du baillage firent assigner à la Cour quelques habitants, pour avoir coupé des chênes et plus de 100 pieds d'arbres de haute futaie, et pour avoir fait pâturer leurs bêtes dans cette forêt.

Dans leur défense les habitants prétendent, qu'ils ont

droit, de temps qu'il n'est mémoire, de couper le bois mort, et le mort sur le vif, et de faire paître leurs bêtes tant grosses que menues dans la forêt, depuis le jour fête Saint-André jusqu'au jour fête Saint-Michel, en la morte et vaine pâture du bois appelé le bois de la forêt. Huit témoins interrogés confirment ce droit.

En même temps, les prieurs de Saint-Vivant voyant, sans doute, cette forêt se détériorer et regrettant de l'avoir acensé à perpétuité intentent une action contre Louis Roussot, demandant que l'acensement soit déclaré nul et que la forêt revienne au prieuré.

Dans leur requête, ils établissent d'abord que ce bois de 120 journaux leur appartient en toute justice, haute, moyenne et basse ; ils se plaignent ensuite que depuis quelques temps, les habitants se sont mis en possession et jouissance de ce bois, comme de leur bien propre, sous prétexte de cet acensement perpétuel. Ils prétendent que l'acensement est nul pour plusieurs raisons ; entre autres : parce que ledit acensement n'était pas nécessaire pour le bien du couvent ; qu'il ne pouvait se faire, qu'après cinq déclarations aux lieux publics des pays circonvoisins, aux enchères et plus offrant ; qu'il devait être approuvé par les Supérieurs et être utile au bien du couvent, tandis qu'il est nuisible, puisqu'il aurait pu rapporter beaucoup plus. Toutes les conditions et obligations nécessaires pour la validité des aliénations des biens ecclésiastiques n'ayant pas été remplies, l'acensement est nul.

Nous n'avons pas trouvé la définition de ce procès. M. Remy Doccors quitta la cure de Menotey dans l'année 1552, il fut nommé abbé de l'abbaye du Lieu Croissant. Pendant son administration, il défendit les intérêts temporels de la cure et de la paroisse, et la dignité à la quelle il fut élevé en la quittant nous est une preuve qu'il consacra aussi tout son zèle à ses intérêts spirituels.

La requête présentée précédemment par Claude Renard,

pour obtenir de la Cour la haute justice sur Menotey, fut accueillie favorablement. Mais les habitants s'adressèrent à sa Majesté l'Empereur, pour obtenir un sursis au mandement qu'il avait obtenu à ce sujet. Ils exposent : « qu'ils ont toujours été sujets immédiats de sa Majesté et de ses prédécesseurs, sans avoir à connaître d'autre seigneur immédiat, en quoi ils désirent persévérer, disant, que les communautés qui ont seigneur immédiat entre le prince et elle ont quelquefois foule et vexations dans les affaires de leur communauté, dont eux qui sont sujets immédiats de sa Majesté sont exempts et tenus en paix, et que Claude Renard, sieur de Soirans ne peut être fondé en aucune possession et jouissance ; car ses prédécesseurs n'en n'eurent aucune onques point, ou seulement sur quelques particuliers. »

L'empereur, par un décret daté de Bruxelles, ordonna à la Cour de surseoir à l'exécution du mandement et d'entendre leurs réclamations.

Le sieur de Soirans s'appuyait pour soutenir ses prétentions à la haute justice, sur ce qu'il avait droit d'élever et dresser sur le territoire et finage de Menotey un signe patibulaire, pour punir les délinquants. On lui répond : que lorsqu'il l'avait placé, les officiers de sa Majesté, avec les habitants de Menotey et autres sujets de sa Majesté l'avaient ôté et mis par terre, parce qu'il préjudiciait au droit de haute justice de sa Majesté : On ajoute, que son père Blaise Renard, avait adressé semblable requête à Marguerite d'Autriche tante du souverain, et que cette requête n'avait pas été accordée.

Claude Renard dit qu'il est notoire que ses prédécesseurs avaient fait mettre et afficher un carquand en l'arbre du tilleul de Menotey sur la place publique, où l'on a accoutumé de faire les actes et appels de justice ; mais on répond, que « ledit carquand, par les officiers et au nom de l'Archiduc d'Autriche, roi de Castille, comte de Bourgogne, fut

arraché hors dudit tilleul, parce que les prédécesseurs du sieur de Soirans entreprenaient en ce, sur la totale justice audit Menotey, au dommage dudit roi de Castille, comte de Bourgogne. »

La Cour conclut que sa demande n'est pas recevable.

De 1520 à 1560, c'est-à-dire pendant 40 ans de ce siècle, la moyenne des naissances est de 21 par année pour toute la paroisse, ce qui semble indiquer que la population de Menotey ne s'élevait pas au chiffre qu'elle atteint aujourd'hui, mais elle tendait à s'accroître ainsi que la prospérité du village. Les habitants se livraient avec ardeur au travail et dans les dernières années, ils avaient considérablement augmenté leur culture en défrichant beaucoup de terrains jusqu'alors incultes et stériles.

CHAPITRE VIII.

Alexandre Glanne, curé.

1552-1576.

Alexandre Glanne, sieur de Vorges, était chanoine de l'église collégiale d'Arbois. Il eut pour vicaire et administrateur de la paroisse Antoine Roz. Un de ses premiers actes fut de défendre les droits de la cure, contre les habitants, au sujet des dimes novales, et surtout contre les prieurs de Saint-Vivant, qui renouvelèrent leurs prétentions sur le patronage et sur la totalité des dimes, malgré leur condamnation sous son prédécesseur.

Pour percevoir les dimes novales, dont la totalité avait été déclarée appartenir au curé, Alexandre Glanne fit faire le relevé des nouveaux terrains mis en culture. « s'en suit ce que j'ai trouvé de novales à Menotey :

Un petit bois appelé les Buissons, mis de bois en culture et emplanté de vigne, contenant environ 40 journaux. Un autre bois mis en terre, appelé le Deffoys. Un autre petit bois appelé aussi les Deffoys contenant environ 16 journaux. Un autre petit bois appelé la Courcelle, qui est partagé entre les habitants depuis environ 2 ans, contenant environ 20 journaux. En ladite Courcelle, un journal et demi planté pour la ville de Menotey. Et aussi quelques terres en la grande forêt. »

Après avoir fait la déclaration des novales c'est-à-dire des vignes nouvellement plantées sur le territoire de Menotey et de Rainans, pour le parochage de la cure et église paroissiale de Monsieur saint Pierre Menotey, Alexandre Glanne demande que la dîme lui en soit payée pour l'année pré-

cédente, et qu'elle soit payée à l'avenir à lui et à ses successeurs ; qui sont d'environ 100 journaux sur Menotey, et environ autant sur Rainans dans différentes parties du territoire désignées, avec les noms des particuliers, pour lui seul à l'exclusion des prieurs.»

Les habitants de Menotey et de Rainans, propriétaires de ces nouvelles vignes faisaient difficulté d'en payer la dîme, d'un autre côté les prieurs de Saint-Vivant renouelaient leurs prétentions sur le patronage de la cure et sur la totalité des dîmes, et Alexandre Glanne fut forcé d'intenter un procès aux habitants et aux prieurs pour défendre les droits de sa cure.

Ce procès dura plusieurs années et fut porté devant la cour du parlement et devant l'Officialité du diocèse de Besançon. Voici la requête adressée au parlement par M. Glanne contre les prieurs. « A la cour expose en toute humilité, messire Alexandre Glanne, que le 19 août 1550 messire Doccors, lors curé, maintenant abbé de l'abbaye de Notre-Dame du Lieu Croissant, impétra de ladite cour, au nom de curé et recteur que dessus, certain mandement à l'encontre des vénérables, pour la possession de l'exemption, immunité et liberté de tout patronage, le tout à cause de ladite cure, et aussi sur le possessoire des dîmes, à l'exécution duquel a été commis Ferdinand Seguin; lequel procéda à l'exécution le 24 juillet 1551, contre la quelle exécution aucune opposition n'a été formée avant l'an et jour après, et pour ce que le suppliant à présent curé et recteur pacifique de ladite cure, ayant rencontré et trouvé depuis peu de temps ledit mandement et exécution sans aucune opposition, désire, comme la raison le veut, être maintenu pacifiquement et définitivement es droits possessoires et avoir recouvrement des frais et dépens faits à la poursuite de ladite exécution ; il supplie le bon plaisir de la cour le recevoir en premier lieu en cette poursuite au lieu et place dudit Doccors, et lui déli-

vrer mandement, pour faire assigner en ladite cour les vénérables Doyens.

La cour ayant vu cette requête admet et reçoit le suppliant en la poursuite y mentionnée.

En même temps, Alexandre Glanne intente devant l'officialité diocésaine une action contre les habitants qui refusaient de payer les dîmes novalles. Il assigna les proud'hommes Jean Richardot le jeune, et Guillaume Tarlet au nom de la communauté de Menotey et 53 autres habitants, ainsi que Guillaume Goutet et Jean Bernardet proud'hommes de Rainans avec 40 autres habitants nommés dans l'acte d'assignation. Il exposa clairement ses droits, qui étaient incontestables, dans une plaidoirie en latin qu'il serait trop long de rapporter ici.

Les prieurs traduits aussi devant l'officialité cherchèrent à prouver que les dîmes novalles leur appartenaient, comme les anciennes, et que le curé n'avait droit qu'aux trois dixièmes et non à la totalité, mais le Parlement et l'officialité condamnèrent les habitants à payer les dîmes, et déboutèrent les prieurs de leur prétention sur ces dîmes en déclarant qu'elles appartenaient en totalité au curé.

Dans la suite, soit à cause des réclamations incessantes des prieurs, soit à cause de la difficulté de séparer ces nouvelles dîmes d'avec les anciennes, elles furent confondues avec elles et partagées comme elles, entre les prieurs et le curé, au détriment de la cure et de la paroisse.

Le 5 septembre 1553, Antoine Roz prit possession, comme vicaire, de l'administration de la paroisse, qu'il occupa jusqu'à l'année 1572. En 1559, il fit un relevé de tous les anniversaires fondés dans l'église de Menotey, et de toutes les propriétés, censes et redevances de la cure. Les anniversaires sont au nombre de 65. Dans ce relevé la cure est ainsi désignée : « Un meix et maison et grande cour, contenant grange, establerie où est le puid de ladite cour et jardin derrière ladite maison, au long de l'église et

confrérie dudit lieu, devers Notre-Dame de Montroland, entre la rue commune tirant à Jouhe et le chemin commun tirant à Rainans. » Dans cet inventaire sont énumérés un grand nombre de censes de 5 et 6 sols, blancs ou engrognes dues par des particuliers, les vignes acensées à moitié ou au tiers des fruits, les droits mortuaires, les dîmes, etc.

Charles-Quint devenu empereur d'Autriche avait cédé la Franche-Comté à son fils Philippe II, roi d'Espagne ; elle dépendit de ce royaume jusqu'à sa réunion définitive à la France en 1678. A cette époque, les Salines, d'où l'on tirait le sel nécessaire au besoin des populations, appartenaient au Souverain.

Chaque année, il en était fourni une quantité déterminée et proportionnée à la population des villes et des villages. En 1564, les habitants de Menotey en réclament une quantité plus considérable que celle qu'ils avaient précédemment. « Ils exposent à la Cour, que, par le passé, ils avaient leur nécessaire de sel, la quantité d'une charge et deux bénastes, pour ceux de Rainans, que l'on a réduit à 5 bénastes pour les deux villages, qui sont en nombre savoir : Menotey, de six-vingt (120) feux et Rainans de 40, et comme la quantité de sel est insuffisante pour ceux de Menotey, il plaise à la Cour d'extraire ceux de Rainans d'avec eux, comme étant d'autre communauté et d'augmenter leur quantité. »

La Cour, faisant droit à leur demande, ordonne qu'ils soient inscrits à part sur le rôle dressé par les fournisseurs du sel, pour cinq bénastes par semaine et Rainans pour trois.

D'après cette réclamation, qui accuse 120 feux à Menotey, où l'on n'en comptait que 80, quarante ans auparavant, nous voyons que la population s'était notablement augmentée.

En 1554, les deux seigneuries de Menotey et de Rai-

nans, qui appartenaient à Claude Renard, furent vendues, avec tous ses biens, par acte et décret de Monsieur le Bailly de Dole. Elles avaient été adjugées à Messire Louis Chailot, sieur de Moncour et conseiller à la Cour, et à Pierre Vauchart, conseiller à la Cour, comme plus offrants et derniers enchérisseurs. « Mais, comme Louis et Adrien de Montureux, fils de Louis Roussot dit de Montureux et de Clauda Croichet, son épouse, avaient affecté à yceux biens ; Adrien obtint de Sa Majesté Catholique Philippe II, de la prendre en payant à l'acheteur le prix de l'achat ; et lui céda Sa Majesté tel et semblable droit, sauf la Haute Justice d'icelle Seigneurie qui demeura acquise à Sa Majesté et ses successeurs ; à charge de payer chacun an une redevance à sa dite Majesté, savoir : pour le dit Rainans 18 livres estevenants, pour Menotey, 6 livres, et de les tenir en fief de sa dite Majesté comme par le passé. Depuis au dit Louis de Montureux par partage avec son frère Adrien, est advenue la Seigneurie de Menotey, savoir le four banal, 17 maigners, 2 sols sur six Meix de Bourguerin et sur chacune des choses susdites la justice moyenne et basse. »

La seigneurie de Menotey appartient dès ce moment à la famille de Montureux, d'où elle passera plus tard à la famille Larquand. Ces seigneurs eurent un grand nombre de contestations avec les habitants de Menotey, comme nous le verrons dans la suite.

Déjà, en 1567, des difficultés s'élevèrent entre eux pour une chose de peu d'importance. Chaque année, les habitants engageaient deux pâtres pour conduire le bétail au pâturage, depuis la Notre-Dame de mars, jusqu'à la Nativité de St-Jean-Baptiste, pour la somme de 14 francs répartis sur chaque vache. Cette année, la taxe était de 6 blancs et un liard par tête de bétail. Or, les sieurs de Montureux envoyèrent 5 vaches avec le troupeau, sous la garde des pâtres, seulement pendant une partie de la saison.

Dans la répartition, ils furent taxés à 8 gros et un blanc : ils refusèrent de payer toute cette somme, offrant seulement de payer pour le temps pendant lequel leurs vaches avaient suivi le troupeau. Les Echevins, Michel Gauthier et Claude Pyard, ne voulurent point céder ; ils leur intentèrent un procès pour obtenir le paiement de la somme taxée ; donnant pour raison que l'habitude avait toujours été d'engager les pâtres pour tout le temps de la saison, et que chaque particulier, quand même il n'aurait envoyé qu'une fois ses vaches avec les autres, devait payer pour tout le temps ; et ils reprochaient à ces seigneurs de se mettre en contradiction avec la communauté pour bien peu de chose. Nous trouvons que les échevins avaient parfaitement raison.

Dans ce siècle, nos ancêtres avaient encore conservé l'usage ancien d'élever des troupeaux de porcs qu'ils envoyaient paître sur les communaux sous la garde d'un pâtre. « En 1570, Michel Roguier, paistre et garde des porcs de Menotey, fut pris le dimanche 2 avril, pour avoir laissé pâturer les dits pourceaux dans plusieurs héritages du territoire de Chevigny, dépendant de la justice et Chastellenie de Dame de Chevigny. Traduit devant sa justice, il a été condamné à payer les intérêts et dommages faits es héritages par les dits pourceaux selon qu'il sera statué par Pierre de Lacroix et Jean Balay, lesquels après leur serment prêté aux Saints Evangiles de Dieu statueront fidèlement sur les intérêts et dommages. »

En 1571, Alexandre Glanne eut encore à défendre les droits de la cure contre les amodiateurs de Saint-Vivant. Ceux-ci prétendaient que les propriétés de la cure étaient assujetties à la dime. Mais Alexandre Glanne se fit maintenir et garder en la jouissance et possession du droit d'exemption de payer les dimes des fruits crus et provenus es terres à lui appartenant en propriété, et qui sont du domaine de sa cure, lorsque ycelles terres sont par lui ou

ses vicaires ensemencées, et que le labourage est fait à leurs frais.

L'année précédente, les habitants de Menotey adressèrent une supplique à la Cour au sujet de la fontaine de la rue de Bourguerin. L'exposé de cette supplique nous en fait suffisamment connaître l'objet : « Remontrent et supplient humblement les habitants de Menotey ; comme pour l'utilité et commodité de tous et un chacun, les habitants et manans, au dit lieu de toute ancienneté ont dressé le cours d'une fontaine en la rue dite de Bourgarin, la source de laquelle est conduite aussi de toute ancienneté par-dessous un héritage qui souloit être en-vigne, appartenant au sieur Boyey, chanoine et chapitre de l'église collégiale Notre-Dame de Dole, et de présent est tenu par Bastien Bouvier du dit Menotey, par acensement fait d'eux ; auquel n'a été et n'est permis ni licite de au dit héritage faire édifier, ni autre chose par où la source de la dite fontaine soit divertie et déterriorée. Néanmoins icelui Bouvier a tellement terraillé au dit héritage, qu'il a profondé jusque bien près des sources de la dite fontaine, et sur icelle ou bien proche il a édifié une sous à porceaux et estable à tenir vaches qu'il y a entretenues. Du moyen de quoi la dite fontaine est grandement diminuée de son abondance ; outre ce que l'immondice sortant de l'estable et sous à porceaux se porte dans les dites sources, tellement que l'eau de la dite fontaine est dès lors infectée, outre la stérilité d'ycelle, elle ne pourra ci-après servir au dit Menotey, chose qui redonderait au grand dommage et préjudice du public de Menotey et de tous ceux qui y ont maison et habitation. Pour à quoi obvier ils sont contraints recourir à vous. »

La Cour ordonna une visite de lieux. Les délégués nommés par elle constatèrent la vérité des faits énoncés dans la plainte des habitants ; ils entendirent les témoins, qui tous affirmèrent que « la fontaine qui auparavant était fraîche et froide en été et la meilleure de Menotey et des environs,

était devenue chaude par l'enlèvement des terres placées au-dessus des deux canaux qui amènent l'eau à la fontaine ; que l'eau devenait trouble après une heure de pluie, et que pendant que le dit Bouvier entretenait porcs et vaches dans l'étable qu'il avait fait construire, on avait été obligé d'abandonner cette fontaine à cause de l'infection. »

Sébastien Bouvier fut condamné à démolir les constructions qu'il avait faites et à rétablir le terrain dans l'état où il était auparavant en remettant environ une toise et demie de terre sur la source.

En 1571, les prieurs et les membres de la confrérie du Saint-Esprit demandèrent à ce qu'il fût fait, par ordre du Parlement, une reconnaissance de leurs propriétés, héritages, censes, déclarant qu'il leur était dû plusieurs héritages, redevances, prestations annuelles, et que néanmoins, pour l'indignité du temps tombaient en mains tierces, mouvaient et changeaient, que pourrait arriver des procès et que les dits suppliants seraient diminués et remis en doute ; pour à quoi remédier ils ont demandé à la cour leur accorder et octroyer mandement en forme de terrier et rentier pour faire la reconnaissance de leurs droits. La Cour accueillit leur demande.

En conséquence, Jean de Montureux, commis par la cour du bailliage, assigna tous ceux qui étaient débiteurs de la confrérie à venir faire reconnaissance par devant lui et les prieurs et confrères de la confrérie du St-Esprit, savoir : Gilles Tarlot, Jean Voillard de Menotey, Pierre Bolu de Gredisans et Sébastien Morel de Rainans, à présent prieurs de la confrérie.

Honorable homme Jacques Riset de Menotey reconnaît posséder deux ouvrées de vigne et devoir une cense de 4 blancs. Le terrier des propriétés de la confrérie mentionne ensuite 17 autres reconnaissances, de terres, vignes ou censes appartenant à cette confrérie.

En 1572, quelques jeunes gens s'étaient pris de que-

relles, probablement après un souper un peu trop copieux ; ils avaient fait du tapage pendant la nuit dans les rues du village en proférant des blasphèmes et des injures. Le procureur fiscal et Louis de Montureux intervenant, celui-ci comme seigneur, assignèrent Jean Pyard le jeune, Bastien Pyard, Jean Roguier et Jean Riset, dénoncés comme coupables, devant la Cour, pour les faire condamner.

Bien que cette affaire n'ait en elle-même que peu d'importance, elle est intéressante en ce qu'elle nous fait connaître la simplicité des mœurs de ces temps déjà bien éloignés de nous. Elle nous montre le grand respect de nos ancêtres pour la religion, leur horreur pour le blasphème du nom de Dieu, et le juste mépris qu'ils avaient pour ceux qui menaient une mauvaise conduite.

Nous reproduisons ici la défense des jeunes gens incriminés. — « Devant la cour pour faire paraître de leur innocence ils disent ce qui s'en suit :

Que dois (depuis) qu'ils sont parvenus à l'âge de connaissance, ils ont toujours vécu en la crainte de Dieu selon l'église catholique et romaine, ayant rendu tous devoirs de piété, honneur et révérence à leurs parents, et se sont gérés et comportés envers tous en toute humilité et humanité, n'ayant onques donné occasion à personne de se plaindre et mal parler d'eux, tellement qu'à tort et sans cause on leur a adressé la présente poursuite, étant innocents des faits desquels ils sont accusés par le procureur fiscal. Ce que pour démontrer ils posent en fait que vrai est, qu'au jour mentionné au dit procès, ils soupèrent en la maison de la cure de Menotey avec le sieur Michel Jobert, sans aucun propos noiseux ; et après avoir soupé ils s'en allèrent avec le dit Jobert jusqu'à la maison de Jacques de Colombier, son maître, en laquelle ils laissèrent ycelui Jobert et se retirèrent chacun en sa maison, tellement qu'ils ne savent ce que depuis pourrait être arrivé au dit Jobert. Bien sont-ils assurés d'une chose, que ne fut pas

par eux ni autre par leur commandement battu, outragé et mutilé. Aussi n'étaient-ils occasionnés de faire autrement, pour n'avoir jamais eu querelle, noise et débat avec le dit Jobert, moins avaient-ils à l'encontre de lui aucune inimitié et mauvais vouloir. Quant à ce qui concerne le second fait dont ils sont chargés, il posent en fait prouvable, qu'au temps mentionné ils étaient chacun d'eux en leurs maisons, desquelles ils ne sortirent point cette nuit. Que si quelque insulte a été faite à la maison où réside Claude Guey, ne savent ni croient ce n'a été par eux ni à leur sollicitation. Et autrement n'eussent-ils voulu faire, non seulement pour la crainte qu'ils ont de justice, mais aussi pour n'avoir été occasionnés de donner un tel assaut à la dite maison, moins à ceux qui y résident qu'est le dit Dousot et sa famille, duquel les défenseurs se sont toujours tenus et réputés amis, et n'ont jamais été refusant de lui rendre tous services et plaisirs que possible leur a été. De manière qu'il n'est à douter qu'ils sont innocents, tant des insultes que d'autres faits dont ils sont chargés, même le dit Pyard des blasphèmes, n'étant coutumier de jurer en aucune façon que ce soit. Que s'il se trouve que quelques témoins se soient avancés de déposer à la charge des dits défenseurs, il ne se faut arrêter à ce qu'ils en auraient dit, pour n'être point témoins majeurs, et de plus comme il apparaîtra par ce qui sera dit ci-après. Sous protestation que font les dits défenseurs, qu'ils n'entendent par ce, inférer aucune injure à personne, mais le tout être dit, pour démontrer leur innocence.

En premier lieu, ne doit pas faire foi le dire et déposition de Michel Jobert, premier témoin, pour être un blasphémateur ordinaire, homme odieux, qui le plus souvent est aux tavernes à ivroquer. Ce qui ne doit être trouvé étrange pour autant qu'il ne tient ni possède aucun bien, car il est assez industrieux pour trouver le moyen de fournir à telle dépense, et lorsque les moyens lui défail-

lent il s'en va au duché de Bourgogne; d'autre fois il dérobe des poules au dit Menotey, pour satisfaire à ses appétits désordonnés, auxquels il est tellement adonné qu'il s'oublie le plus souvent en ce qui est du devoir d'un chrétien, même que la veille de fête St-Pierre, il mangeait de la chair, disant qu'elle était aussi bonne que les autres jours.

Claude Drousot, deuxième témoin, est un blasphémateur du nom de Dieu, ordinaire, un trompeur et abuseur de marchands; d'avantage il est infâme de droit et de fait, étant vrai qu'il a été condamné à la cour du parlement de Dijon à une amende pour un parjurement par lui commis en une cause qu'il y avait pendante contre le sieur curé de Flamerans — Item, il a été condamné à une amende au bailliage d'Auxonne, pour avoir été trouvé cueillant fruits en un verger. »

Trois autres témoins sont refusés pour causes analogues. « Quant à la déposition de Jean de Chasne, sixième témoin, il ne s'y faut arrêter pour autant que c'est un homme de peu de sens, timide et craintif, lequel pour crainte, déposerait étant devant gens autres que de sa qualité, tout ce dont l'interrogerait, et affirmerait ou nierait qu'autrement l'affaire serait passée, suivant qu'il serait interrogé, tant il est simple. » Nous pensons qu'après une telle défense, ces bons jeunes gens ont dû être acquittés par la Cour.

En 1574, le jour de la Pentecôte, pendant les vêpres, le feu consuma le moulin à vent alors amodié à Anatoile Bolu de Gredisans. Voici comment ce fait est raconté par Jacques Bonvalot, qui se transporta sur les lieux après les vêpres. « Le jour de la Pentecôte de l'an 1574, le dit moulin fut brûlé par orval ou cas fortuit, pour autant que l'on ne put savoir véritablement l'occasion et par quel moyen le feu y a été mis; dit savoir, que le dit jour, ainsi que l'on disait les vêpres, au dit Menotey, plusieurs vinrent crier à l'église que le dit moulin brûlait, au moyen aussi de quoi, plusieurs y accoururent, et le dit déposant y alla

après que les vêpres furent célébrées, et vit le feu être dedans le dit moulin qui brûlait. » Ce moulin fut reconstruit et fonctionna encore pendant longtemps.

Prost de Royer, dans son Dictionnaire des arrêts, rapporte que Gilles Garnier, natif de Lyon, fut, par arrêt du Parlement de Dole, brûlé vif dans cette ville le 18 janvier 1574, comme loup garou, ayant mains semblant pattes. Comme les faits qui avaient motivé cette condamnation se sont passés sur le territoire de Menotey, nous allons les raconter d'après le récit d'un auteur plus moderne. Henri Camus, docteur en droit, conseiller du roi, expose que Gilles Garnier avait pris dans une vigne une jeune fille, âgée de 10 ans environ, et qu'il l'avait tuée et occise tant avec ses mains semblant pattes qu'avec ses dents, et qu'il l'avait traînée avec ses dites mains et tigres de dents, jusqu'au près du bois de la Serre, et que non content d'en manger, il en avait apporté à sa femme. Que pareillement, huit jours avant la Toussaint, il avait pris une autre fille en intention de la manger, qu'il l'avait suffoquée et meurtrie de cinq plaies, quand on courut au secours de cette innocente. Que 15 jours après la Toussaint étant en forme de loup, il avait également tué et dévoré un jeune garçon, à une lieue de Dole, près de Menotey, au lieu dit le Moulin à vent, et qu'il avait démembré une jambe d'ycelui pour son déjeuner du lendemain ; qu'étant sous forme d'homme et non de loup, il avait pris un autre jeune garçon, de l'âge de 12 à 13 ans, et qu'il l'avait emporté dans le bois, pour l'étrangler ; que nonobstant qu'il fut jour de vendredi, il aurait mangé de la chair de cet enfant, s'il n'en eût été empêché.

Quoi qu'il en soit de cette croyance naïve aux loups garoux, qui pouvaient être des malfaiteurs plus ou moins déguisés, et de cet événement qui dut avoir un grand retentissement à Menotey, il y a longtemps qu'il n'y a plus de loups garoux dans nos pays.

Vers la même époque, une contestation s'éleva entre les habitants et Louis de Montureux, à propos du four banal dans lequel les habitants devaient tous faire cuire leur pain. Ceux-ci prétendaient que, d'après le droit, qu'ils avaient de tout temps, les fermiers, ou ayant charge de chauffer le four, devaient aller la veille du jour où l'on doit cuire, es maisons des particuliers, afin d'entendre d'eux quelle quantité de grains ils voulaient cuire et pour quelle heure ils devaient tenir leur pâtes prêtes ; que le dit de Montureux ne voulait pas s'y soumettre, et qu'ils recouraient à la Cour pour avoir sentence favorable.

Dans sa défense, Louis de Montureux expose entre autres choses : « Que à cause de la dite seigneurie lui appartient le four banal, en telle banalité et droiture qu'il n'est loisible à aucun habitant de cuire ou faire cuire ailleurs leurs pâtes quelles qu'elles soient, sinon au dit four : — Item au droit de prendre de ceux qui cuiront leurs dites pâtes au dit four, de 24 pièces ou miches l'une, au droit de poursuite contre ceux qui auraient cuit ailleurs, et faire condamner à l'amende de 60 sols à son profit. Item au droit qu'il n'est loisible à personne soit échevin ou habitant, d'empêcher ceux ou celles qui voudraient cuire au dit four leurs pâtes, de y cuire leurs pâtes, ni de leur défendre eux aller au dit four ou es maisons, ou devers les personnes de ceux ayant charge de gouverner et chauffer icelui, et leur dire quelles pâtes ou quelle quantité, et quelle heure ou ordre et fournée ils voudraient et pourraient cuire, et de ce donner avertissement, sans que ceux ayant charge soient tenus et si bon leur semble aller aux personnes ou maisons d'aucun des habitants, en quel temps qu'il soit, pour savoir d'eux quelle quantité de pâtes ils voudraient cuire, ni leur donner aucun avertissement, si non par son du cornet et de voix, qui est accoutumé faire es jours de vendredi et samedi, et la nuit étant entre y ceux jours, communément désignés pour cuire au dit four. Ayant tou-

jours joui de ce droit, sans avoir jamais été empêché ; et pour que l'empêchement qu'on voulait faire ne prit pied, et entendant que les habitans avaient entre eux résolu d'interdire à tout particulier dudit lieu d'aller déclarer aux ayant charge du dit four, ni leur dire qu'ils y voulaient cuire, et parconséquent qu'ils n'y dussent cuire s'ils n'en n'étaient requis, chose nouvelle, absurde et inacoutumée, pour quoi requert jugement pour obliger les habitans à renoncer à leur opposition. »

La prétention des habitans ne nous paraît pas raisonnable dans cette circonstance. C'était vouloir obliger les chauffeurs du four à parcourir les maisons du village pour aller s'informer si l'on était disposé ou non à faire cuire du pain, tandis qu'il était bien plus naturel et plus simple que ceux qui avaient du pain à cuire allassent avertir du jour et de l'heure où leur pâte serait prête. Aussi la Cour ne fit-elle pas droit à leur réclamation, qui n'était qu'une ruse et un moyen détourné pour chercher à s'affranchir de cette servitude.

Antoine Roz, vicaire de la paroisse depuis l'année 1553, fut remplacé par Antoine Riset qui prit possession de la cure le 1^{er} décembre 1572. Il était originaire de Menotey et n'avait alors que 25 ans.

CHAPITRE IX.

Louis Colin, curé.

1577-1604.

Messire Louis Colin était licencié en droit, prieur commendataire, administrateur perpétuel et sieur de Lanthenans. Ce fut au commencement de son administration, que Pierre Pyard le vieux et Claudine Roguier, sa femme, firent bâtir la chapelle qui forme le sanctuaire de la chapelle actuelle de la Sainte-Vierge dont elle était précédemment séparée par un mur enlevé par M. Boillon pour réunir les deux chapelles en une seule. Voici un extrait de l'acte de fondation de cette chapelle.

« Au nom de la sainte et indivisible Trinité, du Père, du Fils et du Benoît Saint-Esprit, Amen. Comme il soit que, honorable homme Pierre Pyard le vieux de Menotey et Claudine Roguier sa femme aient délibéré, pour le salut de leur âme et de leurs parents défunts, ériger et construire et faire bâtir une chapelle en l'église parochiale de Saint-Pierre de Menotey en l'honneur et révérence de Dieu, notre souverain Créateur, et de la Sacrée Vierge Marie, et icelle chapelle ou oratoire faire dresser au chœur de ladite église entre deux ogives, étant du côté de vent devers la maison de la cure dudit, comme aussi pour la desserte qu'ils ont désiré et désirent être faite à ladite chapelle d'une basse messe de Notre-Dame à un chaque jour de mardi d'une chacune semaine perpétuellement, la fonder et doter compétement pour soulager ladite église, qui desservira ladite messe à charge toutefois et quante fois que la chapelle sera vacante et destituée de chapelain, d'avoir

pour les dits fondateurs et successeurs et ayant cause perpétuellement le droit de patronage, et de présenter au très-révérend Archevêque de Besançon, personnage idoine et suffisant pour desservir et faire desservir bien et dûment ladite chapelle, suivant la fondation et la dotation d'icelle. Et en outre que par les fondateurs et leurs successeurs et non autres, après leur décès et trépas, d'y être inhumés et enterrés ; dont et de quoi ledit Pyard et sa femme auraient communiqué tant au sieur curé du dit Menotey, qu'aux prieurs de la confrérie du Saint-Esprit fondée et instituée en l'église paroissiale, et même obtenu d'eux ayant charge de tous les parochiens, appointment et permission. Ainsi est que, ce jourd'hui par devant le notaire souscrit et les témoins en bas nommés, promet, déclare et veut faire construire ladite chapelle, comme est dit, veulent et entendent être célébrées, par ledit chapelain d'icelle ou autre que par lui sera commis, une messe de Notre-Dame, à basse voix à un chacun jour de mardi, et outre icelle, trois autres savoir : l'une le jour de fête de Saint-Pierre en chaire, une autre au jour de fête de St-Claude, et la tierce au jour de fête de Sainte-Barbe, pour la fondation et dotation desquelles, le dit, tant en son nom qu'au nom de sa femme et ses successeurs de sa pure et libérale volonté et sans induction de personne, donne, cède et transporte purement et perpétuellement au premier chapelain qui sera élu, présenté et institué et autres ses successeurs les pièces de vignes qui s'en suivent : 1^o huit journées de vignes au vignoble de Rainans au lieu dit es Crayes (suivent les délimitations). Item es Joussottes, vignoble de Menotey, un demi journal ; item, en Seurôt, cinq ouvrées de vignes . . . , etc., réservant néanmoins le droit de jouir des dites pièces de vignes durant leur vie naturelle, en payant toutefois, par eux au dit chapelain, la somme de 12 francs à chaque jour de fête de Saint-Pierre en chaire, sans que iceux fondateurs ni leurs successeurs

et moins le premier chapelain et ses successeurs puissent vendre, engager ou aliéner les dites pièces de vigne au préjudice de la fondation. — Par les présentes aussi il a nommé et présenté à mon dit Seigneur illustrissime et révérendissime Archevêque de Besançon, pour premier chapelain messire Antoine Riset, dudit Menotey, prêtre ; requérant très-humblement son illustrissime, vouloir suivant icelle présentation conférer la chapelle au dit messire Antoine Riset, par la probité et bonne diligence duquel lesdits Pyard espèrent qu'elle sera bien et dûment desservie.

Fait les présentes à Dole le 3 mars 1577 par devant révérend messire Louis Colin, prêtre licencié en droit et curé de Menotey, et autres témoins nommés. Le 22 mars, l'Archevêque de Besançon approuvait la fondation, avec les conditions établies dans l'acte précédent, et il érigeait la chapelle en bénéfice ecclésiastique perpétuel.

Le nom de Pyard se lit encore aujourd'hui sur l'écusson placé à la voute de la chapelle. Cette famille Pyard était l'une des plus importantes et l'une de celles qui fit le plus de biens à l'église de Menotey. « Ainsi le 21 août 1580, nous voyons encore un autre membre de cette famille, François Pyard, fils de feu Jean Pyard, notaire de Menotey, fonder dans l'église paroissiale, les matines, prime, tierce, sexte et nones à chacun jour fête, Nativité Notre-Dame, Conception, Purification, Annonciation et Assomption, aux dits jours à ce accoutumés et cela mû de devoir de l'honneur de Dieu et de son église catholique, et pour le salut de son âme et de ses prédécesseurs et successeurs.

Cette fondation fut acceptée par messire Louis Colin, pour le paiement de laquelle il a promis, savoir : le dit Pyard délivrer au dit curé ou à ses successeurs la cense annuelle et perpétuelle de 20 gros, pour et chacune des fêtes 4 gros. Outre et pardessus les 4 gros, la réfection corporelle dudit sieur curé ou son vicaire et ce pour le dîner

seulement. La dite fondation était assignée sur un demi journal de vigne au lieu dit *la Courcelle*.

Comme nous l'avons vu, d'après une ancienne convention faite avec la communauté de Chevigny, les habitants de Menotey avaient le droit de faire paître leur bétail sur le territoire de Chevigny. De temps en temps les habitants de ce village cherchaient à mettre empêchement à l'exercice de ce droit, soit par des procès-verbaux, lorsqu'ils trouvaient le bétail de Menotey sur leur territoire soit autrement. En 1577, pour conserver leur droit, les habitants de Menotey obtinrent de la Cour une sentence, signée Philippe de Florimond, confirmant les habitants dans le droit de faire paître toutes leurs bêtes, grosses et menues, en partout le territoire de Chevigny, en dite morte et vaine pâture pendant toute l'année. Ce titre se trouve dans les archives de la commune.

A partir du milieu de ce siècle la population s'était considérablement augmentée et la prospérité des familles tendait aussi à s'accroître. Mais les 20 dernières années vinrent ralentir cette prospérité. La guerre et la peste causèrent les plus grands ravages à Menotey et dans toute la province qui appartenait alors à l'Espagne. Philippe II était entré dans la *ligue* formée pour écarter du trône de France Henri IV encore hérétique. Depuis le commencement de cette guerre entre la France et l'Espagne, sous Henri III et ensuite sous Henri IV, c'est-à-dire pendant près de 20 ans, nos pays furent presque continuellement foulés par des troupes armées, amies ou ennemies, qui, presque autant les unes que les autres, vexaient les populations, volaient, pillaient et causaient partout les plus grands désastres. En 1581, les troupes du duc d'Anjou traversèrent Menotey, où elles se livrèrent à toutes sortes d'hostilités. L'année suivante, le 6 septembre, plusieurs compagnies de protestants, après avoir pénétré dans le pays, vinrent s'établir à Champvans, Biarne, Jouhe, Menotey, Montmi-

rey, et lieux voisins, où ils commirent toutes sortes d'excès. « Ils prenaient les hommes à rançon, maltraitaient les femmes, enfonçaient les portes des maisons et volaient les meubles et le bétail. On ne parvint à les expulser que le 12 octobre, et à chaque instant on craignait leur retour. »

En 1586, la peste se déclara dans la Franche-Comté; elle décima et jeta les populations dans une grande consternation. D'un autre côté, la guerre continuait toujours, avec des revers et des succès. Le 22 août 1595, pendant que le maréchal de Biron occupait Menotey, le Connétable de Castille passait la rivière près de Pesmes et allait mettre le siège devant Rochefort.

Pour s'opposer aux incursions et au pillage des soldats français, le Parlement de Dole avait mis sur pied une petite troupe de soldats afin de surveiller et de protéger la frontière du côté de la France. En 1598, l'entretien de cette troupe montait à 700 francs par mois, répartis sur tous les villages. Menotey devait payer 12 francs par mois. La communauté fit à ce sujet une réclamation, qui nous montre dans quel triste état elle se trouvait alors, par suite des malheurs de cette guerre, qui durait depuis 10 ans « Ils disent que combien qu'ils eussent désiré satisfaire à telle ordonnance; toutefois ayant considéré qu'il leur serait impossible, ils ont été occasionnés par cette, recourir à la dite cour et lui remontrer que leur village est diminué de plus de la moitié des habitans d'icelui, comme aussi sont les moyens des habitans si courts, à raison des guerres et malheurs derniers qu'à peine ont-ils de quoi se nourrir et alimenter, n'était du travail continuel qu'ils emploient à gagner leur vie et de leur ménage : au moyen de quoi le répartition de 12 francs étant fait sur les habitans de Menotey apporterait la ruine de plusieurs : en considération même, que pour s'acquitter des grands et derniers débets, qu'ils ont été contraints de faire par les guerres dernières, ils sont occasionnés de procéder à

de nouveaux *jects* (répartition d'impôts). Il sera facile au regard des suppliants de reconnaître qu'il y a surcharge, prenant considération, que depuis 10 ans, ils ont été continuellement ravagés, étant sur la frontière, à cause de la perte et totale diminution de leurs biens, demandent que 6 francs soient suffisants pour leur part de contribution. »

Cette situation, il est facile de le comprendre, en diminuant la population, avait jeté le découragement dans ceux qui restaient. La culture était négligée, beaucoup de vignes et de terres étaient en friche, et la misère était profonde.

Mais quelques années de paix et de tranquillité permirent aux habitants de Menotey de réparer les ruines occasionnées par la guerre, de reprendre leur vie calme et laborieuse et de s'occuper des intérêts de leur communauté. Ils craignaient toujours les empiétements du seigneur, celui-ci cherchait sans cesse à étendre son autorité. La cour du Parlement recevait continuellement des suppliques des uns et des autres pour la conservation de leurs droits. A la fin, le souverain, touché du grand désir qu'ils avaient de rester toujours ses sujets immédiats, et en considération des grands frais qu'ils avaient faits à ce sujet, les confirma dans leurs franchises et dans l'exemption de tout autre seigneur haut justicier. « Le 21 août 1594, Sa Majesté Catholique, Philippe II, roi d'Espagne, duc et comte de Bourgogne, expédia à la faveur des habitants de Menotey, des *Lettres patentes*, par le narré desquelles est fort amplement discouru l'origine et qualité de la terre et seigneurie de Menotey, des anciens tenementiers d'icelle et des droits en dépendant, et enfin par le dispositif, Sa Majesté révoque le droit de retenue qu'elle en avait donné au sieur de Montureux et pour les raisons y énoncées le reconffère aux dits habitants, moyennant certaines censes et sous quelques autres conditions y portées, amortissant le fief, selon que plus à plein le contient la dite patente. »

Cette pièce importante servit beaucoup aux habitants

pour s'opposer aux prétentions que les seigneurs renouvelèrent encore dans la suite.

En s'occupant activement des affaires de la commune, les habitants ne négligeaient pas celles de l'église et de la paroisse alors administrée par Guillaume Rouget, qui avait remplacé comme vicaire Antoine Riset, sur la fin de l'année 1588.

Le 29 mai 1601, Jean Perrenin et Jean Gauthier de Menotey, Etienne Roz de Gredisans et Guillaume Boyenot de Rainans, prieurs de la confrérie du Saint-Esprit, par procuration des confrères, conclurent avec Claude Michaud de Sermange, demeurant à Menotey, un marché pour clore de murailles le cimetière de l'église paroissiale, de bonnes pierres et à chaux, de la hauteur de un tiers de toise, hors de terre, et où il ne se trouverait suffisant en beaucoup de lieux de demi-toise, selon qu'il sera reconnu être nécessaire.

En même temps, les habitants s'occupaient de la construction de la nef et du clocher de l'église. Le millésime gravé sur le portail du clocher (1604) nous indique l'époque où fut commencée cette construction très dispendieuse pour les habitants ruinés par les guerres de la fin du siècle précédent. Mais ils y mirent du zèle et de la bonne volonté, ils utilisèrent toutes leurs ressources, ils firent des emprunts, ils eurent recours à la confrérie du Saint-Esprit et à celle de St-Sébastien, qui consentirent, comme nous allons le voir, à vendre une grande partie de leurs propriétés, pour en employer le prix à cette construction. C'est grâce à l'esprit chrétien de nos ancêtres, que la paroisse possède aujourd'hui une belle et vaste église. Ils nous ont laissé un monument de leur foi, et nous devons à notre tour laisser à nos descendants un témoignage de notre amour pour la maison de Dieu en contribuant à l'entretenir et à l'orner convenablement.

En 1601, les Pères Jésuites du collège de Dole étaient en

pour parler avec les prieurs de Saint-Vivant et de Jouhe pour la permutation du prieuré et son union avec le collège de Dole. Les habitants de Menotey ayant eu connaissance de ce projet, et pensant que les Pères Jésuites, pour ne pas se créer des difficultés dès le commencement de leur administration, seraient plus conciliants, et qu'ils obtiendraient plus facilement d'eux la diminution qu'ils désiraient sur les dîmes, s'abouchèrent avec eux, pour prendre des arrangements à ce sujet. Voici le résumé de la convention conclue. « Comme il soit que les manans et habitans de Menotey et Gredisans se soient résolus depuis peu de jours d'entrer en accord et amiableté avec le révérend prieur de Saint-Vivant, au fait des dîmes de vin que le sieur prieur a droit de prendre des vins croissant rière les dits vignobles, et que pour ce ils avaient déjà entré en quelque conférence avec lui, néanmoins auraient été avertis que d'autre part le dit prieur traitait avec les Pères Jésuites pour permuter le dit prieuré et le faire unir au dit collège ; si bien que le cas advenant, les dits habitans seraient possible contraints de faire autre traité avec les dits révérends. Par ces considérations ont pensé qu'il valait mieux du premier coup traiter avec les dits révérends, des dîmes, puisqu'ils avaient déjà la parole du prieur pour faire la dite permutation.

Pour ce est-il que le jourd'hui date de cette, constitués en leurs personnes, révérend Père Rousset, recteur du dit collège, avec promesse de faire ratifier tant par le révérend Père provincial de cette province, que par le révérendissime Père général de la compagnie, tant la présente promesse que l'accord qui sera fait ensuite d'icelle, dans six mois, après la dite union, Michel Guillaume, notaire, honorable Guillaume Gauthier et Pierre Pyard le viel, proud'hommes et échevins de Menotey, et honorable Denis Bolu et Adrien Bolu, proud'hommes et échevins de Gredisans, tous ayant charge des dites communautés, sous promesse de faire

ratifier le tout : ont fait les promesses et conventions, qui s'en suivent savoir :

Qu'au cas que les dits Pères obtiennent le dit prieuré, ils promettent et accordent depuis maintenant, et pour lever toutes difficultés qui pourraient naître de la perception et redevance des dîmes, ils ne pourront exiger davantage pour iceux de tous les vins, que de *25 queues l'une*, et en contre échange les dits habitans pour faciliter la dite perception, promettent dès maintenant et pour lors déclarer fidèlement les vins qu'ils auront faits en chacune vendange, et au dit effet faire ouverture de leurs caves aux commis que les révérends Pères pourront députer avec les prou-d'hommes, lesquels seront tenus de prêter serment entre les mains des dits commis de vaquer fidèlement au rapport et visite des dits vins, pour iceux tirer la dîme au fur de 25 queues l'une. — Fait et passé à Dole, par devant Jean Baptiste de Montureux, notaire. »

Cette convention était un moyen adroit de la part des habitans, pour faire réduire au 25^e la dîme qui était jusqu'alors au 16^e.

CHAPITRE X.

Nicolas Bereur, curé.

1604-1618.

Nicolas Bereur, originaire de Dole, était docteur en droit et chanoine de l'église métropolitaine de Besançon. Son frère le capitaine Bereur fonda à Dole un couvent de Carmélites en 1614. La première religieuse de ce couvent fut Jeanne Bereur, sa sœur, morte à Dole sa patrie, en odeur de sainteté, le 10 janvier 1657.

Nicolas Bereur s'occupa avec zèle de l'achèvement de l'église. Ce fut, sans doute, avec son approbation, qu'en 1604, les habitants adressèrent une requête à l'archevêque de Besançon, pour être autorisés à vendre les biens des confréries du St-Esprit et St-Sébastien, afin d'en employer le prix à la reconstruction de l'église.

En conséquence de cette requête, Monseigneur l'archevêque délégua Jean Brocard, chanoine de l'église collégiale de Dole pour faire une enquête. Et le 2 mai, Jean Brocard, assisté de Sébastien Genot, pour greffier, procéda en la maison curiale à l'audition des témoins convoqués à cet effet.

Voici la déposition du 1^{er} témoin entendu :

« Messire Guillaume Rouget, prêtre, vicaire de l'église paroissiale de St-Pierre de Menotey, âgé d'environ 55 ans, par le serment prêté en nos mains ; dit sur le contenu de la requête causant notre commission, que sous 14 à 15 ans il a été vicaire en l'église de ce lieu, et à ce moyen a su et reconnu qu'en la dite église il y a deux confréries, l'une du St-Esprit, l'autre de Saint-Sébastien, lesquelles confréries dès longtemps élevées par les habitants de ce

lieu, ont été douées de beaucoup de bons revenus et héritages à charge par les dits confrères d'y faire faire annuellement les fondations et services divers, que le dit sieur déposant a dit être, savoir : que les confrères du Saint-Esprit font célébrer une messe à basse ou haute voix, tous les lundis de l'année, laquelle messe se dit selon la discrétion du sieur curé ; il n'y a autre charge ou office touchant la dite confrérie. Et quant aux offices et prestations, qui sont dus à la confrérie de St-Sébastien, ils sont tels, que les confrères doivent faire célébrer annuellement et à tous les jours de dimanche et de mercredi, deux messes, celle de dimanche à basse voix, et celle de mercredi à haute voix, dont les confrères en font paiement, comme ils font présentement au sieur chapelain, qui célèbre les dites messes, de 27 francs par an. En outre les dits confrères ont en statut de ce que à chaque fois qu'il y meure un confrère, faire célébrer pour le salut de son âme trois grand'messes, soit que le dit confrère soit homme ou femme. Que sont les charges dont les dites confréries sont chargées ; ne sachant le dit déposant, qu'il y ait autre office ou desserte. Pour l'entretien et consommation desquelles, il y a beaucoup de bonnes censes et revenus, qui sont plus que suffisants pour satisfaire aux charges avant-dites : étant véritable que des revenus des dites confréries on met le surplus à profit, soit pour le luminaire de l'église ou bien que l'on en acquiert rentes au profit d'icelle, comme il se fait fort souvent.

Disant le sieur déposant, que pour des 15 ans environ avoir été par beaucoup de fois dans les héritages dépendants des deux confréries, il sait que les héritages ci-après déclarés sont de longtemps tombés en ruine et n'en tirent les confréries aucun profit, pour être iceux totalement déserts et en friche (suit l'énumération des propriétés).

Tous lesquels héritages sont de longtemps en friche et ruinés, tant à raison des pestes et dernières guerres, que

des mauvaises saisons passées, et ne se peuvent remettre en nature et en bon état par les dites confréries, si ce n'est qu'on les vende et débite particulièrement : croyant que ce serait le bien des dites confréries que les dits héritages soient vendus à qui plus, et que l'argent qui en proviendrait soit employé à la nouvelle édification de l'église de ce lieu à l'effet de quoi partie des dits héritages ont été donnés par beaucoup de bons personnages de ce lieu, comme sait le dit déposant, qui a vu plusieurs testaments par lesquels les testateurs déclaraient que les dits héritages qu'ils donnaient était à l'intention de avec le temps en aider à bâtir et édifier l'église du dit lieu, dès longtemps vieille et beaucoup caduque. »

Ont déposé ensuite Messire Antoine Riset, originaire de Menotey, qui a été environ 15 ans vicaire de ce lieu. Jean Febvre, curé de Frasné ; Etienne Proudhon, procureur en la seigneurie d'Eclans ; Emilian Martin, de Biarne, notaire, et Emilian Jannot, de Chevigny. Tous confirmèrent la déposition du premier témoin, sur l'état des héritages de la Confrérie, déclarant que ce serait une œuvre pieuse et charitable de les vendre pour aider à bâtir l'église.

L'année suivante, le 21 février 1605, les habitants assemblés, donnèrent pouvoir à leurs échevins, Pierre Roguier et Pierre Pyard, d'emprunter jusqu'à la somme de 600 francs, pour parachever les travaux de l'église, à condition qu'ils pourraient forcer la communauté à l'acquittement de cette somme après trois ans.

La perception des dîmes occasionnait souvent des difficultés et des procès, entre le curé, les prieurs, les habitants et les étrangers, qui possédaient des propriétés sur le territoire de la paroisse. En 1606, le Parlement rendit un arrêt en faveur des décimateurs contre Henri de Montureux, sieur de Rainans.

« En la cause pendante entre Révérend Nicolas Jeannin, prieur de St-Vivant, et vénérable messire Nicolas Bereur,

curé de Menotey, impétrant, d'une part ; et Henri de Montureux, écuyer demeurant à Rainans, sieur au dit lieu, opposant d'autre part : Vu les pièces des parties ; la cour par arrêt maintient et garde les dits impétrants, en la jouissance et possession du droit de dîme en question, et de pour la lever, prendre et percevoir annuellement en temps de moisson, d'un chacun ayant semé graine rièrè le territoire dudit Rainans, une gerbe de 25 et une masse ou menendy de chenève, comme aussi le 16^e de tous les vins crûs au vignoble dudit Rainans, à le prendre en leurs maisons, es caves après les vins tirés : Et des étrangers et deforains, percevoir les dites dîmes au temps que par serment des messiers ou gardes à ce commis ; en effet et spécialement au dit droit de dîmes sur les champs et vignes du dit opposant, condamnant icelui opposant pour la levation des fruits en iceux es années 1598 et autres depuis échues jusqu'à l'année 1605 dernier, leur payer la dîme au fur susdit, tant de grains que vin au plus haut et commun prix, qu'ils se sont vendus es dites années. »

Nous voyons, par cet arrêt, que toutes les propriétés, même celles des seigneurs, devaient payer à l'église les dîmes réglées par la loi civile, comme par la loi ecclésiastique.

Au moment des moissons et des vendanges, les propriétaires qui n'habitaient pas les villages de la paroisse s'empressaient de faire conduire leurs récoltes dans le lieu de leur domicile pour s'exempter de payer la dîme. Les décimateurs s'étaient déjà plaints plusieurs fois de cette fraude et avaient obtenu des condamnations contre leurs auteurs. Le 25 août 1607, ils s'adressèrent de nouveau à la Cour à ce sujet : Noble Nicolas Jeannin, grand doyen de St-Vivant, Messire Nicolas Bereur, curé de Menotey, Joseph Toytot, chanoine de l'église collégiale Notre-Dame de Dole, exposent à la Cour qu'il leur appartient de lever sur les villages de la paroisse la dîme du vin, qui se doit de 16 queues l'une

et pour les autres fruits de 25 l'une, mais que les deforains qui sont d'Auxonne et autres lieux éloignés font enlever leurs vins et autres fruits sans payer la dime, et font difficulté de payer, comme ils y sont tenus et comme la chose s'est toujours faite, et recourent à la Cour, comme l'ont fait leurs devanciers l'an 1589, obtenant alors une ordonnance qu'ils prient la cour de renouveler....» La Cour fit droit à leur réclamation légitime.

Le 7 septembre de la même année, Claude Briseton et J. Tharvel de Gredisans, prieurs de la Confrérie du Saint-Esprit, constituent en la personne de Jean Poigeot de Menotey, une rente de 16 francs au capital de 240 francs. Les habitants donnent en même temps procuration aux échevins pour veiller au parachèvement de l'église.

Le 16 juillet 1609, les prieurs et le curé de Menotey obtinrent encore de la Cour une ordonnance contre les habitants de Rainans et autres deforains, maintenant et garantant les impétrants dans la possession du droit de lever dîmes sur les habitans et manans de Rainans et autres deforains de toute sorte de vin, soit gros, claret ou blanc, au fur de 16 queues l'une ; et des graines, froment, seigle, orge, avoine, fève et chanvre, au fur de 25 l'une.

La même année, les habitants de Menotey qui ne relevaient que du Souverain et s'administraient eux-mêmes pour tous les intérêts particuliers de leur communauté, firent un règlement pour la police et l'administration du village. Ce règlement comprenant cinq feuilles de parchemin, n'a pas été conservé, mais comme il a été renouvelé avec quelques additions en 1625, nous le rapporterons plus loin.

Au mois de janvier 1611, les habitants ayant eu connaissance d'un édit relatif à la milice et craignant qu'on ne vint leur imposer de nouvelles charges, s'adressèrent au comte de Champlitte, lieutenant général au Comté de Bourgogne, lui disant : « qu'ils craignaient que les commis au

répartement ne voulussent les charger dans l'opinion que l'on avait de leurs facultés, et pour ce, ils sont occasionnés de lui remontrer qu'ils sont déjà chargés du guet ordinaire de trois hommes, par jour, qu'ils envoient à la ville de Dole tous les soirs : — de plus que la plupart des moyens et héritages de leur territoire sont possédés par personnes étrangères, y ayant fort peu d'habitants dudit lieu qui aient des commodités, et sont tellement incommodés du dit guet, que quelquefois une même personne le fait deux fois par mois ; ils supplient de vouloir prendre égard à ce que dessus, et ils prieront pour la santé et prospérité de votre Altesse Sérénissime. »

Au mois de mai 1612, il était question d'établir un bailli en résidence à Menotey ; les habitants pensant qu'ils seraient gênés, par sa présence, dans la libre administration de leurs affaires, s'y opposèrent en disant « Qu'il n'y en avait jamais eu à Menotey, qu'ils relevaient du bailli de Dole, que ce n'était pas très loin de Menotey, pour se transporter à Dole quand ils avaient à plaider quelque procès, qu'on diminuerait leur droit et leur juridiction en établissant un bailli à Menotey ; qu'ils seraient traduits en justice souvent pour peu de chose, et fréquemment dérangés de leurs travaux ; que son Altesse, de qui ils dépendent, n'y a point d'intérêt, puisque les fiscaux soutiennent parfaitement tous ses droits ; que la justice serait plus compliquée, puisqu'il faudrait de même recourir à Dole, et que ce serait pour eux une surcharge. » Il paraît que ce projet ne fut pas mis à exécution.

Le 5 novembre 1613, Nicolas Bereur fit un échange de vigne avec Jean-Baptiste de Montureux ; il lui céda une vigne de la cure contenant environ une demi-journée, touchant de soleil levant le chemin qui tire à Rainans et de bise le meix d'Humbert Viennet : et Jean-Baptiste de Montureux lui donna en échange une vigne plus grande et de meilleur rapport, un bon demi-quartier au lieu dit au

Verger ou derrière la cure, touchant de vent la rue tirant à Jouhe, couchant et bise la vigne de la cure.

Les de Montureux, comme seigneurs, avaient droit de tenir la justice sur leurs propriétés, et de juger ceux qui dépendaient de leur seigneurie ; mais ils cherchaient continuellement à étendre leurs droits et leurs attributions. En 1614, ils assignèrent les prud'hommes et échevins de la communauté à comparaître devant leur juge pour rendre compte de leur administration. Ceux-ci répondirent qu'ils avaient fait leur devoir et n'avaient omis aucune chose à leur escient de ce qui dépendait de leur charge ; que le seigneur n'était pas compétent, pour leur en demander compte ; qu'il doit s'appeler *Sieur à Menotey* et non *Sieur de Menotey*, parce que la haute justice appartient à Sa Majesté.

Une contestation s'éleva, l'année suivante, entre les échevins et le seigneur, au sujet de la ration de sel qui lui était adjugée, comme à tous les habitants. Le seigneur se prévalait de son titre pour en exiger davantage. Les échevins lui répondent que l'ordinaire du sel est fixé par un règlement ; qu'on n'en donne qu'à ceux qui résident dans le village ; qu'à la vérité on a égard aux riches et aux pauvres, pour en donner davantage aux riches, parce qu'ils ont un plus grand train ; qu'on lui en donne six salignons ; qu'il n'est pas haut justicier et que sa justice moyenne ne lui donne aucun droit de plus que les autres habitants.

En 1616, le prieuré de St-Pierre de Jouhe fut incorporé au collège des Révérends Pères de la Compagnie de Jésus, fondé en la ville de Dole, par bulles de N. S. P. le pape Paul V, et par lettres patentes de leurs Altesses Sérénissimes Albert et Isabelle, et par arrêt de la cour souveraine du Parlement ; et ainsi tous les droits seigneuriaux du prieuré passèrent aux Pères Jésuites, qui remplacèrent dès lors les Pères Bénédictins, comme seigneurs en partie de

Menotey. Ils exercèrent leurs droits d'une manière encore plus rigoureuse que leurs prédécesseurs, et de leur côté les habitants s'efforcèrent de s'y soustraire ou de les amoindrir quand ils en trouvaient l'occasion.

En 1617, Anne de Montureux, veuve de Michel Pyard, par son testament, fonda un anniversaire pour le jour de la Visitation, et fit d'autres legs pieux, comme nous allons le voir dans ce testament, dont la forme édifiante est un témoignage de l'esprit de foi qui animait nos ancêtres.

« Au nom de la sainte et indivisible Trinité, Père, Fils et St-Esprit, Amen. Je Anne de Montureux, veuve de fut honorable Michel Pyard, fais savoir à tous que je, saine de sens, pensée et entendement, Dieu grâce, combien que je suis infirme et malade, étant en mon lit, considérant le cas fortuit de la mort, à laquelle nature humaine est sujette, n'étant rien plus certain, ni moins incertain que l'heure d'icelle, ne voulant décéder de ce monde en l'autre, que préalablement, tandis que sens et raison sont en moi, je n'aie disposé et livré corps et biens, que Dieu, mon souverain créateur, m'a prêtés, j'ai fait et conduit mon testament et ordonnance de dernière volonté en la forme qui suit : Je remets l'âme de moi et pour lors qu'elle sortira de mon corps, et la recommande à Dieu mon souverain créateur, à la Sacrée-Vierge, sa mère, à Monsieur St-Michel l'ange, à Monsieur St-Pierre, mon patron, à Monsieur St-Paul et à toute la cour céleste du paradis, les suppliant vouloir être mes intercesseurs. — Item. J'élis la sépulture de mon corps au cimetière de l'église paroissiale de Menotey, devant la grande porte d'icelle et dessous la tombe y étant où sont inhumés mes prédécesseurs. — Item. Je donne et lègue à la fabrique de la dite église 4 francs ; à la Confrérie de St-Sébastien 2 francs ; aux chapelles de Rainans et Gre-disans à une chacune 10 sols ; et à chacune des chasses venant ordinairement en ce pays et comté de Bourgogne, 6 blancs ; le tout pour une fois, et ce, afin que je sois par-

ticipante aux prières et oraisons qui se font journellement aux dites églises et chapelles. — Item. Je donne et lègue au couvent de St-François à Dole, un poinçon de vin, six mesures de froment, un quartier de lard et une pinte d'huile, et ce, aussi pour une fois, afin que je sois participante aux prières qui se font ou feront au dit couvent.

— Item. Je veux, fonde et ordonne expressément, que, annuellement à chacun jour de fête Visitation Notre-Dame, perpétuellement soit dite et célébrée une messe par le sieur curé ou son vicaire, pour laquelle il sera payé à chacune fois, par mon héritier ci-après nommé, 10 sols, pour sureté de laquelle somme j'ai assigné le dit anniversaire sur et environ deux journaux de vigne, lieudit à *la rue des Pèlerins*, autrement à *la Forche*, joignant de soleil levant la vigne de la cure, et couchant la dite rue des Pèlerins.....

Fait et passé au dit Menotey, par devant le notaire souscrit, le 14 juillet 1617. »

CHAPITRE XI.

Nicolas Bonvalot, curé.

1618-1645.

Nicolas Bonvalot, docteur en droit, originaire de Dole, administra la paroisse pendant 27 ans: Il y fit sa résidence ainsi que tous ses successeurs, il s'occupa avec zèle de tout ce qui intéressait le bien spirituel de tous ses paroissiens et le bien temporel de la cure.

Dès la première année, il fit un échange de propriété avec François Roguier. Il lui donna une demi-mesure de chenevé en une pièce de terre derrière l'église, à prendre au bout de dessous et au-joignant d'un meix appelé la *Forge* appartenant audit François Roguier; et celui-ci lui céda un jardin étant en la rue de Rainans, touchant de bise et soleil levant le jardin et verger de la cure et soleil couchant la rue tirant à Rainans.

En 1620, il établit un registre de toutes les fondations de messes et autres services qui existaient alors et qui étaient très nombreux. Parmi ces fondations nous en trouvons plusieurs établies par la famille Matherot, dans la chapelle qu'elle avait fait bâtir en 1521. En même temps, pour assurer le paiement de tout ce qui était dû à la cure, M. Bonvalot fit faire, par les tenanciers, une reconnaissance des propriétés, droits, censés et redevances dépendant de la cure.

Le moulin à vent, incendié en 1574 et rétabli ensuite, était dans le plus grand délabrement en 1619, comme nous le voyons par l'acte d'amodiation qui en fut fait à Guillaume Boissenier de Guyan, charpentier et alors meunier au moulin Guyot. Voici cet acte.

« Les prud'hommes et échevins, ayant procuration des habitans, laissèrent le moulin à vent en amodiation pour 6 ans, et ce, aux charges par le retenant, pendant la présente amodiation d'icelui, jouir et faire son profit des moutures et émoluments, provenant d'icelui moulin, qui est de prendre et de percevoir d'un chacun habitant et autre y allant moudre, une coupe par mesure, selon qu'il est accoutumé faire audit lieu, et moudre y ceux habitans du dit Menotey, toutes et quantefois ils viendront moudre avant aucun étranger, sans difficulté. Pendant la présente amodiation ledit retenant a promis et sera tenu faire au dit moulin avant un an prochain les réparations suivantes: à savoir, qu'il démolira la tour dudit moulin en haut de deux pieds ou plus, et jusqu'à ce que il sera reconnu la dite tour être bonne et capable, et redressera icelle de même hauteur de bonnes pierres et mortier à chaux, laquelle étant redressée de ladite hauteur sera posé sur ycelle tour à l'entour d'icelle un entablement de pierres de taille qui recouvrira ladite muraille... De plus raccommo-dera la ramure et tous cintres et autres embataillemens qu'il convient audit moulin, arbre, volants, roues et lanternes. Mettra sur ladite tour une girouette, et quant aux meules il sera aussi tenu de les rendre bonnes et valables à la fin de la présente amodiation sans aucune caducité ou rompure, le tout rendre en bon état à la fin de ses six ans, et ce en considération les dits habitans lui ont relaissé le dit moulin pour les dits 6 ans, sans en rien percevoir dudit retenant, à charge de faire les réparations convenant faire. »

Le 4 décembre 1622, M. Bonvalot laissa par acensement perpétuel à Louis Tharlet, une vigne contenant environ trois journaux, appelée la *Vigne blanche* de la cure, pour deux parts sur cinq ; à Jean Tarvel de Rainans, une vigne de 8 journées au lieu dit *es Carres*, une autre de deux journaux, au *Soillon*, et une troisième de deux journées, en *Masière* sur le territoire de Rainans.

En 1623, la confrérie du St-Esprit acensa à perpétuité à Bonaventure Duchasne une vigne de 2 journées, à la *Courcelle*, au profit de la confrérie ; et une autre à François Roguier, en *Jomprée*, au profit de l'église.

En 1624, une première contestation s'éleva entre les habitants et les pères Jésuites, qui, comme nous l'avons dit, avaient succédé aux droits des prieurs de Jouhe. Le procureur des Jésuites intenta un procès aux habitants, pour les obliger à faire garder par leurs messieurs, le territoire appelé Forêt de St-Vivant, en vertu de l'acensement qui leur avait été fait de cette forêt, sur laquelle les Jésuites prétendaient avoir la haute justice.

Les habitants répondent, qu'ils n'ont pas à garder cette forêt au profit des pères Jésuites : 1^o, parce que le premier acensement à eux fait avait été résilié et passé à Louis Roussot, et 2^o, parce que les pères Jésuites n'ont pas la haute justice sur ce territoire, qui appartient à Sa Majesté, pas plus que les de Montureux, ni les prieurs de Jouhe, selon qu'il se peut reconnaître par les lettres patentes de Sa Majesté Philippe II d'immortelle mémoire, octroyées aux habitants, et amortissant le fief en leur faveur.

Dès l'année précédente, la communauté s'était adressée à la Cour pour obtenir que Jean de Montureux fit des réparations au four banal qui était en mauvais état. Pour prouver que le four était dans de bonnes conditions, Jean de Montureux avait fait comparaître une vingtaine de témoins, dont les habitants récusèrent le témoignage « comme étant ses débiteurs, ayant été amodiateurs du four et en retard pour les paiements, ou étant des larrons, des gens de mauvaise réputation, ou étant gens mainmortables, et ne pouvant déposer en sa faveur. » L'année suivante, les habitants demandèrent une vue de lieu qui constata que la gorge du four était délabrée ; que le toit couvert en ancelles et trop proche de la coiffe du four était dangereux pour le feu ; que la cheminée n'était soutenue que par

une pièce de bois à demi-brûlée, qu'elle penchait du côté de bise, en apparence de tomber... Après cette visite, Jean de Montureux, pour sa défense produisit encore 16 témoins, et ce ne fut que le 26 mai 1626, que la Cour prononça son jugement et le condamna à faire dans les trois mois les réparations réclamées par les habitants.

Le 1^{er} juillet 1625, Nicolas Bonvalot, du consentement des principaux habitants de la paroisse accorda à noble Constantin Thiébaut la permission de placer un ban dans l'église, pour lui et ses successeurs. Cette concession était faite pour honorer cette famille, l'une des plus anciennes de Menotey et qui avait contribué par ses libéralités à la reconstruction de l'église. Voici l'acte de cette concession : « Nous, Nicolas Bonvalot, curé de l'église paroissiale de Menotey, Michel Grillet, notaire, Jean Bouvier de Menotey, Robert Bolu de Gredisans, Antoine Bernardet de Rainans, prieurs pour l'année de la confrérie du Saint-Esprit, tant en nos noms que des dits paroissiens, avons avec le dit sieur curé permis et permettons à noble Constantin Thiébaut sieur à Perrecey, de pouvoir faire construire et mettre un banc avec un coffre, le tout de noyer, et le plus honorablement que faire se pourra en notre église à la place à nous appartenant, proche la sacristie et approchant le grand autel, lieu où le sieur curé, quand bon lui semble, prend place, et nous les dits confrères et paroissiens avec l'autorité d'y tenir un coffre pour resserrer les ornements servant aux divins services et autres à ce nécessaires, comme fesos dans le coffre qui est de présent ; qu'autant qu'en la dite place n'y a qu'un vieux banc de chêne, avec un vieux coffre de même bois fort difforme, en l'honneur et embellissement de la dite place : Ce que considéré ; avons permis au dit Thiébaut, pour être issu de toute antiquité du vieux tronc des Thiébaut, ancienne famille et originelle habitant audit Menotey, ayant de sa libéralité contribué à la réparation de notre église... »

Nous avons dit précédemment que la communauté avait fait en 1609 un règlement pour son administration. Ce règlement fut renouvelé et augmenté de quelques articles en 1625 par les habitants, réunis en corps, dans la prairie dite en *Servette*, au nombre de 75 chefs de famille.

Nous reproduisons en entier cette pièce intéressante qui nous montre comment la communauté s'administrait elle-même librement, pour toutes ses affaires intérieures.

« Comme il soit que, le 10^e jour du mois de juin avant midi de l'an 1609, les habitans de Menotey assemblés en corps de communauté, pour la résolution et gouvernement de leur communauté, afin d'éviter plusieurs inconvénients, querelles, dissensions, qui pourraient naître tant entre eux que autres étrangers, possédant héritages, meix, maisons, prés, terres et vignes, situés rièr le village, fin, finage, vignoble et territoire dudit Menotey, aient statué et résolu plusieurs choses par forme de police, qu'ils désirent ci-après être ponctuellement observées, et que néanmoins aucune d'icelles semblât mériter un plus grand éclaircissement : Pour ce est-il qu'étant constitués en leur personne, honorable Hugues Pyard et Claude Boyard, prou-d'hommes et échevins dudit Menotey (suivent 73 autres noms), tous habitans dudit Menotey, congrégés et assemblés, pour les affaires d'icelle, et représentant la majeure part des habitans, lesquels par manière d'éclaircissement dudit premier statut, et sans discéder d'icelui, ont statué, transigé et accordé, pour le bien, repos, paix et soulagement des habitans, les choses ci-après déclarées, en la forme et manière qui s'en suit, tant suivant le sus-dit ancien traité que par ajoutances nouvelles, par eux statuées le jourd'hui, date de cette.

1^o Que tous les habitans et autres à l'avenir qui sont et seront reçus habitans audit lieu garderont et observeront bien et loyalement à leur pouvoir le bien de la dite communauté, procureront par effet le proufit d'icelle, et évite-

ront le dommage sans aucune dissimulation ; qu'ils ne révéleront les affaires et conclusions prises par les habitans en corps de communauté, et ne déposeront en jugement aucune chose contraire au droit, proufit et utilité de ladite communauté, à peine d'être deschus du proufit d'icelle et d'être réputés pervers et infâmes, et de ce que dessus, prêteront serment à la réception.

Item. — Que tous les habitans comparaitront à toutes assemblées, qui leur seront commandées par les prou-d'hommes et commis ou l'un d'eux, en la maison de leur dite communauté, à telle heure que sera avisé et commandé, à peine de 2 gros à remettre par chaque défaillant et applicable au proufit de la communauté, si toutefois lesdits défaillants n'étaient excusés par cause légitime.

Item. — Que l'élection des prou-d'hommes et échevins qui seront ci-après élus, par lesdits prou-d'hommes commis et douze personnaiges dudit Menotey, gens de bien, bonne fame et réputation, quatre des plus riches anciens et mieux entendus, quatre des médiocres et quatre autres de basse condition, lesquels tous ensemblement, nommeront leurs nouveaux prou-d'hommes et commis à l'avenir, et seront tenus lesdits douze élus, pour le temps qu'il plaira auxdits prou-d'hommes et commis, par plusieurs années s'ils se trouvent capables et suffisants, de vaquer à leur charge, ou bien les changeront d'année à l'autre, ainsi que lesdits prou-d'hommes trouveront pour le mieux. Lesquels prou-d'hommes avec lesdits douze élus et commis, choisiront à l'avenir les nouveaux prou-d'hommes au plus de voix, selon que entre eux sera avisé : Et seront retenus ceux qui auront le plus de voix desdits douze élus ou autres qui seront par eux choisis capables pour les état et charge de prou-d'hommes : lesquels tous seront reçus secrètement par lesdits prou-d'hommes sans autre élection, et demeurera le plus ancien échevin pour premier commis, afin de plus facilement régir et gouverner les affaires de la commu-

nauté ; auxquels proud'hommes et 12 élus lesdits habitants ont donné plein pouvoir, puissance, autorité et faculté de eux s'assembler à quantefois il sera besoin, pour négocier et faire tout ce qu'il considérera nécessaire, pour le bien, profit, utilité de leur communauté et dont ils prêteront serment d'y vaquer fidèlement et équitablement, approuvant et ratifiant dois maintenant et à toujours tout ce que par lesdits proud'hommes, commis et élus sera fait, dit, géré et exercé, tout ainsi que si le tout avait été fait et passé en présence de tous les habitants. Lesquels proud'hommes seront tenus de recevoir les jects, qui seront faits pendant leur charge et en tenir compte auxdits habitants à chacune reddition de comptes, moyennant la somme de 3 francs par cent, à quoi monteront et reviendront lesdits jects qui seront payés auxdits proud'hommes pour leurs peines au fur que dessus, du plus le plus et du moins le moins. Et advenant le décès de l'un desdits proud'hommes ou des deux pendant le terme de leur charge, le premier commis exercera la charge du premier décédé, et audit cas des deux, l'autre commis prendra et exercera aussi la charge par ensemble sans autre élection. Et seront tenus lesdits élus se retrouver à toute assemblée qui leur sera commandée par lesdits proud'hommes ou commis à peine de 20 sols, pour chacun défaut, s'il n'y a excuse suffisante. Et seront avertis le soir auparavant, que si toutefois pour l'absence d'aucun des douze élus, tous ne se retrouveraient aux actes auxquels leur présence serait requise, l'on ne délaisserait de passer outre à prendre résolution, moyennant que les deux tiers d'yeux y assistent et soient présents.

Item. — Que l'élection des nouveaux proud'hommes se fera chacun an, par les anciens proud'hommes et les 12 élus avec lesdits commis à chacun jour de fête St-André, ou le dimanche suivant, au plus de voix, comme dit est ci-devant. Lesquels proud'hommes et commis seront tenus de

prêter le serment de vaquer fidèlement à leur charge, en la maison de la communauté ou en place publique, entre les mains des jadis proud'hommes, lorsqu'ils en seront par eux requis en présence des 12 élus : Lesquels jadis proud'hommes seront tenus de rendre compte, après l'expiration de leur charge, dans le jour de fête Circoncision de Notre-Seigneur, d'un chacun an ou le dimanche après, par devant lesdits 12 élus. Lesquels comptes demeureront en la puissance de la communauté, selon qu'il a été résolu d'un commun consentement ; qu'à l'avenir lesdits proud'hommes rendant comptes seront tenus de laisser à la dite communauté leurs comptes, pour être mis dans le coffre des papiers d'icelle, sauf auxdits rendant compte d'en prendre copie d'iceux signée aux frais de la communauté. Auquel jour de fête St-André, les messiers et gardes de fruits rière le finage et territoire dudit Menotey seront élus, nommés et choisis par les prud'hommes, commis et 12 élus au plus. Lesquels messiers et gardes de fruits seront tenus de prêter le serment de vaquer à leur charge, chacun an dès le jour de fête Circoncision, et à tel jour finissant : auxquels messiers leur sera payé pour la garde de chacun journal de vigne par lesdits habitants 2 blancs et 4 blancs par les étrangers ; et pour chacune faulx de pré deux blancs et par les étrangers 4 blancs, et quant aux terres se paiera à l'ancienneté.

A été convenu que tous les habitants seront tenus de se retrouver chacun d'eux, un personnage de chaque maison, même les pères ou plus anciens, pour aller travailler aux vignes de leur communauté, ou autres ouvrages nécessaires, lorsqu'il leur sera commandé par lesdits proud'hommes ou commis, à peine de 6 gros, pour chaque défaillant, applicables au proufit de la communauté, et ne sera admis aucun serviteur, pour y travailler, si ce n'est en cas de nécessité ou maladie.

Item. — Si aucun des habitants partagera ou divisera

leur communion d'avec leur frère, l'ancien sera tenu et réputé pour habitant ; et ne pourront être admis les autres frères, que préalablement ils n'aient payé, chacun d'eux auxdits habitans, 18 gros applicables au profit de ladite communauté, selon qu'il sera avisé par les prud'hommes et habitans dudit Menotey.

Item. — Seront tenus lesdits habitans tant vieux que jeunes, excédant l'âge de 12 ans et au-dessus, de prêter leur serment es mains desdits proud'hommes et échevins de conserver les droits de ladite communauté. Et se rafraichira lesdits serments par les vieux et jeunes habitans de 10 ans en 10 ans perpétuellement, afin que l'on ne fasse aucun dégât aux biens de la communauté. Et en cas que quelques-uns des habitans ou autres soient trouvés mésusant sur lesdits communaux, tant à couper arbres fruitiers ou autres ; seront amendables, après la preuve faite par deux témoins suffisants, à la somme de 5 francs et aux intérêts dudit mésus ; et s'il n'y a qu'un témoin ayant fait rapport entre les mains desdits prud'hommes, à l'amende de 20 sols ; lesquels seront distribués, savoir, la moitié aux ayant fait leur rapport vingt-quatre heures après leur prise, et l'autre moitié au profit de la communauté avec les intérêts. Et au cas que quelques habitans ayant pris quelques mésusants, ils ne le rapportent pas dans les 24 heures, il sera amendable comme le mésusant. Comme aussi si quelqu'un soit homme ou femme ou enfant est trouvé à laver linge ou autre chose insolente, dans les bonnes fontaines ils seront aussi amendables pour chacune fois de 20 sols, à quantefois, ils seront trouvés et rapportés es mains du prud'homme par deux hommes ou femmes, applicables la moitié aux rapporteurs et l'autre moitié aux habitans.

De même tous ceux qui occuperont les rues dudit Menotey rière les fins, finage, vignoble et territoire dudit lieu, seront tenus les remettre incontinent en plain et bonne

réparation, en sorte que l'on n'empêche le charroy de passer et repasser par lesdites rues, à peine de 5 francs applicables comme dessus, après que l'on aura reconnu celui qui aura empêché et occupé lesdites rues. Et ne sera permis aucunement aux étrangers de porter ou faire porter pierres, tant sur les rues que communaux à même peine que dessus. De même ne sera permis auxdits habitants, ni autres de mener pierres ou jettures en la grande rue tirant au moulin si non depuis la *Croix Maladière* en bas, aussi à peine de 60 sols pour chacun contrevenant.

Item. — Que tous les habitants dudit Menotey seront tenus de nétoyer et remasser leurs cheminées de leurs maisons deux fois l'année à peine de 20 sols pour chacun défaillant et remettre en bonne réparation les cheminées qui ne seront solvables, pour éviter les inconvénients qu'en pourraient arriver à même peine que dessus, après la visite faite. Sera aussi interdit à tous de ne faire feu ou folière, par les rues de nuit à même peine de 20 sols. Et ne sera permis à qui que ce soit de mettre arches, vaisseaux dans les abreuvoirs des fontaines dudit Menotey, si non en payant chacun an pour chacun vaisseau ou arche 20 sols applicables à la communauté. De plus ne sera permis à aucune personne de laver tripailles, tant de bœufs, vaches, moutons que autres bêtes, en aucune fontaine dudit Menotey, si non en celle appelée, *la Bourgoisotte*, étant au bout de la rue de Moissei. Et ne sera admis ni reçu aucun habitant dudit Menotey, qui soit de condition de main-morte, si non de s'affranchir dans 4 ans après leur réception. Et quant à ceux qui ont été admis ci-devant étant de la condition de main-morte ou autre seront tenus de faire apparoir de leur titre de réception et affranchissement à quantefois ils en seront requis par les proud'hommes. Lesquels proud'hommes seront tenus de recevoir, pendant leur terme, les défauts, de quoi moyennant la somme de 10 francs pour leurs peines, et seront tenus lesdits prou-

d'hommes rapporter les rôles de leurs avis rendant leurs comptes. A été accordé que pour chacune journée que les proud'hommes ou commis vaqueront pour les affaires de ladite communauté, soit au lieu de Dole ou ailleurs, sera payée la somme de 9 gros. Seront tenus les proud'hommes de recevoir les censes dépendant de la communauté et pour leur peine leur sera payée la somme de 2 francs.

Item. — Sera fait le rôle du sel ci-après par lesdits proud'hommes, commis et 12 élus, comme aussi tous jects qu'il conviendra, au plus proche de leur avis et conscience. La peine de ceux qui vendangeront leurs vignes, avant le jour du ban, sans permission desdits proud'hommes et échevins sera à l'avenir, selon qu'elle a été du passé de 100 sols, au profit de la communauté. Interdisant à tous de ne distraire raisins, pour changer ou porter ailleurs, comme aussi de ne gremer jusqu'après le dernier ban, à même peine de 100 sols, applicable la moitié aux rapporteurs et l'autre moitié auxdits habitants. Et quant à toutes autres affaires de ladite communauté dont ci-devant n'est faite mention, elles se conduiront et régleront selon et en la forme et manière qu'il a été fait du passé. Promettant lesdits habitants par leur serment par chacun d'eux donné sur et aux Sts Evangiles de Dieu étant es mains du notaire souscrit, pour eux leurs hoires et ayant cause, avoir les présents statuts traités et accords et tout le contenu aux présentes pour agréable, observer, tenir maintenir fermement et inviolablement sans y jamais contrevenir à peine de tous dépens. — Fait et passé en la prairie dudit Menotey dit au pré *Servette*, par devant Emilian Martin de Biarne, notaire, le 6^{me} jour de septembre avant midi l'an 1625. »

Quelque temps après, la communauté s'assembla de nouveau pour confirmer et ratifier le présent règlement, et pour y ajouter un article relatif à la réception des étrangers comme habitants de Menotey. Dans cette assemblée, il est constaté, « que plusieurs habitants retirent et logent en

leurs maisons des étrangers inconnus, sans avertir les prud'hommes ; au moyen de quoi ces dits étrangers prennent pied, avec le temps, parmi les habitans sans observer les réglemens de réception. Les habitans ajoutent que pour obvier à tous les inconvénients, qui en peuvent résulter pour la communauté, ils statuent qu'à l'avenir : tous les habitans ne pourront retirer en leurs maisons aucun étranger non habitant pour y résider et faire actuelle résidence, pour y tenir ménage, sans la licence et participation des proud'hommes, à peine de 10 francs pour la première fois et de 20 francs pour la deuxième, applicable au profit de la communauté. Et feront entendre à la première assemblée lesdits proud'hommes ceux qui désireront de venir demeurer audit lieu avant que leur donner aucune permission pour eux conformer à la résolution de ladite communauté. Et si iceux font le contraire, iceux seront aussi amendables de 10 francs. Et quant aux nouveaux venus et ceux qui ci-après viendront, il leur sera ordonné par les proud'hommes dans les quinze jours sortir dudit lieu, à défaut de quoi l'on se pourvoiera par justice. »

Le plus ancien compte des recettes et des dépenses de la communauté, qui soit conservé est celui de l'année 1625. Le 1^{er} janvier 1626, les proud'hommes de l'année précédente, Hugues Pyard et Claude Boyard et les commis Jean Pyard et Nicolas Febvre, rendirent leurs comptes entre les mains de Maurice Pyard et Louis Richardot nommés pour l'année 1626. Il serait trop long de le rapporter dans tous ses détails de dépenses et de recettes. La plupart des dépenses furent faites pour soutenir les procès de la communauté. En voici seulement la conclusion : « La recette du présent compte monte et revient à la somme de 848 francs, 9 gros, 3 blancs et une engrogne, erreur de calcul sauf, et la dépense et fourniture d'icelui supportées par ledit rendant compte monte et revient à la somme de 633 francs 6 gros et demi ; et comme lesdits rendant compte ont plus

reçu que fourni, iceux sont demeurés redevables à la somme de 214 francs, 3 gros et 4 engrognes, laquelle somme iceux rendant compte ont promis payer auxdits à présent proud'hommes devant les 15 jours...»

En 1626, les habitants de Frasne adressèrent à la Cour, contre les habitants de Menotey, une plainte peut-être exagérée au sujet des déprédations que ces derniers commettaient dans un bois appartenant à la communauté de Frasne.

« A la Cour remontent humblement les habitans de Frasne-les-Moulières, qu'entre autres biens leur appartient un bois et forêt, touchant devers vent, le bois de Menotey et plusieurs terres labourables... Mais il leur a été impossible jusqu'à présent d'empêcher les habitans dudit Menotey, qui toutefois n'y ont aucun droit de propriété ni d'usage, d'y faire plusieurs grands dégats, auxquels ils continuent de jour à autre : que pour s'autoriser davantage y vont en troupe à main forte et armée, pour se faire droit par force, à laquelle il est impossible aux suppliants de résister, tant pour ce qu'ils ne veulent y procéder par voie de fait, que pour ce que, quand bien ils le voudraient, ils ne se trouveraient pas les plus forts, pour résister aux habitans dudit Menotey, dont la communauté est composée de bien plus grand nombre que n'est celle dudit Frasne, laquelle à comparaison de celle dudit Menotey n'est presque qu'une petite poignée pour une grande masse ; étant à craindre que les indues entreprises desdits habitans de Menotey ne causent ci-après quelque grand inconvénient, et que les partis n'en viennent aux mains si les suppliants qui affectent la voie la plus douce ne sont pourvus de remède nécessaire... Pour ce ils supplient...»

La sentence de la Cour, favorable aux habitants de Frasne, fut notifiée aux échevins de Menotey le 5 septembre.

En 1627, M. Bonvalot fit un mémoire et une déclaration

de tout ce qui appartenait à la cure en maison, jardin, verger, vignes, terres et prés sur le territoire de la paroisse. Nous voyons dans cette énumération très détaillée, qu'il est inutile de reproduire ici, qu'une partie des vignes de la cure était en désert et que les autres étaient amodiées aux deux cinquièmes des fruits.

L'usage de placer l'image du patron, le jour de sa fête, aux portes des maisons est très ancien. En 1627, nous voyons les habitants d'Archelange déclarer, par devant notaire, qu'ils avaient demandé la permission de mettre des images, le jour de fête St Hubert et St Marcou. Cette permission, après leur avoir été d'abord refusée, leur fut ensuite accordée, après les nouvelles instances qu'ils firent pour l'obtenir.

Au mois de mai de cette même année, Monseigneur le comte de Champlitte, gouverneur de la province vint à Menotey. Ce voyage fut une dépense pour la communauté, comme nous le voyons par le compte des échevins. Ils payèrent 24 francs, dont 10 francs et demi à honorable Jean Bolu, hôte public à Menotey, chez qui avait logé le comte de Champlitte, 5 francs à Michel Guillaume, pour dépenses des chevaux et chartiers dudit sieur, et 8 francs pour l'achat à Dole de 17 pintes de vin vieux, à 6 gros la pinte, pour l'entretien dudit sieur pendant son séjour à Menotey.

La guerre allait bientôt recommencer entre l'Espagne et la France qui convoitait la Franche-Comté, et dès cette année, le gouverneur de la province, organisait une armée pour sa défense. Menotey, comme les autres villages, était obligé de fournir des hommes pour faire le guet à Montmirey et à Rochefort, et quand ceux qui étaient désignés faisaient défaut, la communauté qui en était responsable devait payer une amende. Elle se trouva plusieurs fois dans ce cas pendant cette année. Elle était aussi obligée de payer les armes et la poudre nécessaires aux hommes qu'elle envoyait veiller sur les frontières.

Cette année, une maladie contagieuse se déclara dans nos pays, en même temps la disette commençait à se faire sentir par suite des mauvaises récoltes, mais nous verrons bientôt des années encore plus désastreuses pour nos contrées.

Le 12 février 1630, la communauté reçut Jean Vareschon, pour habitant de Menotey dans la forme suivante : « Nous Michel Guillaume et Claude Roguier proud'hommes et échevins de Menotey (et 69 autres chefs de famille nommés) tous manans et habitans de Menotey représentant la majeure et saine partie d'iceux, congrégés et assemblés en corps de communauté et travaillant à la vigne de la ville, et tant en nos noms que des autres habitans, savoir fesos : Qu'inclinant favorablement à la demande de Jean Vareschon demeurant à Gredisans, natif de Montfort, icelui avec sa postérité née et à naître avons reçu et admis, recevons et admettons pour habitant de ladite ville et communauté de Menotey, et ce, aux mêmes honneurs, droits, profits, privilèges et prérogatives y appartenant et dépendant, selon que les habitans dudit lieu ont accoutumé jouir et user — à condition qu'il vivra catholiquement, selon la vraie, ancienne et romaine religion — qu'il sera loyal et fidèle à Sa Majesté d'Espagne, notre souverain seigneur et à ladite communauté ; — fournira avertissement de ce qu'il saura et reconnaîtra être fait au contre d'un chacun desdits habitans ; — obéira aux ordonnances, statuts et commandements ci-devant faits et qui lui seront ci-après faits par les proud'hommes ou commis dudit Menotey, pour les affaires de ladite communauté ; maintiendra les droits et privilèges d'icelle et aidera à son possible à les accroître ; — qu'il ne fera ou dira aucune chose à la diminution d'iceux, et n'assistera en aucune façon que ce soit ceux qui feront ou se travailleront faire le contraire ; — ne fera aucun monopole, paction ou convention illicite, fera au surplus et accomplira tout ce que bon habitant peut et doit faire ; — et ap-

portera dans un an prochain fini après la date de cette, et mettra es mains de nos dits proud'hommes attestation et certificat duement signé du majeur, échevin ou officier de Montfort, pour justifier et faire apparoir de ses bonne vie, fame et renommée, le tout à peine d'être privé des fruits, etc... Et pour gratification de cette sa présente réception, ledit Vareschon sera tenu payer la somme de 100 francs et outre ladite somme nous a délivré réellement un poinçon de vin... »

Les conditions mises à cette réception, nous montrent le soin qu'avait la communauté d'éloigner de son sein tous ceux qui pouvaient nuire à ses intérêts, troubler l'ordre et le bon accord qu'elle s'efforçait de faire régner entre les habitants. A la condition de vivre catholiquement, nos pères avaient ajouté ces mots : « selon la vraie, ancienne et romaine église », au moment où le Protestantisme cherchait à pénétrer dans nos contrées. Cette hérésie rencontra une barrière puissante dans la répulsion des populations rurales restées unies à leurs pasteurs légitimes, malgré les séductions dont elles étaient l'objet. Les ministres calvinistes ne négligeaient, en effet, nul moyen de la gagner à leur secte. Tantôt, disent les auteurs du temps, ils leur promettaient de les libérer de leurs dettes et redevances, tantôt ils cherchaient à les entraîner à leurs *prêches* par des menaces. On a lieu de croire que l'attachement des habitants de la campagne à la foi catholique contribua beaucoup à l'insuccès des tentatives faites pour implanter le Calvinisme en France.

Le manque de récoltes de ces dernières années avait amené une grande misère dans le comté de Bourgogne et comme celle de l'année 1631 se présentait sous de belles apparences, afin de ramener un peu de bien-être dans les populations, en la leur conservant toute entière, le souverain défendit l'exportation des grains, hors de la province pendant cette année.

Voici le décret qu'il porta à ce sujet :

Philippe, par la grâce de Dieu roi de Castille et comte de Bourgogne : Nous a été remontré que il y eut apparence que la fertilité de la présente année soit suffisante, pour tirer le pauvre peuple hors de la disette de grains en laquelle la stérilité des années passées l'avait réduit. Si est ce néanmoins que si la distraction des grains était ci-après permise hors dudit pays, il soit à craindre que quelques marchands n'en fissent de grands amas, pour les conduire aux provinces voisines, et que par ce moyen le peuple ne retombe en la même disette et cherté en laquelle il s'était vu les années passées... désirant pourvoir au plus grand soulagement de nos dits sujets, par l'avis et délibération de notre cousin l'archevêque de Besançon, prince du St-Empire, avons interdit et défendu à tous nos vassaux et sujets et tous autres de quelque qualité et condition qu'ils soient, de tirer ou faire tirer hors de notre dit comté de Bourgogne, tant par dessus la rivière de Saône et de Doubs, qu'avec charrette, chariots, chevaux et autrement, ni vendre ni faire vendre, directement ou indirectement à étrangers non résidant audit comté, aucune quantité de froment, seigle, orge, millet et autres graines servant à la nourriture du peuple, ce pour 6 mois à compter du jour de la publication de cette, à peine de confiscation desdits grains, bâtimens, charettes, chevaux, juments, bœufs et autres bestiaux menant et conduisant lesdits grains.

Les habitants de Gredisans venaient de faire bâtir dans leur village la chapelle qui existe aujourd'hui. Ils avaient été aidés par les libéralités des bourgeois et des habitants les plus importants dont les noms se lisent dans l'inscription placée sur le mur du fond de la chapelle. Le 16 juin 1631, ils firent avec le curé de Menotey le traité suivant :

« La fondation faite par les habitans de Gredisans, tous les premiers samedis du mois non empêchés ; et étant empêchés, le jeudi au lieu du samedi, une messe basse du Saint-Sacrement.

Item. — Pendant l'octave du St-Sacrement, sera dit le premier et dernier jour de ladite octave, le salut et autres jours de l'octave à la commodité du sieur curé.

Item. — L'office de la glorieuse Vierge, savoir, la veille, les vêpres, le jour, la grand'messe, les vêpres et le salut, et le lendemain une messe des trépassés : pour tous lesquels offices lesdits habitants sont obligés de payer la somme de 12 francs au sieur curé, et ce par traité fait avec le sieur curé le 16 juin 1631. »

Dans les dépenses de la communauté, nous trouvons le paiement d'une somme de 4 francs et 9 gros, pour l'achat d'une corde neuve pour la grosse cloche, ce qui nous indique qu'il y avait alors deux cloches, et il n'y en a qu'une aujourd'hui, tandis que beaucoup de paroisses moins importantes que Menotey en ont plusieurs. Il est à désirer que la paroisse donne une compagne à la belle cloche solitaire de son clocher. Elle a une place toute prête à lui offrir à côté d'elle, et elle serait heureuse de joindre sa voix grave à une voix plus douce, pour chanter les solennités de l'église.

L'église avait son administration, comme la commune. Deux fabriciens nommés pour une année étaient chargés, sous la direction du curé, de percevoir les revenus de l'église, de pourvoir à son entretien et aux frais du culte. Le plus ancien compte de Fabrique qui soit conservé remonte à l'année 1627. Dans ce compte figure la dépense faite pour la procession de la paroisse à Montroland où l'on porta la châsse de St Théodore. Dans la plupart des comptes que nous avons retrouvés, il est fait mention des processions à Montroland. Ainsi, dans le compte de l'année 1656, qui s'élève à la somme de 147 francs 7 sols de recette et à 145 francs 3 sols de dépense, nous trouvons 9 francs « pour les trois processions à Montroland et pour les pastes (dînés) du sieur curé, maître d'école et confrères. » Ces processions, qui se faisaient, sans doute,

chaque année et même plusieurs fois, sont la preuve de la grande dévotion de nos ancêtres envers N.-Dame de Montroland, qu'ils allaient invoquer dans les calamités publiques et dans toutes les circonstances où leur piété les portait à recourir à sa puissante intercession. Pussions-nous faire revivre cette pieuse tradition !

En 1634, les proud'hommes Nicolas Febvre et Claude Bouvier, en rendant compte de leur charge, « rapportent les armes qu'ils avaient reçues, savoir : trois mousquets, une pique, une cuirasse, quatre casaques en bon état et cinq vieilles arquebuses. »

Cette année fut malheureuse pour nos pays. La guerre se préparait, les troupes françaises étaient sur la frontière ; pour les empêcher de piller et de ravager les contrées voisines, il fallait faire le guet, les populations étaient constamment dans la crainte et l'anxiété. En même temps la peste s'était déclarée d'une manière violente, des médecins furent envoyés à Menotey, pour juger de la gravité du mal et chercher à combattre ce fléau.

En 1636, Louis XIII avait déclaré la guerre à Philippe IV, roi d'Espagne. La Franche-Comté espérait que sa neutralité depuis longtemps reconnue serait respectée. Il n'en fut rien. Le prince de Condé l'envahit avec une armée de 20,000 fantassins et de 8,000 chevaux. Fidèle à la politique de Richelieu, il s'était fait précéder d'un manifeste dans lequel il rejetait sur les Franch-Comtois la violation de la neutralité. En même temps, couvrant cette hypocrite déclaration des apparences de l'humanité, il annonçait que, sous les peines les plus sévères, il avait enjoint à ses soldats de se comporter dans les campagnes comme en pays ami, et cependant il marchait sur Dole en passant par Moisse, Menotey, Archelange, Authume, Jouhe, Montroland, et s'établissait à Saint-Ylie pour faire le siège de cette vieille cité franc-comtoise. Et voici ce que Ferdinand de Rye et le Parlement lui écrivaient le 27 mai, c'est un

lamentable tableau de la situation de notre province à mettre en opposition avec la menteuse déclaration du général français: « Les soldats ont passé à des surprises et saccagements de places, à des assauts et sommations de châteaux et forteresses, à des meurtres d'hommes, femmes et petits enfants, à des violements et profanations de lieux saints, à des embrasements de villages, à des prises et rançonnements de prisonniers et à tous les actes qu'on peut attendre d'un ennemi déclaré. » L'infanterie de Condé fut rangée en bataille sur Montroland, qui dominait la ville. Le monastère et l'église furent saccagés. Empruntons à un témoin oculaire, l'illustre président Boyvin, le récit de cette dévastation sacrilège. « De toutes les maisons religieuses il n'y en eut pas une seule qui ne fut persécutée par ces brandons infernaux. L'église de Montroland assise sur une colline à demi-lieue de la ville, illustrée de miracles et fréquentée par la dévotion du peuple autant du Duché, comme de la Comté de Bourgogne, à la vue desquels cette sainte chapelle bâtie et enrichie par la piété des anciens princes bourguignons se présente également, fut abandonnée à la rage des Suédois et autres hérétiques de l'armée assiégeante. Ils y mirent le feu par deux fois et au monastère que les Pères réformés de saint Benoît avaient commencé d'y bâtir. Ils renversèrent les autels, fouillèrent les vieilles sépultures, brûlèrent et mirent en pièces toutes les images, les tableaux de vœux et de merveilles et tous les autres ornements de la chapelle. L'image miraculeuse de Notre-Dame qui avait été par plus de 600 ans en très-grande vénération fut abattue et foulée aux pieds et demeura longtemps couchée et abouchée sur sa face parmi les ordures des hommes et des chevaux. Le prince de Condé l'envoya relever et la fit porter au couvent des pères capucins d'Auxonne. »

Les habitants de Dole se défendirent avec tant de courage et de patriotisme que l'armée française fut obligée de

lever le siège dans la nuit du 15 août et de se retirer à Saint-Jean-de-Losne. Mais les hostilités ne cessèrent qu'en 1639. Pendant ces trois années, Menotey et les pays voisins furent constamment traversés, pillés et ravagés par les troupes armées. Ils avaient autant à souffrir des soldats Lorrains qui défendaient la province contre les Français que des Français eux-mêmes. La paix et le calme ne furent rendus à nos pays qu'en 1648, par le traité de Munster, où il fut décidé que la Franche-Comté resterait à l'Espagne. - Mais pendant ces années malheureuses, la guerre, la peste qui dura 10 ans, la famine qui l'accompagnait ruinèrent et dépeuplèrent le pays. Un certain nombre d'habitants de Menotey s'étaient enfuis pour éviter les horreurs de la guerre, d'autres étaient morts de la peste, plusieurs avaient été massacrés par les ennemis et la population était considérablement diminuée. Plusieurs maisons du village avaient été brûlées, le territoire envahi et foulé continuellement était resté sans culture, de sorte que Menotey offrait le spectacle de la ruine et de la désolation.

Il ne nous reste presque aucun des actes de l'administration de la paroisse et de la communauté, pendant ces années malheureuses. Le seul acte religieux que nous ayons trouvé est une fondation de messes, faite par Denis Bolu de Gredisans, le 24 novembre 1637. Par son testament, il fonde à perpétuité une messe la veille du jour de l'Assomption Notre-Dame à l'intention de feu Claude Bolu son fils; l'autre la veille de la Sainte Nativité Notre-Dame à l'intention aussi de Jean Bolu, et la troisième à son intention à tel jour qu'il décèdera et, en plus, il donne la somme de 12 francs à la chapelle de Gredisans, 12 francs à la chapelle du Rosaire fondée à Menotey, pour aider à la réparation de cette chapelle, et aussi 12 francs à l'église de Menotey.

Un ject ou répartition d'impôts fait par les proud'hommes

Henri Cornuot et Gabriel de Montureux, en 1642, ne porte que sur 23 familles ; ce qui nous montre à quel chiffre était réduite la population qui avait compté précédemment jusqu'à 120 feux ou familles.

CHAPITRE XII.

Jean Drouaillet, curé.

1644-1672.

Nous ne connaissons pas les actes des premières années de l'administration de M. Drouaillet. Il s'occupait, sans doute, à aider ses paroissiens à sortir de la triste position où les avaient réduits les malheurs des années précédentes.

Nous avons vu, qu'au moment où les pères Jésuites étaient en pourparlers avec les Bénédictins, pour unir le prieuré de Jouhe au collège de Dole. La communauté avait fait un traité avec les Jésuites par lequel ils s'engageaient à ne percevoir les dîmes qu'au 25^{me} au lieu du 16^{me}, comme cela avait lieu auparavant. Ce traité ne fut pas ratifié par le général de la Compagnie. Voici un extrait de son refus. « Reverende in Christo pater, pax Christi ; Contractum a rectore collegii anno 1611 initum, neutiquam probare possumus... Nam imprimis nullus fuit ille contractus et illi stare ecclesia non tenetur, quia nimirum factus antequam obtenta fuisset unio dicti prioratus... In contractu alienationis bonorum ecclesiæ, præterquam apposita est clausula. Si ita videtur preposito generali : Unde contractus fit conditionalis ; neque nullus sequitur effectus, nisi secuta conditione. Hanc vero conditionem quia damnosam ecclesiæ admittere non possumus. Gratiâ D. N. J. C. cum omnibus vobis. Romæ 2 mars 1618. »

Ce refus du général amena entre les Jésuites et les habitants une suite de contestations qui dura jusqu'en 1649.

Les pères Jésuites s'adressèrent à l'Officialité, pour obliger les habitants à payer la dime au 16^{me}, sans tenir compte de ce traité qui était nul parce qu'il n'avait pas été approuvé et ratifié par le général.

Dans la défense des habitants, leur avocat répond que les Jésuites doivent apporter et produire le contrat dont ils demandent la rescission, et s'ils ne le fournissent pas, ils doivent être déclarés non recevables en leur action. C'est d'après sa teneur qu'on peut juger de sa valeur ou de son invalidité. La copie non signée du notaire qu'ils ont présentée ne suffit pas et n'offre pas de garantie d'authenticité. Les Jésuites prétendent que les habitants doivent en avoir un double ; ils répondent qu'ils n'en ont pas parce que tous les habitants qui vivaient à cette époque sont presque tous personnellement décédés et parce que, par le malheur des guerres et pestes survenues au pays et comté de Bourgogne, presque tous leurs papiers et lettrages auraient été brûlés et leurs maisons mises en cendres par les ennemis de la province, comme il est notoire à un chacun, mais que eux ne manquent pas d'avoir ce traité, étant personnages industrieux et vigilants en leurs affaires. Ils n'ont pas droit de soutenir que les habitants doivent produire un contrat que l'on veut résilier à leur préjudice ; ce n'est pas à eux à fournir des armes contre eux-mêmes. « *Nemo tenetur ministrare probationes adversus se.* » Devant cette mise en demeure de fournir le traité, les Jésuites répondent que, malgré toute leur diligence, ils n'ont pu retrouver le document réclamé, mais seulement une copie.

Enfin le 1^{er} octobre 1650, l'Officialité rendit une sentence définitive déboutant les pères Jésuites et les condamnant aux frais du procès. « *Actores in suis finibus inadmissibiles declaramus et ad expensas condemnamus.* »

D'après le compte des proud'hommes de l'année 1651, les recettes de la communauté s'élevèrent à la somme de

549 francs et 2 gros, et la dépense à la somme de 576 francs 20 gros. On emprunta 300 francs au sieur Jean-Baptiste Matherot pour les employer aux réparations de la maison curiale. Dans les recettes, nous trouvons la somme de 9 francs provenant de l'amodiation des noix et des fruits des autres arbres des communaux, et 40 francs payés par François Poichot, pour une partie de ce qu'il devait pour sa réception d'habitant de Menotey. L'impôt dû au souverain ne s'élevait pour cette année qu'à la somme de 54 francs payables par 6^{me} tous les deux mois. Dans le courant de l'année, les proud'hommes firent plus de trente voyages à Dole pour les affaires de la communauté. Ces voyages leur étaient payés 30 gros par journée, et ils recevaient en outre 4 francs pour les autres peines que leur occasionnait l'administration de leur charge.

Dans les années qui suivirent la guerre et la peste, dont nous avons parlé, un grand nombre de propriétés furent vendues et passèrent en d'autres mains. Nous avons retrouvé les actes de vente des biens de 14 familles éteintes pendant la guerre. Comme les acquéreurs ne se pressaient pas de payer à la communauté les censes et les droits de mutation qu'elle devait percevoir sur la vente de ces héritages, il fallut recourir au parlement pour les y obliger. M. Drouaillet employa le même moyen, pour conserver le droit qu'il avait sur une maison et un jardin situés près de l'église et appelé le Meix de la Confrérie. Cette maison avait été brûlée pendant la guerre et on se proposait de la vendre, comme étant exempte de toute charge. Mais elle était grevée d'une rente annuelle de 6 francs pour l'acquit d'une fondation faite par Claude Bolu en 1619, et M. Drouaillet obtint que la vente se fit dans ces conditions.

L'événement le plus mémorable, qui eut lieu sous l'administration de M. Drouaillet, fut la réception d'une bulle de N. S. P. le pape Innocent X, accordant de nombreuses indulgences aux membres de la Confrérie de Saint-Sébastien

érigée dans l'église de Menotey. Cette bulle en latin, sur parchemin et scellée du sceau de plomb, est conservée dans les archives de la Fabrique. En voici la traduction française : « Innocent X, pape, serviteur des serviteurs de Dieu, à tous les fidèles du Christ, qui ces présentes verront, salut et bénédiction apostolique. Considérant la fragilité de notre nature mortelle et la condition du genre humain, comme aussi la sévérité du redoutable jugement, nous recommandons à tous les fidèles de prévenir ce jugement rigoureux par de bonnes œuvres et de pieuses prières, afin que par elles, ils puissent obtenir la rémission de leurs péchés et mériter plus facilement les joies de l'éternelle félicité. C'est pour cette fin, comme nous l'avons appris, que dans l'église paroissiale de Saint-Pierre du Bourg ou du lieu de Menotey, diocèse de Besançon, il existe une pieuse et dévote confrérie des fidèles du Christ, de l'un et de l'autre sexe, sous l'invocation de saint Sébastien, confrérie instituée canoniquement pour l'honneur et la gloire du Dieu tout puissant et pour le salut des âmes.

« Et comme les membres de la dite association, nos fils bien-aimés, ont toujours eu coutume de pratiquer les œuvres les plus nombreuses de piété et de miséricorde ; afin que la dite confrérie acquerre de jour en jour, de plus grands développements ; nous confiant dans la miséricorde et l'autorité du même Dieu Tout-Puissant et des bienheureux apôtres Pierre et Paul ;

« A tous les fidèles du Christ de l'un et de l'autre sexe, qui, vraiment pénitents, et s'étant confessés, le jour même de leur entrée dans la dite confrérie, auront reçu le Très-Saint-Sacrement de l'Eucharistie ;

« Et aussi, aux mêmes confrères, à l'article de la mort, qui, vraiment pénitents, et s'étant confessés et munis de la sainte communion, s'ils peuvent la recevoir, invoqueront de cœur, s'ils ne peuvent le faire de bouche, le saint nom de Jésus ;

« Et de plus aux mêmes confrères, qui comme précédemment, vraiment pénitents et munis de la sainte communion, visiteront l'église ci-dessus citée, le jour de la fête de saint Sébastien, à partir des premières vêpres, jusqu'au coucher du soleil du dit jour de fête, chaque année, et qui y adresseront dévotement à Dieu de pieuses prières pour le triomphe de la sainte Eglise, notre mère, pour l'extirpation des hérésies, la conversion des infidèles, la concorde des princes chrétiens, et le salut du Pontife romain : Nous concédons et accordons à perpétuité l'indulgence plénière et la rémission de tous et de chacun de leurs péchés. — Et aussi à ces mêmes confrères, qui, vraiment pénitents, confessés et munis de la sainte communion, auront visité dévotement, chaque année, la dite église, le jour de la fête du Très-Saint Corps du Christ, de la Pentecôte, de la Toussaint et de la Nativité de N.-S. Jésus-Christ, et qui auront prié, comme il a été dit, les quatre jours de fêtes susdites, nous accordons sept années d'indulgences et autant de quarantaines.

« Enfin, à ces mêmes confrères, toutes les fois qu'ils auront assisté dans la dite église aux offices divins, ou aux réunions célébrées selon la coutume de la dite confrérie, toutes les fois qu'ils auront accompagné le T.-S. Sacrement de l'Eucharistie quand on le porte à un malade, ou qu'empêchés, ils auront fléchi le genou au son de la cloche, ou récitant l'oraison dominicale, pour le même malade ; toutes les fois qu'ils auront assisté aux processions autorisées par l'Ordinaire, qu'ils auront assisté à l'ensevelissement des morts ; donné l'hospitalité aux pauvres voyageurs ; rétabli la paix entre les ennemis, ramené un égaré dans la voie du salut, enseigné aux ignorants les préceptes de Dieu et les choses du salut, ou qu'ils auront récité cinq fois l'oraison dominicale et la salutation angélique, pour les âmes des membres de la dite confrérie, morts dans la charité du Christ, et chaque fois qu'ils auront pratiqué l'une des œuvres susdites,

nous leur remettons miséricordieusement dans le Seigneur, par l'autorité et la teneur des présentes, soixante jours des peines qui sont dues à leurs péchés : les présentes devant durer pour les temps à venir à perpétuité...

« Donnée à Rome, auprès de Sainte-Marie-Majeure, l'an de l'incarnation du Seigneur 1652, le 18 septembre, la 8^e année de notre pontificat. Innocent X. »

Cette précieuse faveur augmenta la prospérité de la confrérie de Saint-Sébastien. Elle s'étendit dans tous les villages voisins, et compta toujours jusqu'à la Révolution un grand nombre d'associés. Il est certain qu'elle fut une source de grâces et de bénédictions pour nos ancêtres, dont nous sommes loin de continuer les religieuses traditions.

La population du village que nous avons vue si considérablement diminuée, s'augmentait lentement, Ainsi un répartition de 232 francs fait en 1625 par les proud'hommes de la communauté ne portait que sur 32 familles habitant le pays et sur 12 familles étrangères.

En 1656, Renobert, Louvaton et Clauda Fournier sa femme, étant émus de dévotion, fondèrent en l'église de Saint-Pierre de Menotey, un anniversaire perpétuel, savoir : pour le jour de fête de Saint Renobert, 24 octobre d'un chacun an, perpétuellement, sera dite et célébrée une messe à haute voix, les vigiles, la veille de la dite fête, et après la dite messe, un libera, ce pour et à l'intention dudit Renobert Louvaton, comme aussi la veille de la saint Claude, 6^e jour de juin, d'un chacun an à perpétuité, les vigiles, la messe le dit jour à haute voix et le libera, ce pour et à l'intention de Clauda Fournier, femme dudit Louvaton.....

En 1658, M. Drouaillet se fit délivrer une copie de la sentence de la Cour, qui condamnait les héritiers de François Pyard à payer la fondation annuelle faite par lui. Cette sentence avait été obtenue par son prédécesseur M. Bonvalot.

Le compte des échevins de 1659 fait mention d'une somme de 388 francs payés à Pierre Mourrage d'Auxonne, pour un marché passé avec lui pour recouvrir l'église, et d'une autre somme de 380 francs, pour l'imposition faite aux habitants du don gratuit offert à Sa Majesté par le comté de Bourgogne et fixé par les commis des Trois-États à la somme de 300.000 francs pour la province.

Cette même année, l'amodiation des fruits de la vigne de la ville s'éleva à 344 francs. D'après le règlement de 1609, cette vigne était cultivée chaque année par les chefs de famille, qui devaient y travailler en personne, à moins de maladies ou d'autres empêchements sérieux, sans pouvoir se faire remplacer par un valet. C'était là une mesure démocratique et républicaine que l'on n'est pas prêt de rencontrer dans nos républiques modernes. La communauté tenait à son exécution, et faisait payer 30 sols d'amende à celui qui refusait de s'y soumettre. Ainsi cette année elle fit assigner à la Cour Louis Louvaton, qui avait refusé d'aller travailler à la vigne « n'étant pas malade, mais étant allé ce jour-là travailler à sa vigne chantant et se réjouissant, et qui n'avait envoyé que son valet, contrairement au règlement de la communauté. »

En 1651, les biens du sieur Jean de Montureux mort sans enfant, furent vendus par décret et adjugés à sa veuve Antoinette Cointot. De celle-ci, ils passèrent à sa cousine du même nom, mariée avec le sieur Mourgot Larquand, et le 12 avril 1659, leur fils, François-Ignace Larquand, devint propriétaire de ces biens et seigneur en partie à Menotey. Ce nouveau seigneur chercha, comme ceux qui l'avaient précédé, à étendre ses droits et à obtenir la haute justice sur la communauté, mais celle-ci résista à sa prétention, en recourant à la Cour, pour être maintenue dans son indépendance et rester sous la souveraineté immédiate de Sa Majesté.

En 1662, le règlement de la communauté concernant la

garde du bétail et la propreté des rues n'était pas observé. Quelques habitants s'étaient plaints des dommages causés dans les vignes et dans les champs par le bétail, et de l'encombrement des rues par les fumiers. Le procureur avait déjà averti les habitants de mettre ordre à cet état de choses ; voyant qu'on n'avait pas tenu compte de ses avertissements, il s'adressa à la Cour pour obliger les habitants à s'y conformer. « A la Cour remontre humblement Ana-toile d'Aresches, procureur d'office, que pour le devoir de sa charge et à éviter l'endommagement tant des vignes, champs, prés et autres fruits de la terre, il aurait ordonné aux habitants d'avoir et choisir des paistres, pour la garde de leur bétail consistant en vaches et porcs, ce qu'ils auraient fait quant à leurs vaches, mais aux pourceaux les laissaient aller à leur liberté, endommageant partout même les vignes où ils se rencontrent journellement passant et repassant tout à travers, ainsi que font les vaches, quoique conduites par le paistre, qui les mène pâturer dans les déserts, même dans ceux qui sont déjà en culture, qui cause un notable dommage à ceux à qui ils appartiennent, en mangeant les bourgeons, qui y commencent à croître. De plus, ledit suppliant aurait encore ordonné à plusieurs habitants dudit lieu de nétoyer les fumiers et maltrats qu'ils ont mis au milieu des rues, et lesquels empêchent les passagers et causent une très-mauvaise odeur d'où peuvent arriver des maladies, en ayant même jusqu'aux pieds des croix et à la vue de tout le monde..... ce qui donne sujet audit suppliant recourir à la Cour et la supplier d'ordonner... »

Par une sentence publiée le 22 juin 1662, aux journées de la justice et chastellenie de Menotey, la Cour condamna les habitants. Mais, comme ils commençaient depuis quelque temps à prendre l'habitude de laisser leurs fumiers devant leurs maisons, ils furent très contrariés d'être obligés de les enlever. Ils adressèrent une réclamation à la Cour « prétendant que de toute ancienneté, il leur a été permis et li-

cite de poser leurs fumiers devant chez eux dans la rue publique, puisqu'ils ne les pourraient mettre ailleurs, pris égard que ledit village de Menotey est beaucoup serré, que la plupart des maisons n'ont aucune cour ni lieu propre pour poser leurs maltrats lesquels leur sont nécessaires pour leurs terres qui sont assez stériles. »

La Cour n'accepta pas leurs raisons, qui, du reste, n'étaient pas fondées, et elle maintint son arrêt.

En 1666, un habitant de Rochefort fit une fondation de 6 messes dans la chapelle de St Sébastien. « Dans le testament de feu Léonard Pardessus de Rochefort, entre autres légaux y contenus est ycelui souscrit : Je veux être dites et célébrées en la chapelle St Sébastien au lieu de Menotey à mon intention six messes par an, qui se diront à chacun premier mardi des mois de janvier, mars, mai, juillet, septembre et novembre. »

Dans ces temps éloignés de nous, les routes étaient loin d'être ce qu'elles sont aujourd'hui ; cependant l'autorité souveraine s'occupait de les entretenir et de les améliorer, et des fonctionnaires spéciaux étaient chargés d'y veiller. Voici un rapport du visiteur des grands chemins de l'année 1669.

« Je soussigné, visiteur des grands chemins, pour Sa Majesté, rièrè le ressort de Dole, atteste que, faisant la première visite des chemins en cette année 1669, j'ai fait commander aux habitants de Menotey, parlant à leurs échevins, de réparer le grand chemin passant sur leur territoire, à peine de 50 livres d'amende applicable pour sa dite Majesté, et à peine de tous dépens à recouvrer contre et sur ceux qui n'y voudront satisfaire. De quoi lesdits échevins qui sont Jean-Baptiste Pyard et son consort en pourront faire un mémoire. SIGNÉ JANEREY. »

La guerre entre l'Espagne et la France allait recommencer. Le lendemain de la Purification de l'année 1668, l'armée française occupa Rochefort; le mardi 14 février, Dole

capitula ; le roi y entra et le lendemain il marcha sur Gray. La Franche-Comté, conquise, fut de nouveau rendue à l'Espagne le 2 mai de la même année par le traité d'Aix-la-Chapelle. Les armées françaises s'en retirèrent en causant de nouveaux désastres sur leur passage.

Bientôt après, la Cour de Madrid entra dans la ligue formée contre la France par l'Empereur, le Danemark, la Prusse, etc., et Louis XIV déclara de nouveau la guerre à l'Espagne et ce fut la Franche-Comté qui fut encore le théâtre de cette guerre.

Le 12 février 1674, le duc de Navailles entra dans la province à la tête de 10,000 hommes, le roi arriva lui-même avec Vauban au camp établi devant Dole, le 27 mai, pour diriger le siège de cette place. Le 6 juin, la ville capitula, la garnison espagnole sortit avec les honneurs militaires. La réunion de cette province à la France fut confirmée par le traité de Nimègue le 17 septembre 1678 et dès lors elle fit définitivement partie de la France.

Il est inutile de dire ce qu'eurent à souffrir nos contrées pendant cette nouvelle suite de guerres.

Cependant les ruines et les désastres furent moins considérables que dans les guerres précédentes.

CHAPITRE XIII

Jacques Pescheur, curé

1673-1683.

M. Pescheur était originaire de Dole. Le peu qui nous est resté des actes de son administration nous le montre comme un prêtre pieux et zélé pour le salut des âmes de ses paroissiens. Dès le commencement, il rédigea une nouvelle liste des nombreux anniversaires fondés dans l'église de Menotey. Il inscrivit en tête du registre des actes des baptêmes qu'il allait administrer, cette pieuse inscription : *Quod ad majorem Dei optimi Maximi gloriam, totiusque gregis mihi commissi, meique ipsius salutem faciat ; ego Jacobus Pescheur, presbyter indignus, ecclesiæ parochialis de Menotey rector, sequentes aquis lustralibus tinxi, faciat idem Deus, ut quos in militiam suam adscripsit, post bene locatam in terris operam, gloria in cœlis coronet etiam immortalis. Pour la plus grande gloire du Dieu très-bon et très-grand, pour le salut de tout le troupeau qui m'a été confié et pour mon propre salut, moi Jacques Pescheur, prêtre indigne, recteur de l'église paroissiale de Menotey, j'ai purifié dans les eaux lustrales du baptême ceux dont les noms suivent ; que le même Dieu couronne dans le ciel d'une gloire immortelle, après une vie bien passée sur la terre, ceux qu'il a inscrits dans les rangs de sa milice.*

L'usage de mettre des bans pour les vendanges remonte aux temps les plus anciens. Si cette mesure était gênante dans certains cas, elle n'en était pas moins utile pour le bon

ordre et la protection des propriétés, qui peuvent être endommagées, lorsqu'il est permis à chacun de vendanger où il lui plait. « En 1674, les bans ont été mis et résolus par tous les habitants étant à l'assemblée sous le tillol, le 30 septembre, ainsi qu'il s'en suit. Vient ensuite la désignation des cantons du territoire qui seront vendangés, le lundi 8 octobre... le mardi... le mercredi et le jeudi. Tout était compris dans ces 4 jours.

Dès l'année-1671, la communauté ne cultivait plus sa vigne, comme elle l'avait fait jusqu'alors ; elle l'avait amodiée à un particulier pour la somme de 240 francs.

En 1676, dame Françoise de Millet, femme de généreux seigneur Charles de Saint-Mauris, seigneur de Rainans, depuis huit ans se prétendait exempte de payer la dîme d'une vigne de 12 journaux, située sur le territoire de Rainans. Après un procès, elle intervint en accord avec Jean-François Soulet, procureur de la Compagnie de Jésus, et convint de payer pour la dîme des huit années écoulées et pour les frais du procès la somme de 14 pistoles d'or.

Le régime que la France imposa aux populations de la Franche-Comté ne fut pas aussi doux que celui de l'Espagne. La liberté fut moins grande, les impôts plus considérables, les charges plus lourdes. Dès les premières années, les habitants de Menotey se plaignaient de la multitude d'impôts de diverses espèces qui pesaient sur eux. Au mois de janvier 1677, la communauté fut assemblée sur la place publique, au son de la cloche, par les proud'hommes Claude By et Jean-Baptiste Gauthier, pour aviser à payer la somme de 1,650 francs qu'elle devait fournir, par ordre de Sa Majesté, à l'état-major de M. Oljer, colonel, logé à St-Aubin, pour les quartiers d'hiver ; ladite communauté étant d'autre part chargée de l'impôt de la province. Sur quoi il leur convient de faire journellement des jets, qui ont déjà occasionné quelques particuliers de quitter le lieu à cause de cela. Pour trouver les moyens les plus prompts

et les plus faciles pour faire cette somme de 1,650 francs, et éviter les désertions et autres maux que ladite communauté en pourrait ressentir, ils ont résolu et arrêté ce qui s'ensuit ; savoir, que tous les habitants et manans paieront par chaque queue de vin qui ont été cuvées audit Menotey aux dernières vendanges, la somme de trois fr., avant huit jours, en se servant pour la taxe de chacun du recensement qui a été fait pour la taxe des dîmes. Et comme il y a des habitants qui n'ont fait aucun vin, et doivent cependant aider au paiement, il sera tiré sur eux un répartition suivant le prescrit de l'ordonnance, à proportion de ce qu'ils auraient dû contribuer, si on eut fait un répartition dans toute la communauté.

En 1678, M. Pescheur prêta à un de ses paroissiens, Claude-François Munier, une somme de 200 francs moyennant la rente annuelle de 10 francs. Voici la forme usitée pour les actes de ces constitutions de rente. « Constitué en sa personne Claude-François Munier, de la Chaux-des-Crotenay, demeurant à Menotey, vigneron, lequel tant en son nom que de Sébastienne By, sa femme absente, sous promesse de lui faire avouer et ratifier le contenu ci-après, quand requis sera, à peine de tout dépens, dommage et intérêt, avec toutes charges et obligations solidaires ; et avant consentement de sadite femme, a vendu, cédé et constitué, comme il fait par cette, à révérend sieur, messire Jacques Pescheur, prêtre, curé de Menotey ci-présent, stipulant et acceptant, la rente annuelle de 10 francs, à lui payable en son logis audit Menotey, à tel jour que la date des présentes, dont le premier terme commencera à pareil jour de l'an prochain, que l'on dira mil six cent septante-neuf et ainsi conséquemment d'année à autres à dater d'icelle jusqu'au rimbage ou extinction entière du fort capital de ladite rente ; laquelle a été faite pour et moyennant la somme de 200 francs monnaie, que ledit sieur Pescheur a nanti et payé comptant, réellement et de fait en écus

blancs, demi-écus blancs et monnaie dursable, passant cette, audit Munier qui se tient pour content et bien payé et entièrement satisfait, et ai acquitté et quitté le sieur Pescheur. »

Le 31 août 1682, la communauté réunie en assemblée sous le tillol, reçut comme habitant de Menotey, Louis Thiébault, fils de Jean Thiébault de Lavangeot, dans la forme accoutumée, par devant le notaire Jean Dubret.

La même année, les Pères de la Compagnie de Jésus adressèrent au roi une supplique pour obtenir un mandement les autorisant à faire faire par tous leurs vassaux la reconnaissance de leurs droits seigneuriaux, censes, prestations, dîmes, redevances, tailles, corvées, lods, droits de main-morte, bois, fours, moulins et autres droits. Cette reconnaissance, autorisée par une ordonnance de Louis XIV, eut lieu dans la grande salle du prieuré de Jouhe, le 7 juin 1687, par devant Jean Dubret, notaire à Menotey, et frère Jean Charby, du collège de Dole, administrateur du prieuré, en présence des échevins de Jouhe, d'Archelange et des autres intéressés.

Les droits des Jésuites à Menotey sont exposés en ces termes dans cette reconnaissance générale : « Les Révérends Pères ont droit à cause du prieuré, sur plusieurs personnes et diverses maisons ou héritages dans Menotey et territoire d'icelui, de justice, seigneurie, lods au fur de deux gros par franc et retenue. Plus ils ont encore droit sur plusieurs maisons, vignes et terres sises au finage de Menotey, étant dû sur iceux plusieurs censes d'argent et d'avoine qui se paient à chaque jour de fête St Etienne. »

Le four banal appartenait au sieur Larquand, depuis qu'il avait acquis la seigneurie des de Montureux. De temps en temps, les habitants cherchaient à s'affranchir de l'obligation d'y faire cuire leur pain. « Un certain nombre d'entre eux avaient fait construire au coin de leurs cheminées de petits fournaux pour y penser faire cuire

quelques petits pains et pâtisserie. Le sieur Larquand les avait assignés à la Cour souveraine du parlement de Besançon. Mais pour pacifier la dite difficulté, le 23 février 1683, il intervint un arrangement entre les parties Larquand et la communauté, par lequel on obligeait tous ceux qui avaient construit des petits fours, à les démolir avant quinze jours, et le sieur Larquaud renonçait aux amendes auxquelles il aurait droit. »

La cure de Menotey qui, primitivement était du patronage des Bénédictins de Saint-Vivant, par suite de procès entre les curés et le prieur, avait été déclarée exempte de tout patronage dans le siècle précédent. Mais les pères Jésuites qui connaissaient cet ancien droit de leurs prédécesseurs, n'étaient pas disposés à y renoncer. Ils obtinrent de M. Pescheur, qui sans doute ignorait les arrêts de la cour, une reconnaissance qu'il fit, quelques mois avant sa mort, dans les termes suivants : « Discrète personne, Messire Jacques Pescheur, prêtre et curé de Menotey, de sa pure volonté, pour lui et ses successeurs curés de la dite cure, connaît et confesse, par devant le notaire souscrit, commis par la cour souveraine, à recevoir les reconnaissances des révérends pères Jésuites du collège de Dole, que l'église paroissiale de Menotey, fondée en l'honneur de saint Pierre, apôtre, est de la collation, nomination, présentation et patronage des révérends pères de la compagnie de Jésus du collège de Dole, à cause du prieuré de Saint-Vivant en Amour, uni au dit collège absent, le notaire souscrit pour eux stipulant et acceptant : à raison de laquelle église, le dit Messire Jacques Pescheur confesse devoir et a promis et promet payer annuellement aux révérends pères ou à ceux qui auraient d'eux charge, au prieuré de Jouhe, la somme de 4 florins, revenant à trois francs 4 gros, monnaie de ce pays, et ce, à chaque jour de fête saint Hilaire, 14 janvier, ainsi que ses prédécesseurs curés ont fait du passé. »

Le 6 juin 1683, M. Pescheur fit son testament, par lequel il légua 26 écus blancs à sa paroisse ; il établit une fondation annuelle et perpétuelle de 12 messes pour le repos de son âme ; laissant pour héritière, sa sœur Anne Pescheur, mariée à Jean-Baptiste Pyard de Menotey. Il mourut quelques mois après, et fut enterré dans le chœur de l'église, du côté de l'Evangile, comme tous ses prédécesseurs, et tous ceux qui lui ont succédé jusqu'à ce jour.

CHAPITRE XIV.

Hubert Favier, curé.

1683-1724.

M. Hubert Favier, originaire de Saint Claude, était docteur en droit canon et doyen rural du décanat de Dole. Il était auparavant curé de Neublans ; il prit possession de la cure de Menotey vers la fin de l'année 1683. Dans les premiers mois de l'année suivante, l'héritière de son prédécesseur, Anne Pescheur, intenta un procès aux habitants, pour obtenir le paiement de différentes sommes qu'ils redevaient à M. Pescheur : en particulier son droit de presbytéral et une indemnité pour le soulier et la grange, qui n'existaient pas à la cure, ce qui l'avait obligé à loger ses dîmes et à battre son blé chez des particuliers.

A cette citation, les habitants répondent : « d'abord qu'il convient de voir le testament, pour reconnaître si la dite suppliante est la seule héritière, à raison qu'elle a une autre sœur, laquelle aurait succédé pour une moitié ab intestat. — Sans préjudice de quoi ils disent : que le sieur Pescheur n'ayant demandé aucun presbytéral, ni fait poursuite de son vivant, au contraire ayant légué aux dits habitants ce qu'ils lui devaient, sans retenir aucune action, il a fait voir par là qu'il les quittait de tout ce qu'il aurait pu leur demander. Il a même voulu qu'on leur rende de l'argent qu'il tenait en mains des habitants. Et pour ce qui est du soulier et grange dont on veut parler, il y a toujours eu soulier et grenier dans la dite cure plus que suffisant pour y abriter les dîmes de feu

M. Pescheur, lequel ayant vu qu'il n'avait pas raison en sa demande, et les habitants voulant bien vivre avec lui, ne laissèrent de lui fournir pour abriter les dîmes et granges pour les battre. Pourquoi l'ayant fait de la sorte, ce n'a été qu'en vue de le satisfaire et d'en être quittes, puisque c'étaient les mêmes habitants qui l'auraient dû supporter, s'il y avait eu droit : qu'après en avoir ainsi agi de bonne foi de part et d'autre, il ne serait pas juste qu'il eût eu la chose d'un côté, quoique non due, et que de l'autre, la suppliante, son héritière, le répétat. Et s'il y avait encore prescription pour toutes les années, hors de cinq, supposé qu'il en fût dû quelque chose ; et la maison curiale dans l'état qu'il l'a eue a été plus que suffisante pour son logement et pour toute autre chose que l'on aurait pu lui devoir. L'on a eu communication de l'interpellation prétendue faite par le sieur Pescheur, le 10 juillet 1673, et de même de son testament qui est du 6 juin 1683, par lequel il constate qu'il a légué 25 écus blancs aux dits de Menotey. Et il est vrai ainsi, qu'après son décès, le dit Jean-Baptiste Pyard leur a rendu 15 écus blancs par ordre du dit sieur curé, qu'il se serait bien retenu, et de même le dit sieur curé n'aurait pas ordonné la dite restitution s'il eût voulu être payé de ce que l'on répète à présent. D'autres fois il a amodié ses dîmes et n'a pas eu besoin de soulier ni de grange, et la dite suppliante n'en peut rien demander, et suffit que le sieur Pescheur se soit contenté de son vivant de faire comme les précédents curés, et de n'avoir agi pour l'établissement d'une grange, sur ce qu'il a beaucoup d'autres commodités dans la maison curiale qui valent l'équivalent d'une semblable chose, supposé qu'elle aurait été due. »

Nous ignorons comment s'est terminé ce procès. D'après la défense des habitants, on peut juger qu'ils redevaient au moins à M. Pescheur son droit de presbytéral, puisqu'il l'avait réclamé, sans qu'il lui ait été payé, mais on peut

présumer aussi que son intention était de leur faire remise de tout ce qu'ils lui devaient, puisqu'il leur lègue une somme de 25 écus, sans faire aucune mention de ce qui lui était dû par les habitants.

Pour assurer le paiement de la fondation perpétuelle de 12 messes par an faite par M. Pescheur, son héritière céda à M. Favier la rente de 10 francs au capital de 200 francs que M. Pescheur avait placés, comme nous l'avons vu, sur Claude Munier. En 1690, celui-ci remboursa le capital de cette rente à M. Favier, qui le remplaça sur les Robinot de Menotey, dont le bien fut vendu plus tard par décret de justice et passa dans d'autres mains. Cette rente fut perdue, malgré le procès que M. Bel, successeur de M. Favier, intenta à la veuve Dargent, de Dole, qui avait acheté le bien des Robinot.

Les pères Jésuites ne laissaient point perdre les droits de leur seigneurie. De temps en temps, ils en faisaient faire la reconnaissance. « Ainsi le 7 avril 1686, Honorable Jean-Baptiste Pyard et Jean Maistre, échevins de Menotey, et les autres habitants assemblés, connaissent et confessent tenir et posséder sous la totale justice, directe et seigneurie des révérends pères Jésuites du collège de Dole, à cause de leur prieuré et seigneurie de Jouhe, un meix et chasal où était ci-devant bâtie la maison de ville du dit Menotey, appartenant aux dits habitants, où il y a encore une petite voûte et cave, située en la rue sur le tillol, à cause de laquelle maison, les habitants confessent devoir annuellement aux Révérends Pères, la cense d'un tiers de denier, au droit de lods et retenue, le dit lods au fur de deux gros par franc, conformément à l'ancienne reconnaissance du 1^{er} mai 1633.

Cette maison, ainsi qu'un certain nombre d'autres, avait été brûlées pendant la guerre de 1636, et plusieurs n'étaient point encore reconstruites à cette époque. Beaucoup de vignes étaient aussi en ruine et en friche,

par suite de la diminution de la population. Les propriétaires qui ne cultivaient pas eux-mêmes, ne pouvaient trouver personne qui voulût se charger de louer les vignes, aux conditions ordinaires, pour les rétablir. Ils se trouvaient forcés de faire aux vignerons des conditions plus avantageuses. Ainsi nous voyons, en particulier, le seigneur François Ignace Larquand, possesseur de huit-vingt journaux de la forêt de Saint-Vivant, laisser les vignes en acensement soit perpétuel, soit de 29 ans, au tiers du produit, en abandonnant la totalité des fruits soit pour 10 ans, soit pour 6 ans, aux tenementiers, à la condition de les replanter et de les rétablir.

M. Favier qui aimait peu s'occuper du temporel de la cure, employa ce moyen, avec l'autorisation de l'archevêque de Besançon, pour rétablir les vignes de la cure de Menotey. En 1686, il acensa à perpétuité deux journaux de vigne à *Verdan*, à Claude Combe de Menotey, « à condition de par le retenant, relever et défricher la dite vigne à ses frais et la rendre en vigne dans le terme de 10 ans prochains, pendant lesquels, les fruits qui y croîtront, céderont au seul profit du retenant, à chef desquels il sera tenu chacun an, tailler, paisseler, etc., et que s'il arrive mal façon trois années consécutives, le dit sieur laissant ou ses successeurs curés y pourront rentrer sans offense de justice ni formalité de procès, à moins que ce ne fût pour cause de guerre. »

En même temps M. Favier amodia pour 6 ans à Claude François Munier les autres vignes appartenant à la cure de Menotey.

Le 16 juin 1688, Marie Labuche, tailleuse d'habits de Menotey, de sa pure et franche volonté, en considération des faveurs qu'il a plu à Dieu lui faire, depuis sa conception jusqu'à présent, désirant en très-humble reconnaissance, contribuer quelque chose à son honneur, et à la gloire du Très-Auguste Sacrement de l'autel, elle a déclaré,

comme fait par cette, son intention et volonté être, qu'au cas elle vint à décéder sans disposer autrement de trois constitutions de rente, dont la première est annuelle de 15 francs sur Jean Pyard ; la deuxième de 6 francs sur Raimond Courbet, et la troisième de 5 francs sur Jean Perrenin, elle en fait cession aux révérends pères Bénédictins du monastère de Jouhe, à condition par les révérends pères, à chaque dimanche perpétuellement, faire l'ostention et bénédiction du St-Sacrement à l'issue des vêpres, tant pour le salut de son âme que de celles qui, par arrêt de la justice divine, seraient condamnées aux flammes ardentes du Purgatoire, à ce qu'il plaise à Dieu, les en délivrer et les colloquer en son Saint Paradis.

Dans le cours de cette même année, les officiers de Sa Majesté avaient été injuriés et maltraités à Menotey, nous ne savons à quel sujet ; ils avaient saisi et conduit dans les prisons de Dole l'échevin Jean By, comme responsable de l'outrage qu'ils avaient reçu dans le village. La communauté, désirant faire sortir de prison son échevin, pria François Poichot de vouloir bien se constituer prisonnier à sa place, moyennant qu'on lui paierait ses journées ; ce qu'il voulut bien faire volontairement et à la seule vue de faire plaisir à la communauté, et dans l'espérance qu'on l'en tirerait en peu de temps. L'année suivante, il n'était pas encore payé. Il intenta une action contre les habitants disant dans sa requête à la Cour : qu'il est vrai qu'il est resté en prison 42 jours, sans qu'on ait voulu lui payer ses journées, quoiqu'on lui eût promis positivement ; ce qui au fur de la taxe de l'an 1688, revient le tout à 84 fr. ; sur quoi il n'a reçu que 14 fr. 5 sols.

La communauté lui offrait 30 sols par jour, au lieu de 40 qu'il demandait, disant que 30 sols suffissent, parce que à raison de son haut âge, qui est de près de 60 ans, il n'aurait pu trouver à gagner 20 sols par jour, et que ce ne fut que pour épargner des frais à la dite communauté qu'il

souffrit d'aller en prison, au lieu et place de celui qui s'y était constitué et qui était un homme qui pouvait gagner de grosses journées. Un arbitre fut nommé par la Cour et on transigea pour 35 sols par jour.

L'année précédente, une semblable querelle avait failli occasionner de grands frais à la communauté. En voici le récit : « Dans la nuit du 20 octobre, certain bruit et bataille avaient eu lieu entre le sieur Anselme de Marenche, seigneur de Nenon, le sieur Victor de la Roche, capitaine pour le service de Sa Majesté, et quelques particuliers de Menotey. Procès et sentence avaient été rendus en faveur desdits sieurs, et en vertu d'icelle, ils avaient fait gager et saisir la communauté sur les meubles et effets des échevins en exercice. Et bien que la communauté pût avoir recours sur les coupables, elle devait payer tout ce qui est porté sur la sentence, et les intérêts qu'ils pourraient prétendre. Ce que sérieusement considéré, la communauté, qui se trouvait dans la dernière impossibilité de subvenir au paiement qu'ils prétendent, a fait une convention avec honorable Jean-Baptiste Gauthier, dudit lieu, pour prendre le fait en mains, à l'entière décharge de la communauté ; en faveur et récompense de quoi elle lui cède les revenus du moulin à vent pour 10 ans et de la vigne de la ville pour 6 ans. »

Les procès allaient devenir plus fréquents entre les habitants, qui cherchaient de plus en plus à se soustraire à l'autorité des seigneurs, et ces derniers, dont les prétentions augmentaient également.

L'usage était de présenter le pain bénit au seigneur, avant tous les autres paroissiens. Les habitants de Menotey refusaient de s'y conformer, à l'égard du sieur Larquand, sans doute parce qu'il n'était pas seigneur haut-justicier. La cause fut portée devant le parlement de Besançon qui condamna les habitants par la sentence suivante : « Parties ouïes ; nous ordonnons aux demandeurs de présenter à

l'avenir au défendeur et à sa femme, préférablement à tous autres, le pain bénit, en qualité de seigneur moyen et bas justicier de Menotey. »

La France faisait fortifier la ville de Belfort et toutes les communautés de la Comté étaient tenues de contribuer aux frais de ces travaux. La communauté de Menotey avait fait un marché avec Nicolas Jacques et Jean-Claude Mathié, pour travailler, en son nom, à cet ouvrage, moyennant 23 sols par jour. A la fin de l'année suivante, les ouvriers n'étaient point entièrement payés, il leur était redû 139 fr., restant de la somme de 186 fr. pour 54 journées de travail. La Cour condamne la communauté à payer cette somme dans le plus bref délai.

Au commencement de l'année 1690, les habitants reçurent une lettre de M. Claude de Lafond, intendant de Louis XIV et des finances du comté de Bourgogne, annonçant que l'impôt de la province pour l'année courante est fixé à 800,000 livres, monnaie du royaume, pour l'imposition ordinaire, et que la part afférente à la communauté de Menotey est de 1,025 livres, payable en 4 paiements et qui serait recueillie par des jects et répartements sur les habitants.

En même temps que les échevins administraient les affaires de la communauté, les fabriciens géraient celles de l'église. Pour donner une idée de cette administration, nous allons reproduire dans sa forme ancienne, la reddition du compte du fabricien de l'année 1690 :

« Mis en audition de compte, ce jourd'hui 5^e de mars 1690, en la maison curiale de Menotey, par devant Messire Hubert Favier, doyen du décanat de Dole et curé dudit Menotey, en présence de Jacques Morel de Rainans, Humbert Gardet, échevin dudit lieu, Jean-Baptiste Pyard, Claude By, de Menotey, etc...

Compte que rend et rapporte Philibert Bartholet, fabricien en l'église de Menotey en l'an dernier, de la charge

qu'il a eue et gérée des biens et revenus de ladite Fabrique, pendant l'an de sa charge, requérant aussi lui être déduit sur sa recette ce que justement il aura payé et missionné pour l'entretien d'icelle fabrique, et sous la promesse qu'il fait de pouvoir ajouter ou diminuer au présent compte, si besoin fait.

Recette de ce compte : 1^o Rapporte ledit rendant compte la somme de 25 francs 7 sols, qu'il a recueillie par l'église les fêtes et dimanches pendant l'année.

Item : 27 francs 10 sols, pour les prestations de 220 communicants, qui ont donné chacun six blancs.

Item : 25 francs reçus de Pierre Mour pour la fondation qu'il doit annuellement à la lampe du Saint-Sacrement.

Item : 16 sols et demi reçus de plusieurs valets dudit lieu.

Item : 3 francs reçus d'Humbert Gardet, de Rainans, pour avoir fait inhumer sa mère en l'église.

Item : 4 francs et demi du sieur avocat Bouton pour avoir fait inhumer son fils en ladite église.

Item : 10 francs 2 sols reçus de Claude Morel, échevin de Rainans, pour les prestations des communicants de ce lieu.

Item : Pour l'amodiation des fruits des-vignes de ladite fabrique laissée pour la somme de 62 francs.

Item : 8 francs 1 sol reçus le Vendredi-Saint.

Dépenses de ce compte : (Nous ne donnons que les principales.) Requet le rendant compte lui être passée la somme de 26 francs 12 sols, pour l'achat de 28 pintes d'huile, qu'il a employées à l'entretien de la lampe ardente devant le St-Sacrement, apert de son mémoire.

Item : 45 francs 7 sols 4 deniers, qu'il a payés au sieur Villey, pour paiement de tous les cierges et encens à lui fournis pendant l'an de sa charge.

Item : 4 francs et demi payés à Humbert Jacquin, de

Chevigny, pour un millier d'ancelles employées à recouvrir la maison curiale, et 10 sols au même pour une demi-journée pour recouvrir.

Item : 4 francs et demi qu'il doit payer au sieur Favier pour ses réfections des veilles de Pâques, de Pentecôte et jour des Cendres.

Item : 11 francs pour les peines du rendant, d'avoir exercé la charge de Fabricien, blanchi les ornements et autres fonctions nécessaires.

La recette du présent compte se monte et vient à la somme de 166 francs 6 sols et la dépense à celle de 103 francs 18 sols, erreur de calcul sauf, et de mauvais compte à bon. Il résulte que ledit rendant, pour avoir plus reçu que fourni, reste comptable à ladite Fabrique de la somme de 62 francs 8 sols ; laquelle somme il promet payer à Jean Maistre à présent fabricien de ladite église... »

Par ce compte, nous voyons que le fabricien nommé chaque année, administrait simplement les affaires de l'église, sans formalité, sans contrôle, sous la seule obligation de rendre compte aux habitants à la fin de l'année. Les bans n'étaient pas encore une source de revenus pour les fabriques, aussi les ressources étaient-elles modiques et les dépenses du culte forcément restreintes.

Les recettes de la fabrique étaient affectées uniquement aux frais du culte de l'église et non des chapelles, dont l'entretien et l'ornementation étaient à la charge des propriétaires ou patrons de ces chapelles. Il y en avait quatre qui n'en forment plus que deux aujourd'hui. Voici comme elles sont désignées dans les registres du parlement au XVII^e siècle. « Du côté de l'Evangile: La chapelle de St Louis et de St Adrien, à la nomination de noble Ignace-François Larquand de Menotey. Elle a été bâtie en 1521. Du côté de l'Epître : celle de St Pierre et de St Paul, bâtie, comme nous l'avons vu, par J.-Baptiste Pyard, mais dont le fond avait été remplacé. Elle était de la nomination de noble Pierre-Louis de Chaillot, conseiller au parlement.

De l'autre côté ; celle de S^{te} Anne, de la nomination de noble Guillaume Mathrot, seigneur de Preigney, et Vincent Mathrot, seigneur de Pleure. Sa construction est de 1528 (1).

Enfin, celle de Notre-Dame, de la nomination des héritiers de dame Françoise Fauche. »

Les fondateurs ou patrons de ces chapelles nommaient les prêtres, qui devaient y faire les services fondés, et en même temps ils devaient les entretenir dans un état convenable.

Pour donner une idée des mœurs et des habitudes de nos ancêtres à un autre point de vue, nous allons rapporter la formule des contrats de mariage en usage pour les riches comme pour les pauvres.

« Au nom de Notre-Seigneur, amen. Traitant le mariage à faire, s'il plaît à Dieu, si notre mère sainte Eglise et la loi de Rome s'y accordent, conformément au saint Concile de Trente, entre... (suivent les noms des futurs époux) ont été traités et accordés les articles et convenances de mariage qui s'en suivent : 1^o lesdites parties ont promis et juré de se prendre l'un l'autre à loyal mari et épouse le plus tôt que faire se pourra et que l'une des deux parties en requérera l'autre. En faveur duquel mariage le sieur (N.) s'est fait bon et riche de... En même faveur que dessus, ladite future a été faite bonne et riche de... sera entrousselée par ses dits père et mère d'un lit assorti d'un matelas de laine, de rideaux de bergame, d'un traversin de plumes, d'une couverte de laine verte, d'une demi-douzaine de lin-cueils, six chemises, six serviettes, six tabliers, un habit de serge de Londres, tout neuf, pour le jour de ses noces, un cotillon de ratine rouge, avec un autre habit de sargette grise, et un autre cotillon de sargette rouge, avec les menus habits servant à sa personne.

Item : Un coffre de bois de noyer ferré et fermant à clef.

(1) Cette famille possède encore un domaine à Menotey.

Sera douée par son mari pour douaire coutumier de la somme de 40 francs qui lui demeureront pour elle et les siens et lui a promis pour joyaux nuptiaux la même somme de 40 francs. »

M. Jean Dubret, dont nous avons déjà parlé, était recteur d'école à Menotey, depuis l'année 1672. Le 20 avril 1682, la communauté, de l'avis du curé, qui était satisfait de son service, avait fait avec lui un traité, par lequel il s'engageait à servir de maître d'école à la paroisse. La communauté de Menotey fit signifier à celles de Rainans et de Gredisans d'accepter ce traité en ce qui les concernait, parce que Jean Dubret ne voulait reprendre ses fonctions que par suite d'un marché, et le service souffrait en attendant. Jean Dubret, devenu notaire, continue encore quelque temps ses fonctions d'instituteur. Le 2 février de l'année 1691, il expose à la Cour, qu'ayant servi d'instituteur pendant 19 ans consécutifs dans la paroisse, qui ont fini au premier jour de l'an présent, pour un prix fort modique, il lui est dû pour reste de ses gages et pour 5 ans la somme de 124 livres 19 sols par la communauté de Menotey, et 37 livres 19 sols par celle de Rainans ; desquels il n'a encore pu tirer paiement, et demande qu'il plaise à la Cour ordonner aux communautés de faire un répartition, pour lui payer ses gages dans trois semaines. Sur ce, la Cour ordonne que le répartition soit fait dans 15 jours pour tout délai.

Jean Dubret fut longtemps notaire à Menotey. Les minutes de ses actes sont encore conservées dans l'étude, ainsi que celles de tous les notaires qui s'y sont succédé jusqu'à nos jours.

En 1691, dans un inventaire de la succession de Etienne Bolu de Gredisans, nous trouvons la queue de vin estimée à 66 francs et la mesure de froment à 40 sols. Le prix de 66 francs est le plus élevé que nous ayons rencontré pour le vin ; dans certaines années, la queue ne s'élevait pas au-dessus de 30 francs et même de 25 francs.

Le 12 avril 1692, Jean Guillot, vigneron de Menotey, par son testament, lègue à l'église de Menotey 9 francs afin d'y être inhumé, et d'être participant aux suffrages d'icelle. Item aux confréries du St Rosaire et de St Sébastien à chacune 9 francs, afin d'être aussi participant aux suffrages d'icelle. Item différentes sommes à d'autres personnes désignées dans l'acte, afin, dit-il, qu'elles se souviennent de lui dans leurs prières, après sa mort. C'étaient des prières, que ces chrétiens pleins de foi, demandaient en reconnaissance des services qu'ils rendaient ou des libéralités qu'ils faisaient à leurs parents et à leurs amis.

Le 22 mai 1692, la communauté fit usage de son droit de retenue sur la vente des propriétés. Le sieur Jean Byot, de Menotey, avait acheté un demi-journal de vigne, vendu par décret, des biens de Jeanne Page, veuve de François Bolu. Il n'avait pas fait ratifier son achat par les échevins, et la pièce de vigne n'était pas estimée à sa valeur. « Ce que voyant Guillaume Barbier et François Baud, échevins, avaient fait savoir que si quelqu'un voulait surhausser et mettre à sa juste valeur, ils la lui bailleraient. » C'est ce qui eut lieu. Jean-Baptiste Gauthier en offrit 69 francs 15 sols et elle lui fut adjugée.

La même année, Claude Bullet échangea avec Jean-François Prost le moulin à vent avec le bâtiment, la maison y adjacente, ainsi que le jardin, aisances et dépendances d'icelui devant et derrière, aux mêmes charges que Claude Roy et Sébastien Louis l'avaient amodié des habitants en 1679.

Nous trouvons en 1695, le testament d'Antoine Andrey, que nous allons rapporter à cause des legs nombreux qu'il renferme et des dispositions particulières qu'il contient.

« Au nom de la Très-Sainte et Très-Auguste Trinité, Père, Fils et Saint-Esprit, amen. Je Antoine Andrey, de Menotey, vigneron, considérant que par tribu de nature, convient à un chacun mourir et rendre l'esprit à son souverain

Créateur ; pour ce, pendant que, de sa grâce, je suis sain de sens et pensées, quoique débile à cause de mon haut âge, désirant ne passer de ce monde en l'autre, sans avoir testé et disposé des biens qu'il a plu à mon souverain Créateur et Rédempteur me prêter ; aussi bien que de ce que Claude Andrey, mon fils, malade et imbécile d'esprit, a pu hériter des biens de Denise Viennet, sa mère, ma défunte femme : j'ai fait ce mien présent testament noncupatif et ordonnance de dernière volonté, tant sur la disposition de mes biens, que sur ceux dudit Claude Andrey, mon fils, en la manière qui s'en suit : cassant et annulant tous autres testaments, donation à cause de mort ou autres dispositions quelconques que je pourrais avoir faites ci-devant, voulant et entendant que la présente ait seule son effet, quelque clause dérogatoire que je pourrais avoir mise dans les précédentes ; implorant sur le tout la bénignité des lois et droit canon et rejetant la rigueur du droit civil, et veux que si la présente ne vaut comme testament noncupatif, qu'il vaille comme donation à cause de mort ou comme testament privilégié entre père et enfants, et de la meilleure manière qu'icelle disposition puisse et doive valoir : 1^o Je rends et recommande mon âme à mon souverain Créateur, dès maintenant et quand elle sortira de mon corps, à ce que par les mérites de la passion de Jésus-Christ et par l'intercession de la glorieuse Vierge Marie et de tous les saints et saintes du paradis, il lui plaise la recevoir en son saint royaume. Item : j'élis la sépulture de mon corps en l'église de Menotey, au lieu et place où sont inhumés ceux de notre maison, ou autre endroit qu'il plaira au sieur curé du lieu ; et pour pieux légaux tant pour moi que pour ledit Claude, mon fils, je donne et lègue à l'église et fabrique dudit Menotey la somme de 6 francs ; — aux chapelles et confréries du rosaire et de S^t Sébastien, à chacune 30 sols, pour une fois seulement, et ce afin d'être participant aux prières et suffrages d'icelles ; remettant mes

obsèques, enterrement et frais funéraires à la discrétion de mes héritiers ci-après nommés, me confiant en eux qu'ils auront souvenir de moi. Et comme Jacques Andrey, cordonnier, fils de Louis Andrey, mon fils, a levé et s'est fait payer de la somme de 90 francs, qui m'était due par le nommé Lesprit, marchand à Auxonne, pour vente de deux queues de vin, je veux que ladite somme soit employée, comme s'en suit aux œuvres pieuses, savoir : 30 francs pour aider à rétablir la voûte du clocher de l'église — plus 15 francs au sieur curé de Menotey pour dire des messes hautes pour le salut de mon âme. Item : 10 francs au couvent des révérends pères Cordeliers de Dole — 16 francs aux révérends pères Carmes de ladite ville ; — autres 10 francs au sieur curé de Châtenois, aussi pour dire des messes pour le salut de mon âme. Plus aux quatre chasses principales ayant cours en ce pays, à chacune 20 sols ; et pour les autres 11 francs restant ils seront employés pour supplément et augmentation de mes obsèques et frais funéraires, spécialement pour célébrer les vigiles et office des morts tout au long.

Et quant au surplus de mes autres biens dont je n'ai testé et disposé ci-dessus, testerai et disposerai ci-après. Je nomme et institue de ma propre bouche pour mes vrais seuls héritiers, Louis Andrey, mon fils, et Barbe Andrey, ma fille, femme de François Poichot, les instituant mes héritiers par égale part et portion de tous les biens, qui se trouveront m'appartenir après mon décès et trépas à charge de par eux supporter et payer toutes mes dettes et frais funéraires, et de nourrir et alimenter Claude Andrey mon fils, tout le temps de sa vie, en quoi je l'institue encore mon héritier en cas de besoin. Et pour ce qui est du bien de Claude Andrey, et qu'il a emporté de la succession de Denise Vienne, sa mère, comme Dieu l'a privé dudit esprit de pouvoir tester, tant du bien qu'il a emporté de la succession de sa dite mère, que de ceux auxquels je l'aurais institué de mon

chef, s'il avait été capable d'administrer quelque bien. Pour ce sujet, en qualité de père, en me servant des privilèges que la loi m'accorde, je nomme et institue pour héritier dudit Claude, Louis Andrey, son frère, et Barbe Andrey, sa sœur, chacun pour une moitié, égale part et portion... »

Un ject d'une somme de 285 francs 10 sols, fait en 1696, porte sur 87 familles. A l'occasion de ces jects, une difficulté s'éleva entre la communauté et les particuliers qui habitaient la partie de la commune appelée la Forêt et les Baraques. Ceux-ci refusaient de se soumettre aux impositions de la communauté, prétendant que la partie du territoire qu'ils habitaient était une terre de fief, ne relevant que de son seigneur. Mais le 27 août 1696, la communauté obtint de l'intendant du comté de Bourgogne, Claude de Lafond, séant à Gray, une sentence qui condamnait Nicolas Courtois, meunier au moulin Guyot, Mathieu Devaux, Jean Chauvenet et tous les autres particuliers qui résident dans la forêt de St-Vivant et qui y cultivent des héritages, à payer les contributions auxquelles ils ont été imposés, dans tous les départements de la communauté, pour raison de la jouissance qu'ils ont des communaux dudit lieu.

Nous trouvons en 1698 une grande manifestation de la foi et de la religion de nos ancêtres. C'est un vœu solennel par lequel les habitants des trois villages de la paroisse s'engageaient pour eux et leurs descendants à célébrer, comme les jours de fêtes et de dimanches, le 6 juin de chaque année la fête de St-Claude, patron du diocèse. Ils exécutèrent fidèlement ce vœu jusqu'à la Révolution, mais aujourd'hui cet engagement solennel n'est plus même connu de leurs descendants. Nous allons en donner le texte avec les noms de ceux qui y ont pris part au nom de la paroisse.

« L'an 1698, le dernier jour du mois de mai, ont comparu en leurs personnes, Claude Tharvel, Jean-Baptiste

Pyard, Nicolas Mour, Louis Louvaton, Jean-Baptiste Gauthier, François Poichot, Etienne Landry, Claude By, Jean By, Jean-Baptiste Byot, Claude Byot, Constantin de Montureux, Jean Bardet, Louis Andrey, Jean-Baptiste de Montureux, Jacques de Montureux, Antoine Bartholet, Jean Maistre, Pierre Chappuis, Claude Combe, Jacques Courbet, Raymond Courbet, Pierre Fournier, Claude Mouchet, François Mouchet, Jacques Pernin, Claude Pernin, Jean-Claude Barbier, Jean-Claude Chavanne, Jean-Baptiste Gardet, Claude Bullet, Pierre Bouvier, Claude Voilland, Jean Cornu, Claude Varichon, Michel Devent, François Robinet, Pierre Dutru, Ignace Picoulet, Guillaume Barbier, Jean-Baptiste Patin, Jean-Claude Martin, tous habitants et manants de Mehotey : Jacques Morel, Claude Morel, Jean Boiteux, Adam Chaudey, Nicolas Bidez, François Bidez, Jacques Nettement, Jean Villecard, Claude Prequin, Joseph Roidet, Jean Guillet, Sébastien Verne, Humbert Gardet, Etienne Gardet, Jean Quyenne, Louis Munier, Jean-Claude Mathié, Jean Mahon, François Thopenot, tous habitants et manants de Rainans : Jean-Simon Vaucher, Jean-Jacques Gardet, François Vaucher, Jacques Bolu dit Dru, Jacques Bolu, Jean Pehez, Humbert Gardet, Hugues Gardet, Claude Pernin, François Lambelin, Pierre Perron, Jacques Siclet, Jean Bazin, Lazare Gerbaine, Jean Baraz, Emilien Thopenot, tous habitants et manants de Gredisans ; lesquels ont promis et promettent par cette, de et à l'avenir à perpétuité solenniser la fête du Bienheureux St Claude, archevêque de Besançon, tombant le sisième juin, suivant le bréviaire Bisontin, comme les saints jours de fêtes et dimanches, commandés par notre Mère la sainte Eglise, à commencer au 6^e juin prochain de l'an courant ; auquel jour ils promettent de faire célébrer une grand'messe, procession et vêpres, par les sieurs curés ou vicaires du dit lieu, moyennant quoi, ils promettent payer pour la dite desserte 20 sols, monnaie de France, faisant 30 sols, mon-

naie ancienne de la province, par chaque année suivant le vœu que les dits habitants et communautés ont fait, tant pour eux que leurs successeurs habitants et manants des dits lieux, consentant à ce que le présent vœu, pour plus grande validité d'icelui, soit autorisé par Monseigneur l'archevêque de Besançon et enregistré au greffe de l'archevêché, si besoin fait, ainsi qu'aux actes de fondation et vœux de la paroisse de Menotey, dont ce que dessus les dits habitants et communautés de Menotey, Rainans et Gredisans ont requis et demandé acte à Philippe-Eugène Louvaton, notaire royal, en la résidence de Rochefort ; que je leur ai octroyé en présence de Claude Jourdain de Dole, demeurant au dit Menotey et de Pierre Bolu de Gredisans, témoins requis et soussignés, ceux des habitants sachant écrire s'étant soussignés, les autres illettrés, enquis... suivent avec la signature du notaire, 39 signatures des habitants. »

M. Favier possédait des biens patrimoniaux assez considérables pour l'époque, et sa fortune lui permettait de rendre beaucoup de services à ses paroissiens, soit en secourant les pauvres, soit en prêtant de l'argent à ceux qui se trouvaient dans quelques pressantes nécessités. Il en prêta même plusieurs fois à la communauté, pour subvenir à ses dépenses et soutenir ses procès avec le seigneur de Menotey.

Au mois de juin 1700, Monseigneur J.-F. de Grammont, archevêque de Besançon, vint passer quelques jours à Dole ; il y donna la confirmation aux enfants des paroisses environnantes, et en même temps il s'occupa de régler les affaires administratives de cette partie de son diocèse. Pendant le séjour qu'il fit dans cette ville, les habitants de Rainans s'adressèrent à lui, pour obtenir un curé en résidence dans leur village. Ils firent valoir leurs raisons auprès de Sa Grandeur, mais elles ne furent point trouvées suffisantes. Après les avoir entendus, l'archevêque porta le dé-

cret suivant : « Vu la présente requête, les réponses du supplié, les répliques des suppliants, et le tout mûrement examiné en notre conseil : comme il nous a consté que le lieu de Rainans n'est éloigné de celui de Menotey que d'un quart de lieue ; qu'il n'y a aucune rivière, ni ruisseau à traverser pour aller de l'un à l'autre ; que le dit lieu de Rainans n'est composé que de 40 feux ; et qu'enfin ce n'est qu'une chapelle et non une église érigée au dit lieu : Aucune de ces causes ne militant pour obtenir un curé en chef, nous déboutons les suppliants des fins par eux prises, condamnons chaque partie à ses dépens.

Donné à Dole, en la visite générale de notre diocèse, le 24 juin 1700. F.-J. de Grammont, arch. de Besançon. »

Le village de Rainans continua à faire partie de la paroisse de Menotey jusqu'en 1858, époque à laquelle il fut érigé en succursale.

Dans le même temps, une difficulté suscitée par quelques mécontents faillit détruire le bon accord qui existait entre la paroisse et M. Favier. Il eut connaissance d'une plainte formée contre lui, dans laquelle on disait : « Qu'étant curé d'une paroisse considérable composée de trois villages et pourvue de grands revenus, il devait tenir plusieurs vicaires pour la desservir ; qu'étant obligé en sa qualité d'archi-prêtre de s'absenter souvent, les paroissiens pouvaient être frustrés des sacrements en cas d'accident pendant son absence ; qu'il y a quantité de personnes qui ne peuvent se confesser, les unes étant obligées d'aller à Jouhe, Montroland et Dole à ce sujet ; que les religieux de Jouhe et de Montroland se sont plaints d'être accablés des confessions de la paroisse de Menotey ; que pendant son absence les pères des enfants qu'il fallait baptiser ne savaient pas à qui s'adresser ; qu'enfin, au préjudice des anciens règlements concernant les mortuaires, baptêmes et autres qu'on lui a montrés, il ne laisse d'exiger le double, le triple, le quadruple de tout ce qu'il peut avoir. »

M. Favier, étonné de semblables accusations de la part de ses paroissiens, les fit réunir en assemblée ordinaire pour s'expliquer et s'entendre avec eux à ce sujet. « Au lieu de Menotey à une assemblée générale et solennelle, faite sur la place publique, par les habitans et manans du dit lieu, au son de la cloche à la manière accoutumée, s'est présenté messire Hubert Favier, lequel s'est adressé à toute l'assemblée et leur a demandé si c'était de l'avis et de la participation de la communauté qu'on avait fait cette plainte contre lui... Quoi oui par tous les habitans et manans assemblés ; ils ont répondu unanimement n'y avoir eu aucune part ni donné consentement...

De laquelle déclaration, je notaire royal ai octroyé acte à tous les partis. »

DUBRET, notaire.

Ensuite, M. Favier n'eut pas de peine à se justifier de ces fausses et injustes accusations ; il le fit de la manière suivante :

« Il peut dire, avec toute la vérité possible, que de tous les curés du diocèse, il n'y en a aucun qui sorte moins de sa paroisse que lui ; que quand il en sort au temps de Pâques, pour porter les Saintes Onctions, il laisse un ordre très exprès à Messieurs les curés de Biarne, de Jouhe et de Châtenois, pour bien et duement desservir sa paroisse et s'y transporter incessamment quand on y aurait besoin de leur ministère, ce qu'ils ont fait jusqu'à présent, avec toute l'exactitude possible. Il assure qu'il est faux que les religieux de Jouhe et Montroland aient jamais dit qu'ils étaient accablés des confessions de la paroisse de Menotey, puisqu'il est certain, au vu et au su de tout le monde, qu'il y confesse pendant toutes les semaines de l'année, dès le matin jusqu'au soir, tous ceux qui se présentent, sans qu'on puisse dire qu'il en ait jamais rebuté aucun ; qu'assidu comme il l'est au confessionnal, il con-

fesserait aisément une paroisse plus grande ; que s'ils vont à Jouhe et à Montroland, c'est parce qu'ils aiment y aller et non parce qu'il est impossible de se confesser à lui ; qu'au reste, les religieux de Jouhe et de Montroland lui ont souvent protesté qu'ils lui rendraient avec plaisir toutes sortes de bons offices pour la desserte de sa paroisse, toutes les fois qu'il le souhaiterait : qu'il est bien particulier qu'un seul jeune homme de la paroisse lui ayant parlé une seule fois d'un vieux règlement de plus d'un siècle, ils se plaignent de ce qu'il ne l'a pas suivi ; parce que ces sortes de règlements ne se suivent en aucune paroisse du monde ; mais qu'il peut assurer que dans ces sortes d'occasions, il a moins pris pour les mortuaires et les mariages que ses prédécesseurs... qu'il n'a jamais molesté ni par procédures, ni par aucuns frais ceux qui lui doivent le mortuaire de leurs parents ; qu'enfin, les revenus de sa cure ne sont pas, comme on le dit, très-considérables, puisqu'il y a des années où il ne tire que six à sept cents francs de son bénéfice. »

Cette plainte contre M. Favier avait suscité la question des droits curiaux, et le règlement sur les mortuaires et les mariages, dont il est fait mention, et dont nous avons parlé, lui fut notifié à la demande de quelques paroissiens.

Pour terminer cette contestation, M. Favier s'adressa à l'Officialité diocésaine. Dans sa demande il dit : qu'il n'a rien oublié jusqu'à présent, pour vivre avec ses paroissiens, dans toute la paix et tranquillité possibles, qu'il tâchera de conserver pour le temps qu'il sera recteur de la dite paroisse, et pour obvier aux difficultés qui pourraient naître, au sujet de la rétribution des droits curiaux, il souhaite que règlement en soit fait de l'autorité de l'Officialité, pour que chaque parti s'y conforme, et il demande que les habitants soient assignés devant elle à ce sujet.

L'Officialité ordonna, en conséquence, aux deux partis

de se présenter devant elle pour s'entendre sur le règlement des droits curiaux. Les habitants ne comparurent point, et M. Favier maintint son refus d'observer l'ancien règlement dont il était question, s'en tenant à ce qui avait été réglé depuis peu par le Parlement de Besançon, pour des paroisses plus considérables, jusqu'à ce que le règlement sollicité de l'Officialité, vint rétablir le bon accord, qui continua de régner entre lui et ses paroissiens.

Au commencement du XVIII^e siècle, le refroidissement de la foi commençait à faire naître dans les paroisses des difficultés au sujet du paiement des droits curiaux. Quelquefois les paroissiens s'adressaient au Parlement ou à l'Officialité, pour demander un nouveau règlement, dans l'espérance d'obtenir quelque diminution ; d'autres fois, les curés y avaient recours pour maintenir les droits et les usages établis. Comme nous l'avons dit, pour subvenir à la subsistance de leurs pasteurs, au produit des propriétés de la cure et des dîmes les populations avaient ajouté un certain nombre d'autres offrandes, dont les unes, dans le principe, étaient purement volontaires, et les autres rémunératoires de quelques fonctions du Ministère sacerdotal, ou des différents services particuliers qu'elles recevaient de leurs pasteurs. C'est de là que sont venus les honoraires de messes, le casuel pour les baptêmes, les mariages, les enterrements, les bénédictions de maisons, gerbes ou quête de passion, offrandes de bons deniers, etc. Toutes ces offrandes établies par l'usage, acceptées et réglées par l'autorité ecclésiastique, étaient devenues un droit réel et légitime, garanti par la sanction des lois civiles. Il serait trop long de rapporter ici les règlements du Parlement et de l'Officialité statuant sur ces droits et ces usages dans les plus grands détails. Parmi ces usages anciens, il en est un, qui, avec les mœurs et les habitudes d'aujourd'hui, peut nous paraître au moins en dehors des convenances. Le curé devait être invité aux repas de baptêmes, de

fiançailles, de noces, de bénédictions de maisons, lorsqu'il s'en faisait dans les familles, à l'occasion de ces différentes cérémonies dans lesquelles intervenait son ministère, (que s'il s'y fait un paste (repas) il y sera invité, disent les règlements.) Mais il ne faut pas juger les habitudes de cette époque avec les idées que nous avons aujourd'hui. Dans les siècles de foi qui ont précédé la Révolution, le pasteur était regardé comme le père de ses paroissiens ; lorsqu'un événement heureux réunissait les membres d'une famille dans un festin, le pasteur y avait sa place, on tenait à honneur de l'associer aux joies de la famille, et de son côté, il se faisait un plaisir d'y prendre part. La simplicité des mœurs, l'attachement à la religion, que l'on aimait faire intervenir en tout, justifiaient la présence de son représentant, dans ces réunions de familles où tout se passait avec convenance et modération.

Les temps sont bien changés, et c'est le cas de dire : *O tempora, ó mores !*

La confrérie du Saint-Esprit avait conservé quelques vignes qu'elle n'avait pu rétablir. En 1703, elle se décida à les acenser à perpétuité. Dans cet acte d'acensement, sont énumérés les travaux que l'on exigeait alors du vigneron pour la bonne culture de la vigne.

« L'an 1703, le 31 décembre, par devant le notaire royal soussigné, fut présent Nicolas Clément, vigneron demeurant à Menotey, lequel pour lui et les siens, prend et retient par cette à titre d'acensement perpétuel des habitants de Menotey, Rainans et Gredisans, tous confrères de la confrérie du St-Esprit fondée en l'église paroissiale de St Pierre de Menotey, environ trois journaux de vigne, au lieu dit *es Chassagnes*.

..... Le présent acensement perpétuel ainsi fait à charge et condition de par le dit retenant, travailler incessamment au détopistement et amélioration du dit héritage, et le rendre dans 6 ans prochains dûment emplanté de vigne,

pour à quoi l'animer les dits laissants lui en baillent la jouissance gratis et sans en rien rendre les sept premières années, qui ont commencé dès le 1^{er} janvier dernier ; après lesquelles icelui retenant sera tenu, comme le promet de chacun an, tailler, lier, essermenter, paisseler, ébourgeonner, cercler, relever la dite vigne, la fessourer de trois coups, et y faire des fosses au fur de 50 par journal, aux endroits les plus nécessaires, le tout en bonne saison, à dire de gens à ce connaissant, et dont visite pourra être faite tous les ans, afin que s'il y arrive mal façon par la faute du retenant, les dits confrères puissent faire taxer leurs intérêts et pour leur dédommagement arrêter la part des fruits du dit retenant, et même au dit cas rentrer en icelle sans figure de procès ni offense de justice. Plus vendangera icelle à ses frais, au jour du ban, sans retardement, après avoir averti les prieurs du dit Menotey ou leur fermier, pour lesquels il fournira tous vaisseaux et sapines nécessaires, pour entreposer leur part des fruits, qui est le tiers, en temps de vendange, et au trou de la vigne, et les deux autres tiers pour le dit retenant...

Telles étaient les conditions auxquelles la fabrique et les confréries finirent par acenser toutes leurs vignes.

Après la réunion de la Franche-Comté à la France, les communes affranchies ne furent plus aussi indépendantes dans leur administration. Avant cette réunion, la haute justice appartenait au souverain dont les populations préféraient le gouvernement à celui du seigneur. Louis XIV ne conserva pas la haute justice, il l'engagea ou l'amodia à bail à des seigneurs particuliers, qui l'exercèrent à leur profit. Ainsi le 2 mai 1697, il amodia la haute justice de Menotey, pour 29 ans, à M. le comte de Saint-Mauris. Françoise de Millet, veuve de ce gentilhomme, en jouissait encore en 1724, époque à laquelle elle fut adjugée à M. de Chaillot, pour lui et ses successeurs, à charge de payer au roi la somme annuelle de 100 livres. Nous verrons plus

tard la communauté elle-même amodier cette haute justice, pour n'avoir pas à relever d'un seigneur haut justicier et être plus indépendante. Ces nouveaux seigneurs étaient appelés seigneurs *Engagistes*. Ils avaient à côté et au-dessous d'eux les seigneurs en moyenne et basse justice. A cette époque, Philibert Larquand avait succédé à son père; dans la seigneurie en moyenne et basse justice de Menotey. A son instigation, les particuliers qui cultivaient les vignes et les terres de la Forêt refusèrent de nouveau de payer les taxes que leur imposait la communauté ; mais ils y furent forcés par une nouvelle sentence du Parlement.

Dans les 10 années suivantes, nous ne trouvons que quelques démêlés entre les habitants et le seigneur Larquand, souvent pour des choses de peu d'importance. En 1720, un procès plus sérieux s'engagea au sujet de la forêt de St-Vivant. Dans le principe, comme nous l'avons vu, cette forêt appartenait en toute justice aux Bénédictins de St-Vivant. Ils l'avaient d'abord acensée aux habitants de Menotey, et ensuite au sieur Louis Roussot, auquel succédèrent les de Montureux, les Renard et enfin les Larquand. D'après un traité fait avec Louis Roussot (1523), les habitants avaient le droit de prendre dans cette forêt « du bois mort, du mort bois, et le mort sur le vif ; » d'après d'autres conventions, ils avaient aussi le droit d'y faire paître leurs bestiaux, à l'exception des pourceaux, pendant toute l'année ; ils avaient donc intérêt à la conservation de ce bois. Or, en 1719, Claude Jourdain et Joseph Etevenot firent marché avec les pères Bénédictins de Montroland pour le couper. Les habitants mirent opposition, en attaquant Claude Jourdain et Etevenot. Dans la cause de ces derniers intervinrent d'abord les Bénédictins, puis Arnoud Larquand, curé de Champagnez, et son frère Claude-Philibert Larquand, co-seigneurs de Menotey.

« La communauté demandait que Jourdain et Etevenot

soient condamnés aux intérêts et dommages occasionnés par la coupe du bois, et que les sieurs Larquand soient déboutés de leur intervention, comme n'ayant pas droit de les empêcher de jouir du bois et du pâturage de la forêt. »

Les sieurs Larquand, pour appuyer leur droit d'intervention, prétendaient tenir en fief cette forêt. Mais les habitants leur démontraient qu'ils ne la possédaient que par un acensement roturier, le fief étant : « *benevola, libera et perpetua concessio rei immobilis vel ei æquipolentis, cum translatione utilis dominii, proprietate retenta, sub fidelitate et exhibitione servitorum,* » et non une concession avec des charges et des redevances, comme cela avait lieu dans le cas présent pour cette forêt. Les sieurs Larquand prétendaient aussi que cette forêt était un canton à part et qu'elle ne faisait pas partie du territoire de Menotey. Le curé de la paroisse, M. Favier, intervint pour réfuter cette prétention. Le 28 juillet 1720, il délivra aux habitants un certificat qu'ils présentèrent à la Cour, et dans lequel M. Favier atteste « que ceux qui résident sur la dite forêt font tous les actes d'habitans que les autres habitans font eux-mêmes, puisqu'ils font leur communion paschale à Menotey, qu'ils y assistent aux vêpres et aux messes paroissiales, qu'ils y offrent le pain bénit, que leurs enfants y sont baptisés, que l'on les y enterre eux et leurs familles, que personne autre ne leur administre les sacrements et qu'ils y paient la dîme. »

La même année, une contestation qui ne se termina qu'en 1723 s'éleva entre les pères Jésuites et les habitants au sujet de la dîme sur le chanvre. Les Jésuites avaient amodié leurs dîmes sur le territoire de la paroisse à Claude Bernardet, Quentin Choix, etc., stipulant dans le bail, que la dîme se levait de 25 gerbes l'une, sur le blé et sur le chanvre. Or, plusieurs particuliers, entre autres Jean Gardet et Pierre Chapuis, refusèrent de payer la dîme du chanvre

au 25^e, prétendant que pour le chanvre comme pour les menus grains, elle se payait à volonté. Les amodiateurs des dîmes les assignèrent au Parlement, et les Jésuites intervinrent au procès. Les opposants, soutenus dans leur résistance par les habitants, qui leur promettaient de prendre le fait en main au nom de la communauté, refusaient de se soumettre et traînaient le procès en longueur. « De quoi instruits les pères Jésuites se proposaient d'assigner la communauté, mais entrant en transaction, ils firent voir aux habitants le terrier du prieuré et seigneurie de St-Vivant de l'an 1494, dans lequel les habitants de Menotey reconnaissent qu'ils doivent, outre les autres dîmes y contenues, la dime du chanvre et lin de 25 l'une payable au champ, et qu'ils l'ont toujours payée sur ce pied. » Les habitants ont reconnu le droit des pères Jésuites et se sont soumis à payer la dime du chanvre.

La forêt de St-Vivant était une occasion continuelle de procès entre les habitants, le seigneur Larquand et quelquefois les Jésuites. Nous en avons déjà raconté plusieurs, en voici un autre au sujet de la cueillette des glands. Bernard Vyard, fermier du sieur Larquand, fit assigner au Parlement Pierre Chapuis, Claude Jourdain et plusieurs autres, pour être condamnés, tant envers lui qu'au profit de Sa Majesté, aux amendes portées par l'ordonnance, pour avoir pris dans la forêt de St-Vivant et y avoir amassé des glands dans le temps de la glandée dernière. Les pères Jésuites intervinrent dans ce procès, prétendant que ni Sa Majesté ni les Larquand n'avaient rien à percevoir des amendes ; que s'il y avait lieu d'en percevoir, elles revenaient à eux seuls, comme étant seigneurs et ayant la justice haute, moyenne et basse sur la forêt de St-Vivant, ajoutant que les Larquand n'avaient point de justice sur la forêt, puisqu'ils la tenaient à titre de simple cense.

L'ancienne cure de Menotey occupait la partie de la cour actuelle, qui s'étend le long de la route et en face de

la chapelle de la Ste Vierge. Elle possédait un jardin de l'autre côté du chemin. Ce jardin était à la convenance de Jeanne-Claude Favier, nièce de M. le curé et femme de M. Picouteau qui habitait la maison voisine. Elle proposa à M. Favier de l'échanger contre un quartier de pré situé au lieudit *en bas la Courcelle*. M. Favier demanda à l'autorité ecclésiastique l'autorisation nécessaire pour l'aliénation des biens de l'église. L'archevêché délégua M. Febvre, curé de Frasné, pour faire une enquête. Il reconnut que le jardin était d'une plus grande valeur que le pré. M^{me} Picouteau offrit alors avec le pré un quartier de vigne situé à *Chat-pendu*, et l'échange fut autorisé et conclu.

Pendant sa longue administration, M. Favier eut plusieurs vicaires pour lui aider dans ses fonctions. Le premier est M. Louis Sappey, qui occupa ce poste pendant l'année 1692. En 1704, vint M. Menestrier, qui ne resta que trois ans et fut remplacé par M. François Avis. Au mois de janvier 1709, M. François-Marie Verpillat prit possession du vicariat qu'il occupa jusqu'à la mort de M. Favier, et après sa mort, il administra seul la paroisse jusqu'à l'arrivée de M. Bel pendant l'année 1724.

Dès l'année 1721, M. Favier, sentant sa fin approcher, fit son testament. Ce dernier acte de ce saint pasteur a été conservé et il méritait de l'être, parce qu'il est un témoignage de sa grande piété, de son zèle pour la sanctification de ses paroissiens, et de sa sollicitude pour les pauvres de la paroisse à qui il légua la moitié de ses biens. Sa mémoire doit être bénie, aujourd'hui et dans l'avenir, parce que c'est lui qui fonda le bureau de bienfaisance. Voici ce testament :

« Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, amen. Je soussigné Hubert Favier, prêtre, curé de Menotey, sachant qu'il n'y a rien de plus certain que la mort, rien de plus incertain que l'heure d'icelle, dans la crainte d'en être

prévenu, avant que d'avoir disposé des biens, qu'il a plu à mon divin Créateur me donner en ce monde ; j'ai fait mon testament et ordonnance de dernière volonté en la manière suivante : Après avoir recommandé mon âme à Dieu, à la Sainte Vierge, à mon ange gardien, à St Hubert, mon patron, à St Pierre et à St Paul, à St Joseph, à tous les saints et saintes du Paradis : je choisis pour ma sépulture l'église paroissiale de Menotey, et je veux que sitôt après mon décès, mes héritiers ci-après nommés fassent célébrer 500 messes basses dans telles églises que les exécuteurs de mon testament jugeront à propos ; pour rétribution desquelles, il sera payé 200 livres, qui seront prises sur les meilleurs de mes meubles et effets. — Je fonde à perpétuité dans l'église paroissiale de Menotey un anniversaire, qui sera d'une grand'messe, avec les vigiles à la fin, qui se célébrera la première férie de chaque mois, autant que faire se pourra, pour rétribution de laquelle, je donne et lègue pour une fois seulement la somme de 400 livres payables par mes héritiers, au moyen de la remise qu'ils feront au sieur curé, qui me succédera, d'un capital de rente de 400 livres, à choisir par le sieur curé, dans les rentes que je délaisserai, lequel capital de 400 livres venant à être remboursé, les deniers seront employés en acquisition de fonds ou en rentes solvables pour que le revenu ne manque point et que la dite fondation s'exécute toujours. — Je donne et lègue à l'église de Menotey 400 livres pour être employées à la reblanchir, ou à faire des crédences à côté de l'autel conformes au tabernacle, ou à d'autres réparations plus nécessaires, et quoique je ne sois aucunement chargé des réparations de la dite église, spécialement de celles du chœur ; si cependant mes héritiers venaient à être inquiétés pour un fait pareil, et que l'on leur suscitât quelque procès à ce sujet, je veux et entends que la dite somme soit employée à la réparation du chœur de la dite église. — Je fonde à perpétuité dans la dite

église une prière, qui se fera le soir; par le sieur curé du dit lieu ou son vicaire, à l'heure la plus commode pour les paroissiens, laquelle durera un quart d'heure, et sera suivie d'une lecture spirituelle qui durera aussi un quart d'heure au moins ; lesquelles prière et lecture seront ainsi faites pour donner occasion au sieur curé ou à son vicaire de donner quelques avis édifiants aux paroissiens, pour les conserver dans la piété et leur inspirer la crainte de Dieu ; pour rétribution de laquelle fondation je donne et lègue à la cure du dit Menotey la somme de 1,000 livres, pour une fois seulement, payable en argent comptant, s'il s'y en trouve dans mon hérité, et à défaut en rente de ma dite hérité bonne et solvable. Si la dite somme ou partie d'icelle se paie en argent, les espèces qui seront nanties seront employées en acquisition de fonds, ou converties en rentes bonnes et solvables ; et si elles se paient en rentes et qu'elles viennent à être remboursées, le remplacement s'en fera le plus tôt qu'il sera possible, ou en achat de fonds ou autrement, de telle manière que ce ne soit point un obstacle à faire lever la dite fondation. — Je donne et lègue à Jeanne-Claude Favier, ma nièce, la somme de 4,000 livres, monnaie du royaume, pour une fois seulement, qui sera prélevée sur le plus clair de mes biens, après les dits legs pieux et fondations payés. Je lui donne et lègue de plus deux lits garnis, 12 assiettes d'étain, 3 cuillers et 3 fourchettes d'argent, la moitié de tout le linge que je délaisserai et 12 livres de piété à choisir dans ceux qui m'appartiennent et se trouveront existant lors de mon décès, et le tout pour les bons et agréables services qu'elle m'a rendus depuis environ 25 ans et que j'espère recevoir d'elle à la suite. — Je donne et lègue à Auguste Favier, de St-Claude, mon neveu, docteur en droit, une pension annuelle de 100 livres, sa vie durant ; et au cas qu'il eut des enfants procréés en légitime mariage, je leur donne et lègue la somme de 2,000 livres, pour une fois seulement,

laquelle pension cessera dès lors le paiement de la dite somme. Je donne et lègue de plus à ~~mon~~ dit neveu 40 volumes en livres de piété, qu'il choisira dans ma bibliothèque, et comme il y a des auteurs qui renferment plusieurs volumes, j'entends que chaque volume passera pour un livre ; je lui donne et lègue enfin 4 cuillers et 4 fourchettes d'argent. — Je donne et lègue à la chapelle de Lavans, proche St-Claude, lieu de ma naissance, 600 livres, pour une fois seulement, pour être employés à la réparer et pour suppléer à la desserte des fêtes et dimanches, selon qu'il sera jugé plus à propos, par les exécuteurs de mon testament et par les habitants du dit lieu, le tout avec l'agrément de M. le curé de St-Lupicin et de M. le grand vicaire. — Je donne et lègue aux enfants du sieur Marc Clément, procureur à St-Claude et de Thérèse Favier, ma nièce, la somme de 200 livres, pour une fois seulement : Je donne et lègue à Hubert Lugnier, mon filleul, fils du marchand Lugnier, demeurant à Dijon, la somme de 40 livres, pour une fois seulement. — Je donne et lègue aux valet et servante que j'aurai au temps de mon décès, savoir au valet la somme de 30 livres, et à la servante 15 livres, indépendamment de quoi je veux et entends que les gages qui leur seront alors dus, leur soient payés. — Et quant au surplus de mes biens, dont je n'ai testé et disposé, testerai et disposerai ci-après : Je nomme et institue pour mes héritiers, savoir : les pauvres de ma paroisse de Menotey pour une moitié, et pour l'autre mes pauvres parents jusqu'au second degré inclusivement, à leur défaut leurs enfants procréés en légitime mariage, et je nomme pour exécuteurs de mon présent testament les sieurs Déprez, prêtre et curé de Peintre, le sieur Guyon, curé de Champagny, et mon vicaire qui se trouvera exercer cette fonction au temps de mon décès ; lesquels exécuteurs feront un fonds de la moitié de mes hoiries dans laquelle j'ai institué les pauvres de la paroisse de l'avis des anciens habitants du

dit lieu, et le revenu du dit fonds sera distribué à perpétuité aux pauvres, malades, veuves et orphelins et plus nécessairement par les sieurs curés de Menotey, mes successeurs, m'en remettant à leur honneur et conscience, et pour l'autre moitié dans laquelle j'ai institué pour mes héritiers mes dits pauvres parents, les dits exécuteurs en feront la distribution aussi en leur honneur et conscience, sans qu'ils soient obligés de rendre compte à personne de la commission et exécution dont je les ai chargés ; duquel compte, je les alibère entièrement dès à présent et pour toujours, chargeant mes dits héritiers de donner et léguer, comme je le veux et entends, à chacun des dits exécuteurs de mon testament, la somme de 50 livres, pour une fois seulement, pour une légère reconnaissance des soins qu'ils prendront à la dite exécution, prohibant expressément tout inventaire ou dépens incisifs et préjudiciables aux pauvres ; priant Dieu d'avoir pour agréable ce testament, recommandant de l'exécuter ponctuellement : ayant ainsi fait le dit testament, sain de sens, pensée et entendement, grâce à Dieu et l'ayant fait écrire à Menotey en la maison curiale du dit lieu, le 3 du mois de septembre 1721, par Nicolas Saillard, notaire royal. »

« En 1723, Anne-Marie Siboulet, femme de Jean-François Chenu, maître chirurgien, demeurant à Menotey, fonda, par testament, dans l'église de Menotey, la bénédiction du St-Sacrement, qui se donnera le troisième dimanche de chaque mois de l'année à perpétuité, avec l'amende honorable au St-Sacrement qui se prononcera à haute voix par le sieur curé, avant ou après la bénédiction, selon qu'il trouvera à propos en ajoutant le *De Profundis*. »

M. Favier mourut dans un âge très avancé au commencement de l'année 1724 et fut enterré dans le chœur de l'église du côté de l'Evangile. Son testament fut publié à Dole le 11 février. L'exécution en fut longue et laborieuse, mais elle ne donna lieu à aucune contestation. Les exécu-

teurs du testament firent la part des pauvres, en réservant pour être remises au successeur de M. Favier, des créances ou des rentes constituées sur des particuliers. Ils y firent aussi entrer le prix de la bibliothèque estimée à la somme de 1,000 livres et dont la vente ne s'éleva qu'à 480 livres. La part qui revenait aux pauvres était de 9,289 livres, somme considérable pour l'époque. Nous retrouverons le détail des rentes qui la représentaient dans le compte qu'en rendit plus tard M. Bel à la paroisse.

Dans le même temps, la seigneurie partielle de Menotey passa à M. Jean-François de Forest, écuyer, par son mariage avec demoiselle Claudine-Louise Larquand, fille de Philibert Larquand, qui la lui apporta en dot.

En même temps, le bail de la Haute-Justice amodiée à M. de St-Mauris par Louis XIV, expirait. Cette seigneurie fut louée à M. Louis de Chaillot, auquel s'adjoignit M. de Forest, comme cela avait lieu fréquemment. Plusieurs familles, quelquefois même des familles roturières, se réunissaient pour amodier ensemble la seigneurie d'un village. Ce qui donnait ainsi plusieurs seigneurs à une commune à la grande contrariété des habitants. Nous avons lieu de croire que M. de St-Mauris et sa veuve Françoise de Millet exercèrent leurs droits sans mécontenter les habitants de Menotey ; nous ne trouvons aucune trace de contestation entre eux, ni aucune plainte de la part des habitants. Il n'en fut pas de même pour M. de Forest, qui se fit détester par des tracasseries et des procès continuels. Heureusement, la communauté trouva un défenseur énergique dans M. Bel, curé de la paroisse, et dans la protection de quelques familles bourgeoises que possédait Menotey.

CHAPITRE XV

Joseph-Laurent Bel, curé.

1724-1751.

M. Bel était originaire de St-Lupicin, d'une famille bourgeoise. Il avait été curé pendant 30 ans de la paroisse de Lect, avant de venir à Menotey. Il prit possession de la cure le 28 octobre 1724 à l'âge de 54 ans, comme il le signa lui-même en tête du registre de la paroisse en ces termes : « Hesterna die factus est ecclesiæ parochialis de Menotey rector infra scriptus, ad ipsam vocatus e parochia de Lect quam per completos trigenta rexit annos. Bel San-lupiciensis. »

Son prédécesseur avait entretenu la piété dans la paroisse, mais sur la fin de sa vie, il s'était peu occupé du côté matériel de l'administration. La cure était dans un grand état de délabrement ; de nombreuses réparations étaient nécessaires à l'église, les revenus et les propriétés de la cure étaient en ruines. M. Bel se voyait chargé de l'administration du bien donné aux pauvres par M. Favier, administration difficile pour le placement des rentes et la perception des revenus, et pénible pour la distribution des secours, qu'il n'était pas facile de faire au contentement de tout le monde. Aussi, en arrivant dans la paroisse, et en voyant tant de choses à faire ou à restaurer, M. Bel eut-il un moment de déception et de regret d'avoir quitté Lect pour venir à Menotey. Il expose lui même dans une pièce de vers latins la situation de la paroisse à son arrivée et les sentiments qu'il éprouva. Nous sommes porté à croire que

son récit est empreint d'exagération, ce qui ne serait pas extraordinaire en pareil cas. Il s'attendait à trouver tout en bon état; éprouvant une déception au premier moment, il vit la situation plus mauvaise qu'elle n'était réellement. Quoi qu'il en soit, voici ce qu'il nous apprend :

Etat chronologique du curé Bel dans l'église de Menotey (1).

« L'église de Lect nous a eu pendant 30 ans pour recteur, et celle de Menotey déjà depuis 9 ans. Là, nous avons supporté beaucoup de travaux en réparant beaucoup de choses, mais ici des fatigues plus lourdes et plus nombreuses nous attendaient. Car à notre étonnement, nous n'y avons trouvé, à notre arrivée que de tristes ruines de toute part. La clôture du jardin et de la maison était renversée, la maison elle-même en ruines et pas un gond ne restait à ses portes. Les prés, les alentours, les champs, les vignes et le jardin voisin avaient été envahis par fraude et par ruse, avec les

(1) Cronologicus Parochi Bel in ecclesia de Menotey status.

Annis trigenta, rectorem, ecclesia de Lect

Sustinuit, jamjam nos Menothea novem.

Pertulimus longos, reparando multa labores

Illic, at plures hic subiere graves,

Nam nil ni tristes ex omni parte ruinas

Adventu nostro vidimus attoniti.

Horti sive domus septa eversa, ac domus omnis,

Nullusque in portis cardo relictus erat :

Prata, foris, agri, vineæ, vicinus et hortus

Invasa, ut census, ut domus una dolo.

Incultæ reliquiæ vineæ, si longius ires,

Noster in excidio redditus omnis erat.

Indecor in templo sparsus, putredine sacræ

Reacissæ vestes, nulla venusta satis.

Ordine cum nullo pavimenta scabrosa, relecta

Testudo, ruinis turris et alta patens :

Desuper in pessum per totum vitrea fracta,

Atque sepulcreti subruta claustra loci.

At non sint, odio parochorum, hæc dicta priorum ;

Postremus noster, nam, benefactor erat ;

censes et la maison elle-même. Les vignes qui restaient, étaient incultes, et si l'on veut pousser plus loin, tout notre revenu était perdu. Le désordre et le délabrement régnaient dans le temple ; les ornements sacrés étaient déchirés, pas un n'était dans un état convenable. Les pavés scabreux de l'église étaient placés sans ordre, la voûte entr'ouverte et le haut de la tour en ruines. Les vitres des fenêtres brisées de toute part, et la clôture du cimetière renversée. Ce n'est point par haine pour les curés précédents que nous disons ces choses, car notre prédécesseur était bienfaisant pour les pauvres : mais chacun d'eux en amassant des écus, amassait en même temps des ruines, et comme notre prédécesseur donnait ses biens aux pauvres, il ne nous a laissé que des ruines, seul bien que nous avons reçu avec notre titre. O quel soulagement nous avons cherché à notre vie sur son déclin, avons-nous dit à la vue de ces ruines. Il n'y aura donc, hélas, point de limite à la peine et au travail !

Sed quisquis loculos ut cogeret, inde ruinas

Una congessit, ne violaret opes.

Cumque facultates daret ultimus, ipse ruinas

Cum titulo accepi, sed bona cuncta sui.

O quæ labentis quæsitæ solatia vitæ,

Diximus his, meta, heu, nulla laboris erit !

Mutasse in melius, quam spes concepta fefellit !

Perdita quot nobis commoda ! quæ requies !

Heu ! patriam, charos, et parta reliquimus arva,

Quæ remeare pudet vel meminisse piget.

Talibus implicito, placuit, non cedere pœnæ,

Sed suetas ad opus, velle referre manus.

Hinc sedes constructa est jam nova, septaque et horti,

Omniaque in sacra sunt reparata domo :

Reddita sunt etiam quædam, vineæque recultæ,

Succedent, post hæc cœtera, dante Deo.

Quod magis est, fiunt hæc sumptibus omnia nostris,

Et non est, aliquem, qui ferat ullus, opem.

At super his, gregis est et nostræ cura salutis

Urgens, illius perforce vota Deus.

Combien l'espérance d'avoir changé en mieux nous a trompé ! Que d'avantages et quelle position tranquille nous avons perdus ! Hélas, nous avons laissé notre pays, nos amis et les champs que nous avions acquis, choses que nous avons honte de rappeler et dont le souvenir nous attriste. Mais au milieu de tous ces embarras, il nous a plu de ne pas céder à la peine et de remettre à l'ouvrage nos mains accoutumées au travail. Et déjà une maison nouvelle est construite, avec sa clôture et celle du jardin. Tout est restauré dans la maison du Seigneur : quelques revenus nous sont rendus et les vignes remises en culture. Après ces choses, les autres reviendront, avec la grâce de Dieu. Ce qu'il faut remarquer, c'est que tous ces travaux se font à nos frais, et qu'il n'est personne qui nous donne aucun secours. Mais au-dessus de toutes ces choses le soin du salut de notre troupeau et le nôtre nous presse et nous est à cœur : ô Dieu, exaucez les vœux que nous faisons pour lui. »

M. Bel fit construire la cure actuelle, mais il ne put y arriver qu'après beaucoup de démarches et de sacrifices. A son arrivée, il déclara que l'ancienne cure était inhabitable et il loua un logement dans la maison de M. de Desne, chanoine de Dole, en demandant aux trois communautés de la paroisse de faire des réparations à la cure ou d'en construire une autre. Les habitants ne niaient pas la nécessité de ces réparations, mais ils différaient de prendre une décision définitive.

Pour les y déterminer, M. Bel fut obligé de recourir aux voies judiciaires. Il adressa d'abord une requête à l'intendant de la province qui délégua M. Toitot pour faire la visite de la cure. Mais avant la visite, lorsque M. Bel eut fait connaître à la paroisse la requête qu'il avait adressée à M. l'intendant, elle se réunit en assemblée générale le 12 novembre 1724, « et reconnaît que la requête du curé était juste et raisonnable à raison que la dite mai-

son curiale, aussi bien que les granges, écurie et cuverie et la clôture des cours, jardin et verger, sont en mauvais état, la dite paroisse ayant toujours différé les réparations, parce que, outre que le sieur Favier, précédent curé, paraissait très indifférent à ce sujet, ils craignaient encore d'incommoder sa grande vieillesse, et qu'en cet état il ne put pas soigner avec bon effet les dites réparations. Il était absolument nécessaire d'y faire travailler incessamment ; et pour le faire aux moindres frais qu'il se pourra, ils ont déterminé qu'ils supplieraient mon dit Seigneur l'intendant de vouloir consentir et autoriser la visite et le devis estimatif qu'ils en feront à l'amiable entre eux et le dit sieur curé et ainsi que les prix faits des dites réparations qu'ils feront dans les meilleures formes. Ensuite que les sommes qui seront nécessaires seront réparties sur les trois villages entre eux suivant l'usage et ensuite sur chacun des habitants au sol la livre, sauf au dit sieur curé, s'il n'est pas content de ce qui sera déterminé à l'amiable, de se pourvoir par devant M. l'intendant. De ce délibéré : ont signé les échevins et principaux habitants, 27 février 1725. »

Le 29 avril, les habitants n'ayant encore fait aucune démarche pour mettre à exécution leur projet, M. Bel leur fit signifier par l'huissier Philibert Brune de la Chambre des comptes de Dole d'avoir à s'en occuper le plus promptement possible. Dans une première visite de M. Toitot, on avait décidé de construire une cure nouvelle. Pour activer la réalisation de ce projet, le 20 mai, M. Toitot fait signifier aux habitants qu'il se transportera à Menotey le 28 courant, pour soumettre les plans à leur approbation définitive. Le jour fixé, M. Toitot assemble la communauté au son de la cloche, et lorsque les échevins Philibert By et Jean-Claude Monnet, assistés des notables et des échevins de Rainans et de Gredisans, sont réunis, il leur soumet les plans de l'architecte Lanchenu, auxquels ils déclarent s'en rapporter sauf quelques modifications,

et ils le prient de continuer le devis et l'estimation des travaux. Ce devis s'élève à la somme de 4,713 livres, pour la construction de la maison et des murs de clôture de la cour et du jardin. Le 10 août, l'adjudication de ces travaux avait lieu au rabais sur la place publique de Menotey, par-devant M. Toitot. Cette entreprise a été adjugée à Pierre Michalet, maître charpentier de Dole, qui a pris pour associé Joseph Etevenot de Menotey, pour la somme de 4,800 livres.

Les travaux commencèrent de suite et furent continués l'année suivante. Mais comme les communautés ne s'étaient pas encore mises en mesure de trouver de l'argent pour payer les entrepreneurs, M. Bel leur avança une somme de 1,600 livres. Il fit plus tard un second paiement d'une pareille somme dont les habitants promirent de lui tenir compte. La construction de la cure fut terminée sur la fin de l'été de l'année 1727, et M. Bel y entra le 1^{er} novembre. Les communautés n'avaient toujours point d'argent pour achever de payer les entrepreneurs. M. Bel avait encore en mains 2,600 livres de l'argent des pauvres qu'il n'avait pas pu placer et qui ne rapportaient point d'intérêt. Il fut convenu avec l'autorisation de l'intendant, que cette somme serait répartie sur les communautés de la paroisse, pour être employée dans ce but, moyennant l'engagement qu'elles prendraient d'en payer perpétuellement la rente à l'administrateur du bien des pauvres, jusqu'au remboursement du capital.

M. Favier avait cédé à sa nièce, M^{me} Picouteau, le jardin de la cure situé en face du chœur de l'église, en échange d'un pré et d'un quartier de vigne. M. Bel trouva cet échange préjudiciable aux intérêts de la cure ; il prétendit que la valeur du jardin était beaucoup plus considérable, il fit tout ce qu'il put pour obtenir l'annulation de la vente, et rentrer en possession du jardin, sans pouvoir y réussir.

En fondant une prière journalière, que le curé devait

faire toute l'année à l'église, M. Favier n'avait écouté que son zèle pour la sanctification de ses paroissiens ; il n'avait pas considéré la lourde charge qu'elle imposait à ses successeurs, ni la difficulté qui empêcherait le plus grand nombre des habitants d'y assister pendant la plus grande partie de l'année à cause de leurs travaux. Aussi M. Bel n'accepta le capital de 1,000 livres donné pour cette fondation, qu'à la condition que les héritiers se contenteraient de la promesse qu'il faisait d'accomplir ce qui serait réglé par l'évêque diocésain, à raison qu'il n'était pas possible à un seul curé et même à deux prêtres de la remplir exactement ; qu'elle était en cela trop onéreuse aux curés de Menotey ; d'ailleurs, en quelque façon inutile aux paroissiens, qui, étant tous vigneron sans exception, ne pourraient pas quitter leurs journées pour assister sur le tard, à l'heure qu'ils vont souper, à un office qui les occuperait plus d'une heure. Que, de plus, l'honoraire du service était trop modique, vu qu'il fallait payer l'amortissement qui s'éleva à plus de 100 livres, et que les rentes qui étaient au 6 furent réduites au 3 et même au 2 et demi.

M. Bel écrivit dans ce sens à monseigneur l'archevêque, le priant d'ordonner d'autres œuvres pieuses, en place de la prière, lecture et instruction d'environ une heure, qui, après le service d'une paroisse et dans une grande église, comme celle de Menotey, ruinerait en 15 jours le plus fort tempérament.

Avant de rien statuer, monseigneur demanda l'avis des fabriciens. Ceux-ci répondirent : que la rente, comme elle était réduite était trop modique pour la rétribution du sieur curé, et que la paroisse n'étant composée que de vigneron, qui restaient ordinairement à leur journée jusqu'à la nuit, on ne pourrait assister régulièrement à la dite prière qu'une partie de l'hiver.

Après avoir pris toutes les informations nécessaires, l'archevêque, par une ordonnance du 7 septembre 1728, ré-

duisit le service de cette fondation, « à la prière tous les jours ouvriers de l'Avent et du Carême, avec une brève réflexion lue ou prononcée par manière d'instruction. »

La dîme des fruits du territoire de la paroisse était un des principaux revenus du curé. M. Bel chercha les moyens les plus convenables pour en régler la perception. Les dîmes de la paroisse se partageaient entre le curé et les prieurs de Jouhe. Ces derniers amodiaient habituellement leur part à des particuliers, avec qui il fallait faire le partage de ce qui revenait au curé. C'était une source de travail et d'ennui. Pour éviter cet inconvénient, M. Bel amodia la part des Jésuites, pour n'avoir rien à démêler avec leurs amodiateurs. Le bail fut passé au prieuré de Jouhe, le 6 avril 1726, avec le père Dupuis, procureur du collège de Dole, pour la somme de 1,000 livres, monnaie du royaume, sans que le sieur Bel puisse prétendre aucune diminution pour orval commun, comme grêle et gelée, sauf le cas réservé par le droit, le présent bail pour 9 ans. Au mois de janvier 1735, ce bail fut renouvelé encore pour 9 ans, après lesquels M. Bel, sans doute fatigué de l'embaras que lui donnait la perception de toutes ces dîmes, prit le parti de s'en décharger complètement. Non-seulement il renonça à percevoir la part des Jésuites, mais il amodia même sa part.

Le 7 août 1746, il passa un bail avec Etienne Paget et Guillaume Bouleron, de Menotey, par lequel il leur laisse pour la somme de 800 livres, monnaie du royaume, toutes les dîmes qu'en sa susdite qualité de curé, il a droit de percevoir sur les territoires de Menotey, de Rainans et de Gredisans, consistant, savoir : en la moitié de celles à percevoir sur le territoire de Gredisans et de trois portions sur dix de celles de Menotey et de Rainans. En 1750, il fit un nouveau bail avec Guillaume Bouleron et Joseph Beurgiard, pour la somme de 848 livres, en présence de Joseph Berthet, de Menotey, et Claude Bourcet de Tervay.

Pour taxer la dîme des vins, chaque année, après l'époque du soutirage, des experts nommés par les déçimateurs, après avoir prêté serment de bien vaquer en conscience à leur commission, se transportaient avec les échevins de chaque village, dans les caves des particuliers, et chacun devait leur déclarer en conscience la quantité de vin qu'il avait récolté afin d'être taxé en conséquence pour la dîme.

En 1726, Claude Rigou, de Menotey, Pierre Gardet, de Gredisans, et Sébastien Blaud, arpenteur, résidant à Billey, firent la taxe des dîmes du vin récolté cette année sur le territoire de la paroisse. Suivant les déclarations qui leur furent faites par chaque particulier, la récolte totale s'éleva pour Gredisans à 190 queues pour 31 caves, pour Menotey à 517 queues dans 89 caves, et pour Rainans à 209 queues pour 36 caves visitées. Cette année avait été très mauvaise, puisque l'année suivante nous trouvons une estimation de 1,766 queues pour Menotey, 721 pour Gredisans et 635 pour Rainans, et en 1730, 1,792 queues pour Menotey et 725 pour Rainans.

En 1731, M. de Moiriat, seigneur engagiste de Rainans, refusa l'entrée de sa cave aux commis qui se présentaient pour en faire la visite pour la taxe de la dîme. « Ceux-ci accompagnés de l'échevin, lui ayant (disent-ils dans le procès-verbal dressé contre lui) demandé civilement l'entrée de sa maison et de ses caves, pour compter et taxer, pour la dîme, tant les vins qu'il a faits lui-même que ceux que les vigneronns y ont déposés, le dit M. de Moiriat, cadet, nous a répondu, en l'absence de son aîné, qu'il ne souffrirait jamais qu'on visitât ses caves, quand il serait le vacher du village, il ne le permettrait pas ; que nous n'étions pas capables d'entrer dans sa maison, qu'on devait se contenter de ce qu'on avait reçu et qu'on était bien heureux de l'avoir.

Naturellement, le curé ne pouvait pas par lui-même

percevoir toutes ces dimes, il s'associait quelques particuliers à qui il en laissait une partie. En 1732, la dime du vin perçue par M. Bel et ses deux associés, Prequin et Jourdain, s'éleva à 91 queues, une feuillette et 32 pintes. « De laquelle quantité le sieur curé devait tirer de sa part de curé 27 queues, une feuillette et 9 pintes et demie. Le surplus qui est de 64 queues et 22 pintes et demie, partagé en cinq portions dont le curé en a 2 et Prequin et Jourdain chacun une et demie en ajoutant ce qui est redû faisant 65 queues, il en revient 26 queues au curé, et 19 queues et demie à Jourdain et autant à Prequin. Il en revient donc au curé tant pour sa cure que pour 2 parts de ceux de la dime des Jésuites, 53 queues, une feuillette et 9 pintes et demie. » Fait le présent compte le 11 décembre 1732.

Comme il est facile de le voir par un calcul basé sur les données précédentes, la dime ne formait pas un revenu exorbitant pour le curé. Le prix moyen de la queue de vin était alors d'environ 30 francs ; cette année il en a reçu 53 queues, ce qui faisait une valeur de 1,590 francs : sur quoi il avait à payer 1,000 fr. pour l'amodiation de la part des Jésuites, ce qui réduit le produit de cette dime à une somme de 590 fr.

M. Bel tenait à conserver tous les droits de la cure et il eut un procès avec les Pères Jésuites au sujet des *dîmes novales*, qu'il prétendait avec raison appartenir tout entières au curé. Un de ses prédécesseurs, M. Remy Doccors, plaidant pour la même cause avec les Bénédictins de St-Vivant, avait obtenu du Parlement une sentence qui condamnait les prétentions des prieurs sur les dîmes novales.

Pour s'assurer de la légitimité de son droit, M. Bel consulta un jurisconsulte. Voici, en abrégé, la réponse qu'il reçut : « Les curés de Menotey sont en droit de se faire adjuger les dîmes novales de la paroisse de ce lieu, à les demander dès 40 ans, parce que le privilège, qui a été ac-

cordé au prieur de St-Vivant, de lever une portion de dîmes sur la paroisse, ne peut pas s'étendre aux novales, parce que les novales n'étaient pas lors de la concession du privilège ; ergo nec concessa. Ils doivent même faire constater de ce privilège ou de la reconnaissance qu'ils font annuellement à l'église de Menotey, avec leur possession immémoriale ; à défaut de quoi, leur possession même de mille ans ne leur peut pas profiter pour les dîmes ordinaires qui, dans ce cas, appartiendraient au curé. A plus forte raison la dime novale de la paroisse appartient au curé, ce droit lui est acquis naturellement sans autre titre que celui de son clocher, et il est incontestable non-seulement parce qu'il y a jugement rendu par l'Official de Beaumont qui lui adjuge la dime sur les prieurs, et possession immémoriale en conséquence du jugement sur le village de Gredisans.

Il en conste, parce que le dit sieur curé qui n'a que trois parts de dix dans les dîmes des deux autres villages, ne peut tirer à Gredisans la moitié de la dime ordinaire, que par l'accord qui a été fait entre les dits prieurs et curés de Menotey, ensuite du dit jugement, pour éviter des difficultés dans la perception des dîmes de vin avec les particuliers de Gredisans, qu'on n'aurait pas pu obliger à cuver à part les vins provenant dans leurs vignes de novales, pour en rendre la dime juste au curé, et en faire partage si on les avait cuvés avec les vins des anciennes vignes...

Il est très clair que cet accord ne peut regarder que les novales plaidées, et ne comprend pas les avenirs, et comme ce qui est novale une fois l'est toujours (novale semper est novale), il suit que le curé de Menotey doit toujours jouir de la moitié de toutes les dîmes de Gredisans, et par dessus de la dite moitié, prendre seul les novales récentes, c'est-à-dire la dime des terres défrichées depuis le dit jugement.

A l'égard des deux autres villages, le curé n'est pas

moins fondé à y percevoir seul la dîme novale, les prieurs de St-Vivant ne pouvant avoir aucun privilège particulier sur ces deux contrées, par rapport aux droits du curé, etc....»

M. Bel continua les traditions de dévotion de ses prédécesseurs et de la paroisse envers Notre-Dame de Montroland. Nous le voyons conduire la paroisse en procession au sanctuaire de Montroland, le jour de la fête de Saint-Claude, qui par suite du vœu des habitants était sanctifié comme les jours de dimanche.

L'année suivante 1727, le 1^{er} décembre, M. Bel fit avec les habitants de Gredisans un traité par lequel il promet et s'oblige de dire ou faire dire chaque dimanche et fête commandée par notre Mère Sainte Eglise, en la chapelle du dit Gredisans, une messe basse à l'heure qui lui conviendra, pour ne pas incommoder le service de la paroisse et ce pendant qu'il le pourra faire, ou qu'il lui sera permis, et ce, pour et moyennant la somme de 90 livres, monnaie du royaume, y comprenant la procession des Rogations, et les offices qui se font dans l'octave de la Fête-Dieu, et le jour ou lendemain de la fête Conception de la sainte Vierge, patronne du dit Gredisans..... de plus promettent les dits échevins et habitants donner au sieur curé la réfection corporelle, le jour de fête Conception ainsi que le jour de la procession des Rogations, et lui fournir le vin pour célébrer les messes et même une écurie pour mettre son cheval quand il ira.....

Cette desserte dura jusqu'en 1750, sauf une interruption de quelques mois en 1748, par suite du retard mis à renouveler la permission du binage. L'âge avancé de M. Bel ne lui permit pas de continuer plus longtemps ce service.

« Le 28 février 1726, Anne Pernin, veuve de François Gauthier, manouvrier au dit lieu de Menotey, fonda une grand'messe, avec les vigiles, qui sera dite annuellement par le sieur curé au Maître-Autel pour le repos de son

âme, le lendemain de St^e Anne à perpétuité, et rétribuée par le revenu annuel d'un quartier de vigne, situé rière Menotey, lieu dit : Au moulin à vent. »

M. de Forest, comme nous l'avons dit, était devenu seigneur engagiste de Menotey. Au mois de décembre 1726, il présenta à M. le grand Maître de la province une requête, dans laquelle il expose : qu'en sa qualité de seigneur de Menotey, la forêt de la petite Serre lui appartient en propriété et que les habitants de Menotey n'y sont qu'usagers. Cette prétention révolta les habitants qui avaient toujours joui de la Serre en toute propriété, sans que jamais aucun seigneur ne les ait troublés dans leur possession. Ils défendirent leur droit dans un procès qui se prolongea pendant toute la durée du bail de M. de Forest, qui, plusieurs fois condamné, cherchait continuellement de nouveaux prétextes pour arriver à ses fins.

Nous reviendrons plus loin sur ce procès ; nous allons parler d'une contestation d'un autre genre qui causa beaucoup d'ennuis au curé et à toute la paroisse.

Les seigneurs avaient droit à une place spéciale dans les églises, et le curé devait leur présenter l'eau bénite, à l'aspersion de la messe, avant de la donner aux autres paroissiens. Ce droit honorifique n'avait pas été en usage dans la paroisse, avant M. de St Mauris, premier seigneur haut justicier de Menotey. M. de Forest se montra d'une hauteur et d'une exigence extraordinaire dans la réclamation de ce droit, comme on en peut juger par le récit que nous allons faire.

Le 4 février 1726, M. François de Forest, chevalier de l'ordre militaire de St Louis, capitaine au régiment de Saint-Simon, comme seigneur de Menotey, fait signifier aux échevins, qu'en sa qualité de seigneur, il doit avoir une place dans l'église et qu'ils aient à lui laisser placer son banc, dans l'endroit où il doit être, se soumettant à le placer à ses frais, grâce qu'il veut bien leur faire, et ce, dans la huitaine à peine de dépens.

Après cette sommation, les fabriciens firent mettre le banc de M. de Forest du côté de l'Épître à une toise plus bas que le balustre à la place où était celui de M. de S^t Mauris, précédent seigneur engagiste. M. de Forest voulait une place plus élevée. Il y avait, comme aujourd'hui, un banc près de la porte de la sacristie du côté de l'évangile, où M. Bel se plaçait pour les vêpres et les autres offices. M. de Forest réclama l'enlèvement de ce banc pour placer le sien. M. Bel eut à ce sujet une contestation très vive avec lui en présence de F. Bernard, supérieur des Carmes Déchaussés de Dole. Le père Bernard rapporte que « M. Bel lui représenta, qu'il n'avait pas le droit d'ôter le banc du chœur étant celui où il faisait ses offices ; qu'il devait se contenter de la place qu'avaient occupée ses prédécesseurs ; qu'il y avait un édit du roi de 1715, qui enlevait aux seigneurs engagistes les droits honorifiques, pour ne leur laisser que les revenus des seigneurs ; que nonobstant il voulait bien lui accorder l'eau bénite et lui laisserait son banc et que le sieur de Forest convint que le curé mettrait son banc entre la porte de la sacristie et le sien. »

Quand M. de Forest réclama l'enlèvement du banc qui était près de la porte de la sacristie, M. Jacques Bonvalot s'y opposa, en se portant comme propriétaire du banc et de la place, comme descendant des Thiébault, qui avaient fait le banc et obtenu, comme nous l'avons vu, sous le curé Bonvalot, le droit d'y occuper une place. M. de Forest l'assigna à la Cour. M. Bonvalot fit valoir ses droits et prouva par témoins qu'il avait toujours occupé ce banc, néanmoins M. de Forest s'appuyant sur ses droits et sa qualité de seigneur obtint une sentence ordonnant l'enlèvement du banc. Personne ne voulait se charger de l'enlever, et le 4 mars, l'huissier Nicolot Paget vint pour exécuter la sentence et requit moyennant salaire Claude Mouchet et Antoine Vaucher pour lui aider. Le sanctuaire de l'église était fermé, il requert le fabricien Bouillot de lui donner la clef

du balustre ou de lui en faire l'ouverture. Il répond que les clefs sont à la cure et que le curé ne veut les donner qu'après avoir assemblé la communauté. Il se présente à la cure et demande les clefs à M. Bel, pour faire enlever le banc du sieur Bonvalot. Le curé demande qu'on lui fasse voir la sentence. L'huissier lui en fait la lecture, après laquelle le curé dit avec mépris, qu'il convenait bien à un juge d'ordonner semblable chose, que cela n'était point de sa justice, et qu'il ne convenait pas non plus à un sergent d'enlever un banc dans son église. L'huissier fit commandement au sieur curé de lui remettre la clef, ce qu'il refusa tranchément ; après quoi l'huissier rédigea une protestation contre M. Bel et s'en retourna.

Le lendemain, le même huissier se présenta de nouveau avec Jean-Claude Janin, de Dole, et deux vigneron de Menotey, pour lui aider dans son exécution. Il fit sommation, au nom du roi et de la justice, à Jean Bouillot, fabricant, de lui faire l'ouverture du sanctuaire. Cette fois, Jean Bouillot se soumit et donna les clefs. Alors, l'huissier enleva le banc qu'il déposa sous le portail de l'église et il mit celui du seigneur en place, puis il donna acte de cette exécution au curé et au fabricant, comme dépositaires des clefs et les rendant responsables, en cas qu'on vint enlever de nuit ou de jour le dit banc, comme on le craignait à cause de l'irritation de la population.

M. Bel ne voulut pas laisser ignorer à Monseigneur l'archevêque de Besançon ces actes de tyrannie du seigneur qui bouleversait la paroisse, et, en son nom et au nom de ses paroissiens, il réclama l'intervention de l'archevêque au sujet des bancs et de l'eau bénite exigés par les seigneurs engagistes. Voici la requête qui fut adressée à Monseigneur : « A son Altesse Monseigneur de Grimaldi, des princes de Monaco, archevêque de Besançon, prince du St Empire, etc., sur les prétentions des Engagistes des domaines du roi en Franche-Comté à l'égard des bancs dans

les chœurs des églises et de l'eau bénite. Le roi, par l'édit portant aliénation de ses domaines avait cédé aux acquéreurs les droits honorifiques qui y sont attachés ; mais lui ayant été remontré en son conseil, que les ventes qu'on en avait faites n'avaient pas rapporté le fond qu'on en attendait, les dits acquéreurs n'ayant payé que sur le pied des revenus annuels, par son édit du mois de mai 1715, visé de messire Le Guerchois, intendant de cette province, le 13 juin de la même année, il révoqua absolument la cession des dits droits honorifiques et déclara que les dits acquéreurs ne jouiraient précisément que des revenus annuels des dits domaines. Il est constant que le droit d'avoir l'eau bénite et un banc dans la place la plus honorable du chœur des églises, après ceux des curés et des ministres des saints autels, est compris dans ces droits honorifiques, ainsi il est révoqué par ce dernier édit. Il ne conste pas d'ailleurs que le roi ait fait un édit contraire en faveur des nouveaux Engagistes. Au contraire, comme leurs engagères sont à réachat perpétuel, au lieu que les précédentes étaient pour 29 ans, ces nouveaux Engagistes doivent avoir moins de droits que les anciens parce qu'on peut les priver et rentrer dans les domaines engagés du jour au lendemain, et en ce cas, à quoi bon leur serait un banc dans un chœur d'église, qu'ils ne seraient point sûrs de garder longtemps, et qu'on pourrait leur faire ôter en peu de jours pour y substituer celui de l'Engagiste qui leur succéderait.

Nonobstant cet édit de révocation des dits droits honorifiques, les dits nouveaux Engagistes se font donner l'eau bénite, et ont la plupart placé leur banc dans les chœurs. Il s'en est même trouvé qui, peu satisfaits de la place qu'occupaient leurs devanciers, ont sommé les paroissiens de mettre les leurs plus honorablement, et même sous prétexte qu'ils ne pouvaient pas être de cette sorte et avoir la place la plus haute et la plus près du balustre de communion, qu'en ôtant le banc où le curé fait ses offices,

l'ont fait enlever et jeter hors de l'église pour y substituer le leur. Or, il faut remarquer que ces Engagistes sont rarement au singulier dans une paroisse, il y a des lieux où ils se sont joints plusieurs et jusqu'à 16 et plus de 20 pour prendre l'engagère d'une seule seigneurie, et même que la plupart sont gens sans qualité ni distinction, plusieurs mêmes de simples paysans. De sorte que si tous ces nouveaux seigneurs veulent tous avoir l'eau bénite et leurs bancs dans le chœur de l'église de la paroisse de leur seigneurie, à peine le chœur les pourra contenir, il n'y aura plus de place pour les prêtres, même le curé sera mis dehors, ou obligé de faire ses offices ayant au-dessus, ou tout au moins autour de lui une troupe de ménages, de femmes, de filles et même de domestiques ; et il faudra, qu'après s'être instruit de l'ordre et du rang de tous ces différents seigneurs, il tortille sans cesse d'un banc à l'autre pour leur porter l'eau bénite, ou pour pouvoir aborder les saints autels. Les pauvres paroissiens seront détournés de leur dévotion, en regardant leur église comme un théâtre de vanité. Pour ne pas incommoder cette troupe de seigneurs et de dames et pour éviter la confusion, ils n'oseront pas approcher la sainte table ; personne n'aura la liberté entre les séculiers d'entrer dans les dits chœurs pour y chanter et répondre les saints offices, crainte d'en être chassé honteusement, s'il s'y avance plus haut que le banc du seigneur, ou si sa voix fatigue ses oreilles. On sera absolument dégoûté d'orner les églises, particulièrement les chœurs, si on souffre que ces seigneurs lèvent et arrachent impunément ce qu'on y aura fait pour leur décoration, pour y substituer leur banc. Enfin, ces engagères étant révocables à volonté, ces bancs seront remués toutes les fois qu'on changera d'Engagistes, la place de celui de l'ancien ne plaisant pas au nouveau ; ce sera un mouvement perpétuel et un continuel désordre.

Ce sujet est, Monseigneur, trop intéressant à l'honneur

de Dieu et à celui de l'Eglise, pour être caché à l'attention du sage et prudent ministère, qui suit et qui anime la piété du roi. On n'entend pas que le privilège accordé au haut justicier d'avoir des bancs dans le chœur des églises passe à ces Engagistes, les autorise à les défigurer et à y mettre la confusion, et votre Altesse est très humblement suppliée, par tout le zèle qu'elle témoigne pour le bon état de son grand diocèse, de demander à la Cour un règlement contre les prétentions des Engagistes à l'égard des dits bancs et de l'eau bénite, et ce, pour conserver le bon ordre dans les dites églises et y contribuer par là à l'édification des fidèles.

Cette demande était bien juste ; mais en attendant un règlement définitif, les choses restaient dans le même état. Après l'enlèvement du banc placé près de la porte de la sacristie, M. Bel se plaça sur une chaise dans le sanctuaire de l'église. M. de Forest ne voulut pas l'y supporter. Il prétendit qu'il devait se mettre, avec tous ses chantres, au-dessous du balustre, à l'entrée de la chapelle du Rosaire, dont l'ouverture en biais était faite dans ce but. Et le 12 du mois d'août, il adressa une plainte à l'archevêque contre lui. En voici le résumé :

M. de Forest expose : « Qu'en qualité de seigneur haut justicier, il a droit d'avoir une place dans le chœur de l'église, et par distinction sur tous autres. C'est en cette qualité, qu'il a placé un banc du côté de l'évangile, éloigné de la table de communion de quatre pieds et demi, qui n'est pas incommode aux fidèles qui s'approchent de la communion.

Mais le sieur curé Bel, animé d'un esprit inquiet et turbulent, s'est avisé dès environ trois ou quatre mois, de changer de place lorsqu'il chante les offices ; c'est-à-dire, qu'au lieu de se mettre à son lutrin, qui est à la droite du chœur où il a chanté même plus d'une année, avec son maître d'école et ses paroissiens, il vient se placer dans

le sanctuaire au-devant du banc du suppliant pour y chanter, ce qui donne lieu à une foule de paysans, de s'y placer et d'y chanter avec lui, et empêchent par là que le suppliant découvre à peine l'autel. Ce curé ne s'en est pas tenu là : depuis environ 15 jours, il s'est avisé de placer une chaise à bras, au-devant du banc du suppliant, entre la table de communion et le dit banc, et de placer un pupitre attaché avec une corde sur la table de communion et en deça au-devant du banc du suppliant. Il est aisé de voir que toutes ces nouveautés n'ont été pratiquées que pour contrarier et inquiéter mal à propos le suppliant, puisque le lutrin ordinaire a toujours été placé à droite du chœur, dans la chapelle du Rosaire, où il y a des bancs tout autour et une place de distinction pour le sieur curé. Ce considéré, il plaise à Votre Grandeur, ordonner de chanter dans l'endroit accoutumé, avec défense de se placer dans le sanctuaire, et d'enlever la petite chaise mise vis-à-vis le banc du suppliant. »

Monseigneur délégua le sieur Quinot, doyen rural du décanat pour examiner et arranger ce différent. M. Quinot vint à Menotey, le 21 août. Il fit appeler M. de Forest ainsi que les principaux habitants. Lorsqu'ils furent tous réunis dans l'église, M. Bel, sans se laisser intimider par la présence du seigneur, présenta sa défense. Nous en reproduisons le résumé. S'adressant à M. Quinot, il lui dit : « M. Quinot, je vous prie d'insérer dans le procès-verbal de la visite les remontrances suivantes : savoir, que je veux bien comparaître à la dite visite, sans y avoir été assigné, comme M. de Forest l'eût dû faire, et simplement sur l'invitation que vous m'en avez faite, afin d'éviter au dit sieur de Forest les frais d'assignation, pour marquer ma prompte soumission aux ordres de mes supérieurs, et lui faire connaître que je ne crains point les préventions qu'il leur a voulu donner contre moi, en me traitant d'esprit turbulent et inquiet, caractère aisé à reconnaître dans celui

qui anime le dit M. de Forest, par ce que j'ai ici à vous exposer en sa présence et celle des principaux de mes paroissiens.

Comme les faits dont il s'agit doivent directement être portés en justice ordinaire et contentieuse, je pourrais demander d'y être renvoyé ; mais, non-seulement je veux bien comparaître à votre visite, sans assignation, mais encore répondre à sa requête en justice gracieuse, et par là, renoncer aux frais dont il me devrait rembourser, si nous plaidions en toute autre Cour, la plainte qu'il a formée contre moi n'étant ni juste, ni légitime, ni raisonnable. Pour vous le faire connaître, Monsieur, j'ai invité Claude Jourdain, échevin l'an dernier, avec Jacques Gardet, son consort, Claude André, échevin l'an présent, Jean Bouillot, fabricant, Philippe Louvaton, notaire, et Pommier, recteur d'école, à assister à cette visite, afin de certifier les vérités, que j'ai à exposer contre les vaines, injustes et insoutenables allégations du sieur de Forest. M. de Forest se plaint que j'ai placé une chaise à bras, au-dessus de son banc, près du balustre du chœur de l'église et que j'ai attaché un pupitre avec une corde, ce qui lui ôte de son banc la vue du tabernacle. Rien de si aisé à détruire que cette plainte, si elle me chargeait de quelque fait odieux. Car je requiers le sieur Pommier, recteur d'école, ici présent de déclarer par serment, si ce n'est pas lui, qui, sans ma participation, ni ma connaissance a attaché le dit pupitre et placé la chaise à bras près du balustre et du banc de M. de Forest. Lequel Pommier a répondu : Que le pied du petit pupitre dont il s'agit s'étant rompu, il l'avait attaché au balustre, pour servir aux prêtres, qui chantaient la messe du patron et le lendemain de la fête, et que c'était lui aussi qui avait porté au curé de Peintre la chaise à bras en question, les dits jours, à raison qu'il n'y avait point de banc pour les prêtres, M. de Forest ayant fait mettre dehors de l'église celui où ils avaient accoutumés

de chanter les offices, et qu'il avait fait cela, sans en parler à personne, et sans intention de déplaire à M. de Forest, à raison qu'il n'y a aucun autre endroit où les prêtres puissent se placer au chœur pour chanter les offices, et que si la dite chaise était restée quelques jours à la dite place, c'était parce qu'il avait oublié de la rendre à qui elle appartenait.

Après cette réponse, M. Bel reprit : Je requiers aussi Jean Boillot, fabricien, de déclarer si la petite chaise qui est dans le sanctuaire n'est pas à lui et pourquoi il l'y tient. Lequel a répondu : que les fabriciens ont accoutumés d'y en fournir une pour servir de gradin à allumer les cierges et à monter le St-Sacrement au tabernacle et à l'en descendre.

Vous voyez donc, M. Quinot, que je n'ai point de part à ces faits, et que M. de Forest n'a pas pu en tirer conséquence pour se plaindre que j'ai placé le pupitre et les chaises, par un esprit inquiet et turbulent, et pour l'incommoder dans son banc ; d'autant mieux que ni les dites chaises ni le pupitre, quand ils toucheraient la voûte du chœur, ne lui ôteraient pas la vue de tout le Maître-Autel, et n'incommoderaient en rien son banc. Cependant, si j'étais l'auteur de ces faits, je n'ai aucun intérêt à le désavouer, parce que j'ai droit de me placer, et mon pupitre, dans l'endroit du chœur le plus convenable, indépendamment du banc du seigneur, lequel ne doit être placé au dit chœur en la place la plus honorable, suivant le droit que l'église et les édits lui en donnent, qu'ensuite ou vis-à-vis du pupitre du banc des prêtres qui desservent, et que d'ailleurs le seigneur n'a rien à voir dans ce qu'un curé fait et tient dans le sanctuaire pour la due célébration des offices. — Sur quoi, je vous prie, M. Quinot, de remarquer, que loin d'avoir donné lieu à M. de Forest de se plaindre que je le trouble dans son banc, au contraire, que non-seulement je ne me suis point plaint de ce que de sa

propre et indue autorité, il a fait jeter hors de l'église le banc où de tout temps les prêtres et curés chantaient les offices, afin de mettre à sa place le sien, et qu'il m'ôte la seule place où je puisse me mettre dans le chœur, sans incommodité, pour faire mes offices, mais qu'encore jusqu'à présent je n'ai établi aucun banc au dit chœur, ni au sanctuaire, quoique j'aurais dû l'avoir convenu pour rétablir celui qu'il a fait enlever de l'église, et voir déclarer qu'il doit être en la place d'où il l'a fait ôter. Parce que, comme je vous prie de le remarquer, il n'y a aucun endroit où l'on puisse mettre un banc pour faire l'office que le long de la muraille, du côté de la sacristie, dès le balustre, qui est au bas de la porte de la sacristie jusqu'à l'arcade qui fait l'entrée de la chapelle de M. de Forest ; l'autre côté et la muraille opposée sont occupés par l'entrée, et un balustre de la chapelle de M. de Chaillot. »

Comme il est facile de le voir, le droit était pour M. Bel, mais M. de Forest, ne pouvant alléguer aucune bonne raison pour appuyer sa prétention ridicule, se contenta de faire valoir la sentence de la Cour, qui avait ordonné l'enlèvement du banc placé près de la porte de la sacristie, et malgré l'injustice du procédé, il fut convenu, par devant M. Quinot, que le curé se placerait du côté de l'épître, audessous du balustre de communion et que le banc du seigneur resterait du côté de l'Evangile.

Mais cette situation ne pouvait pas durer longtemps ; cette place était trop incommode pour le curé, et il arriva que M. Bel finit, sans doute pendant l'absence de M. de Forest, par reprendre son ancienne place. Au mois de janvier 1736, M. de Forest adressa une nouvelle requête à l'archevêque, se plaignant, comme il l'avait fait en 1727 ; « des contrariétés du curé et de ce qu'il avait placé son lutrin du côté de l'Evangile, au-devant de son banc, au mépris de l'accord qui avait eu lieu entre eux ; qu'il avait bien voulu supporter le lutrin du côté de l'épître, quoique

l'usage immémorial dans l'église de Menotey eut été de chanter les offices dans la chapelle du Rosaire, où les prédécesseurs du curé s'étaient toujours placés pour chanter la grand'messe et les vêpres avec leur maître d'école et leurs paroissiens. »

Cette allégation de M. de Forest était fausse, parce que de tout temps les curés s'étaient placés dans le banc près de la sacristie. Cette nouvelle plainte n'eut pas de suite, parce que, cette même année, M. de Forest cessa d'avoir l'engagère de la seigneurie de Menotey. Le curé et ses paroissiens n'ayant plus à craindre d'offusquer les yeux du seigneur avaient remplacé l'ancien banc près de la sacristie, et ils pensaient pouvoir désormais en jouir en toute sécurité. Mais les tribulations de ce pauvre banc n'étaient point encore finies. M. Jacques Bonvalot, de Dole, descendant des Thiébault, qui avaient autrefois fait et placé ce banc à leurs frais, avec permission d'y occuper une place, en réclama la possession, comme il l'avait déjà fait en 1727 ; et, « par un scandale impardonnable, le 22 décembre 1736, jour de dimanche, il s'avisa de faire sortir le maître d'école en lui jetant par terre son livre de chant, et il a continué de s'y placer. »

Comme cette place avait été déclarée appartenir au seigneur, à l'exclusion de tout autre, les habitants, qui avaient amodié la seigneurie, firent valoir ce titre et la réclamèrent pour la conservation des intérêts du roi, seul haut justicier à Menotey. Ils portèrent leur plainte au procureur chargé de l'exécution des arrêts du Conseil concernant la réunion des domaines en Franche-Comté. Le procureur intervint, et intenta une action contre Jacques Bonvalot, en demandant, comme la place prédominante dans le chœur des églises appartenait au seigneur haut justicier, qu'il lui soit défendu à lui qui n'était rien d'occuper cette place, et qu'il lui soit ordonné d'enlever son banc dans trois jours sous peine de frais..... »

M. Bonvalot prétendit qu'il avait la possession immémoriale de ce banc ; qu'à la vérité, il avait été condamné à l'ôter en 1727, parce que le haut justicier peut occuper la place la plus honorable, mais sans en exclure pour toujours le propriétaire, qui maintenant est rentré dans son droit et doit en jouir, puisqu'il n'y a plus de seigneur haut justicier, la communauté en ayant la ferme mais sans pouvoir jouir des droits honorifiques.

Malgré sa défense et ses raisons, M. Bonvalot fut condamné à enlever son banc, par une sentence du parlement de Besançon, qui lui fut signifiée le 26 août, à la requête de maître Jacques Colombet. Comme il ne se pressait pas d'exécuter cette sentence, l'huissier Bertrand Girardin fut délégué pour procéder à l'enlèvement du banc par voie de justice.

Pendant ce nouveau procès, M. Bel ne fit rien ; il attendait le moment favorable pour intervenir au nom de la fabrique et de l'église, par la condamnation de M. Bonvalot, il voyait arriver le moment où il aurait enfin la possession tranquille de ce banc.

Le 29 octobre, Bertrand Girardin arrive à Menotey pour exécuter sa commission. Il s'adresse à Joseph Byot, Gaspard Gauthier, Jean-Baptiste de Montureux, pour lui aider moyennant salaire à enlever le banc. Puis il se transporte avec eux à l'église accompagné de Jean-François Préquin, fabricant. Il ordonne à ce dernier, au nom du roi, de lui faire l'ouverture du sanctuaire, ce qu'il fit, et lorsqu'il fut entré : « S'est présenté à lui messire Laurent, Joseph Bel, lequel m'a dit et déclaré qu'il s'opposait formellement à l'enlèvement du banc, attendu qu'il n'a jamais appartenu à Jacques Bonvalot ni à aucun de ses auteurs ; qu'il est visible que c'est le banc des sieurs curés de Menotey pour faire leurs offices, parce qu'il n'y a aucune autre place libre, où ils aient pu placer leur banc, qu'il est appliqué contre le mur, tourné contre le chœur, comme les formes

ordinaires des prêtres, et non contre l'autel, comme doivent être ceux des séculiers, et que les trois places des sieurs curé, vicaire et chapelain ancien des confréries y sont marquées en sculpture sur le dos : mais encore que le dit sieur Bel a un titre de plus de 100 ans, signé de Bonvalot, curé et de 22 paroissiens, par lequel il conste que la place appartient nuement à la paroisse et fabrique, et que c'est le banc même où le sieur curé se plaçait déjà ; que le dit sieur de Forest, comme seigneur engagiste, ni le sieur Colombat en sa place, n'ont eu et n'ont aucun droit de faire enlever le dit banc, parce que les bancs des prêtres ne font point ombre à celui du seigneur, et qu'il est défendu suivant l'article 47 des édits de la juridiction ecclésiastiques du 29 mars 1696, à toute personne, de quelque qualité et condition qu'elle soit, d'occuper dans les églises les places destinées pour les ecclésiastiques : enfin, que l'action que le sieur de Forest fit au sieur Bonvalot en 1726 est nulle, sur un faux supposé, et comme non avenue, parce qu'elle fut faite à l'insu tant du sieur curé que des fabriciens, qui n'y furent point appelés, et qui devaient l'être comme partie principale ; pourquoi, sans égard au jugement rendu à ce sujet, le fabricien fit rétablir le dit banc en sa place, après que le sieur de Forest l'eut fait enlever, et dès lors le sieur curé en a toujours joui paisiblement, prétendant que le banc ne soit point enlevé et qu'il s'y opposait formellement. » Le dit huissier a été obligé de se retirer et de dresser procès-verbal, pour servir à la part du sieur Colombat. »

Les choses en restèrent là, et cette longue et injuste contestation se termina à l'avantage de la fabrique, grâce à la fermeté avec laquelle M. Bel défendit ses droits. En même temps, il travaillait à rétablir les propriétés de la cure, et à faire rendre aux envahisseurs ce qu'ils avaient usurpé. Nous ne rapporterons pas toutes les démarches qu'il fit à ce sujet. Ainsi, la visite d'une vigne à Verdan,

faite par des experts, constata que cette vigne était dans un très mauvais état ; qu'on n'avait point fait de fosses dans les meilleurs endroits depuis plus de trente ans ; qu'au lieu de la fossurer dans sa longueur on l'avait travaillée à la montée ; que les voisins avaient usurpé en plusieurs endroits ; qu'une partie était en friche, couverte de ronces, d'épines et de mauvaises plantes ; qu'il faudrait plus de 100 livres pour la rétablir. »

Une autre expertise ordonnée par la Cour constata, que les bornes d'un pré situé à la Lochèvre avaient été arrachées et que le voisin, le sieur Boillot avait empiété de 11 à 12 pieds sur la propriété de la cure.

Plus tard, en 1742, M. Bel fit faire par le géomètre Chagrot l'arpentement général des vignes, terres et prés de la cure, avec la perche de 9 pieds et demi de Bourgogne, dont les 360 font le journal.

D'après ce relevé, dont nous ne donnons pas le détail, la cure possédait 15 journaux de vignes, prés ou terres. Ce n'était pas une richesse extraordinaire. Du reste, ces propriétés, acquises par achat, échanges ou donations, lui appartenaient aussi légitimement que celles des autres propriétaires nobles ou roturiers appartenaient à leurs possesseurs.

L'administration des biens légués aux pauvres par M. Favier causait de grandes inquiétudes à M. Bel. Une partie des capitaux était placée en rentes sur des particuliers, l'autre partie avait été acceptée par les trois villages de la paroisse qui s'étaient obligés à verser les revenus annuels entre les mains de M. Bel. D'un côté, il fallait surveiller les rentes placées chez des particuliers ou hypothéquées sur des propriétés, et intenter des procès pour en obtenir le paiement lorsque ces propriétés passaient dans d'autres mains. D'un autre côté, les trois communautés ne payaient pas les rentes dont elles s'étaient chargées. Déjà en 1727, M. Bel en avait du chagrin, il lui répugnait de faire des

frais à ses paroissiens. Cependant, en 1732, il se décida à faire donner une assignation à Pierre de Montureux, échevin de Menotey, par l'huissier Bertrand de Girardin. Dans cette assignation, il est dit que : « Le sieur Bel, après avoir averti ses paroissiens, tant au prône qu'autrement, qu'il lui était trop fâcheux et qu'il ne voulait pas faire exécuter les échevins, ni les coobliger aux dites rentes à raison que les frais en retomberaient sur les pauvres, les pria de payer amiablement les intérêts, ou de prendre eux-mêmes pour éviter les frais et décharger le curé de la peine de recouvrer les intérêts et de les distribuer aux pauvres, le soin d'administrer les dites rentes, soit en déchargeant sur leurs tailles les plus pauvres, ou en les soulageant par distribution des dits intérêts ; il leur fait, par les présentes, même réquisition, ajoutant que voulant même se décharger, au cas où on ne lui paie pas amiablement les intérêts, éviter le chagrin qu'il avait d'y poursuivre par frais ses paroissiens, il remet et laisse aux échevins ou à tel autre que la paroisse voudra choisir, le soin d'administrer les dites rentes, protestant par cette déclaration être absolument allibéré, d'autant mieux qu'il n'a jamais rien pu tirer quoiqu'il en ait fait plusieurs réquisitions aux dits habitants et échevins. » Le 10 mai 1734, M. Bel réunit les échevins des trois villages de la paroisse et il convint avec eux de ce qui suit : « Ce jourd'hui, par devant le notaire royal, comparant les échevins des trois communautés et autres notables et le sieur Bel ; les partis ont convenu ce qui suit : que les dites communautés ont déclaré vouloir bien charger leurs commis de faire le répartition des dites sommes qui proviendront annuellement des dites rentes, qui montent à 66 livres 13 sols, et leurs échevins de les ramasser pour les distribuer à la participation du dit curé, ou en lui en faisant compte à la fin de leur échevinage, moyennant quoi le sieur curé demeure déchargé de toute administration des dites rentes dues par

les communautés, le sieur Bel se contentant de la distribution, que les dits échevins l'ont assuré avoir faite, et les paroissiens se tenant aussi contents du sieur Bel, comme s'il avait fait lui-même la distribution. »

Malgré toutes leurs promesses et leurs conventions, en 1737, les communautés n'avaient encore rien donné aux pauvres, et M. Bel fit donner, par huissier, aux échevins, une nouvelle sommation pour les obliger à payer les intérêts de neuf ans des sommes qu'elles avaient entre les mains.

Le 4 septembre 1731, Hugues-Etienne Bredin et Jeanne-Antonie Bouton, sa femme, firent les fondations suivantes : « En considération des faveurs qu'il a plu à Dieu, par sa divine Providence leur faire depuis qu'ils sont en ce monde et des grâces qu'ils ont reçues de lui ; ont en très-humble reconnaissance et intention de faire prier Dieu pour le salut de leurs âmes et de celles de leurs prédécesseurs et successeurs, fondé et fondent, par la présente, perpétuellement en l'église paroissiale de Menotey, la quantité de 12 messes à dire dans la chapelle du Rosaire de la Très Sainte Vierge, chaque dimanche premier du mois, s'ils en ont la facilité, ou les samedis aussi premiers de chaque mois. Ainsi, que faire deux processions au *Dieu de Pitié*, aux jours de fête Notre-Dame de l'Annonciation, 25 mars ; et de sa Nativité, 8 septembre ; et sera chanté aux dites processions, les litanies de la S^{te} Vierge, et ensuite on donnera la bénédiction avec les reliques de la S^{te} Vierge, en la chapelle du Rosaire : ils ont fait la présente fondation perpétuelle à condition de rétablir la sainte confrérie du Rosaire anciennement érigée en la dite chapelle en l'honneur de la Très-Sainte Vierge... »

Le bail, par lequel M. de Forest avait amodié la haute justice de Menotey, finissait en 1732. Les habitants, pour ne point avoir à subir la domination d'un nouveau seigneur amodièrent eux-mêmes au nom de la communauté

cette seigneurie. « Le 10 mai, Jacques Colombat, bourgeois de Paris, subrogé à François Lacombe, chargé de l'exécution des arrêts du Conseil, concernant la réunion des domaines en Franche-Comté, passa bail aux habitants et communauté de Menotey, pour 9 ans, du domaine du dit lieu, consistant en la haute justice et aussi la moyenne et basse justice du dit lieu et tous les autres droits et revenus appartenant au roi, sans en rien réserver ni retenir, tels et semblables qu'en a joui ou dû jouir M. de Forest, ancien engagiste, moyennant le prix de 150 livres, par année, en outre du paiement de la rente de 204 livres, dont le dit domaine est chargé envers Sa Majesté, chaque année, et dont les paiements doivent se faire annuellement et d'avance à Besançon entre les mains du sieur Cléry, procureur du sieur Colombat, à peine d'y être contraint, comme pour deniers et affaires du roi. »

Malgré l'amodiation de la seigneurie de Menotey, les habitants ne furent point délivrés des vexations de M. de Forest. Depuis plusieurs années, ils étaient en procès avec lui, au sujet du bois de la petite Serre de Menotey, dont il se prétendait propriétaire. Ce procès ne fut terminé qu'en 1735, par une sentence de la Cour, qui maintint la communauté dans son droit de propriété en déboutant M. de Forest de ses prétentions.

Dépossédé de la haute justice de Menotey, M. de Forest conservait la seigneurie partielle qu'il tenait des Larquand, par sa femme. Cette seigneurie en moyenne et basse justice ne s'étendait que sur les domaines de la famille, et, comme nous l'avons vu, elle avait toujours été maintenue dans ces limites, malgré les prétentions des anciens seigneurs. En amodiant la seigneurie de Menotey, les habitants pensaient jouir de la justice haute, moyenne et basse. M. de Forest leur contesta le droit à la justice moyenne et basse, prétendant que Sa Majesté n'avait pas pu la leur amodier, parce qu'elle n'appartenait pas au

souverain. Il fallut plaider et le 9 avril 1733, les habitants le firent assigner devant la cour du Parlement. Ce procès fut long et très dispendieux pour la communauté ; il n'était pas encore terminé en 1735. Espérant obtenir une solution plus prompte et plus favorable, les habitants déclinerent la compétence de la Cour et s'adressèrent directement au souverain, et le 6 mai 1735 la cause fut portée devant le Conseil de Sa Majesté. Il serait trop long de rapporter toutes les raisons que les partis firent valoir pour établir leur droit dans ce procès, qui troubla la communauté dans la jouissance complète de la seigneurie, et la mit dans l'impossibilité de payer le prix de l'amodiation en lui occasionnant des dépenses considérables. En effet en 1735, la Communauté n'avait pas encore entièrement payé le prix de son bail pour l'année 1734. Elle redevait 104 livres sur la rente de cette année et 204 livres pour la rente entière de l'année 1735, et le 22 mai, à la poursuite de Jacques Colombat, elle fut condamnée à payer cette somme dans le délai de 8 jours. Après avoir reçu la notification de ce jugement, la communauté adressa à la Cour une supplique pour implorer son indulgence et lui exposer les causes de son retard pour le paiement. « Les habitants recourent à la Cour et convenant de la vérité, ils prennent la liberté de représenter que la Communauté est dans une situation des plus tristes, à laquelle la bienveillance de l'intendant pour les communautés prendra quelque égard. Ils sont extrêmement chargés dans la répartition des impositions ; ils n'ont guère que 100 journaux de terre labourable. Depuis plusieurs années ils sont épuisés, par une multitude de procès, qu'ils sont obligés de soutenir, contre le sieur et dame de Forest, pour la poursuite desquels il leur a fallu trouver des sommes considérables, par conséquent dans l'impossibilité de payer. Au fond, la justice parle pour eux aussi bien que l'équité. Car depuis 1732, ils n'ont pas encore pu jouir du bail, attendu que

les de Forest-prétendent avoir la moyenne et basse justice à Menotey. De sorte qu'à raison de cette contestation, qui est indécise et objet de procès, ils n'ont pas encore pu jouir et ont appelé le sieur de Cléry en garantie. C'est à lui de les faire jouir, suivant les lois et la lettre du contrat. De sorte que, jusqu'à ce qu'ils soient en possession tranquille de tout ce qui est contenu au contrat, il ne peut en demander le prix, surtout dans cette occasion, où on prétend que le roi n'a pas la justice territoriale moyenne et basse. »

Au sujet d'un autre procès fait par M. de Forest aux commis répartiteurs des impôts, les habitants de Menotey adressèrent à la Cour un mémoire dans lequel ils exposent toutes les vexations qu'ils ont eu à subir de la part de ce seigneur et de sa famille. Pour donner une idée de cette situation, nous le reproduisons en entier. « La Communauté demandera à Monseigneur l'intendant d'intervenir dans la dite cause pour représenter : Qu'elle est obligée de demander cette intervention, pour empêcher que le sieur de Forest, suivant la pratique des sieurs Larquand, dont il exerce les droits, par la dame Larquand, son épouse, héritière des dits sieurs Larquand, ne réduise la dite Communauté à le tenir absolument exempt de taille. Il n'est aucune espèce de vexations que la dite famille n'ait tentée contre la dite Communauté, tantôt à prétexte de la haute justice, dont ils ont repris la ferme et qu'ils ont tenue autrefois en engagère : d'autres fois pour les droits de la moyenne et basse justice ; d'autres pour penser s'approprier leurs bois communaux et particulièrement contre les commis ou répartiteurs des tailles, comme ils le font en cette cause, sans que jamais la Communauté leur ait causé aucun préjudice ou chagrin. Cette Communauté extrêmement pauvre ne pouvant fournir aux frais de tant de procès est dans l'usage d'abandonner les dits commis aux poursuites des procès qu'on leur fait ; et ceux-ci la

plupart étrangers et mendiants, n'ayant pas le moyen de se défendre se laissent toujours condamner par défaut. Le sieur de Forest prévenu des avantages qu'il a déjà retirés de pareilles causes ne cessera d'en intenter jusqu'à ce qu'il ait obtenu une exemption entière des tailles, si Monseigneur l'intendant n'a la charité de mettre un frein à la dureté avec laquelle il traite la communauté. Il a déjà cause l'an présent au Présidial de Gray contre les mêmes commis qu'il attaque en celle-ci, se plaignant en celle-là qu'on a surchargé son four banal de deux liards par quartier, et de ce qu'on l'a imposé pour une jouissance ; que ses prés, champs et vignes du canton de la Forêt ne doivent pas être autant chargés que les autres du territoire de Menotey, et cela uniquement parce que ayant obtenu, il y a quelques années, un jugement par défaut au dit Présidial, contre les commis pour la taille de son four banal, ils eurent la faiblesse de convenir avec lui de réduire la cote du dit four à 4 sols par quartier, qui aurait dû être porté au moins à trois livres, si les dits commis l'avaient imposé avec équité ; d'autant mieux que le revenu de ce four banal, qui est un produit fixe et ordinaire, sans crainte d'orvale, lui rapporte annuellement en argent 300 livres et des réserves qui en valent plus de 100, comme sont la cuite franche de son pain et celui du ménage qu'il tient au dit Menotey, des charges de charbon ou de braise deux fois la semaine et l'exemption de faire aucune avance à ses vigneron, qui sont ses fournisseurs, pour l'entretien de leur ménage et paiement de leurs tailles, comme font tous les autres propriétaires de vignes, lesquels, en cela, risquent le plus souvent toutes leurs avances, ou par les orvales des dites vignes ou la pauvreté de leurs vigneron, qui quittent le lieu ou leurs maîtres, quand ils se trouvent trop arriérés sur les dites avances. Il ménage même si peu l'équité de ses plaintes, dans cette cause, qu'il y avance qu'on l'a imposé pour jouissance, quoiqu'il conste du con-

traire ; enfin que ses fonds du canton de la Forêt ne doivent pas être autant chargés que les autres, parce qu'ils ne sont pas d'un si grand rapport, quoiqu'ils soient aussi bons, en général, et même meilleurs en des endroits que ceux du dit lieu. Comme toutes ses fausses allégations lui ont toujours servi, il espère également surprendre la justice de Monseigneur l'intendant dans la cause présente, par la requête présentée contre l'imposition du dixième, dans laquelle il suppose que les commis ne se défendront pas, il fera passer, comme il le dit, pour preuves invincibles de leurs prévarications tous les faux raisonnements dont il a chargé cette requête. C'est ce qui a déterminé la Communauté à laquelle ces commis de l'an présent aussi bien que ceux du temps passé ont porté un préjudice infini en ne pas chargeant autant qu'ils l'ont dû faire le sieur de Forest, de demander leur intervention en cette cause, pour obtenir de M. l'intendant, non-seulement le renvoi des commis, mais encore une ordonnance pour augmenter les cotes du sieur de Forest dans tous les articles où il se plaint d'être surchargé et où sa seigneurie jugera qu'il doit encore être imposé.

« 1^o Il est très faux qu'on doive lever la tierce partie du dixième ni même d'aucune taille sur les industries ou jouissance et facultés des manans et habitans de Menotey ; jamais la Chambre des comptes n'a passé cet article de la sorte, avec d'autant plus de raison que non-seulement la plupart des fermiers et vigneronns n'ont aucune autre jouissance que celle des biens de leurs maîtres, pour lesquels ils sont déjà imposés, pour le plein, mais encore parce que la plupart n'ont ni industrie, ni faculté, étant même vrai, que plus des trois quarts des habitans en particulier de Menotey seraient de simples mendiants, sans commerce, sans trafic, sans industrie ni profession, si leurs maîtres ne leur avançaient pas pour l'entretien de leur ménage, jusqu'à l'huile, le sel, leurs outils et sabots,

outre leurs tailles, sur l'attente des fruits des vignes qu'ils cultivent.

« 2° La prétention du sieur de Forest de réduire seulement à un sol par quartier, le journal de ses champs de la Forêt est insoutenable, parce qu'il est très faux que les fonds de ce climat ne rapportent pas de froment et toutes sortes de blés et légumes, contre ce qu'il avance, mais que ce sont encore des meilleurs fonds du territoire, où les vignes sont du plus grand rapport et le vin meilleur, et qu'il y croit du chanvre, des choux et des raves, mieux que dans les meilleurs jardins.

« 3° Il retranche seulement 30 journaux de vigne, pour les fonds de vigne des gens d'église qui ne paient pas le dixième, il y en a plus de six vingt, tant champs que prés et vignes.

« 4° Outre ces fonds d'église, il en faut encore retrancher environ 30 journaux qu'on a seulement commencé à rayer environ depuis deux ans, lesquels, suivant l'usage du pays, ne sont compris en aucun répartition, pendant cinq ans, à raison que le cultivateur y met la peine, sans en retirer du fruit, pendant ce temps ; à moins que le sieur de Forest ne consente et doive être tiré lui-même pour 12 à 13 journaux qu'il fait rayer, au canton de la Forêt en vigne de gamey, sans droit, au préjudice de la Communauté qui y a droit de pâturage, et de bois mort et mort bois, suivant une transaction qu'il a faite lui-même.

« 5° A l'égard de sa position touchant le four banal et la moyenne et basse justice dont il compare le produit à huit journaux de vigne tout au plus, cette comparaison révolte, parce que tel qui aurait huit journaux de vigne, non-seulement n'en tire rien souvent, mais elles lui sont même à charge, par les tailles qu'il en paie, et les avances qu'il fait pour l'entretien de ses vigneron, ce qui est arrivé 3 ou 4 ans depuis 10 ans, et cela pendant que les

400 livres qu'il tire de son four sont un revenu fixe, qui ne risque jamais et où il ne met ni soin, ni graine, ni peine pour les faire valoir. Loin que sa comparaison puisse être écoutée, des plus gros possesseurs de biens à Menotey, les uns lui offriraient volontiers la moitié de tous leurs biens, et les autres tout ce qu'ils possèdent pour avoir le dit four banal. Ainsi pour juger si ce four est chargé justement dans le répartition du dixième, aussi bien que dans ceux des autres impositions, il n'y a qu'à voir les cotes des plus gros biens, et l'on connaîtra qu'il est bien éloigné d'être tiré à ce qu'on a dû faire et cela sans y comprendre le revenu de la moyenne et basse justice.

« 6° A l'égard de cette moyenne et basse justice, on n'y a pas compris dans le répartition du dixième, ses censes, ni ses lods, et on n'y a eu égard qu'au produit de ses amendes et droits honorifiques.

« 7° Il n'a pas été assez tiré pour plus de 200 arpents de bois, qu'il possède encore au dit canton de la Forêt, ni pour la cense de 17 livres annuelles qu'il tire sur le dit canton de trois meiniers qu'il y a établis sans droit, au préjudice de la Communauté.

« 8° Il n'a pas de même été imposé pour le profit qu'il fait sur sa ferme de la haute justice.

« Enfin il serait trop long de suivre toutes les comparaisons qu'il fait des tailles de différents particuliers qui ont trop du dixième, ou qui n'en ont pas assez. La Communauté n'entend pas prendre en mains toutes les irrégularités qui pourraient se trouver dans le répartition du dixième, s'il y en a, mais elle avance seulement à cet égard, que le sieur de Forest allègue faux, donnant trop de fonds aux uns et trop peu aux autres, et ce qu'elle soutient en cette cause en particulier : et qu'il devrait avoir honte, sachant les omissions que les dits commis ont faites sur sa taille du dixième, aussi bien que dans les autres impositions, et pendant qu'il tient en champs, prés et vignes

et en maisons de baraquiens, qui ruinent leurs communaux, plus de 150 arpents, qui devraient être en bois pour le pâturage et autres usages de la Communauté, outre les 200 en bois qui ne sont pas imposés ; de se plaindre des tailles du dit canton, mais encore à plus forte raison de de celles de son four banal pour les raisons susdites. »

Pendant ces contestations, où il se rencontrait, sans doute, de l'exagération, à cause de l'irritation des partis, M. Bel continuait à améliorer la cure et à restaurer l'église. Déjà en 1727, il avait pourvu aux réparations les plus urgentes, il avait payé 88 livres pour faire remettre des vitres aux fenêtres. Le 10 janvier 1734, après les pressantes sollicitations de M. Bel, les habitants des trois villages de la paroisse s'assemblèrent pour délibérer sur les réparations à faire à l'église et pour donner au fablicien leur procuration afin qu'il pût faire les démarches nécessaires à ce sujet. Voici le procès-verbal de cette réunion :

« Au lieu de Menotey, sur la place publique où sont assemblés les habitants, manans et communautés de Menotey, Rainans et Gredisans, qui sont Claude Jourdain et Gaspard Gauthier, échevins en exercice l'an présent, etc. tous habitans et manans des dites communautés, représentant la saine et majeure partie des dites communautés, pour délibérer de leurs affaires. Et il a été représenté par les uns aux autres des dits habitants, qu'il était nécessaire de rétablir l'église paroissiale, qui est en très mauvais état, tant par le pavé que par le blanchissage d'icelle, et d'obliger les possesseurs des 4 chapelles qui sont à côté du chœur de les réparer et de les faire desservir suivant leurs fondations, ou de les faire fermer, à raison que les autels, les pavés, couverts, blanchissage et fenêtres sont en très mauvais état ; et quoiqu'elles soient bien fondées, aucun des chapelains n'y fait faire aucun service ; au contraire qu'ils ont dépouillé les autels, quoique sacrés, de

tout ornement et linge jusqu'à la pierre nue. Ainsi que pour faire mettre en ordre les bancs qui sont dans la dite église, dont la difformité la déshonore. Ils ont, par cette, constitué et établi leur procureur général Jean-François Prequin, fabricien, pour et au nom des dites communautés présenter requête à Monseigneur l'Archevêque, pour le prier de nommer un commis de sa part, pour dresser un verbal de l'état des dites églises et chapelles ; comme aussi de l'irrégularité et incommodités des bancs, même de la clôture du cimetière, le suppliant ensuite d'ordonner ce qui sera convenable ; faire sommer en conséquence, même assigner en cas de besoin tous les intéressés aux dites réparations, d'avoir à exécuter ce qu'il plaira à sa Grandeur d'ordonner : rendre au profit de la fabrique les places de bancs, les faire mettre en ordre uniforme pour la décoration de la dite église, suivant leur rang d'ancienneté et suivant l'ordonnance de sa Grandeur et prendre avis sur le tout du sieur Bel, curé, et généralement faire tous devoirs requis et nécessaires pour les dites réparations d'église, cimetière et chapelles. Ayant de même délibéré, afin que le pavé de la dite église ne soit pas sujet à être détérioré par les enterrements qu'on y fait indifféremment par tous ; que dans la suite on n'en enterre plus dans la dite église, dans l'espace mentionné entre les bancs, et que ceux qui auront des places acquises ou qui en voudront acheter de la dite fabrique enterreront sous les tombes qui leur sont propres, qu'ils placeront chacun y ayant droit sous leurs bancs et les autres à côté des dits bancs proches les murailles et entretiendront le pavé uni avec l'autre. »

Le fabricien, chargé de poursuivre l'exécution de cette délibération, adresse à Monseigneur l'Archevêque une supplique dans laquelle il lui expose l'état du cimetière, de l'église et des chapelles, en le priant de nommer un commis qui lui ferait un rapport sur la situation, afin

que sa Grandeur pût ordonner ce qu'elle jugera convenable.

Par une ordonnance du 2 avril 1734, l'Archevêque délégua le sieur Quinot, doyen du décanat de Dole, pour faire la visite demandée. Mais les choses restèrent encore dans le même état pendant deux ans, sans doute à cause de la difficulté de trouver les sommes nécessaires à ces réparations. Enfin le 27 février 1736, M. Quinot annonça sa visite le 1^{er} mars. Le lendemain, à la requête du sieur Prequin, fabricien de l'église, l'huissier Breune donna assignation aux ci-après nommés : « les pères Jésuites du collège de Dole, comme prieurs de St-Vivant et en cette qualité co-décimateurs de la paroisse de Menotey et patrons de l'église du dit lieu ; à Messire Claude François Matherot, patron de la chapelle de St^e-Anne ; au sieur François-Joseph de Forest se disant, en sa qualité de seigneur de Menotey, patron de la chapelle de St-Louis et de St-Adrien ; à la demoiselle Claude-Antoine Leroux ; tous à comparaître jeudi prochain 1^{er} mars, pour être présents à la visite et reconnaissance qui se fera des église et chapelles de Menotey, auxquelles fins j'ai laissé à chacun copie par le présent exploit. »

Le 1^{er} mars, la visite eut lieu comme elle avait été annoncée. Voici le résumé du procès-verbal :

« L'an 1736, 1^{er} mars, environ les deux heures après midi, ensuite de la commission que nous avons acceptée, pour vaquer à la visite qu'il convenait faire au sujet de la requête sus-énoncée : pour ce sujet avons commis Maître Sébastien Chère, notaire, pour greffier, duquel avons reçu le serment en pareil cas accoutumé et requis. Ensuite de quoi, procédant à la dite commission, a comparu Jean-Baptiste Préquin, fabricien, assisté des échevins et principaux habitants de Menotey, Rainans et Gredisans, lequel nous a dit et remontré qu'il avait fait assigner pour le présent jour les pères Jésuites, etc... lesquels ont comparu

comme suit, savoir : les pères Jésuites, par frère Philippe Bernard Boichu, administrateur du prieuré de Jouhe ; Laurent Joseph Bel, curé, Messire Jean Luc Matherot, chanoine, comparant par honorable François Pernin de Menotey ; Claude-François Matherot, François-Joseph de Forest, demoiselle Claude-Antoine Leroux défauts et défaillants. Après avoir donné défaut contre les défaillants, nous avons reçu les remontrances du sieur curé de Menotey, lequel nous aurait dit qu'il se réfère aux remontrances à faire de la part des paroissiens et fabriciens, et déclare qu'il contribuera volontiers du sien pour les réparations à faire en son église, pour l'honneur de Dieu et le soulagement de ses paroissiens.

« S'est ensuite présenté dévot frère Philippe Bernard Boichu, lequel, en sa qualité, nous aurait représenté que les chapelles qui sont des deux côtés, ayant été érigées sans le consentement des prieurs de St-Vivant, patrons de la dite église, et les murs du dit chœur rompus par cinq grandes arcades, pour l'entrée des dites chapelles, il requerrait que les dites arcades fussent fermées aux frais de ceux qui les avaient fait rompre ; à défaut de quoi, il protestait de n'être tenu à la réparation du chœur, s'il venait à tomber par manquement des dits murs.... de plus, qu'ayant appris que le sieur de Forest a fait assigner le sieur curé pour faire ses offices hors du chœur de l'église, ce qui est contre toutes les règles, et prétendant en outre se faire présenter le premier et avant tous les autres le pain bénit, et commander dans tout le dit chœur ce qui est encore contraire au droit des patrons, il requiert acte de la protestation qu'il fait de n'être tenu à aucune réparation du dit chœur, si les saints offices ne s'y font, et de ne souffrir qu'aucun n'entreprenne sur les prééminences qu'ils doivent avoir au dit chœur en qualité de patrons, soit banc ou pain bénit.

« Ensuite de quoi, se serait présenté Jean-François

Prequin, fabricien, lequel nous aurait remontré qu'il conviendrait retirer un peu le maître-autel du côté de l'épître, parce qu'il n'est pas dans le milieu et ôte une partie de la vue de l'effigie du St-Patron : — Qu'étant nécessaire que le curé soit placé dans le chœur, pour y faire les saints offices, il n'y a point d'endroit où il puisse se mettre plus commodément que dans l'espace le long du mur, du côté de l'évangile, de la porte de la sacristie à l'arcade qui donne entrée à la chapelle prétendue par le sieur de Forest.... Ensuite de quoi, le fabricien nous ayant requis d'entrer dans la chapelle St-Louis et St-Adrien et dont le sieur de Forest se dit possesseur, pour reconnaître que l'entrée en est fermée par un grand banc appartenant au sieur de Forest, lequel empêche d'approcher l'autel et le ferme même de plus d'un pied, quoiqu'il y en ait déjà un tout le long du fond, qui occupe la plus grande partie de la chapelle, qu'on n'y pourrait absolument point célébrer, quant même l'autel serait en état ; que cet autel est tout nu, quoique sacré, écorné, et comme en l'air d'un côté, le pilier en étant ôté ; que le pavé en est tout ruiné et dérangé ; qu'il y pleut, le plâtre étant tombé en différents endroits, et qu'on n'y fait depuis plus de 40 ans aucun service, requérant pour ce que, la dite chapelle, suivant la permission que le sieur curé et la paroisse ont donné pour son érection en 1585 et 1586, soit dotée, ornée suffisamment et le service y fait, le dit banc, qui en ferme l'entrée, soit ôté, faute de quoi elle soit fermée. De laquelle passant à la chapelle étant au dessous d'icelle, sous l'invocation de St^e-Anne appartenant à M. Matherot, le dit fabricien nous aurait aussi requis de reconnaître que l'autel, quoique sacré, n'a ni image, ni ornement, et est comme celle ci-devant à la pierre nue, quoiqu'il y eût sous peu d'années un beau calice et des ornements de toute couleur, de même qu'un tableau, et qu'on n'y fait aucun service. A quoi le dit Pernin nous aurait représenté de la part du

chapelain qu'il en fait le service à Dole : Nonobstant quoi le fabricien nous aurait requis acte de ce qu'il proteste, que faute par les dits patrons et chapelains d'entretenir, orner et faire faire le service en icelle, elle doit être fermée pour l'honneur de leur église.

« Nous ayant ensuite conduit du côté de l'épître pour nous faire reconnaître les deux chapelles qui y sont. La plus près du maître-autel appartient au sieur de Chaillot et s'est trouvée passablement en état, mais où il a dit qu'on ne faisait aucun service. Et celle qui la suit immédiatement sous l'invocation de N. D. du Rosaire, dont on ne connaît ni les patrons, ni les chapelains, ni par conséquent on ne fait aucun service, laquelle est cependant en état et entretenue par la paroisse. Nous ayant aussi fait remarquer que le grand et haut balustre qui ferme le chœur de la nef est non-seulement inutile, mais empêche que ceux qui sont dans la nef voient l'autel et particulièrement ne puissent entendre le prédicateur, que la chaire même qui est au milieu dudit chœur est trop loin de la nef, pourquoi il convient transporter ladite chaire au lieu où est le balustre, lequel soit ôté. Duquel chœur passant à la nef, il nous aurait fait voir que le pavé en est tout irrégulier ; que le long des murs des deux côtés y sont joints des bancs sans entre-deux, la plupart rompus et difformes, que pour ce il requiert qu'on approuve le projet qu'ils ont fait de l'avis du sieur curé de faire tabler la nef, etc... Nous a aussi fait remarquer qu'il convient changer la place de la petite porte et la transporter au coin de la chapelle du Rosaire parce qu'elle fait entrer la pluie dans l'église. Nous ayant fait observer que comme la corde de la cloche de ladite église est sous le clocher qui n'est pas fermé, il est besoin de faire une porte à l'entrée du clocher pour empêcher les passants d'y sonner à toute heure de jour et de nuit, comme ils font.

« Passant ensuite au cimetière, il nous aurait fait voir qu'icelui est ouvert de toute part, notamment du côté de la rue de Rainans, et qu'on s'en sert communément pour y égrapper en temps de vendange et y passer tous chariots: Pourquoi requiert que sa clôture soit ordonnée, et qu'il soit défendu d'y égrapper, d'y passer et s'en servir pour aucun usage profane... »

Quelque temps après, le fabricien Jean-Baptiste Prequin envoya à Monseigneur l'archevêque un double du procès-verbal de cette visite, en priant sa Grandeur d'approuver et d'ordonner l'exécution des réparations et autres choses reconnues nécessaires par M. Quinot.

Après toutes ces informations, l'archevêque porta, le 7 mars 1737, une ordonnance par laquelle il approuvait toutes les réparations projetées, prescrivant, en outre, que, « dans trois mois, toutes les brèches des murs du cimetière soient réparées ; de telle sorte que les animaux ne puissent y entrer, à peine d'interdit dudit cimetière, si dans trois mois après la signification ou publication des présentes, il n'est réparé, défendant sous les mêmes peines de le faire servir à aucun usage profane, comme à froisser les raisins ou vendanger, y passer avec chariot ou harnais, ce que nous défendons très expressément et sous les mêmes peines d'interdit. »

Après avoir reçu cette ordonnance M. Bel la publia au prône plusieurs fois pendant l'été de cette année, rappelant principalement à ses paroissiens ce qui concernait la clôture du cimetière. En même temps il se mit de suite en mesure de faire exécuter les travaux nécessaires à la réparation et à l'ornementation de l'intérieur de l'église. Il fit avec le sieur François-Albert de Dole un marché par lequel celui-ci se chargeait d'exécuter les travaux, suivant le devis, pour la somme de 530 francs et sa nourriture et son logement pendant trois mois. M. Bel et Jeanne Claude Favier, veuve Picouteau, s'engagèrent à lui payer

cette somme et à le nourrir, au cas où les paroissiens ne le feraient pas. En effet Mme Picouteau donna 200 livres et M. Bel paya le reste de la somme convenue.

Dans le courant de l'été, M. Bel fit réparer à ses frais les dégâts que la grêle de l'année précédente avait causés au couvert de l'église ; il fallut plus de deux mille tuiles pour cette réparation. Dans le même temps, des voleurs brisèrent une des fenêtres du chœur de l'église et pénétrèrent dans l'intérieur, où il paraît qu'ils ne trouvèrent à prendre que les nappes qui couvraient le maître-autel. M. Bel se chargea encore de faire réparer la fenêtre et d'acheter de nouvelles nappes. « Il paya 27 livres 7 sols, pour refaire les vitraux, onze sols pour remettre des carreaux aux deux autres fenêtres et il acheta trois nappes de jolie toile pour le maître-autel en place des volées, coûtant 9 livres 18 sols, à 20 sols l'aune, les six premières aunes, et 21 sols les autres trois. »

A la fin de l'année 1737, il ne restait plus que l'arrangement des bancs, qui devaient être disposés suivant le projet approuvé par l'ordonnance épiscopale. Il avait été convenu par la communauté qu'on permettrait à ceux qui avaient droit à des places de bancs, d'en faire faire à leurs frais et de les y placer moyennant une rétribution fixée à 6 livres, et à condition qu'ils seraient tous de même forme et de même longueur.

Au commencement de l'année suivante, 1738, M. Bel fit part de cette décision à ses paroissiens au prône de la messe paroissiale, et tout le monde s'y soumit, à l'exception de demoiselle Françoise Maître, de Dole, qui, sans l'autorisation du fabricien, fit placer son banc dans une place à laquelle elle n'avait pas droit, et sans se conformer pour la longueur et la largeur aux dimensions des autres bancs. Le fabricien ne voulut point tolérer cette infraction et il fit sommation par huissier à Françoise Maître d'avoir à enlever son banc, ou à payer le prix de la place et à le rendre semblable aux autres bancs.

Depuis longtemps, M. Bel sollicitait ses paroissiens de s'occuper de la clôture du cimetière. Après avoir publié au prône un grand nombre de fois, sans résultat, l'ordonnance de l'archevêque, il adressa à sa Grandeur la lettre suivante : « A monseigneur illustrissime et révérendissime archevêque de Besançon, prince du St-Empire, supplie humblement Messire Laurent-Joseph Bel, curé de Menotey et dit : que, depuis le 7 avril dernier, il a publié différentes fois à son prône du dimanche les décrets et ordonnances de sa Grandeur, particulièrement pour ce qui regarde la clôture du cimetière, ouvert et en désordre dès plusieurs années des quatre côtés, avertissant les paroissiens dudit lieu d'avoir à obéir dans trois mois prochains dès le 7 avril, à peine d'interdit du cimetière. Après les trois mois écoulés, ce qu'il a encore représenté plusieurs autres fois sans cependant que lesdits paroissiens se soient mis en devoir de satisfaire à ladite ordonnance : tout au contraire, il restait seulement de l'ancienne clôture environ une douzaine de toises, qui séparaient ledit cimetière de la grande voie commune du côté du levant ; à prétexte que le sieur Desgoutailles, inspecteur des chemins de la province, avait trouvé ladite voie trop étroite de ce côté ; sans attendre aucun ordre du sieur Desgoutailles, sans demander aucune permission aux supérieurs ecclésiastiques et sans lever aucune terre dudit cimetière, ils s'avisèrent un bon matin du mois dernier de juin, en fait de communauté, de resserrer les fondements des dites douze toises de murailles, qui étaient ce qui restait de la clôture, en sorte que dès lors on a couvert de pierres la terre bénite, pour l'élargissement du grand chemin, que les chariots ont publiquement passé et repassé au travers dudit cimetière pour toutes sortes d'ouvrages, qu'on y fait pâturer communément chevaux, bœufs et vaches, qu'on y a froissé la vendange et enfin que rien n'empêche ledit bétail de pouvoir entrer dans l'église. Cette négligence et ce mépris des lieux

saints, qui paraissent affectés, cette indifférence crasse et peu chrétienne sur un devoir si essentiel et la désobéissance condamnable aux ordres du diocésain demandent qu'il y soit pourvu par les voies de droit. A ces causes, Monseigneur, le suppliant recourt à votre Grandeur à ce qu'il vous plaise déclarer ledit cimetière, *ipso facto*, interdit, avec défense aux paroissiens et autres d'y faire inhumer les corps des défunts jusqu'à ce que la clôture soit réparée et sera justice. »

A cette requête de M. Bel était joint un certificat de M. Quinot, qui en confirmait la vérité.

Instruit du déplorable état du cimetière, l'archevêque en prononça l'interdit par la sentence suivante :

« Vu la présente requête du 7 mars de l'année présente ; le certificat de la notification, qui en a été faite à réitérées fois ; nonobstant quoi, les trois mois que nous avons donnés, pour réparer la clôture du cimetière, sous peine d'interdit *ipso facto*, se sont écoulés plusieurs autres ensuite, sans aucun effet ; vu le certificat du sieur Quinot, par lequel il conste, que bien loin d'être en meilleur état, il est à présent sans clôture : nous renouvelons le dit interdit, défendant d'y inhumer ou d'y faire aucune procession ou prière publique jusqu'à ce qu'il soit réparé et mis dans l'état où il doit être, et qu'en étant juridiquement informé, nous prononcions ce qui sera de justice. »

Cette sentence fut signifiée aux habitants de la paroisse le 5 février 1738, par Bertrand Girardin, huissier en la chambre des comptes.

Le cimetière demeura interdit pendant plus d'une année, ce qui causa de grands embarras pour les inhumations. On enterrait les morts dans l'église et principalement sous le clocher, en mentionnant dans le registre des décès l'interdit du cimetière. « Le 28 janvier 1738, Elisabeth Viennet, veuve de Jean Boiteux de Rainans, décédée à l'âge de 104 ans a été enterrée dans l'église paroissiale, à raison de

l'interdit du cimetière, à cause de la négligence affectée des paroissiens à le laisser sans clôture. »

Cette mesure de rigueur semblerait indiquer dans les habitants de la paroisse un mauvais vouloir qui ne leur était cependant pas habituel, puisque nous les avons toujours vus disposés favorablement pour le bien et les intérêts de leur église. Ce qui peut, dans cette circonstance, si non les justifier, au moins les excuser, c'est qu'ils étaient réduits à la plus grande pauvreté et surchargés de toutes sortes de dépenses, comme nous allons le voir.

Après l'interdit du cimetière, ne sachant pas où trouver la somme nécessaire pour réparer la clôture, ils adressèrent une supplique à l'Archevêque pour lui demander de vouloir bien les autoriser à employer à cette clôture l'argent des pauvres, qui était entre les mains de M. Bel. Dans cette supplique, ils font une peinture navrante de la triste situation dans laquelle se trouvait alors le village de Menotey. « A Monseigneur l'illustrissime et révérendissime Archevêque de Besançon.... supplient humblement les échevins, manants et habitants de Menotey, disant que la dite paroisse qui n'est composée que de pauvres vigneron, qui ne subsistent que par leur travail, se trouve cependant accablée de charges extraordinaires, de misère et d'afflictions, sans aucun moyen de s'en tirer et d'y pouvoir subvenir. Les quatre années précédentes, leurs vignes qui sont tout le produit de leur territoire ont été généralement abimées de la grêle, et la furieuse qu'ils souffrirent la veille de leurs vendanges de 1736, qui ne leur laissa absolument aucune chose, ruina une partie de leur clocher et le couvert entier de l'église, et l'an présent la gelée a détruit leurs vignes. Le grand chemin de Dole à Gray, que l'on a fait passer nouvellement par le milieu de leurs meilleurs héritages et du village de Menotey, au joignant de l'église et de la cure, leur a attiré des ouvrages infinis et causé de très grands dommages. On les a obligés, pour

élargir le dit chemin, de rompre la clôture de leur cimetière dans tout son long, aussi bien que celle de la grande vigne de la cure ; ce qui a procuré l'interdit du cimetière, parce qu'il se trouve par là ouvert de toute part ; outre plus de 1500 toises du dit chemin qu'ils sont obligés de faire, Monseigneur l'intendant leur a encore ordonné la construction d'un pont qui leur viendra à plus de 500 livres. Pendant qu'une partie de leurs habitants travaille à ces ouvrages royaux, l'autre est obligée d'aller mendier pour les nourrir ; d'ailleurs les huissiers à la subvention les harcèlent sans cesse pour le paiement des tailles royales et autres. Dans l'impuissance où ils sont de fournir à ces charges, ils ont prié le sieur Bel, leur curé, qui leur a déjà fait de grandes charités, pour la bâtisse de la cure et de leur église, de vouloir bien leur remettre les intérêts de quelques rentes, qu'il a en mains, de la donation de son prédécesseur aux pauvres de la paroisse, dont il est établi distributeur à son honneur et conscience ; à quoi il a répondu, que non-seulement il y consentait, mais encore qu'en vue et à raison de leurs grands besoins, outre les intérêts échus, qui sont très peu de chose, il leur ferait encore des avances sur ce qui est dû aux pauvres, pour l'employer particulièrement aux réparations du cimetière et autres plus pressants besoins, si votre Grandeur en veut bien approuver la destination, eu égard aux circonstances du temps, de leur nécessité et à l'état de leur paroisse dont tous les habitants sont tous pauvres..., et ils continueront leurs vœux pour la prospérité de votre illustrissime Grandeur. »

Pour appuyer cette supplique, M. Bel y joignit la déclaration suivante :

« Je soussigné, curé de Menotey, certifie que la misère est très grande en ma paroisse et qu'il n'y a aucun habitant qui y puisse vivre que du fruit de son travail manuel ; les accidents ci-dessus mentionnés de grêle et de gelée,

les surcharges des tailles, les dommages et travaux immenses que leur ont causés le nouveau chemin royal ont réduit ceux qu'on aurait pu, dans un autre temps, appeler commodes (aisés) à l'indigence et à la pauvreté, et ceux qui ont quelques fonds sont même plus à plaindre que les simples ouvriers, parce que ceux-ci sont nourris et entretenus par leurs maîtres, qui paient aussi leurs tailles, pendant que les autres que la culture de leurs vignes a ruinés, n'en retirant aucun fruit, sont sans ressource et ne trouvent personne qui les assiste dans leurs besoins. Pour quoi je consens volontiers à remettre à mes paroissiens en général, pour leurs urgentes nécessités, particulièrement pour la réparation de leur cimetière, les intérêts échus des rentes, que j'ai en mains, appartenant aux pauvres, même de faire des avances sur ce qui est dû aux pauvres, si sa Grandeur veut bien approuver cette remise, eu égard que, dans la circonstance, on n'en peut mieux régler la distribution ; celle que j'ai faite jusqu'ici, à ceux que j'ai cru les plus nécessiteux, leur profitant très peu, à raison de la modicité des sommes que je puis donner ; m'étant à moi-même peu satisfait et très désagréable, parce qu'encore que j'y mets du mien, je ne contente personne, et que ceux à qui je fais le plus de bien se plaignent qu'on ne leur donne rien. »

Par ce langage de M. Bel, on voit que, tout en pressant vivement ses paroissiens, il était très disposé à leur venir en aide, et donnait à Monseigneur toutes les raisons possibles pour le déterminer à accéder à leur demande.

Avant de donner son approbation à ce projet, l'archevêque demanda encore à M. Bel quelques renseignements sur les rentes et les revenus des pauvres ; il voulut savoir aussi s'il y avait alors dans la paroisse des pauvres dans une extrême nécessité. Sur ce dernier point, M. Bel répondit : « A la réserve de six ou sept dans tous les trois villages ensemble de ma paroisse, qui gagnent même leur

vie de leur travail manuel, tous les autres sont très pauvres, et presque tous également et dans les mêmes classes et espèces de pauvreté, mais encore qu'il n'y a de plus nécessaires que cinq ou six veuves et pauvres filles, pour le soulagement desquelles restera encore assez des intérêts, et dont je me charge de prendre soin particulièrement, quoiqu'elles soient des étrangères auxquelles les pauvres des dits lieux prétendraient cependant volontiers qu'on ne donnât rien, pour ne pas leur ôter ce qu'ils disent leur appartenir. »

Après cette réponse, l'archevêque accorda l'autorisation tout en recommandant de sauvegarder, autant que possible, l'intérêt des pauvres.

Par ce moyen, la paroisse put mettre fin à la situation pénible dans laquelle elle se trouvait par rapport à son cimetière ; les murs furent réparés pour la somme de 400 francs, et l'interdit du cimetière fut levé par l'autorité diocésaine.

Les pièces que nous venons de reproduire nous montrent que la misère était grande dans la paroisse. L'année la plus désastreuse fut l'année 1736. La veille du jour où devaient commencer les vendanges, un orage épouvantable éclata sur le territoire. Les vignes furent hachées par la grêle, au point qu'il ne resta pas un raisin à recueillir. La violence du vent endommagea la toiture du clocher et une grande partie de celle de l'église. Ce désastre inouï plongea la population dans une grande misère.

Tout en poursuivant avec ardeur les travaux de restauration de l'église et du cimetière, M. Bel cherchait à régler de la manière la plus convenable ce qui concernait le culte. Ainsi, le 1^{er} janvier 1736, il fit avec les trois communautés représentées par leurs échevins, une convention, par laquelle il s'obligeait à fournir et entretenir pendant trois ans l'église de ce qui s'en suit, savoir : « des luminaires d'huile pour la grande lampe étant devant le Très-

Saint Sacrement, et les grandes fêtes celle du Rosaire pendant les saints offices ; et de cierges tant gros, pour être bénits pour Pâques et la Pentecôte et celui de Saint-Vernier, que des ordinaires sur le maître-autel, pour tous les offices et services divins, aussi suivant les statuts, payer le port des Saintes-Huiles, de blanchir le linge de la dite église, et faire ouvrir et fermer les portes aux heures nécessaires, faire ou faire faire chaque année par lui ou autre prêtre, la procession de la St-Claude ; pour la somme annuelle de 135 livres, monnaie du royaume, payable à chaque jour de fête St Sylvestre. »

Au commencement de l'année 1742, pour augmenter la religion et la piété, il fit donner une mission à la paroisse. C'est à ce moment qu'il fit placer dans l'église la chaire à prêcher, qui s'y trouve encore aujourd'hui.

M. Bel avait avancé des sommes importantes à ses paroissiens, pour les travaux de la cure et de l'église, mais en 1744 ils ne lui avaient pas même encore payé l'indemnité de logement pour les trois premières années de son séjour à Menotey. Mécontent de cette négligence, M. Bel fit donner par huissier une sommation à la paroisse dans la personne des échevins des trois villages. Dans cette sommation, il demande, « qu'il lui soit payé 187 livres et un sol, 180 pour son logement de trois années, 7 livres et un sol, pour les dépens du jugement rendu contre eux ; plus 520 livres qu'il a payées à leur décharge pour la bâtisse de leur cure, d'après le compte réglé en 1727, sur lequel compte, il leur a remis gratis plus de 900 livres. En outre des 520 livres qu'ils lui doivent, ils avaient promis de payer tous les meubles attachés ou non attachés, tant à la cure qu'à la cave et à la cuverie appartenant au dit sieur Bel, duquel ils n'ont point fait de paiement, quoiqu'il les en ait requis à différentes fois, même au prône de la messe paroissiale. Et comme depuis le dit curé a fait faire à neuf un four une chambre à four absolument ruinée et détruite

en 1735, recouvert à neuf la vieille cure pour servir de grangeage, cuverie et écurie, le tout étant absolument ruineux, gâté et pourri, ce qui lui coûte 125 livres, il somme les paroissiens de lui en faire paiement ; moyennant quoi et non autrement il leur laisse gratis toutes les autres sommes qu'il a payées pour différents autres ouvrages qu'il a fait faire pour l'utilité de la cure, ainsi que celles des réparations, cadetage, blanchissage, chaire à prêcher, fonds baptismaux, balustre de la communion de fer ouvragé, confessionnaux, la chaire de sa place, les vitraux de la nef et de la chapelle du Rosaire et autres ; en quoi les paroissiens n'ont fourni aucun denier, qui montent cependant à la somme de plus de 2,000 livres, comme d'ailleurs ensuite de la prière, que les dits paroissiens firent au sieur Bel à son entrée dans la dite cure de vouloir bien se charger de l'administration des biens des pauvres de leur paroisse consistant en plusieurs papiers et autres ; après avoir gracieusement et charitablement accepté, pour en faire faire le paiement aux débiteurs et en distribuer le revenu aux dits pauvres en son honneur et conscience suivant la condition qui en a été convenue. Après toutes les peines qu'il a eues et frais soutenus, en procès et difficultés pour différents sujets, et pour tirer parti des dits papiers en faveur des pauvres auxquels il a distribué en son honneur et conscience tout ce qui en est resté à distribuer, et même du sien propre et par avance ; pour quoi les somme d'avoir à le décharger de cette administration, dont il ne peut et ne veut plus prendre soin, tant à raison de son grand âge, que des peines, inquiétudes et même des préjudices que lui cause la dite régie, etc...»

Malgré toutes ses démarches et ses instances, M. Bel ne put pas arriver à régler avec ses paroissiens cette question de l'administration du bien des pauvres. Enfin, en 1551, âgé de plus de 80 ans, ayant donné sa démission de curé et voulant, avant de mourir, régler les comptes de cette ad-

ministration d'une manière définitive, il fit assigner les trois communautés, « pour procéder sur ce que le dit sieur demandeur dit : qu'en ce qui touche l'administration des biens des pauvres, il ne lui a pas été possible de toucher un sol des arrérages de rentes échus et dus par les communautés, qui sur ses différentes réquisitions se sont contentées de lui assurer qu'ils en diminuaient d'autant les pauvres sur leurs impositions ; il avait été douloureux pour lui de se voir obligé de faire des procès à ses paroissiens, pour un fait qui le concerne moins qu'eux ; après avoir tâché depuis qu'il a été leur curé, non-seulement de leur faire beaucoup de faveurs pour le rétablissement de l'église et de la cure, mais encore de maintenir la paix et la tranquillité dans leur paroisse ; mais se trouvant actuellement dans un âge de plus de 80 ans, obligé même par cette raison de réliquer (laisser) sa cure, voulant éviter les difficultés, qui pourraient survenir à la suite, il les a souvent requis de retirer les contrats et d'en charger telle personne capable, solvable, ou son successeur, et de lui indiquer un fond ou autre moyen pour pouvoir replacer la somme de 2,200 livres qu'ils lui ont laissée en dépôt et qui ne profite pas aux pauvres, et qu'ils sont intéressés à retirer cette somme des mains du curé, puisqu'il a échappé cette somme du voleur qui força, la nuit de la St-Michel 1748, les barreaux des fenêtres de la cure, y entra et fouilla presque toute la cure. Il en peut encore naître semblable inconvénient, dont le curé s'est déjà déchargé par la sommation faite le 31 décembre 1744 ; enfin, il est obligé de réclamer l'autorité de la justice pour contraindre la communauté à recevoir les contrats ou à désigner son successeur pour administrer. »

Le 6 janvier 1752, par suite de l'assignation précédente, pour terminer tout procès et toute difficulté, les habitants de Menotey, de Rainans et de Gredisans se réunirent en assemblée générale sur la place publique, à l'issu des

vèpres, pour régler définitivement avec M. Bel cette administration.

On fit d'abord l'inventaire de ce qui revenait aux pauvres, par le testament de M. Favier. En voici le détail :

« 1^o Un capital de rente de 3,000 livres à 3 % ; — 2^o Deux rentes sur demoiselle Vivande d'Aresches, veuve du sieur avocat Bouton, l'une de 2,000 livres, l'autre de 900 à 3 % ; — 3^o Une rente de 200 livres sur les habitants de Menotey ; — 4^o Une rente de 312 livres sur Anne Petitot, veuve de l'avocat Regnaud ; — 5^o Une rente de 443 livres sur la veuve de Etienne Bouton ; — 6^o Une rente de 794 livres sur Pierre Tharvey de Menotey ; — 7^o Une rente de 100 livres sur Denise Mour ; — 8^o Une rente commandise sur les Parisot ; — 9^o Une somme de 466 livres donnée par Jeanne-Claude Favier ; — 10^o Une somme de 1,000 livres sur la bibliothèque, somme réduite à 400 livres. Ce qui forme, sauf erreur de calcul, 9,289 livres. Sur quoi le sieur Bel a remis lors de la construction de la cure aux habitants, 312 livres de l'obligation sur la veuve Regnaud : 443 livres, 17 sols, 8 deniers provenant de l'obligation de demoiselles d'Aresches et Bouton ; 12 livres de la cédule sur Jean-Baptiste Gauthier ; 100 livres de l'obligation de Denise Mour ; 57 livres provenant de la commandise des Parisot ; 784 livres de l'obligation de Pierre Tharvey ; 466 livres, 13 sols, 4 deniers venant de Jeanne-Claude Favier ; 520 livres d'un capital de rente et intérêts échus, que devaient les héritiers Rochet, de Menotey, et enfin 480 livres, provenant de la vente de la bibliothèque. Par quoi le sieur Bel est déchargé des dites sommes montant, sauf erreur, à 3,185 livres 11 sols.

« Sur les 9,289 livres 11 sols, portées au contrat de partage, il faut diminuer ce que la bibliothèque s'est vendue de moins de 1,000 livres, la somme se réduit à 8,769 livres et 11 sols, sur laquelle diminuant 3,185 livres et 11 sols, il ne reste plus que 5,584 livres à remettre. Comme le

curé, pour obliger les communautés à le décharger du reste, s'était pourvu en justice, ce qui allait occasionner un procès et des frais immenses ; pour y obvier et entretenir le bon ordre et l'union qui a toujours régné entre le dit Bel et ses paroissiens : Etant assemblés en la manière accoutumée, ont convenu ce qui suit : Le dit Bel a remis toutes les pièces concernant les dits biens, spécialement les deux rentes sur Françoise d'Aranches et ses filles, l'une de 2,000 et l'autre de 900 livres. La grosse de rente de 200 livres sur la communauté ; les trois rentes des habitants de Menotey, Rainans et Gredisans montant ensemble à 3,099 livres, 13 sols 4 deniers ; la rente au capital de 431 livres, provenant d'une rente sur la veuve Bourdon. Il a remis 2,200 livres, remboursement de la rente de 3,000 de l'héritière de la veuve Regnaud, plus 100 livres, qu'il avait touchées pour les pauvres du sieur Dorey, curé de Dammartin, et du sieur Bounard, qui devaient ces sommes par billet à M. Favier. Une maison vendue à Joseph Berthet, appartenant la moitié aux pauvres, l'autre moitié à M. Bel, 400 livres, part des pauvres 200 livres dont il a déjà remis 100 livres, somme qui se trouve monter à 3,400 livres. En paiement de laquelle, il cède aux paroissiens une rente à son profit sur Claude-Pierre Vuilley, de Dole, de 600 livres, plus quitte les habitants de la somme de 707 livres qu'ils lui doivent en vertu de l'ordonnance de M. l'intendant du 1^{er} octobre dernier, et quant aux 2,093 livres restantes, il les remet en louis d'or et autres pièces sonnantes, entre les mains de Marie-Antoine Cordier, curé, sur laquelle somme seront prélevés les frais du contrôle, etc.

« Après quoi, le sieur Bel a déclaré, par son serment *ad pectus*, qu'il n'a rien reçu que ce que ci-devant, et avoir géré en son honneur et conscience ; au moyen de quoi, les habitants le déchargent entièrement et le procès demeure éteint et assoupi. »

Ainsi se termina pour M. Bel cette longue administration du bien des pauvres, qui avait été pour lui un sujet continu de peines et d'inquiétude par la crainte qu'il avait de voir les pauvres privés d'une si précieuse ressource.

M. Bel, comme il le dit lui-même, avait toujours cherché à faire régner le bon ordre et la paix au milieu de ses paroissiens ; il les avait défendus contre les prétentions de M. de Forest, il avait été leur conseil et leur guide dans les procès qu'ils avaient eu à soutenir contre ce seigneur. Toutes les difficultés paraissaient terminées, par la condamnation des prétentions de M. de Forest sur la propriété de la Serre, lorsqu'elles furent renouvelées par le seigneur qui lui succéda.

M. de Forest avait deux filles, Jeanne-Eléonore et Jeanne-Philiberte de Forest. La première épousa Jean Claude d'Orival, écuyer. Après le mariage, M. de Forest céda à ses deux enfants ses biens et sa seigneurie de Menotey. Dès lors, cette seigneurie appartint pour une moitié à M. d'Orival et pour l'autre moitié à sa belle-sœur. Elle passa plus tard tout entière à M. d'Orival par l'acquisition qu'il fit de la part de sa belle-sœur. Comme nous l'avons dit, en 1735, M. de Forest réclamait la propriété de la Serre en prétendant que Menotey, Gredisans et Archelange n'y avaient qu'un droit d'usage. Mais la Cour rejeta sa demande et maintint les habitants dans leur droit de propriété.

En 1747, M. d'Orival renouvela la même prétention. Il fit donner une assignation aux habitants, pour comparaître à la Cour et se voir condamnés à reconnaître et respecter ses droits de propriété sur la Serre.

Voici le faux raisonnement qu'il faisait pour infirmer la valeur de la sentence qui avait condamné M. de Forest, et pour établir son droit de propriété, sur la moitié de cette forêt.

« Sur la requête présentée à la Cour de la part de

Jéanne-Eléonore de Forest, épouse de Jean-Claude d'Orival, et Jeanne-Philiberte de Forest, sa sœur communière dame en moyenne et basse justice à Menotey, demeurant à Dole, contenant que, du domaine seigneurial de Menotey, dépend un bois assis au territoire du même lieu et qu'on nomme communément la petite Serre ; cette seigneurie appartenait anciennement au souverain de la province, qui ne s'y est réservé que la haute justice, et le surplus ayant passé à des vassaux, ils ont accordé aux habitants de Menotey et d'Archelange dans la forêt de la petite Serre des droits d'usage, que ces habitants et ceux de Gredisans voudraient convertir à présent en propriété. En 1732, la question de propriété fut agitée entre les habitants et M. François-Joseph de Forest, les habitants firent entrer au procès Claude-Louise Larquand, épouse du sieur de Forest, donataire par son contrat de mariage de la moitié de la seigneurie de Menotey, qui appartenait alors à feu Arnoux Larquand, prêtre ; l'autre moitié était propre à Claude-Philibert Larquand. Nonobstant que les communautés, qui parurent dans cette affaire n'aient eu ni titre, ni possession à pouvoir seconder leur dessein ; le sieur de Forest et son épouse, sur un conseil inconsideré, furent assez faciles pour se départir de leurs droits ; ce qui nécessita la Cour à rendre, le 8 mars 1735, un arrêt, par lequel, moyennant leur déclaration qu'ils abandonnaient la propriété de la petite Serre, maintint les habitants dans la possession des droits qu'ils y avaient en conformité de leurs titres : quand, par cette restriction, ils ne se trouveraient pas toujours bornés à des usages, dès que le désistement dont on vient de parler aurait pu opérer une transmission de propriété, ce ne serait que de la part qui aurait appartenu à la dame de Forest, son épouse ; n'y en ayant jamais eu aucune de son chef : mais la portion qui était patrimoniale à Claude-Philibert Larquand, serait demeurée intacte, parce qu'il n'est point entré dans le procès, et que

l'arrêt à son égard est chose passée entre tierces personnes ; en conséquence, le maintenir et garder dans la possession de la propriété de la petite Serre pour une moitié...»

A la réception de cette assignation, les habitants se hâtèrent de se mettre en mesure de défendre leur droit. Les échevins, Joseph Berthet et Jean-Baptiste Bourdon rassemblèrent la communauté sur la place publique au son de la cloche et la manière accoutumée. Jean-Baptiste Pernin et Jean-Baptiste de Montureux furent nommés et établis procureurs généraux et spéciaux de la communauté, avec pleins pouvoirs de se transporter en la ville de Besançon et partout ailleurs où besoin sera, pour se défendre contre cette assignation. Ensuite les trois villages de Menotey, de Gredisans et d'Archelange s'adressèrent à M. l'intendant de la province pour obtenir l'autorisation de soutenir le procès. Ils rappellent dans leur requête, qu'en 1735 ils ont déjà obtenu un arrêt de la chambre souveraine qui les confirma dans la propriété de la forêt de la petite Serre, qui leur avait été contestée par le sieur François-Joseph de Forest. Ils ajoutent que l'opposition actuelle de ces demoiselles n'a aucun fondement. Leurs père et mère avaient fait valoir, avant l'arrêt de 1735, tous les moyens qu'elles proposent aujourd'hui ; et dès qu'elles conviennent que leur mère a été exclue de la moitié de la propriété de la forêt dont il s'agit sans retour, elles ne peuvent pas espérer pour l'autre moitié un succès plus favorable. »

Ce procès ne fut terminé qu'en 1752, par une sentence qui maintint les communautés dans leur droit de propriété et condamna M. d'Orival à tous les frais.

Quelques années auparavant, la propriété du bois de la petite Serre avait été l'occasion d'un procès, entre les habitants de Menotey d'un côté et ceux de Gredisans et d'Archelange de l'autre. La communauté de Menotey avait amodié à Elie Danne et à Louis Guillaume de Moisseyn une

carrière située dans cette forêt, pour y extraire des meules. Les habitants de Gredisans et d'Archelange, qui prétendaient être co-propriétaires avec ceux de Menotey et qui n'avaient pas été appelés par eux à intervenir dans ce marché, firent signifier à Elie Danne d'avoir à cesser les travaux de creusage et autres qu'il faisait, sans leur autorisation, dans un terrain dont ils étaient propriétaires. Les amodiateurs de la carrière appelèrent les habitants de Menotey à leur garantir l'exécution de leur marché ou à subir à leur place les frais et dommages. Ceux-ci acceptèrent et demandèrent à la Cour d'être mis en lieu et place d'Elie Danne et de Louis-Guillaume, assurant qu'ils n'ont fait qu'user de leur droit, tel qu'il résulte de leur propriété et possession tant ancienne qu'actuelle et des derniers ans. »

Dans une assemblée générale, le 5 janvier 1742, ils ont unanimement délibéré et résolu de se défendre et de soutenir qu'ils sont seuls propriétaires et possesseurs de la dite forêt de la petite Serre, et ils ont nommé pour leurs procureurs généraux Jean-Baptiste Pernin et Gaspard Gauthier, par devant Philippe-Eugène Louvaton, notaire royal, en présence de François Simiot, recteur d'école à Menotey et Jean-Charles Midol, salpêtrier, témoins requis et soussignés avec ceux des habitants, qui ont l'usage des lettres. »

Voici les raisons que donnaient les habitants de Gredisans et d'Archelange pour soutenir leur droit.

« Il soutiennent qu'ils sont dans une possession ancienne et actuelle mais indivise avec ceux de Menotey de la forêt dont il s'agit. Ils ajoutent qu'ils sont fondés dans cette possession. De tout temps, et même actuellement, avant ce procès commencé, et depuis, les habitants d'Archelange et de Gredisans sont allés et vont dans la dite forêt, pour tous leurs besoins, soit de bois de chauffage, échalats, terre, sable, etc, publiquement au vu et su de ceux de Menotey et de tous autres qui veulent le voir et savoir.

L'on ajoute que l'on a même habituellement pris du bois pour les fours banaux de Gredisans et d'Archelange, et qu'à présent même où les salpêtriers, qui sont, partie à Menotey et partie à Archelange, après avoir été à Gredisans ont été fournis de bois pris dans la même forêt ; ce qui paraît démontrer non-seulement la possession des demandeurs, mais la communion et l'indivision de la forêt contentieuse. Dès lors un seul communier ne peut s'en approprier une partie au préjudice des autres, et c'est leur préjudicier que de dénaturer une portion de ce fonds, par des défrichements et la fabrication de carrière. De sorte qu'il est assez difficile de comprendre les habitants de Menotey, lorsqu'ils nient la possession aux demandeurs et même toute propriété ; en ajoutant que, par leur convention, ils n'ont point lésé les droits de personne. L'on a ajouté que les demandeurs avec leur possession étaient dans le droit de posséder la forêt même dont il s'agit, et pour le prouver on rappelle aux habitants de Menotey, si pour le même droit, ils n'étaient pas leurs consorts avec ceux d'Archelange et de Gredisans, contre le sieur de Forest, et si par arrêt contradictoirement rendu le 8 mars 1735, ils ne furent pas tous également maintenus dans leurs droits et la possession de leurs droits. »

A ces raisons les habitants de Menotey répondent : « Il suffirait de jeter la vue sur les propres titres du dit Archelange, pour en tirer leur condamnation, puisqu'on y verrait, qu'après une procédure de près de 100 ans, ils n'ont obtenu que le simple usage dans le bois de la petite Serre, tandis que par le même arrêt, dont ils tirent tous leurs droits, les habitants de Menotey ont été déclarés propriétaires, quoique le sieur procureur du Parlement fût intervenu dans le procès pour la propriété, à la requête de ceux d'Archelange : vrai est, que par le même arrêt, il fut dit que le sieur procureur général viendrait au troisième rôle, s'il persistait à demander la pro-

priété. Son silence jusqu'à ce jour devrait faire taire les habitants d'Archelange. En vain prétendraient-ils se servir de l'arrêt du 8 mars 1735, parce que la cour a maintenu les habitants de Menotey, Archelange et Gredisans, dans la possession des droits, qu'ils ont en conformité des titres produits au procès ; de telle façon, que par leurs titres, ne prétendant, ou du moins ne devant prétendre que la seule jouissance, le dernier arrêt ne leur donne rien de plus.

« Pour établir très clairement le droit de propriété des habitants de Menotey, ils produisent des lettres provisionnelles du 23 Décembre 1538, par lesquelles il est dit, parlant des habitants de Menotey... et iceux avons mis et envoyés, mettons et envoyons, par cette, en la possession et jouissance du territoire et finage du dit Menotey et des bois de la *Serre*, contigus et enclos au dit territoire et droit d'iceux. Ils emploient une sentence arbitrale ou transaction du 7 octobre 1534, par laquelle il est dit que les habitants d'Archelange pourront dorénavant (termes à observer) sans danger de mésus et d'amende quelconque, prendre, couper et enmener tout bois et autre chose, pour leur nécessité, et aussi mener et faire mener, conduire et ramener paître et paturer toutes leurs bêtes indifféremment, en tout temps. Les termes de ce compromis et sentence arbitrale font clairement connaître que les habitants d'Archelange ne sont que simples usagés.

« Enfin ils emploient des pièces d'écriture par lesquelles il est exposé ce qui suit : Même dépose le sixième témoin de l'enquête faite en la présente cause ; qu'était passé trente-cinq ans, il avait amodié des suppliants (qui étaient les habitants de Menotey) une pèrière au dit bois, et dit le huitième témoin, qu'il fut présent à la dite amodiation et a vu jouir d'icelle, et les particuliers du dit Archelange y acheter meules. »

Pour montrer qu'il n'existe aucune communauté de

bois entre les deux villages, ils ajoutent : Pour ce que les finages et territoire des dits Menotey et Archelange sont distincts et séparés les uns des autres, voir de diverses conditions et qualités : car le lieu finage et territoire du dit Menotey, les y habitants sont francs, de franche condition, exempts, immunes et absols de toute servitude et condition de main-morte envers qui que ce soit, tels tenus, nommés et réputés ; et les lieux, finage, territoire, manants et habitants d'Archelange sont serfs, de serve condition de main-morte envers les vénérables prieurs de Jouhe, à cause de son église, prioré et Monastère du dit Jouhe, tels tenus, nommés et réputés. »

Cette longue contestation au sujet de la propriété de cette forêt, qui avait occasionné tant de procédures et de frais aux trois communautés, se termina enfin par le partage de la forêt en trois portions égales, et chaque village eut en propriété la portion voisine de son territoire. Mais, d'après ce que racontent les habitants de Menotey, au moment où se fit le mesurage et le cantonnement, les Pères Jésuites, qui n'avaient aucun droit sur cette forêt, mais qui étaient puissants auprès du Grand-Maitre des eaux et forêts s'en firent réserver 44 arpents et 59 perches par l'arpenteur Amodru. C'est ce qu'on appelle encore aujourd'hui le bois des Jésuites, qui fut vendu pendant la Révolution et acheté par des particuliers. Plus tard les habitants de Menotey, de Gredisans et d'Archelange adressèrent à ce sujet une réclamation au Parlement de Besançon disant : « Que le 16 mai 1735 M. de Fleury, Grand-Maitre des eaux et forêts, étant au prieuré de Jouhe, ils ils y furent appelés ; que s'y étant rendus il leur fut proposé d'accorder aux révérends pères Jésuites du Collège de Dole à cause de leur prieuré de Jouhe, un canton de bois dans la petite Serre de Menotey, Gredisans et Archelange : Que sur le refus qu'ils firent d'y acquiescer, on leur fit plusieurs menaces de la part de mon dit sieur le Grand-

Maitre, que lui-même menaça d'interdire le champois dans le dit bois, s'ils n'accordaient pas aux Pères Jésuites la portion qu'ils demandaient. Malgré les menaces, les suppliants se retirèrent ; que cependant quelques-uns en bien petit nombre intimidés par les dites menaces retournèrent et acquiescèrent à la demande de mon dit le sieur Grand-Maitre dévoué aux dits Pères, comme il se reconnaît facilement par son verbal du 10 mai 1753, dans lequel il énonce qu'il y a eu un arrêt contradictoirement rendu au parlement au sujet de la propriété prétendue par le sieur d'Orival et des droits d'usage des Pères Jésuites, qui cependant ne parurent point au procès. Dans ce même acte il est fait mention des délibérations par lesquelles les communautés supplièrent le Grand Maitre de faire le partage des dits bois par égale part et portion, ce qui fait voir, qu'il ne fut en façon quelconque question d'accorder aux Pères Jésuites, la moindre portion dans les dits bois : pour ces raisons, supplient, à ce qu'il vous plaise, déclarer le dit cantonnement nul et ordonner que le bois de la petite Serre ci-devant indivis, soit partagé pour la totalité sans nulle distraction, et sera justice. »

Cette réclamation n'eut pas de suite et les Jésuites restèrent en possession du canton de bois qui leur avait été réservé.

Nous touchons à la fin de la longue administration de M. Bel, qui eut à peu près continuellement avec lui des vicaires ou d'autres prêtres pour l'aider dans les travaux de son ministère. Nous nous contenterons de rapporter ici les noms de ces différents prêtres, qui ont consacré pendant plus ou moins longtemps leurs soins à la paroisse. En 1725, nous trouvons M. Bolu, en 1730, J. M. Sachon, en 1731, Jean-Baptiste Vaucher, en 1735, M. Maitre, en 1736, Jean-Baptiste Frère, en 1738, Claude Clerc, en 1743, François-Joseph Monnier, en 1745, Désiré Leranney, en 1746, François-Joseph Chavelet, en 1749, M. Bouchard,

en 1751, le père Laurent, capucin, qui exerça son ministère dans la paroisse, jusqu'à la mort du successeur de M. Bel, c'est-à-dire jusqu'à l'année 1772.

Au commencement de l'année 1751, M. Bel, sentant que ses forces ne répondaient plus à son zèle pour l'administration de la paroisse, résolut de se démettre de ses fonctions de curé. Il ne voulut cependant point s'éloigner de ses paroissiens au bien desquels il avait travaillé avec tant d'ardeur et de désintéressement. Il voulut finir ses jours et être enterré dans la paroisse. Après avoir donné sa démission, il continua à demeurer avec sa sœur au presbytère qu'il avait fait construire et il vécut encore 18 mois, entouré du respect et de la vénération de ses enfants.

CHAPITRE XVI

Marie-Antoine Cordier, curé.

1751-1772

M. Bel eut pour successeur, Marie-Antoine Cordier, originaire d'Orgelet, familier de la collégiale de cette ville et doyen rural du décanat de Dole. Il prit possession de la cure le 29 juillet 1751 à l'âge de 36 ans. Il trouva tout en bon état dans la paroisse, il n'eut qu'à continuer paisiblement l'administration de son prédécesseur. Comme nous l'avons vu, avant même qu'il eut pris possession de la cure, M. Bel lui avait remis en mains l'argent et les rentes des pauvres. Il se donna, comme lui, beaucoup de peines, pour veiller aux intérêts des pauvres de la paroisse, et faire payer les sommes qui leur étaient dues. En 1760, il fut obligé de faire saisir les biens de Etienne Pernin pour obtenir le paiement d'une somme de 45 livres, intérêt de trois termes d'une rente due aux pauvres. Il nous reste peu de documents, sur M. Cordier et sur les événements qui ont eu lieu à Menotey pendant son administration. Une des premières choses dont M. Cordier eut à s'occuper fut de faire refondre la petite cloche de la paroisse qui était brisée. Cette fonte eut lieu à Menotey même, comme le constate M. Cordier. « Le 4 août 1752, environ les 10 heures du soir, la cloche de Menotey a été fondue par Nicolas Dubois, pdu bourg d'Amblin en Lorraine : elle pèse 1625 livres. Elle fut bénite le 13 du même mois par M. Cordier. Elle eut pour parrain, M. Laurent-Joseph Bel, ancien curé de Menotey et pour marraine dame Catherine-Charlotte Gam-

belin, épouse de M. Charles-Louis Maillard de la Mothe d'Auxonne, commissaire et contrôleur de la marine. En acceptant d'être parrain de cette cloche, M. Bel fut heureux de montrer, que, dans les derniers jours de sa vie, il s'intéressait encore au bien de la paroisse. Il était, en effet, arrivé au terme de sa carrière, quelques jours avant sa mort, il fonda pour le repos de son âme une grand'messe annuelle et perpétuelle qui devait se dire chaque année le 20 mars, lendemain de la fête de St Joseph son patron. Pour l'acquit de cette fondation, il remit à M. Cordier la somme de 33 livres 6 sols et 8 deniers. Après avoir ainsi mis en ordre toutes ses affaires, il s'éteignit paisiblement dans le Seigneur, le 10 septembre 1752, comme le constate l'acte de son décès. « Messire Laurent-Joseph Bel, ancien curé de Menotey, âgé de 82 ans et trois mois, après avoir reçu les saints sacrements de l'église, est mort le 10 septembre 1752, et a été inhumé le lendemain dans le chœur de l'église, du côté de l'évangile, en présence des curés, de Byarne, de Frasné, de Chevigny, de Peintre, etc.

« Le 21 juillet 1764, naissait à Menotey Sébastien Vaisier, dont nous devons dire quelques mots. Il se destina de bonne heure à l'état ecclésiastique. Placé au séminaire de Besançon, en quittant le collège de Dole, il fut nommé vicaire de la paroisse de Vallay, au baillage de Gray. A l'époque de la Révolution, il se rendit en Autriche, où il fit l'éducation de plusieurs princes allemands et passa ensuite en Russie, pour y devenir le précepteur des enfants du prince de Galitzin. Là, ce pieux ecclésiastique gagna bientôt, par le charme de son esprit et par la pratique des plus douces vertus, toute la confiance de ce noble seigneur, qui le conserva toujours près de sa personne et qui suivit avec une tendresse inquiète les progrès de la maladie à laquelle notre compatriote succomba le 27 avril 1827, peu de jours après avoir annoncé l'intention de rentrer en France. L'abbé Vaissier, dont la charité était inépuisable

avait mérité en Russie le surnom de père des pauvres. Le prince Serge et la princesse Anastasie, son épouse, lui firent ériger à Moscou un monument en marbre blanc, sur lequel on a gravé une inscription qui rappelle ses vertus. Il donna sa bibliothèque à l'église française (1). »

M. Vaissier ne se retira pas en Autriche, dès le commencement de la Révolution. Il refusa le serment constitutionnel et continua à exercer son ministère au milieu des poursuites et des vexations de toute espèce ; il fut saisi et emprisonné pendant longtemps et enfin envoyé en exil. Il se retira d'abord à Fribourg, en Suisse, avec d'autres prêtres, qui, comme lui, avaient refusé d'adhérer au schisme. C'est ce qu'il dit lui-même, dans une supplique adressée de Fribourg à N. S. Père le Pape, pour demander certaines indulgences pour lui et pour dix autres prêtres à son choix (2).

Les trois communautés de Menotey, Gredisans et Arché-
lange n'étaient pas contentes de la réserve de 42 arpents de bois, faite en faveur des Jésuites dans le partage de la Serre en 1753. « Depuis cette époque, disent les habitants de Menotey réunis en assemblée à ce sujet, le 11 avril 1763, ils n'ont cessé de prier et requérir même verbalement les dits Pères de leur restituer les dits bois, dont il s'agit, sans que ces religieux, qui se sont toujours prévalus de leurs richesses et de leur crédit, vis-à-vis des pauvres communautés, aient voulu leur donner la moindre satisfaction. »

Dans cette assemblée, les habitants de Menotey et de Gredisans réunis, décidèrent de porter leur réclamation

(1) Marquiset. Statistique de l'arrondissement de Dole.

(2) Petrus Sebastianus Vaissier, sacerdos et vicarius in diocesi Bisontina, ob zelum fidei orthodoxæ et impij juramenti negationem, variis vexatus modis, in carceribus diu detentus, tandem à Galliis exul et Friburgii Helvetiorum manens, orator humillimus supplicat sanctitati suæ, ut benignè velit. etc.

devant le Parlement. Voici le mémoire qu'ils adressèrent à la Cour pour soutenir leur droit.

« A la vue et à la lecture des premières lignes du plan général des bois de la petite Serre indivise entre Menotey, Gredisans et Archelange, l'on connaît jusqu'à quel point les Pères Jésuites ont été favorisés. L'on y voit : 1^o Que l'arpenteur Amodru avant que d'avoir mesuré et arpenté le dit bois a déclaré à la cinquième ligne de son plan général, qu'il avait déjà distraît 42 arpents, représentés sur le plan par la lettre A, qui ont été adjugés par mon dit seigneur le dit jour, 17 du courant, aux Pères Jésuites de Dole, prieurs de Jouhe.

« De la déclaration d'Amodru, l'on puise des convictions convaincantes, que les pauvres communautés étaient dépouillées de leur propre bien, sans leur en faire part, puisque ni l'une ni l'autre de ces communautés n'y avaient été appelées.

« Ce jugement du 17 mai 1753, énoncé au plan général du 23 des mêmes mois et an aurait dû être signifié aux communautés et l'arpenteur en aurait dû faire mention, il n'a eu garde d'en parler, parce qu'il savait bien qu'il ne l'avait point été. Les habitants de Menotey protestent, que jusqu'à présent ils n'en ont eu aucune connaissance et que copie n'en fut point délivrée aux échevins pour lors en exercice, qui étaient Jean-Baptiste Gauthier et François Chapuis, et ceux de Gredisans sont dans le même cas. Bien sont-ils mémoratifs, que dans le dit temps, M. le Grand-Maitre étant logé au prieuré de Jouhe pour la division des bois de la petite Serre; ils y furent appelés, qu'ils s'y rendirent, que M. le Grand-Maitre leur ayant demandé de consentir à la distraction de 42 arpents de bois, pour le prieuré de Jouhe, cela avec beaucoup de caresses et de promesses favorables, en les assurant de la protection et du secours des pères Jésuites, qui, de leur côté, donnaient beaucoup de marques de politique à ces habitants, qui n'y

voulurent consentir et se retirèrent. Les pères Jésuites, se voyant presque déçus de leurs espérances, firent courir après eux leurs frère et domestique, pour les rappeler au prieuré ; et y étant de retour, ils tentèrent à employer les pots et les verres, pour réussir ; mais ce fut inutilement ; aucun ne voulut en user. Le père recteur et le père procureur, accompagnés de leurs administrateurs au dit prieuré, voyant leurs caresses inutiles, leur firent beaucoup de menaces, en leur disant que, puisqu'ils étaient si entêtés, ils s'en repentiraient de tout temps, et qu'ils n'auraient point de commisération pour eux, qu'ils leur paieraient leurs censes, rentes et autres dûs aux jours fixés. Dans ces entrefaites, M. le Grand-Maitre, à l'instigation des pères Jésuites se présenta à eux d'un air courroucé, et leur dit, que puisqu'ils étaient des mutins, il interdirait leur portion de bois, et que de longtemps ils n'en useraient, et qu'il ferait veiller soigneusement à la conservation d'iceux. Alors, les pauvres habitants fort intimidés et ruinés par les procès qu'ils ont été obligés d'avoir pour soutenir leurs biens, n'osaient dire le mot pour faire voir leur droit et l'injustice criante qu'on leur faisait ; et surtout ceux d'Arche!ange qui sont sujets mainmortables du prieuré de Jouhe, et la plupart de ceux de Menotey et de Gredisans, débiteurs de leurs rentes envers les pères Jésuites ; et s'ils ont signé l'acte, au sujet de la division des bois, ce n'a été que forcément pour les raisons susdites. Leur exposé est si vrai, qu'ils posent en fait, qu'aucun habitant n'a paru au mesurage des 42 arpents, et au lieu de 42 ils en ont pris 45 et deux tiers ; ce qui a été reconnu par les habitants de Gredisans, qui, se croyant lésés dans leur portion, firent réarpenter toutes les parts, qui se trouvèrent à peu près égales, à l'exception de celle des Jésuites, qui excédait de trois arpents et deux tiers : et en privant ces communautés de leur propre bien, ils leur ont encore ôté le droit de parcours, à peine contre les réfractaires d'être punis suivant l'ordonnance.

« Il se présente des réflexions à l'infini sur le jugement du 17 mai 1753 ; l'arrivée de M. le Grand-Maitre au prieuré, les habitants de Menotey, Gredisans et Archelange y appelés, le refus d'acquiescer à ce jugement sujet à appel, mis en exécution en moins de quatre jours, avant que d'être signifié, les menaces d'un juge jointes à celles d'un seigneur et d'un créancier. Ces traits, quoique vrais et violents, ne sont point les seuls dont les habitants de Menotey ont lieu de se plaindre, et s'ils ne l'ont pas fait jusqu'à aujourd'hui, ce n'a été que le trop grand crédit et les menaces des Pères Jésuites de les écraser en frais, qui les a fait taire, mais avant d'entrer dans le détail, il faut approfondir la matière des bois. Est-ce comme seigneur et prieur de Jouhe ? En qualité de haut-justicier, leur demande ne pourrait influencer sur les portions de Menotey et de Gredisans, mais seulement sur celle d'Archelange, sur lesquelles ils ont toute haute, moyenne et basse justice. L'on ne présume pas non plus qu'ils veuillent le demander comme donataires des communautés. Ce n'est donc, sans doute, que sur quelque concession des souverains de la province ; mais personne n'ignore, combien il a été facile, dans les siècles reculés, de tromper leur religion Et pour démontrer à l'évidence que si les Pères Jésuites ont fondé leur demande sur des concessions des souverains, c'est contre justice et raison qu'on leur a octroyé ; il n'y a qu'à jeter les yeux sur les arrêts de la Cour souveraine du mois de mars 1735 et 8 mars 1750 où l'on verrait, notamment en celui de 1750, que les seigneuries de Menotey et Rainans furent vendues par Marguerite d'Estrabonne à Hugues, Comte palatin de Bourgogne, en date du mois de mars 1265, consistant en terres, prés, vignes, hommes et seigneurie.

« Il y est aussi fait mention des lettres de confirmation données par Philippe, duc de Bourgogne, en faveur de Nicolas de Florence, des biens qu'il avait acquis d'Eudes de

Bourgogne, consistant en maisons, hommes, femmes, terres, prés, vignes, four, gélines, censes, rentes et autres redevances, titres confirmatifs, que les ducs de Bourgogne n'avaient rien dans les bois de Menotey. Ces titres étaient les principaux sur lesquels les sieurs et dame de Forest et Larquand fondaient leurs droits et cependant, ils ont été déboutés de leur demande. Les procédures ont duré de longues années, sans que les pères Jésuites aient donné le moindre signe de vie. A peine les malheureuses communautés sont-elles délivrées des poursuites et demandes injustes des sieurs de Forest et Larquand, que les pères Jésuites les attaquent et sans leur donner le loisir de se défendre, se saisissent et s'emparent d'un fond qu'ils se sont conservé à grand frais. Il est cependant vrai, au fond, que tous les titres ou concessions, qu'ils peuvent avoir des souverains ne peuvent être qu'obreptifs et subreptifs, et que les souverains n'ont pu accorder ce qu'ils n'ont jamais acquis. L'on verrait dans les mêmes arrêts que pendant plus de 80 ans du XV^e siècle, les habitants de Menotey et d'Archelange principalement ont eu procès entre eux pour la propriété de ces mêmes bois, qu'ils ont même été délimités sans que les prieurs de Jouhe aient paru ou pris couleur dans ces opérations. Ils ne prouveraient pas qu'avant ce temps et depuis ce temps, ils aient fait le moindre acte de propriété, pas même coupé une voiture de bois, depuis plus de trois siècles, sans fraude.

« Si le procédé des Pères Jésuites au sujet des bois de la petite Serre paraît violent et injuste, le révérend Père Dupuis, procureur du prieuré de Jouhe, fit, il peut y avoir environ quarante ans, une action digne de toute réprehension ; l'on ne se rappelle point le notaire qui a reçu l'acte, mais voici le fait : Jamais les habitants de Menotey n'avaient payé la dime du chanvre. Le nommé Bernardet, à l'instigation du Père Dupuis, sans doute, s'avisa de le demander, l'on refusa et il y en eut qui furent assignés.

Le Père Dupuis vint à Menotey, fit assembler la Communauté, qui était en très petit nombre, la plupart des vignerons étant à moisson ; il les menaça de grands frais et poursuites, aussi bien que ceux de Gredisans, qui avaient fait le même refus. Ces derniers, mieux avisés, que ceux de Menotey, méprisèrent les menaces du Père Dupuis, et n'ont point payé et ne paient point de dîme de chanvre. Ceux de Menotey plus craintifs y acquiescèrent forcément, et le père Dupuis lui-même prenait tous les enfants qu'il trouvait, les menait par le bras et les faisait signer l'acte, qu'il fit rédiger pour lors par le notaire qu'il avait amené, homme dont la mémoire doit être en horreur, puisqu'il a eu la facilité de recevoir la signature d'enfants. La vérité de ce que dessus se démontrera par l'acte que les Pères Jésuites ont en main.

« Un autre fait, peut-être plus intéressant pour les habitants de Menotey que ne puissent l'être les deux précédents, qu'ils ne peuvent éclaircir et contre lequel ils ne peuvent se récrier que par conjecture, est qu'il y a environ 27 ou 28 ans, que les Pères Jésuites envoyèrent tous les jours pendant un très long temps, un nommé frère Dausse avec le sieur Lance d'Archelange, homme à la main de ces bons Pères, qui perchaient et mesuraient les rues, le devant de chaque maison, la profondeur et largeur, en dressaient les confins, sans qu'ils eussent aucun indicateur ni commission ; ils en firent de même dans plusieurs héritages, presque toujours de nuit, tant au village qu'à la campagne, sans même qu'ils aient voulu dire pourquoi ils le faisaient ; si les habitants bien avisés eussent suivi, pour lors les avis du sieur Bel, leur curé et de quelques autres, l'on se serait saisi de leurs notes et aurait-on peut-être trouvé quelque nouveau titre ; n'étant point vraisemblable, que cette façon d'agir ne cachât quelque chose de frauduleux contre les propriétaires. Les habitants et communauté de Menotey osent remonter ces faits comme vrais à la Cour et implorer leur justice sur iceux. »

Si nous avons rapporté dans toute sa longueur cette plainte dans laquelle les habitants exposent tous les griefs qu'ils ont contré les Pères Jésuites, ce n'est pas que nous la croyons fondée sur tous les points, c'est pour montrer les dispositions des habitants, qui cherchaient de plus en plus à s'affranchir de toute dépendance en exagérant leurs droits. Ainsi dans le procès dont il est ici question, nous pensons qu'il avaient tort. Ils affirment, en effet, que les Pères Jésuites n'ont jamais eu aucun droit de propriété dans la petite Serre ; c'est très vrai, mais ils ne disent pas que les Pères Jésuites avaient dans cette forêt un droit d'usage, spécialement pour l'entretien de leur four banal d'Archelange. Cet usage s'étendait sur toute la forêt indivise entre les trois communautés. En partageant la forêt en trois portions qui devenaient la propriété exclusive de chaque village, on enlevait aux Jésuites leur droit d'usage sur les deux portions attribuées à Menotey et à Gredisans. Les habitants de Menotey qui, pendant longtemps, avaient prétendu que ceux d'Archelange n'étaient qu'usagers dans la forêt, acceptaient cependant qu'il leur fût donné une portion de ce bois en propriété. Il était donc naturel, puisqu'on partageait définitivement la forêt, qu'on en accordât une portion aux Pères Jésuites, comme équivalent de leur droit d'usage, qui allait leur être enlevé par ce partage.

De même, le fait qu'ils rapportent au sujet de la dime du chanvre, prouve simplement que déjà à cette époque ils cherchaient à se soustraire au paiement de cette dime, comme ils avaient précédemment fait diminuer celle qui était perçue sur le vin. Car le droit n'était pas douteux, d'après tous les titres, dès les siècles les plus reculés, la dime s'étendait à tous les fruits croissants sur le finage et territoire de la paroisse. Quant au mesurage des rues et des propriétés fait par le frère Dausse, nous ne voyons pas qu'il ait eu aucune conséquence, et les habitants reconnaissent eux-mêmes qu'il ne leur en est résulté aucun préjudice.

Le 10 avril 1767, M. Cordier établit de la manière suivante le compte des sommes qu'il avait reçues pour les pauvres et l'emploi qu'il en avait fait :

« En 1752, d'après un acte passé devant le notaire Brocard, à la cure de Menotey, entre M. Bel et ses paroissiens ; les paroissiens avaient remis aux mains de M. Cordier la somme de 2,093 livres, provenant de l'hoirie de M. Favier, pour être placées en capitaux de rente au profit des pauvres ; après avoir pris sur la dite somme pour payer le dit sieur Brocard pour son voyage, séjour, façon et expédition, plus pour contrôle, plus pour payer le sieur André, procureur, conseil des dits paroissiens pour le dit acte. En conséquence j'ai payé au dit Brocard, selon sa quittance la somme de 87 livres, 10 livres 13 sols au sieur André. J'ai placé en fond de rente 44 livres plus 200 livres dans un capital de rente sur Sébastien Boillot de Menotey ; enfin j'ai placé la somme de 1,733 livres, 6 sols 8 deniers, en l'acquisition d'un contrat de rente de pareille somme que j'ai pris du sieur Flamand, lieutenant criminel, due par le sieur Paris, maître des comptes à Dole. Que pour avoir la susdite somme, il me manquait 400 livres, que j'avais placées précédemment sur le sieur avocat Attiret de Dole. J'ai cédé la dite rente à Mlle Bel, demeurant à Menotey à la cure, le tout pour former un capital plus considérable ; de sorte que par le moyen des susdits capitaux de rente, remplacement, je ne dois, à ce jour, aux pauvres, que 18 livres, dont je leur paierai fidèlement l'intérêt, jusqu'à ce que je les place en fonds, déclarant ici en bonne conscience que jusqu'au 9 du courant à remonter au jour où j'ai pris la dite somme pour m'en servir, qui était à la fin de 1351 livres, j'en ai exactement payé l'intérêt à 5 pour 0/0 ; et même plus que je ne devais, croyant par erreur que je devais 1,357 livres. »

Là se borne tout ce que nous connaissons de l'administration de M. Cordier. Comme nous l'avons dit, il était

familier du chapitre collégial d'Orgelet, et après avoir passé un certain nombre d'années dans l'exercice du ministère pastoral, il se proposait de rentrer dans la familiarité et d'y terminer ses jours. Mais comme il savait que la mort pouvait venir le surprendre, il fit de bonne heure son testament, indiquant que les fondations et les libéralités qui y sont contenues seraient en faveur de Menotey ou d'Orgelet, suivant que sa mort arriverait dans l'une ou l'autre de ces deux paroisses. Voici un extrait de ce testament :

« Je fonde à perpétuité dans l'église de Menotey trois basses messes pour le repos de mon âme, annuellement, la première célébrée tel jour qu'arrivera mon décès et trépas, si le jour n'est pas empêché, en quel cas elle se dira le lendemain ; la seconde, la veille de la Nativité de la T. S. Vierge, ma bonne et chère patronne ; la troisième, la veille de la St-Antoine, mon cher patron. Et si je suis rentré dans la familiarité d'Orgelet, je fonde les dites trois messes, non à Menotey, mais dans l'église paroissiale Notre-Dame du dit Orgelet et pour rétribution de la dite fondation, je donne pour une fois seulement, ou à MM. les curés de Menotey, mes successeurs, si j'y suis encore curé à mon décès, ou à MM. les familiers d'Orgelet, si je suis rentré dans la familiarité, la somme de 100 livres, dont ils feront un fonds, entendant expressément que mes héritiers paieront tout droit d'amortissement pour rendre valide et perpétuelle la dite fondation. Au cas que je meure étant curé de Menotey, je donne pour les pauvres malades de la paroisse tous les blés battus et à battre qui m'appartiendront dans ma paroisse, même le prorata du blé froment qui serait semé dans les champs de la cure ou dans d'autres que j'aurais amodiés, et encore mon prorata de la portion de la dime des blés, réservant cependant dans les dits blés la quantité de 10 mesures pour l'usage de mes héritiers qui seront obligés de demeurer ici pendant

quelque temps ; entendant expressément que les blés donnés pour les pauvres seront vendus et que l'argent en provenant sera remis à mon successeur curé, s'il est déjà nommé, qui le distribuera par lui-même à sa conscience et sans en rendre compte à qui que ce soit, aux pauvres malades de ma dite paroisse, pour les soulager pendant l'année qui suivra mon décès, invitant les dits pauvres de prier le bon Dieu pour moi. Et au cas que je meure, ayant repris ma place de familier, le blé qui se trouvera chez moi à ma mort et celui que je devrai toucher de la familiarité pour mon prorata, sera donné et livré aux pauvres d'Orgelet....»

M. Cordier ne rentra pas dans la familiarité d'Orgelet. Après avoir administré pendant 21 ans la paroisse de Menotey, après avoir encore béni un mariage, le 14 janvier 1772, il tomba malade et mourut le 5 février, comme le constate l'acte de son décès. Le sieur Marie Antoine Cordier, familier d'Orgelet, curé de Menotey, doyen rural du décanat de Dole, est décédé âgé d'environ 57 ans, le 5 février 1772, après avoir été muni des sacrements de l'Eglise dans le cours de sa maladie et a été inhumé le 7, dans le chœur de l'église du côté de l'évangile, et ont assisté à ses obsèques MM. Jean Jacques Gauriet, curé de Moisse, Alexis Perrot, curé de Montmirey-la-ville, Pierre Rouget, curé d'Offlange et plusieurs autres prêtres.

CHAPITRE XVII

Jean-Etienne Trouillot, curé.

1772-1797.

Après la mort de M. Cordier, la paroisse ne resta pas longtemps sans pasteur. Six semaines après, son successeur, M. Trouillot, prenait possession de la cure. M. Trouillot était originaire du Pin, près de Lons-le-Saunier. Il fut ordonné prêtre en 1754 et nommé vicaire de la paroisse d'Arlay. Il occupait ce poste, lorsque la cure de Menotey, devenue vacante, fut mise au concours à Besançon le 10 mars 1772. M. Trouillot se présenta pour concourir et jugé le plus méritant, il fut choisi et nommé par l'archevêque curé de Menotey, comme il le dit lui-même dans une inscription placée en tête des registres de la paroisse (1).

A cette époque, le curé n'était plus à la nomination des Jésuites qui venaient d'être supprimés.

M. Trouillot prit possession de la cure le 20 mars 1772. Voici le procès-verbal de la cérémonie de son installation : « L'an 1772, le 20 mars à heure de 9 du matin, par devant le notaire royal soussigné, en présence des témoins en fin nommés a comparu en personne le sieur Jean-Etienne Trouillot, prêtre du diocèse de Besançon, lequel étant dans

(1) Ego infra scriptus, nuper vicarius d'Arlay, in concursu die decima Martis vertentis anni Vesontione habito, electus et provisus et pastor institutus ecclesiæ de Menotey, possessionem adii die vigesima mensis ejusdem et anni 1772. Joannes-Stephanus Trouillot loci du Pin, juxta Laedo-alnerium.

l'église paroissiale de Menotey, érigée au dit lieu sous l'invocation de St Pierre, s'est adressé au sieur Pierre-Ignace Cordier, prêtre du même diocèse, vicaire au dit Menotey, et parlant à sa personne il lui a dit : que, par nomination du concours du diocèse de Besançon et par l'institution de son Eminence Monseigneur le cardinal de Choiseuil Beauré, archevêque du dit diocèse, en date du 10 du présent mois de mars, dûment signées et scellées du sceau de l'archevêché, il a été pourvu de la cure de Menotey, vacante par la mort du sieur Marie-Antoine Cordier, sur lesquelles il aurait obtenu du Parlement de cette province de Franche-Comté arrêt en date du 18 du présent mois dûment signé et scellé en cire jaune, qui a envoyé et envoie le dit sieur Trouillot en la possession de la dite cure ; au revers duquel arrêt est la prestation de serment du sieur Trouillot, entre les mains du seigneur premier président du dit Parlement en date du 18 du présent mois. Toutes lesquelles pièces le dit sieur Trouillot a instamment remises au dit sieur Cordier, qui après les avoir examinées, les a transmises au notaire soussigné, pour en faire la lecture à haute et intelligible voix ; ce qui ayant été exécuté, le dit sieur Cordier a mis et envoyé par cette publiquement le sieur Trouillot en la vraie, réelle et actuelle jouissance et possession de la dite cure, aux honneurs, fruits, profits et revenus en dépendant, avec interdiction à tous de l'y troubler directement ni indirectement, aux peines de droit, le tout à la charge par le dit curé de bien et dûment desservir *in divinis* la dite cure.... De tout quoi le sieur curé a demandé acte au notaire soussigné, ce qu'il lui a octroyé, en la forme ci-dessus, pour valoir et servir au besoin. »

A l'arrivée de M. Trouillot, une fièvre putride épidémique régnait dans les trois villages de la paroisse. Depuis le commencement du mois de février, jusqu'à la fin du mois d'avril, elle enleva quarante adultes, sans compter les enfants. M. Cordier fut, sans doute, victime de cette fièvre, dont

il fut atteint en visitant les malades et en leur portant les secours et les consolations de la religion. Son neveu, Pierre Ignace Cordier, le père Laurent, capucin, et M. Bourdon aidèrent M. Trouillot pendant les premières années de son administration. Prêtre instruit et zélé, M. Trouillot gagna promptement l'estime et l'affection de ses paroissiens, par son dévouement à tout ce qui pouvait les intéresser. Il aimait à relater les accidents de température nuisibles à leurs récoltes et les autres événements extraordinaires dont le souvenir méritait d'être conservé : c'est, d'après les notes écrites de sa main, que nous allons en rapporter quelques-uns.

Le 25 mai 1773, jour d'une grêle désastreuse, qui a enlevé, aux trois villages de la paroisse, toute espérance de récolte, soit en moisson soit en vendange.

Le 29 mai 1774, il y eut au point du jour une gelée blanche si forte, que la glace formée sur l'eau avait une ligne d'épaisseur, mais elle ne fut cependant pas nuisible aux récoltes. Le 4 juillet de la même année, il tomba une grêle d'une grosseur extraordinaire, mais elle fut peu nuisible à cause du petit nombre de grelons.

Une chose digne de remarque dans l'année 1777 ; le 8 septembre, les raisins commençaient à peine à varier et le samedi, 27 septembre, toutes les vendanges étaient terminées ; aussi le vin fut-il d'une qualité remarquable, à cause des chaleurs propices, qui régnèrent continuellement depuis le 15 du mois d'août.

En 1779, le Vendredi-Saint, 2 avril, sur les quatre heures et demie du soir, le feu, poussé par un vent violent, réduisit en cendres huit maisons du village.

En 1780, les vendanges commencèrent à Menotey et dans les environs le 6 septembre.

Voici le récit d'un tremblement de terre qui eut lieu le 6 juillet 1783 : « Ad futuram rei memoriam. Le 6 juillet, jour de dimanche et d'un beau soleil, par un temps calme

et serein, à 10 heures moins 7 ou 8 minutes avant midi, au moment où l'on chantait à la messe paroissiale : qui propter nos homines et propter nostram, il y eut un tremblement de terre accompagné d'un bruit continu, semblable à celui d'un carosse bien lourd, qui tout à coup partirait au galop sur le pavé d'une rue ; ce bruit semblait sortir et rouler sur la terre du Sud au Nord et a été remarquable par trois ondulations, qui ont enchéri l'une sur l'autre. Ce bruit a duré autant de temps que l'on en mettrait à réciter rapidement : Pater noster, jusqu'à sicut in coelo ; le tremblement a été si sensible que les bancs et les murs de l'église ont éprouvé des secousses : le peuple effrayé s'est enfui de l'église. La même chose est arrivée dans toutes les paroisses du voisinage, et partout on a fini la grand'messe à voix basse, et même en quelques endroits, par la crainte d'un second tremblement, le peuple est resté hors de l'église durant le reste de la messe. Ce tremblement a été précédé par une espèce de brouillard et de fumée sèche, qui a commencé le 17 juin et qui obscurcissait la lumière du soleil, au point qu'on pouvait, à 3 heures du soir, le fixer sans en être ébloui, quoiqu'il ne fût caché par aucun nuage. »

En 1787, le 21 et le 22 avril, la gelée fut si forte, qu'elle enleva la moitié de la récolte future des vendanges ; le vin qui se vendait 16 écus la queue a été de suite porté à 24 et 25 écus.

L'hiver de 1788 fut très rigoureux ; voici ce qu'en raconte M. Trouillot : « Depuis le 23 novembre jusqu'au 8 janvier y compris, gelées très fortes et continuelles de jour et de nuit. Le 4 décembre jusqu'à Noël, grand verglas, qui a couvert la terre de deux pouces et d'un demi-pouce les branches et les souches des arbres et autres arbustes et arbrisseaux ; la pesanteur du verglas a rompu les branches sur presque tous les arbres des forêts. Le froid a été si violent, trois jours avant Noël et trois jours avant la Circoncision, que les glaçons étaient pendus aux tonneaux

d'eau-de-vie qui avaient coulé ; que ces jours susdits, il s'est fait dans le calice à la messe une pellicule de glace sur le vin, et en dedans des lames de glace. La disette de farine a été si grande, par défaut de moulins, qu'en venait moudre sur l'Ognon et le Doubs depuis Langres et Dijon. La glace avait 33 pouces d'épaisseur sur le Doubs, la terre a été gelée de plus de trois pieds. »

Le 17 et le 18 mai 1791, sur le matin, il y eut une gelée blanche à glace de l'épaisseur d'une demi-ligne qui endommagea les vignes basses du territoire. Le 15 juin, sur le matin, survint encore une gelée à glace d'une ligne d'épaisseur. Les vignes étaient au plus fort de la fleur ; les vignes basses ont été gelées une seconde fois et beaucoup d'autres qui ne l'avaient pas été, lors de la gelée du mois de mai. Tels sont quelques-uns des faits observés et rapportés par M. Trouillot.

Le 8 septembre 1780, la paroisse reçut la visite pastorale de monseigneur l'archevêque de Besançon, qui administra le sacrement de Confirmation aux enfants des paroisses de Menotey, Biarne, Jouhe, Châtenois, Amange, Ofllanges, Montmirey et Moissev.

En 1782, M. Jeannin, successeur de M. Cordier, fut remplacé par M. Jean-Pierre Marion. Dès l'année suivante, M. Trouillot eut aussi pour vicaire son neveu, M. Gabriel Trouillot, qui lui succéda après la Révolution.

En 1786, la grosse cloche vint à se briser. Elle a été fondue, dit M. Trouillot, par Charles Limaux, de Lorraine, le 7 septembre, elle pèse 2,460 livres. Elle a été bénite le 17 octobre ; le parrain est M. Jean Constance de Marenches de Champvans, la marraine est dame Charlotte Renouard de Fleury, épouse de noble M. Mairot, de Dole.

M. Trouillot avait, comme ses prédécesseurs, l'administration des biens légués aux pauvres de la paroisse par M. Favier. Il s'en occupait avec une grande sollicitude, en surveillant le placement des rentes et en employant le revenu au soulagement des indigents.

Nous n'avons aucun fait important à signaler dans l'administration communale pendant les années qui précédèrent la Révolution. Délivrée de ses contestations avec le seigneur, la commune gérait paisiblement ses affaires ; mais l'augmentation des impôts était devenue pour elle, depuis longtemps, une cause continuelle de malaise et d'inquiétude.

Depuis plusieurs années, dans toute la France, une grande fermentation régnait dans les esprits, au sein de la Noblesse, de la Bourgeoisie et du Clergé. Des vœux de réforme se faisaient entendre. La plupart des institutions féodales ne convenaient plus aux idées et aux besoins des populations. Cependant les habitants des campagnes habitués à un ordre de choses qui durait depuis tant de siècles, en sollicitaient peu ou n'en espéraient pas le changement ; et ceux qui devaient, disait-on, le plus profiter de la suppression des vieux abus étaient ceux qui la réclamaient le moins vivement.

La réforme semblait donc devoir s'accomplir comme d'elle-même, sans secousse violente, sans irritation et sans conflit. Le roi Louis XVI l'avait déjà commencée, par l'abolition des derniers vestiges de la main-morte existant encore sur les domaines de la Couronne. Dans le but de l'achever, il convoqua les Etats généraux du royaume en leur disant : « Venez vous réunir autour de moi et m'aider de vos conseils, je mettrai sous vos yeux les maux de l'Etat, vous me découvrirez vos propres besoins, et animés d'une confiance réciproque, nous assurerons de concert la félicité publique... » Il trouva tous les esprits disposés à seconder ses vues libérales en faveur des populations laborieuses.

La question la plus difficile à résoudre était celle des finances et de l'impôt ; c'était aussi celle qui intéressait le plus les habitants des campagnes. Depuis plus de cinquante ans, Menotey se plaignait d'être écrasé d'impôts et dans

l'impossibilité de satisfaire à toutes ses charges. Il en était de même des autres communes. Les impôts augmentaient chaque année, leur mode de perception arbitraire et défectueux achevait d'indisposer les classes rurales. Le Parlement de Franche Comté avait plusieurs fois, dans des remontrances respectueuses, porté jusqu'au pied du trône les plaintes et la misère des campagnes. Déjà en 1759, il écrivait à Louis XV : « Cette province, sire, nous osons, nous devons même vous le dire, est épuisée ; tous les impôts y sont augmentés depuis la dernière guerre, quelques-uns même doublés. Toutes les sources du commerce, du débit des denrées et de la circulation des espèces y sont taries. Depuis trois ans, les récoltes ne répondent pas aux travaux des cultivateurs ; les vignes, qui forment un objet considérable, n'ont pas même produit, cette année, pour dédommager leurs propriétaires du quart des frais de culture... »

Toutes les réclamations étaient inutiles, et on avait beau multiplier les impôts, ils ne pouvaient plus suffire à combler le gouffre que les guerres et les dilapidations élargissaient encore plus rapidement.

Cette difficulté financière, en donnant passage à toutes les jalousies, à toutes les haines et à toutes les prétentions, fit enfin éclater l'un des plus violents orages que la civilisation et le christianisme aient eu à subir dans leur développement. Sans entrer dans le détail des causes qui ont amené ces bouleversements et mis obstacle à la transformation pacifique de notre pays, nous dirons seulement que le plus grand crime, la plus grande folie de la Révolution fut de persécuter l'Eglise pendant dix ans, d'abord d'une manière hypocrite, ensuite d'une manière violente et sanglante, en employant tous les moyens que lui suggérait sa haine infernale pour anéantir la religion catholique. Elle échoua dans cette œuvre sacrilège, et, malgré toutes ses perfidies et ses violences, elle ne put enlever aux popula-

tions leur attachement à la religion. Au milieu de toutes les vexations d'une oppression la plus tyrannique qu'on ait jamais vue, la grande majorité des habitants des campagnes acceptaient toutes les transformations sociales et politiques qu'on leur imposait, mais ils ne cessaient de réclamer, au nom de la liberté des cultes mensongèrement proclamée, le droit de conserver et de pratiquer librement la religion de leurs pères. La persécution religieuse bouleversa et compromit tout. Mirabeau, après avoir pris une grande part à cette faute, finit par le reconnaître, en disant, quelques jours avant de mourir, au janséniste Camus : « Votre constitution religieuse tuera notre constitution politique. »

Les Etats-Généraux s'ouvrirent à Versailles le 5 mai 1789. Dès les premiers jours, le Tiers-Etat prétendit ne faire qu'une seule assemblée à laquelle les députés de la Noblesse et du Clergé furent sommés de se réunir. Le 7 juin, les Etats se déclarèrent *Assemblée nationale* ; et le 20 juin Louis XVI autorisa cette prétention. La Révolution était commencée.

Le 14 juillet, la populace de Paris consumma, au milieu des assassinats les plus odieux, l'injustifiable et inutile prise de la Bastille, prison d'Etat, qui n'avait jamais renfermé dans ses murs qu'un petit nombre de détenus, presque tous étrangers au peuple ; et de cette ridicule victoire sur quelques invalides, on fit dater pour la France une ère d'affranchissement qui allait doter de prisons politiques presque chaque canton. Ce fut le signal de dévastations, de meurtres, d'incendies et d'autres scènes sauvages qui commencèrent à répandre la terreur presque dans toutes les parties de la France. Sous prétexte qu'une ère nouvelle allait s'inaugurer, on ne connaissait plus de lois, on ne respectait plus de propriétés, on ne payait plus d'impôts.

Dans la nuit du 4 août, au moment où l'Assemblée nationale se préparait à prendre des mesures de rigueur

pour rétablir l'ordre, plusieurs gentilshommes firent observer qu'il serait plus généreux pour les classes privilégiées, de renoncer aux droits féodaux, qui étaient pour le peuple une source de chagrins et de vexations. Alors, une espèce d'ivresse s'empare de l'Assemblée. Les nobles, d'une voix unanime, renoncent à leurs privilèges : toute l'assemblée applaudit. On demande au clergé l'abolition des dîmes. Quelques voix judicieuses se font entendre pour en demander non l'abolition mais le rachat. « Vous voulez abolir les dîmes, dit Sieyès, soit. Mais dans quel but ? Pour soulager le pauvre paysan ? Or, lui seul est oublié dans votre loi. Car elle est toute au bénéfice du propriétaire. Quand celui-ci a acheté sa terre, elle payait la dîme, il l'achetait grevée de cette charge. En la dégrevant, vous faites donc aux riches un cadeau de 70 millions, sans profit pour les pauvres ni pour l'Etat. Que le propriétaire rachète donc les dîmes et il vous versera sans regret 70 millions qui l'investiront d'un droit en même temps qu'ils paieront vos dettes et vous permettront d'améliorer la condition des curés pauvres. »

Il fut d'abord convenu que les dîmes seraient supprimées moyennant une indemnité supportée par les propriétaires. Mais, sous prétexte que ce rachat leur deviendrait plus onéreux que la dîme, on demanda l'abolition pure et simple. Le clergé lui-même, avec un élan plus admirable qu'éclairé, émit un vœu de confiance absolu dans la nation et les dîmes furent abolies à l'unanimité. Le clergé commettait une faute aussi lourde qu'inutile. En abandonnant tout d'un coup ses dîmes, sans rachat, sans indemnité, il paraissait admettre qu'elles étaient illégitimes et usurpées. Il engageait le principe de sa propriété, et l'Etat ne gagnait pas un sou à ce désintéressement. Mais la Révolution venait de franchir la première étape qui allait la conduire à la vente des biens du clergé, à la dissolution des corporations religieuses, à la constitution civile, enfin à la persécution et à la guillotine.

Le 4 août, le Clergé avait sacrifié ses dîmes, le 29 septembre, on lui demande de donner au pays l'argenterie inutile de ses églises. Il accepte ce nouveau dépouillement. Le 14 octobre, Monseigneur de Durfort, archevêque de Besançon, par une lettre pastorale lue dans toutes les églises du diocèse, engage les paroisses à faire ce sacrifice. Les châsses, les vases sacrés, les objets d'art affluent à la monnaie, et tous ces biens, mal acquis, sont gaspillés sans profit et n'empêchent pas la nation d'arriver aux portes de la *Banqueroute*.

Le 2 décembre, l'Assemblée nationale décrète que tous les biens ecclésiastiques sont à la disposition de la nation, à la charge par elle de pourvoir d'une manière convenable aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement des pauvres.

C'était une spoliation évidente. Il n'y a pas de sophismes qui puissent infirmer le droit de l'Eglise. Ces biens lui appartenaient, parce qu'ils lui avaient été donnés ou parce qu'elle les avait achetés de ses deniers. Ses titres de possession et de propriété étaient les mêmes que ceux de tous les autres propriétaires de biens meubles et immeubles.

En s'appropriant les biens du Clergé, l'Assemblée nationale prit l'engagement de pourvoir d'une manière convenable à l'entretien des ministres de l'Eglise. Douze ans plus tard, cet engagement fut confirmé et renouvelé par le Concordat, traité passé au nom de la France et de l'Eglise par le Pape Pie VII et le premier Consul. Il y est stipulé (art. 14) que le gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques, aux curés, etc.

Pour faire accepter ce qu'on appelle aujourd'hui le budget des cultes, Portalis s'appuyait en particulier sur ce principe de justice incontestable, qu'on doit payer toute dette légitime. Or l'Etat en recevant les propriétés du Clergé a contracté une dette et s'est engagé à fournir aux dépenses du culte catholique et à salarier ses ministres.

C'est un contrat 'passé entre l'Eglise et l'Etat, contrat avantageux pour ce dernier puisqu'il reçoit 4 milliards dont il ne paie guère les intérêts qu'à un pour cent, mais strict et liant l'avenir au point de ne pouvoir être rompu sans une criante injustice.

Mais l'avenir temporel du Clergé en reçut un coup mortel. Il était désormais à la merci de l'Etat, et l'on pouvait prévoir l'époque où la nation, oublieuse et lasse de lui payer l'indemnité annuelle qu'elle lui doit, chercherait à l'humilier en tenant suspendue sur sa tête la menace d'une suppression de traitement s'il n'est pas docile aux caprices de ses gouvernements. « Dites comme moi, pensez comme moi ou mourez de faim. » Cette menace n'est pas illusoire, elle commence déjà à être mise à exécution.

Si le Clergé s'était abaissé jusqu'à la flatterie, les gouvernements l'eussent comblé. Il a voulu rester libre, relevant avant tout de Dieu et de sa conscience ; il a prié pour toutes les puissances établies, n'en servant aucune, elles l'ont puni en le réduisant à la gêne. On lui dit : « Vous devez servir qui vous paie. » Il peut répondre, l'Etat ne nous paie pas, il nous rembourse ; nous ne sommes pas fonctionnaires mais créanciers de l'Etat. Quand le rentier vient toucher l'intérêt de ses titres dans les caisses de l'Etat, prétend-on qu'il est fonctionnaire et que l'Etat le paie ? Quand le curé va toucher son traitement, ce n'est pas une aumône qu'il reçoit, mais l'intérêt très modique de ses immenses capitaux, placés entre les mains de l'Etat. Celui-ci ne s'y méprend pas, puisqu'il appelle cette somme « une indemnité. » Et si cette indemnité lui pèse, comme à un débiteur qui se lasserait de payer des intérêts à perpétuité, il ne peut en justice rigoureuse se délier qu'à une condition : qu'il rembourse le capital. Demander la suppression du budget des cultes, c'est fouler aux pieds les premières notions de la justice et de l'équité.

Ce fut dans les derniers jours de l'année 1789, que

L'Assemblée nationale commença à décréter la nouvelle organisation administrative de la France. Les anciennes provinces furent divisées en départements, les départements en districts et les districts en cantons d'une superficie de quatre à cinq lieues carrées, ce qui les rendait plus nombreux qu'aujourd'hui. Dans cette première organisation, Menotey fut établi chef-lieu d'un canton, mais en 1802 il fut réuni au canton de Rochefort.

Toutes les autorités furent déclarées électives et les élections fixées généralement à deux degrés. La loi n'admettait au premier degré que les citoyens *actifs*, c'est-à-dire âgés de vingt-cinq ans, non domestiques et payant une contribution directe de trois livres. Les citoyens actifs de chaque commune nommaient directement l'administration municipale qui se composait d'un maire, d'un procureur chargé d'activer les affaires, de plusieurs officiers municipaux et enfin d'un certain nombre de notables formant le conseil général de la commune. Les citoyens actifs de chaque canton se réunissaient à son chef-lieu, en assemblée primaire, pour nommer autant d'*électeurs* qu'on comptait de centaines de citoyens actifs dans chaque canton. Ces électeurs devaient payer une contribution d'au moins dix livres ; ils nommaient tous les membres des administrations supérieures.

Le 25 janvier 1790, la commune de Menotey procéda à ses élections municipales. Voici le résumé du procès-verbal de ces élections : L'an mil sept cent quatre-vingt-dix, le vingt-cinq janvier, nous (suivent 55 noms) tous citoyens actifs de la commune de Menotey assemblés en corps en l'église du dit lieu, à défaut d'auditoire publique, ensuite des affiches et de la proclamation faite au prône de la messe paroissiale dimanche passé, en conformité des décrets de l'Assemblée nationale, et de tous actes à ce sujet, pour la formation des nouvelles municipalités, le présent jour, à la convocation de Pierre Boillot et de Claude Rognon

échevins en exercice, pour procéder d'abord à la nomination d'un président et d'un secrétaire greffier, à la pluralité absolue du scrutin, dont les billets seront recueillis, ouverts et dépouillés par Joseph Berthet, Philibert Maconnaux et Joseph Martin, les trois plus anciens d'âge de nous citoyens actifs du dit Menotey : A quoi ayant procédé, il a été reconnu par les suffrages énoncés que François Gauthier fera les fonctions de président et que Joseph Geley fera celles de secrétaire greffier : pour quoi, après qu'ils ont eu prêté serment, en présence de l'assemblée, de maintenir de tout leur pouvoir la constitution du royaume, d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, de remplir avec zèle et courage les fonctions qui leur sont confiées, nous, les plus anciens d'âge, les avons proclamés et confirmés tels.

Ensuite avec le même cérémonial, l'Assemblée a nommé pour chef de la municipalité sous le nom de Maire, Claude Antoine Chapuis. Dans un deuxième tour de scrutin, elle a nommé les officiers municipaux, J. B. Pernin, Joseph Boillot, Joseph Connille, François Vautey et Gaspard Cornu.

Le lendemain les électeurs se sont réunis de nouveau et ont élu pour procureur d'office François Poichot et pour notables : Joseph Berthet, Philibert Maconnaux, Alexis Vitte, Jean Vessier, Sébastien Gauthier, Alexis Burgiard, Benoit Rognon, Pierre Parisot, Joseph Martin, Jean-Baptiste Obeuf et Claude François Chère.

L'Assemblée pressait la vente des biens du Clergé. La municipalité fut mise en demeure de faire l'inventaire des biens ecclésiastiques sur le territoire de Menotey. Nous en donnons le résumé, sans entrer dans le détail de la contenance et des limites de chaque parcelle de terres, de vignes et de prés possédés par la cure et les autres établissements religieux.

1^o Biens appartenant à la cure de Menotey.

— Terres labourables : 2 journaux 3 quarts et 12 per-

ches en 4 parcelles. — Prés : Une soiture et demie en 4 parcelles. — Vignes : 7 journaux 3 quarts et 27 perches. — En tout 12 journaux et 39 perches, cultivés à moitié fruits par Jean-Baptiste Martin et Pierre Desgranges, à l'exception des prés que le curé fait valoir à son propre.

2^o Biens appartenant à MM. les familiers de Dole.

— Terres labourables . 2 journaux et un sixième moins 2 perches. — Vignes : 13 journaux moins 3 perches en 25 parcelles, cultivés à moitié par Jacques Guy et Pierre Valot, plus une maison, cuverie et jardin.

3^o Biens de MM. les Chanoines de Dole.

— Terres : 7 journaux et 10 perches, dont une soiture et 32 perches de prés. — Vignes : 6 journaux moins 2 perches ; plus 3 journaux acensés à perpétuité à divers particuliers au tiers des fruits.

4^o A la chapelle de Gredisans érigée sous l'invocation de l'Immaculée Conception de la Très-Sainte Vierge.

Collateurs MM. Dortant, de Broissia et autres. Titulaire, M. de Villefrancon, chanoine du chapitre Métropolitain de Besançon.

— 11 journaux et demi moins 19 perches, dont : — Terres : 2 journaux moins 15 perches. — Vignes : 5 journaux, 76 perches. — Prés : 4 soitures, un quart et 10 perches, le tout affermé à Etienne Topenot, de Menotey, pour 304 livres.

5^o A la chapelle Sainte-Anne. Collateurs et titulaires, MM. Matherot.

6 journaux, 3 quarts et 15 perches dont : — Terres : 5 journaux et 11 perches. — Vignes : 1 journal, 3 quarts et 4 perches, affermés à Benoît Rognon, de Menotey, pour 145 livres.

6^o A la chapelle St-Martin. Collateur, M. Guigue.

4 journaux, 3 perches, dont : Une soiture et demie de prés ; 2 journaux et 3 quarts de vignes, affermés à Joseph Vessier et Ch. Bazin, pour 146 livres.

7° A la chapelle de Lavanis.

2 journaux et 43 perches et demie, cultivés à moitié par Sébastien By.

8° A la cure de Byarne.

1 quart de journal et 17 perches, affermés à Joseph Connille pour 10 livres.

9° A la chapelle de Dijon.

Un demi journal, non compris le désert, cultivé à moitié par Simon Pernin de Rainans.

10° A la cure de Flamerans.

Un journal, 1 quart et 27 perches de vignes cultivés à moitié par Claude Martin.

11° A la chapelle de la Sainte-Famille, érigée en l'église de Menotey.

Un demi-journal acensé aux héritiers de Jacques Pernin pour de 5 parts deux.

La dime sur le territoire de Menotey, Rainans et Gredisans, tant en vin qu'en grain appartenant au prieuré de St-Vivant et aux sieurs curés de Menotey, dont la perception s'en fait, savoir : le curé de Menotey en prélève sur Gredisans la moitié et trois parts de dix sur Menotey et Rainans. La portion arrivant au prieuré de Saint-Vivant amodiée à Joseph Boillot, Pierre Viard et autres, par acte reçu du sieur Pernin, notaire à Menotey, le 17 septembre 1787, au revenu annuel de 2,050 livres payables au sieur régisseur du prieuré de Saint-Vivant.

Fait par nous soussignés maires et officiers municipaux, ce 17 août 1790.

D'après cet inventaire, la totalité des propriétés ecclésiastiques sur le territoire des trois villages de la paroisse ne s'élevait qu'à environ soixante journaux. Ce n'était qu'une très minime partie du territoire et on ne pouvait pas accuser l'Eglise d'avoir accaparé toutes les propriétés, surtout en se rappelant qu'une grande partie de ces biens était grevée de nombreux services religieux au profit spirituel des habitants de la paroisse.

Ces biens furent vendus aux enchères vers la fin de l'année au district de Dole. Pour donner une plus grande facilité aux acheteurs, les décrets de juillet 1790 avaient décidé que les paiements seraient divisés en plusieurs termes. Le premier devait avoir lieu quinze jours après l'adjudication et s'élever au 12 p. 0/0. Le surplus du prix était divisé en douze annuités égales payables en douze ans, et les acquéreurs pouvaient se libérer en tout ou en partie à quelque échéance que ce fût. Mais surtout, ce qui était inappréciable pour eux, c'est qu'ils pouvaient effectuer tous les paiements en assignats que l'Etat était obligé d'accepter pour leur valeur nominative, alors que leur valeur réelle était bien inférieure. En effet, la valeur des assignats ne cessa de diminuer depuis le jour de leur émission jusqu'à celui de leur déconfiture finale ; 100 livres en assignats ne valaient plus au mois de décembre 1790 que 96 livres ; en décembre 1793, 58 livres ; enfin, en mai 1796, deux liards. Quel heureux moment pour solder d'un seul coup les sept annuités qui restaient encore à payer sur les biens acquis en 1791, alors qu'on pouvait se procurer un domaine avec la valeur d'un paquet de chandelles.

L'immense majorité des catholiques, retenus par les scrupules de leur conscience, s'abstinrent de prendre part aux enchères. Ce fut généralement la bourgeoisie révolutionnaire modérée qui fournit à l'Etat des acheteurs.

Les biens de la cure de Menotey furent vendus à l'exception du presbytère et de quelques parcelles de vignes acensées à perpétuité. Plus heureuse que beaucoup d'autres, la paroisse de Menotey put empêcher la vente de son presbytère. Dans l'espérance de pouvoir le rendre plus tard à sa destination, la municipalité demanda à le conserver pour lui servir de maison commune. Elle y logea l'instituteur, l'institutrice et même le berger du village. Au rétablissement du culte, sans contestation et avec le consentement de la commune, la Fabrique entra en possession de cet

édifice paroissial, dont la propriété lui fut confirmée par les lois de 1802 et 1807, qui rendirent aux Fabriques les biens non aliénés pendant la Révolution. Elle recouvra également, à la suite d'un procès, les vignes dont les acenseurs se prétendaient propriétaires, parce qu'ils en avaient joui seuls depuis le commencement de la Révolution. Ces vignes furent vendues plus tard par la Fabrique.

Le 18 juillet 1790, l'Assemblée nationale, après avoir aboli les vœux monastiques, acheva de voter les décrets dont l'ensemble forme la *Constitution civile du clergé*. « Cette constitution schismatique, dit Rohrbacher, s'arrogea le droit de supprimer des évêchés et d'en établir d'autres ; de retirer la juridiction spirituelle aux anciens pasteurs et de la transmettre aux nouveaux. A cela elle avait autant de droit et de pouvoir que les rescrits de Néron, de Dioclétien et du Grand-Turc à régler la juridiction des Apôtres et de leurs successeurs. Elle supprima donc *civilement* les cent trente-cinq évêchés existant en France et en créa civilement un tout neuf dans chacun des nouveaux départements, ce qui faisait 83 évêchés *civils*. Elle statua de plus *civilement*, que les nouveaux évêques seraient nommés, non suivant les différentes formes approuvées par l'Eglise, mais qu'ils seraient *élus* par des électeurs *civils*, juifs, protestants, anabaptistes et même catholiques, s'il s'en trouvait. Les élus demanderaient l'institution *civilement* canonique au métropolitain, ou au plus ancien évêque de la province, mais non au pape, à qui chacun écrirait seulement une lettre de civilité. Les curés seraient nommés de même par les électeurs civils assemblés au district, quand même il ne se trouverait pas parmi eux un seul électeur de la paroisse à pourvoir. »

Le 27 novembre, l'Assemblée nationale décréta que les évêques, les curés et tous les prêtres remplissant quelques fonctions devaient prêter serment de fidélité à cette Constitution, que le chef de l'Eglise ne tarda pas à condamner.

Si le Clergé l'avait acceptée, la France devenait schismatique, comme l'Angleterre sous Henri VIII, et séparée peut-être pour toujours de l'Eglise. Mais le Clergé français offrit alors l'un des plus beaux spectacles que présente l'histoire de l'Eglise. Dépouillé de ses biens, à la merci de l'Etat, ayant contre lui toutes les forces humaines, n'ayant en perspective que l'exil, la faim, la persécution et la mort, il repoussa, à une immense majorité, ce serment schismatique et sauva la foi et la liberté religieuse de la France.

D'après les décrets, les curés des paroisses devaient prêter ce serment, au commencement de l'année 1791, un jour de dimanche, à l'issue de la messe paroissiale, en présence du conseil général de la commune et des fidèles, sous peine de la privation de leur traitement, de leurs églises et de leurs presbytères.

Le dimanche 29 janvier, M. Trouillot et son neveu déclarèrent que leur conscience ne leur permettait pas de prêter ce serment. Cette détermination jeta la consternation dans toute la paroisse, qui craignait avec raison de se voir bientôt privée de son pasteur bien-aimé. La douleur du pasteur ne fut pas moins vive à la pensée d'abandonner son troupeau dans des circonstances si critiques. Cependant rien ne fut changé pour le moment et M. Trouillot continua ses fonctions. Le 22 mai, il bénit, à la messe paroissiale, un drapeau aux trois couleurs de la nation présenté par M. Philippe Pernin et le sieur Buchot, le premier commandant et le second major de la milice nationale.

Mais au mois de juin, l'Assemblée nationale, exaspérée de la tolérance des municipalités envers les curés insermentés, décréta que les accusateurs publics seraient tenus sous peine de forfaiture et de destitution de poursuivre tous les ecclésiastiques qui continuaient leurs fonctions. M. Trouillot fut obligé de se retirer. Il fit encore un baptême le 1^{er} août, à la suite duquel il écrivit sur le registre : « En

ce temps-là, le sieur Trouillot, curé de Menotey depuis près de vingt ans, a été expulsé de sa cure, pour n'avoir pas fait le serment civique, tel que l'avait exigé l'Assemblée nationale. » Forcé de quitter la cure, il ne voulut pas s'éloigner de ses paroissiens, il se retira chez sa nièce, M^{me} Jeanne-Huguette Trouillot, mariée à M. Jean-Baptiste Pernin.

La paroisse était privée de son pasteur légitime. En attendant la réunion des électeurs, le directoire du district envoya pour la desservir M. P.-A. Henry, prêtre assermenté, qui se présenta d'abord comme vicaire et prit le titre de *curé élu*, après avoir été nommé par les électeurs réunis à Dole, le 7 septembre 1790.

Au moment où le culte véritable était supprimé dans l'église, la grosse cloche, fondue depuis peu de temps, vint à se briser ; mais on s'empressa de la faire refondre, comme l'indique le procès-verbal suivant : « Le 27 septembre, la grosse cloche de Menotey fut fondue par Charles Limaux, du département de la Haute-Marne. Elle pèse 2,970 livres, elle a été bénite le 11 octobre. Le parrain est Alexandre-Théodore-Victor Lameth, colonel du 7^e régiment de cavalerie, président du département du Jura, représenté par Louis-Ferdinand Baillard Beauvoir ; la marraine est dame Denise Balay, épouse de M. Claude-François Mallet, commandant général des milices du district de Dole. » C'est celle que possède encore la paroisse aujourd'hui.

M. Henry était un curé *intrus*, sans aucun pouvoir de juridiction. Il était regardé comme tel par la grande majorité des habitants ; aussi, presque personne n'assistait à ses offices et ne s'adressait à lui pour l'administration des sacrements. A son arrivée, M. Joseph Geley cessa les fonctions de recteur d'école, pour ne pas être obligé de prendre part à ses cérémonies.

Pendant l'année 1791, malgré les décrets de l'Assemblée et les circulaires des agents du département ordonnant aux

municipalités d'éloigner de leurs paroisses les curés insermentés, M. Trouillot resta à Menotey, disant la messe et administrant les sacrements dans des maisons particulières. Il arrivait, comme nous le voyons, au mois de novembre, qu'après avoir fait publier leurs bans dans l'église par le curé intrus, les fidèles allaient faire bénir leur mariage par M. Trouillot, en chambre particulière.

Au mois d'octobre, l'Assemblée Législative remplaça l'Assemblée Nationale. Dès ses premières séances, elle condamna à la déportation les prêtres qui avaient refusé le serment à la Constitution civile du clergé, mais ce décret ne fut pas encore exécuté dans sa rigueur, parce que le roi refusa de le sanctionner, et M. Trouillot put rester au milieu de ses paroissiens jusqu'au commencement de l'année suivante. Forcé enfin de céder à l'orage, il se retira dans sa famille à Plainoiseau.

Le 12 décembre 1791, le curé Henry reçut des administrateurs du district une lettre lui annonçant que les biens de fondation de la cure de Menotey avaient été vendus le 19 août pour la somme de 1,525 fr., et l'invitant à envoyer le mémoire de ces fondations, pour obtenir le paiement du 4 p. 100 du produit de la vente pour l'acquit des fondations, suivant le décret du 10 février 1791. Formalité inutile, rien ne fut payé.

L'Assemblée Législative, après avoir entassé dans les prisons des milliers de nobles et de prêtres insermentés, finit dans le sang *des massacres de septembre* ; elle fut remplacée par la Convention.

Dans sa première séance (22 septembre 1792), la Convention abolit la Royauté et proclama la République. Le 15 janvier 1793, elle condamna à mort le malheureux Louis XVI, et le 21 janvier, elle fit exécuter cet horrible crime, qui jeta l'épouvante dans toute la France et remplit d'indignation toute l'Europe.

Alors ce gouvernement sanguinaire, à la tête duquel se

trouvaient Robespierre, Danton, Marat, etc. inaugura le *Règne de la Terreur*, en s'acharnant, avec une fureur satanique, à la destruction de la religion catholique et à la poursuite de ses ministres. Pendant dix-huit mois, il porta décrets sur décrets, pour accomplir cette œuvre impie et sacrilège : décret de déportation, de réclusion, de peine de mort contre les prêtres réfractaires ; peine de mort contre ceux qui leur donneraient asile ; peine de mort contre ceux qui enverraient de l'argent aux prêtres déportés ou aux émigrés ; nouvelle organisation des clubs dans toutes les communes, pour surveiller les municipalités et les forcer à l'exécution des décrets ; désarmement des fanatiques, c'est-à-dire des catholiques ; loi des suspects, permettant, sur la dénonciation de six patriotes quelconques d'arrêter, de juger et d'exécuter dans les vingt-quatre heures, les citoyens les plus paisibles ; incarcération par centaines de mille, de nobles, de prêtres, d'hommes, de femmes, de paysans inoffensifs, accusés de fanatisme et d'incivisme et dont tout le crime était de vouloir rester catholiques ; visites domiciliaires des gendarmes dans les maisons suspectes, pour découvrir les prêtres cachés ; envoi des représentants du peuple dans les départements, avec mission de stimuler l'ardeur des agents subalternes et d'épurer les municipalités qui n'étaient pas assez patriotes ; ordre de ne laisser qu'une cloche dans chaque paroisse et d'envoyer les autres au district pour en faire des canons ou de la monnaie ; suppression de l'église constitutionnelle adoptée par la Révolution comme une transition nécessaire entre le règne de la Foi catholique et celui de la Raison pure. Tels sont les actes de ces hommes de 89 et 93 qui, en sacrifiant tous leurs principes de liberté à leur haine contre l'Eglise, semblaient prendre à tâche de rendre odieuse à la plus saine partie du peuple une révolution dont elle n'aurait dû attendre que des bienfaits.

Mais ce n'était point encore assez. Pour faire disparai-

tre tout ce qui pouvait rappeler la religion catholique, un décret du 5 octobre abolit l'ère chrétienne et fit dater l'ère des Français de la fondation de la République (22 septembre 1792). Les mois et les jours reçurent des noms nouveaux, la semaine et le dimanche furent supprimés et remplacés par la décade et le décadi. Des noms d'animaux, de légumes, etc. remplacèrent les noms des saints dans le calendrier. La sonnerie des cloches fut interdite ; l'enlèvement des croix et de tous les signes extérieurs du culte catholique fut ordonné sur tout le territoire de la République. Enfin, croyant avoir enlevé à la France sa religion et chassé Dieu de ses temples, la Convention songea à lui substituer une divinité digne des hommes du jour. Cette divinité fut la Raison et les églises furent appelées temples de la Raison.

Pendant ce déchainement de fureur, les prêtres fidèles, pour échapper à l'échafaud, furent obligés de s'expatrier ou de se cacher dans les bois, dans les cavernes des rochers ou dans quelques maisons sûres et isolées d'où ils sortaient déguisés, surtout pendant la nuit, pour aller, au péril de leur vie, porter les secours de leur ministère aux fidèles qui les réclamaient. M. Trouillot se retira à Fribourg, en Suisse, où il passa les mauvais jours de la Terreur.

Les prêtres constitutionnels vivaient généralement dans l'abandon et le mépris et M. Henri n'attendit pas la suppression de l'église constitutionnelle pour quitter son poste, il se retira au commencement de l'année 1793. Sur le registre des baptêmes faits par lui, nous trouvons cette première note : « Clos par nous citoyen curé de Menotey, Chère, maire et Martin greffier de la municipalité, ce 28 novembre 1792 » ; et à la suite de quelques autres actes, celle-ci : « Clos et arrêté, le 10 février 1793, l'an premier de la République française, par le soussigné J. Connille, maire. »

Nous devons dire à l'honneur de la commune de Me-

notey que la Révolution y fut modérée. Grâce à l'esprit religieux et paisible de la grande majorité des habitants et au petit nombre de *patriotes*, on ne s'y livra pas aux excès, aux folies et aux extravagances qui eurent lieu dans d'autres communes. Sans doute, il fallut bien subir les décrets et suivre le courant. Ainsi, on planta sur la place publique un arbre de la liberté, autour duquel les patriotes voulaient faire danser par force les citoyens et les citoyennes qui ne partageaient pas leur exaltation extravagante. Les révolutionnaires de la commune renforcés de ceux du voisinage cassèrent les vitres, enfoncèrent les portes et brisèrent les meubles du château et de quelques maisons bourgeoises. Un club fut établi dans l'église. C'est là qu'on donnait lecture des décrets et des circulaires du gouvernement et des agents de l'administration, en célébrant les bienfaits du régime nouveau, en proclamant la *liberté*, l'*égalité* et la *fraternité* de tous les citoyens français ; grands principes que la Révolution n'a pas inventés et qu'elle s'est toujours contenté d'inscrire sur les édifices publics, sans les pratiquer jamais. Elle réalisait la liberté en opprimant les consciences et les convictions les plus sacrées ; l'égalité, en guillotinant les prêtres, les nobles et tous les citoyens honnêtes qui lui portaient ombrage ; la fraternité, en déchainant la guerre civile dans toute la France, en semant la division dans les communes et la désunion dans les familles.

Les gendarmes faisaient souvent des visites domiciliaires dans les maisons soupçonnées de donner asile à des prêtres réfractaires, mais habituellement sans résultat. Il y eut cependant presque toujours des prêtres cachés dans plusieurs maisons du village, en particulier dans la maison Pernin. Mais le respect du prêtre empêchait même ceux qui étaient le moins bien disposés de commettre un acte de trahison et de lâcheté en les dénonçant. On veillait activement pour avertir de l'arrivée des gendarmes, quelquefois même ceux-

ci, quand ils le pouvaient sans se compromettre, faisaient prévenir de leurs visites. Car il se rencontrait parmi eux, un bon nombre d'honnêtes gens honteux du métier de chasseurs de prêtres qu'on leur faisait faire, pendant qu'ils étaient obligés de laisser les voleurs et les autres malfaiteurs impunis. En voici un exemple arrivé dans une autre localité. Un prêtre avait été signalé dans une maison, une brigade de gendarmerie reçoit l'ordre de s'y transporter pour le saisir. Le brigadier se présente le premier et au moment où il franchit le seuil de la porte, la trape de la cachette servant de refuge au prêtre se ferme rapidement, mais dans la précipitation de la fuite, le bout d'un pan de l'habit du prêtre reste serré entre les fentes et demeure visible sur le plancher. Les habitants de la maison sont dans la consternation, le prêtre est découvert et perdu. Le brigadier, qui avait tout vu, s'avance vers la cachette et posant le pied sur le pan de l'habit, d'un air furieux et courroucé, il somme le propriétaire de la maison de lui livrer le prêtre à qui il est accusé de donner asile. Sur son refus, il ordonne à ses gendarmes de parcourir la maison et d'en fouiller tous les coins, pendant qu'il garde l'entrée. Les gendarmes exécutent rigoureusement l'ordre de leur chef, sans rien découvrir, il leur ordonne de recommencer encore avec plus de soin, pendant qu'il reste toujours à son poste. Enfin, la seconde perquisition n'ayant pas plus de résultat que la première, il sort de la maison le dernier en recommandant tout bas au propriétaire de dire à M. X. de mieux se cacher une autre fois.

La vigilance des bons habitants de Menotey se trouva un jour en défaut. Deux gendarmes arrivent à l'improviste dans la maison Pernin. Ils y trouvent un prêtre qui, ainsi surpris, n'avait pas eu le temps de se cacher ou de s'évader. Celui-ci se livre à eux sans résistance et se montre tout disposé à les suivre. Ils le font sortir par la porte du jardin, marchant l'un à sa droite, l'autre à sa gauche sans la

moindre défiance. Arrivé sur le chemin, le prêtre, écartant subitement les bras, leur donne à chacun un vigoureux coup de poing qui les fait trébucher, et sans perdre un instant, il s'élance dans la direction de la forêt où il trouve un refuge.

Dans la maison Pernin, les prêtres confessaient, bénissaient les mariages, et baptisaient les enfants qu'on leur apportait même des villages voisins. Le Saint-Sacrement y était conservé dans un petit meuble, servant de tabernacle secret qui, quoique placé en évidence dans une chambre, ne laissait pas soupçonner sa pieuse destination. Ce tabernacle est conservé au presbytère, comme un précieux souvenir de ces temps malheureux de persécution. On disait aussi la messe dans la maison de M. Terrier, habitée par la famille Sommelliers.

La municipalité fut forcée de livrer une de ses cloches et c'est depuis cette époque que la paroisse n'en possède qu'une seule. Mais les ornements et les vases sacrés ne furent pas livrés, ils furent confiés à la garde de familles pieuses qui les rapportèrent plus tard à l'église. La belle et ancienne croix placée à l'entrée du village fut enlevée ; la statue en pierre de l'Oratoire du Dieu-de-Pitié fut enfouie dans la terre pour la préserver de la profanation et de la destruction. Malgré les ordres réitérés de l'administration, il ne se trouva personne dans la commune pour abattre la croix du clocher. Des révolutionnaires de Moisseÿ vinrent tenter cette destruction sacrilège. Le plus forcené d'entre eux était déjà monté au sommet du clocher, lorsqu'il laissa tomber ses instruments. Obligé de descendre pour les reprendre, il ne les trouva plus, ils avaient disparu. Ces patriotes furent forcés de renoncer à leur triste besogne au grand contentement de toute la paroisse qui conserva la croix de son clocher.

Les habitants de Menotey, comme ceux d'un grand nombre de communes rurales, refusèrent de se soumettre

au travail de la décade et au repos du décadi. Vignerons pour la plupart, ils ne pouvaient pas, comme les paysans livrés à la culture, répondre à ceux qui leur reprochaient de ne pas observer la décade : « Nos bœufs connaissent le dimanche et ils ne veulent pas labourer ce jour-là » ; mais ils n'en continuaient pas moins à laisser reposer leurs bras et leurs outils les jours de dimanche.

La persécution religieuse n'était pas la seule cause de la malheureuse situation de nos campagnes. La Révolution par ses atrocités et surtout par le meurtre de Louis XVI avait soulevé toute l'Europe. La Convention déclara la guerre à toutes les puissances. Pour la soutenir, elle déploya une énergie dont elle mériterait d'être louée, si elle n'avait pas été elle-même la cause de l'invasion qu'elle attirait sur la France. Elle déclara la patrie en danger et décréta la formation de nombreuses armées pour défendre nos frontières. Il fallait des hommes et de l'argent. Alors se succédèrent, sans interruption, pendant plusieurs années dans toutes les communes des levées d'hommes ; des recensements de toutes les denrées ; des réquisitions de vin, d'eau-de-vie, de foin, de paille pour les armées, de vinaigre, de matelats, de linge pour les hôpitaux, de voitures, de chevaux pour conduire ces objets à leur destination ; des contributions en argent ; des emprunts forcés ; des émissions continuelles d'assignats dont le total s'éleva à la somme de 45 milliards et dont la dépréciation ruinait ceux qui les possédaient. Et pendant que la persécution religieuse indisposait les populations, les frais de la guerre les réduisaient à la misère.

Il restait encore à la Révolution une arme redoutable à employer pour détruire la religion, c'était l'éducation forcée de toute la jeunesse française par des instituteurs de son choix. Avant 89, l'instruction à tous les degrés était florissante en France, mais elle était généralement sous la direction du clergé et de l'Eglise. Les maîtres de l'enfance

et de la jeunesse étaient chrétiens. Les paroisses rurales, comme nous l'avons vu pour Menotey, avaient leurs écoles dont les recteurs étaient, non, comme on voudrait le faire croire, les esclaves du curé, mais plutôt ses associés et ses auxiliaires, ses associés pour les cérémonies du culte, ses auxiliaires pour l'éducation chrétienne des enfants. Cette position, loin d'abaisser la dignité de l'instituteur, était au contraire la principale cause de l'estime et de la considération dont l'entouraient les populations. Avant que la Franc-Maçonnerie n'ait décidé dans ses loges la suppression de l'enseignement religieux, en France, comme dans tous les pays du monde, on regardait la religion comme la base essentielle de l'éducation, et l'enseignement religieux commencé dans la famille par les parents, se continuait dans l'école par les maîtres et s'achevait dans l'église par les soins du pasteur. La famille, l'école et l'église travaillaient de concert et se prêtaient un mutuel secours pour la bonne éducation des enfants, ne séparant pas la science de la religion, parce que, d'après un mot souvent répété : « la religion est l'arôme qui empêche la science de se corrompre. »

En supprimant dans les écoles l'enseignement de la religion pour le remplacer par l'enseignement des droits de l'homme et de la morale républicaine, les révolutionnaires de la Convention, moins hypocrites que ceux d'aujourd'hui, avouaient hautement leur but de détruire la religion et de faire des Français un peuple d'athées. Chénier, exposant, dans la séance du 5 novembre 1793, les principes qui avaient présidé au nouveau projet de loi sur l'instruction publique disait : « Qui ne sait combien il a fallu de patience et de courage aux illustres écrivains, qui ont mûri la raison publique, pour débarrasser insensiblement l'esprit humain d'une partie des langes dont les prêtres l'avaient enveloppé... Eh bien, si c'est là une longue et pénible étude, épargnez à vos enfants des travaux dont le succès

est incertain, arrachez les fils de la République au joug de la Théocratie qui pèse encore sur eux. Libres de préjugés, vous saurez fonder, sur les débris des superstitions détrônées, la seule religion universelle, qui n'a ni sectes ni mystères, dont le seul dogme est l'égalité, dont nos lois sont les oracles, dont les magistrats sont les pontifes et qui ne fait brûler l'encens de la grande famille que devant l'autel de la patrie, mère et divinité commune. »

Dans le préambule de sa loi, la Convention commence par décréter qu'aucun prêtre ou ministre d'un culte quelconque, aucun ex-religieux, aucune institutrice nommée précédemment par une autorité ecclésiastique ne pourra participer à l'enseignement national, qu'aucun citoyen ne pourra enseigner sans produire un certificat de civisme ; et après avoir impudemment placé en tête de sa loi ces mots : « l'enseignement est libre, » elle continue ainsi : « les pères, mères, tuteurs et curateurs seront tenus d'envoyer leurs enfants ou pupiles aux écoles publiques au moins pendant trois années consécutives. Ceux qui ne s'y conformeraient pas seront dénoncés au tribunal de police correctionnelle. Si leurs excuses ne sont pas reconnues valables, ils seront condamnés, la première fois à une amende égale au quart de leurs contributions. En cas de récidive, l'amende sera double. Les infracteurs seront regardés comme ennemis de l'égalité et privés pendant dix ans de l'exercice de leurs droits de citoyens. »

Cette loi ne put être exécutée faute de maîtres et d'élèves. La plupart des anciens instituteurs, malgré l'offre avantageuse d'un traitement de 1,200 francs, refusèrent d'enseigner l'athéisme ; dans les communes où l'on put trouver des chefs d'école pour enseigner le programme de l'Etat, les parents refusèrent généralement de leur confier leurs enfants. On établit des écoles particulières où l'on continuait à donner une instruction chrétienne ; et jusqu'aux dernières années de la Révolution, les ministres du

gouvernement ne cessèrent de gémir sur le manque d'écoles publiques et sur le petit nombre des élèves qui les fréquentaient, pendant que les parents continuaient à envoyer leurs enfants dans des écoles libres où on leur enseignait le fanatisme et les principes contre-révolutionnaires.

Il en fut ainsi à Menotey. Les familles étaient trop chrétiennes pour laisser pervertir et empoisonner l'âme de leurs enfants. M. Geley, instituteur réactionnaire avait été remplacé par F. Martin, ardent patriote. Mais l'école publique fut peu fréquentée ; les parents continuèrent à confier l'éducation de leurs enfants à M. Geley et à d'autres personnes pieuses qui se dévouèrent à cette œuvre.

N'est-il pas étrange de voir que cette loi tyrannique qui chasse Dieu de l'enseignement en opprimant les consciences, en violant le droit des pères de famille et qui avait été imposée à la France en 93, par le *Gouvernement de la Terreur*, lui est imposée de nouveau, avec de nombreuses aggravations, en 1882, après 90 ans de progrès et de liberté ! Les pères de famille comprendront-ils leurs devoirs et sauront-ils faire respecter leurs droits, comme leurs ancêtres ? Nous le désirons pour le bien de leurs enfants et le bonheur de leurs familles. Nous souhaitons que ceux qui sont à la tête de la France comprennent ce que Robespierre reconnut lui-même. Une fois parvenu au pouvoir, il comprit qu'il est impossible de gouverner une nation sans Dieu. C'est pourquoi, le 27 mai 1794, il fit rendre par la Convention un décret portant que le peuple français « proclamait l'existence d'un Être suprême et l'immortalité de l'âme. »

Le 9 thermidor (27 juillet 1794), Robespierre monta à son tour sur l'échafaud où il avait fait périr tant de victimes. Les conventionnels qui l'avaient renversé ne valaient pas mieux que lui ; ils n'étaient pas plus disposés que lui à la justice et à la modération. Mais le peuple crut que la mort de Robespierre était la mort du Gouvernement de la

Terreur et cette croyance le fit finir. La France, muette d'effroi, tant que ces grands scélérats avaient occupé la scène, commença à respirer et à reprendre de l'assurance lorsqu'elle les vit tomber. La Convention fut obligée de céder à ce courant universel, et lasse de verser le sang, elle entra dans une voie de modération, en prenant un certain nombre de mesures réparatrices. Elle abolit les clubs, les tribunaux révolutionnaires et la loi des suspects. Elle ouvrit les portes des prisons à un grand nombre de détenus, elle suspendit la vente des biens des hospices, elle autorisa les nouveaux représentants du peuple dans les départements à destituer les administrations et les municipalités terroristes.

M. J.-B. Pernin fut nommé maire de Menotey et M. Geley secrétaire greffier de la municipalité. M. Pernin se hâta de prendre des mesures pour réprimer les désordres et en particulier les déprédations qui se commettaient dans le bois des Pères, non encore vendu et appartenant à la Nation. Ce bois avait été dévasté, comme les bois communaux, dès le commencement de la Révolution. Il était déjà dans un tel état de ruine en 1790, que dans l'inventaire des propriétés du Prieuré, la municipalité de Jouhe déclare : « Qu'il n'est plus susceptible d'estimation ayant été totalement dégradé depuis quelque temps. »

A ses autres fonctions, M. Geley joignit bientôt celle de juge de paix du canton de Menotey. Ardent catholique, entouré de l'estime des populations, il employa son influence à maintenir la paix et à favoriser les intérêts religieux avec la prudence et la modération qu'exigeaient les circonstances.

Après la chute de Robespierre, les conventionnels avaient pris quelques mesures réparatrices, mais ils ne semblaient pas disposés à ralentir la persécution religieuse ; ils se montraient encore plus acharnés que leurs devanciers à détruire les derniers vestiges du christianisme. Mais il fal-

lut pourtant que cette passion impie cédât à son tour au vœu de la conscience publique et aux pressantes réclamations des populations qui demandaient la liberté de leur culte. Au mois de février 1795, la Convention se décida à porter le décret suivant : « 1° l'exercice d'aucun culte ne peut être troublé ; 2° la République n'en salarie aucun ; 3° elle ne fournit aucun local, ni pour l'exercice du culte, ni pour le logement du ministre ; 4° les cérémonies de tout culte sont interdites hors de l'enceinte choisie pour leur exercice ; 5° la loi ne reconnaît aucun ministre du culte. Nul ne peut paraître en public avec les habits, ornements ou costumes affectés à des cérémonies religieuses ; 6° aucun signe particulier à un culte ne peut être placé dans un lieu public ; aucune inscription ne peut désigner le lieu qui lui est affecté. Les communes ne pourront acquérir ni louer de local pour l'exercice du culte... »

Avec toutes ces prohibitions, quelle liberté pouvait rester aux catholiques pour pratiquer leur religion, puisqu'on leur refusait leurs églises, qu'on maintenait dans l'exil les ministres de leur culte en proscrivant tout insigne sacerdotal, toute marque extérieure de religion, toute convocation aux exercices, en interdisant toute dotation et même toute taxe librement consentie pour l'entretien d'un culte quelconque ? C'était dire en d'autres termes : Tous les cultes sont libres à condition qu'on n'en pratique aucun.

Mais les populations n'avaient pas attendu ce prétendu décret de liberté. Dès la chute de Robespierre, elles avaient réclamé leurs églises ; elles s'y réunissaient pour prier aux jours de dimanche. A Menotey, M. Geley, avec quelques jeunes gens, chantait les prières de la messe et des vêpres, les femmes se réunissaient sous la direction des plus ferventes d'entre elles pour réciter le chapelet. On était si convaincu que les prêtres allaient reprendre leurs fonctions, que les familles qui avaient reçu en dépôt les ornements de l'église se hâtèrent de les rapporter à la municipi-

palité, Louis Vautey et Claude Jourdain déposèrent à la maison commune les chasubles, les chapes, l'argenterie et les autres ornements qui leur avaient été confiés.

En même temps, la persuasion où l'on était à l'étranger comme en France que le règne de la Terreur avait fini avec celui de Robespierre détermina un grand nombre de prêtres déportés à rentrer clandestinement dans le pays. Pendant les derniers mois de l'année 1794, ils se cachaient moins soigneusement et les fidèles les accueillaient avec bonheur. Les représentants de l'administration avaient beau prescrire des mesures pour les arrêter, ils rentraient en plus grand nombre, les populations les soutenaient ouvertement, elles s'assemblaient dans les maisons où ils disaient la messe, et de tout côté, les agents de l'administration écrivaient, qu'il leur était impossible d'arrêter les prêtres et d'empêcher les rassemblements qui se faisaient autour d'eux à moins qu'on ne mit la force armée à leur disposition.

Les vœux manifestés par le peuple de toutes les provinces pour recouvrer la jouissance de ses églises firent faire à la Convention un nouveau pas dans la voie de l'équité. Le 20 mai, elle décréta que les citoyens des communes auraient provisoirement le libre usage des édifices non aliénés destinés originairement aux exercices d'un ou plusieurs cultes. Les populations des campagnes en avaient déjà repris possession.

Dès le commencement de l'année 1794, nous voyons deux prêtres, M. Jacquin et M. Bouvier, baptiser les enfants dans l'église et bénir les mariages dans des maisons particulières. M. Trouillot revint à Menotey vers le milieu de l'année 1795, il fut reçu avec des larmes de joie par ses paroissiens, mais il ne put reprendre ostensiblement dans l'église ses fonctions de pasteur. La Convention maintenait toujours, avec obstination, les décrets de réclusion et de déportation contre les prêtres réfractaires. Elle allait

bientôt finir sa carrière orageuse en laissant à la France une nouvelle constitution, la troisième depuis la Révolution.

Voici le jugement porté sur la Convention au point de vue moral et religieux, par un conventionnel dont la mémoire est restée le plus en honneur dans le parti républicain. Le 24 décembre 1796, le Jacobin Grégoire écrivait : « Aucune des persécutions ne présente les caractères atroces de celle que nous venons de traverser. Nous étions destinés à savoir qu'il y avait encore du nouveau dans le genre du crime. Il faudrait des siècles pour réparer les ravages exercés sur les monuments de la piété et du génie accumulés pendant des siècles. On a détruit, je ne dirai pas pour des millions, mais pour des milliards. Un calcul approximatif élève au nombre de trois cent mille les auteurs de tant de forfaits. Car chaque commune avait à peu près cinq ou six bêtes féroces, qui, sous le nom de Brutus, ont perfectionné l'art de lever les scellés, de noyer, d'égorger. Ils ont dévoré des sommes immenses, pour bâtir des montagnes, payer des orgies et célébrer trois fois par mois, des fêtes qui, après une première représentation, étaient devenues des parodies où figuraient deux ou trois acteurs sans spectateurs. Elles n'étaient plus composées à la fin que du tambour et de l'officier municipal : encore celui-ci, tout honteux, cachait-il souvent son écharpe dans sa poche en allant au temple de la Raison, hurler des sottises décadaires et célébrer ce qu'on appelait le culte de la Raison, le culte de la Loi, le culte de la liberté, le culte de Marat ; car il a eu des autels. Mais ces trois cent mille brigands avaient pour directeurs deux ou trois cents membres de la Convention nationale, qu'il faut bien n'appeler que scélérats, puisque la langue n'offre pas d'épithète plus énergique. Je sais gré à la Convention d'avoir décrété la République, mais elle a terni cette gloire par des crimes à l'aspect desquels la postérité reculera d'effroi. C'est elle

qui, pendant trois ans, révoltée contre le peuple, voulut lui arracher sa propriété la plus sacrée, la religion ; c'est elle qui invita le prêtre au parjure et qui démoralisa la nation ; c'est elle qui vomit dans tous les départements cette horde de proconsuls, près desquels Néron, Sardanapale et Cartouche eussent été des hommes à canoniser. A la fin du XVIII^e siècle, on a fait en grand l'expérience que les prétendus philosophes, les athées sont les êtres les plus intolérants et les persécuteurs les plus barbares. »

« Cet arrêt est sévère, dit M. Jules Sauzay (1), il l'est tellement qu'il a fallu pour nous décider à le reproduire qu'il fût le jugement d'un homme qui a été, à beaucoup d'égards, le complice de ces grands malfaiteurs, et qui resta jusqu'à son dernier soupir l'adversaire déclaré de l'Eglise romaine, l'implacable ennemi de la Royauté. »

La Convention fut remplacée par le Directoire (27 août 1795). Elle lui légua une législation intolérante qui désolait l'immense majorité des citoyens dans leurs sentiments religieux, la guerre avec la moitié de l'Europe et la banqueroute.

Si la Révolution n'avait pas été animée d'une haine inextinguible contre la religion, c'était le moment de donner la paix aux consciences et une juste satisfaction aux intérêts religieux et populaires. Il n'en fut rien. Le Directoire décréta, avec un nouvel acharnement, la poursuite, l'incarcération et l'exil des prêtres fidèles.

Ce fut alors qu'eut lieu à Menotey l'arrestation de M. André. Ce vénérable prêtre, originaire de Menotey, était curé de Perrigny-sur-Saône, avant la Révolution. Il avait refusé le serment et subi le sort de tous les prêtres réfractaires. Après la Terreur, il s'était retiré dans sa famille, où il vivait paisiblement, lorsqu'un matin sa maison se trouva

(1) Histoire de la persécution révolutionnaire dans le département du Doubs, où nous avons puisé un certain nombre de renseignements.

investie par une brigade de gendarmes arrivée pendant la nuit. Il fut arrêté au moment où, sans soupçonner le danger qui le menaçait, il vint lui-même ouvrir sa porte. Cette arrestation souleva l'indignation de tous les habitants de Menotey. Les hommes, les femmes arrivaient de tous les points du village annonçant hautement l'intention d'employer la force pour l'arracher des mains des gendarmes. M. André les calma en leur représentant les maux que la violence pourrait attirer sur eux et en leur faisant espérer son retour. Il fut conduit au fort St-André de Salins où il resta enfermé jusqu'au mois de juillet 1797.

A cette époque, de nombreuses pétitions réclamant la liberté religieuse arrivaient au Corps Législatif de toutes les parties de la France, et l'Assemblée fut appelée à réviser les lois de la Convention sur la police des cultes. Il y eut de longues délibérations à ce sujet. Dans la séance du 21 juillet, Lemerer, député d'Ile-et-Vilaine, réclama non-seulement la liberté des cultes, mais tous les droits du culte de nos pères. Il fit l'éloge le plus complet de la religion catholique. « Si, dit-il, cette religion nationale a disparu dans l'ordre fictif et légal, elle subsiste dans l'ordre réel, elle est la profession de foi de tout un peuple. La gêner dans le moindre de ses exercices, c'est attaquer la souveraineté du peuple. La religion de nos pères est le seul patrimoine qui nous reste. J'en atteste les nombreuses pétitions qui vous arrivent de tous les points de la République. Aucune constitution ne peut donner au peuple ses foyers et ses autels. Le culte catholique existait avant vous, avant toutes les Assemblées nationales, il n'est pas en votre pouvoir d'en limiter l'exercice. »

Enfin une loi de justice et de liberté fut votée ; le 1^{er} article était ainsi conçu : Les lois qui prononcent la peine de la déportation ou de la réclusion contre les ecclésiastiques qui étaient assujettis à des serments ou à des déclarations, ou qui auraient été condamnés par des arrêtés ou

des jugements, comme réfractaires ou pour cause d'incivisme, et contre ceux qui avaient donné rétraite à des prêtres insermentés sont et demeurent abrogées.

Après le 9 thermidor, la Convention, comme nous l'avons dit, avait suspendu la vente des biens des hospices et des pauvres. Par un décret du 7 frimaire an V de la République (1796), le Directoire établit des bureaux de bienfaisance dans les communes pour distribuer aux pauvres des secours à domicile et recevoir des dons à cet effet.

Les biens légués aux pauvres de la paroisse par M. Favier n'avaient pas été vendus. Ils consistaient en rentes sur des particuliers et non en propriétés foncières. Mais comme d'après la donation le curé en avait seul l'administration, rien n'avait été perçu ni distribué depuis le commencement de la Révolution. En l'absence de curé, un bureau de bienfaisance était nécessaire pour ne pas priver les pauvres de secours si importants. Il fut constitué, le 18 nivôse, an VI de la République (1797), et composé des citoyens Claude-François Chère, Philippe Pernin, Christophe Bazin, Joseph Boiteux, de Rainans et Jacques François Bolu, de Gredisans.

En constituant le bureau, l'agent municipal de la commune constate qu'avant la Révolution, le recouvrement et la distribution des rentes des biens donnés aux pauvres de la paroisse par M. Favier étaient réservés par l'acte de la donation, aux ci-devant curés qui s'en acquittaient chaque année à la satisfaction du public.

Après la Révolution, en vertu de la clause expresse du testament, le curé pouvait réclamer le droit incontestable de distribuer lui-même ce secours aux pauvres ; et dans le cas de non-exécution de cette condition, les héritiers de M. Favier pouvaient faire annuler à leur profit cette donation. M. Gabriel Trouillot ne jugea pas à propos de réclamer ce droit et de se charger seul d'une administration qui avait causé beaucoup d'ennui à ses prédécesseurs.

Mais les convenances exigeaient que le pasteur eut, avant tout autre, une place parmi les membres d'un bureau de bienfaisance paroissial, composé d'administrateurs pris, avec raison, dans les trois villages de la paroisse.

Au milieu du désordre qui régnait de toute part, les premiers administrateurs eurent beaucoup de difficultés pour retrouver les titres et assurer les rentes dues par des particuliers dont le plus grand nombre n'habitait pas la commune. Dans la suite, les capitaux furent presque tous remboursés et placés sur l'Etat. Les revenus s'augmentèrent par le placement des sommes non employées dans certaines années et par des dons faits au bureau de bienfaisance qui, aujourd'hui peut distribuer annuellement plus de 400 francs aux pauvres de la paroisse.

M. Trouillot n'eut pas la consolation de voir le rétablissement de la religion. Epuisé par les privations de l'exil et par les chagrins de la persécution, il mourut, le 26 février 1797, à l'âge de 72 ans, au milieu de ses paroissiens dont il avait été le père et le guide dans ces temps de bouleversement et de ruines.

Les populations avaient accueilli avec joie la loi du 7 fructidor qui semblait mettre fin à la persécution en rendant les exilés à leur patrie et les prêtres à leur troupeau. Mais ce beau rêve ne dura que quelques jours et bientôt la France se réveilla en pleine Terreur.

Depuis le commencement de la Révolution, l'établissement du gouvernement de la nation par elle-même n'avait point trouvé d'ennemis plus acharnés que le parti du faux libéralisme et de la fausse démocratie. Ce parti qui avait toujours eu pour but de s'imposer à la nation, plutôt que de consulter la volonté générale et de l'exécuter, sentait bien que les Français étaient las de sa tyrannie et que le renouvellement régulier des élections le ferait bientôt entièrement disparaître. S'identifiant lui-même avec la démocratie dont il n'était que le masque, il traitait de royaliste

et d'aristocrate tout ce qui ne partageait pas ses fureurs impies et sanguinaires, tout ce qui tendait à la pacification des esprits et à la réconciliation des cœurs. Les élections modérées de 1797 n'avaient été à ses yeux qu'un complot qui avait pour complices les trois quarts des Français. Le Corps Législatif s'efforçait-il d'atténuer les proscriptions contre les prêtres, c'était autant de mesures contre-révolutionnaires ; des ministres témoignaient-ils quelques égards pour le vœu populaire, ils étaient traités aussi de traîtres et de fauteurs de complots. Sans doute, il y avait quelques conspirations, mais la plus dangereuse, comme le disait Carnot, était celle des hommes qui s'efforçaient de faire regretter la royauté par leur propre tyrannie et qui travaillaient à faire détester la République en la dirigeant contre le vœu public. La vraie conspiration que le parti Jacobin allait frapper, c'était celle de la nation entière qui ne demandait ni un roi ni une contre-révolution, mais un gouvernement qui fut l'expression plus exacte de tous les bons sentiments de la majorité des Français.

Le 18 fructidor (3 septembre 1797), le Directoire fit son coup d'Etat avec le secours de l'armée commandée par le général Augereau. Les salles des Conseils furent envahies et les députés suspects arrêtés. Le reste des deux Conseils annula les élections de cinquante-trois départements et condamna à la déportation quarante et un membres du Conseil des Cinq-Cents et douze membres du Conseil des Anciens. On prononça la déportation en masse des propriétaires et rédacteurs de quarante et un journaux. La loi du 7 fructidor, qui rappelait les prêtres, fut révoquée, les anciennes proscriptions contre la liberté du culte remises en vigueur. C'était la Terreur moins la peine de mort remplacée par la déportation à la Guyane. C'était bien le cas de dire, avec Carnot, qu'il n'était pas possible de mieux s'y prendre pour rendre à jamais odieux au peuple français, le régime républicain. En voulant à tout prix

déchristianiser la nation on l'avait empêchée de devenir républicaine. Ces révolutionnaires sceptiques ou athées avaient encore plus peur d'une restauration religieuse que d'une restauration monarchique, aussi s'acharnèrent-ils, avec une nouvelle fureur, à poursuivre les prêtres réfractaires.

Mais cette poursuite ne réussit pas au gré de leurs désirs. Quelques-uns des prêtres rentrés prirent de nouveau le chemin de l'exil, mais le plus grand nombre resta, soutenu avec une nouvelle ardeur par les populations. Les agents du Gouvernement ne cessaient de se plaindre à lui du peu de concours qu'ils trouvaient dans les autorités subalternes pour la chasse aux prêtres. « Les autorités judiciaires et administratives, écrivaient-ils, dévouées aux prêtres rebelles s'entendent parfaitement pour laisser impunies les infractions à la loi. » Beaucoup de prêtres furent encore arrêtés et expédiés vers les rivages meurtriers de la Guyane ou entassés dans la forteresse de l'île de Rhé, quelques-uns même furent condamnés par les commissions militaires et fusillés comme émigrés.

Le son des cloches était un souvenir religieux que la haine révolutionnaire poursuivait avec le plus d'acharnement et que le peuple des campagnes gardait avec le plus de ténacité. La Convention et la Législature suivante avaient proscrit les cloches par trois ou quatre lois. Quand la réaction ramena la tolérance religieuse, les cloches recommencèrent à faire entendre partout leur grave et douce harmonie. Au moment du coup d'Etat du 18 fructidor, l'usage des cloches était redevenu général. Les lois de proscription n'avaient pas été abrogées ; alors recommença, sur les ordres pressants du gouvernement, la campagne des commissaires cantonaux contre la sonnerie des cloches. La guerre se poursuivait en même temps contre les croix qui couronnaient les clochers et contre celles qui s'élevaient au milieu des campagnes. Les catholiques opposaient tou-

jours la même résistance, ils pouvaient plier un moment, mais c'était pour affirmer presque aussitôt, avec plus d'éclat, leur attachement inébranlable aux signes sacrés de leur religion.

Le culte décadaire était tombé en pleine décadence depuis la fin de la Terreur ; le Directoire, après son coup d'Etat, chercha à le faire revivre, avec ses fêtes ridicules et son calendrier décadaire, d'abord par des exhortations sentimentales et ensuite par les ordres les plus sévères affichés dans toutes les communes. Mais l'établissement de ce culte avait soulevé partout une répugnance invincible, et l'on ne put obtenir que l'observation du calendrier dans les actes publics. Les catholiques, toujours privés de leurs prêtres, continuaient résolument de s'assembler dans leurs églises les jours de fêtes et de dimanches et d'y implorer ensemble, par les prières de la liturgie et par de pieux cantiques, la miséricorde divine.

Renonçant à convertir à son athéisme philosophique les adultes, la Révolution se tourna vers l'enfance. La Constitution de l'an III avait proclamé le principe de la liberté d'enseignement, mais le Directoire prit les mesures les plus arbitraires et porta les décrets les plus attentatoires à la liberté pour détruire les écoles particulières qui étaient remplies d'élèves pendant que les siennes étaient vides. « Combien, s'écrie le Ministre de l'Intérieur Letourneux, le spectacle que présentent les écoles primaires ne doit-il pas affliger l'âme de tous les vrais républicains ! En butte à la malveillance et à la calomnie, attaquées même ouvertement par ceux qui devaient en être les premiers défenseurs, elles n'existaient pas encore, que déjà elles avaient cessé d'être, et cependant à côté d'elles s'élèvent une foule d'écoles privées où l'on professe impunément les maximes les plus opposées au gouvernement et à la constitution, où l'on enseigne le fanatisme et la superstition... »

Sur ce point, la Révolution échoua comme sur les autres.

« On ne peut, disent les rapports adressés au gouvernement, empêcher d'enseigner dans les écoles le catéchisme du culte accoutumé ; — vouloir arrêter cet enseignement ce serait rendre désertes toutes les écoles de nos campagnes ; — les parents veulent et exigent qu'on enseigne le catéchisme à leurs enfants ; — il est impossible de vaincre leur résistance. »

Les populations chrétiennes défendirent avec une fermeté indomptable la foi de leurs enfants ; en résistant pendant plusieurs années à toutes les séductions et à toutes les rigueurs, laissant à leurs tyrans l'humiliation d'avoir déployé en vain tant de méchanceté et de fourberie pour n'aboutir qu'à détruire l'enseignement populaire.

Le gouvernement et tous ses agents n'épargnaient pas au peuple catholique les qualifications de fanatique, de réactionnaire, d'ennemi des institutions républicaines. Mais au milieu des déclamations de ce langage de convention, il était facile de voir qu'en réalité la question républicaine n'entraînait pour rien dans cette lutte populaire. Les paysans acceptaient sans opposition toutes les institutions civiles, judiciaires et administratives qu'on leur imposait ; on ne trouve pas une seule plainte à ce sujet dans les actes et dans les délibérations des municipalités. Le gouvernement reprochait aux catholiques de repousser les instituteurs publics parce qu'ils faisaient profession de républicanisme, mais il avait le tort de ne regarder comme républicains que ceux qui avaient renoncé publiquement au christianisme, et de faire croire que pour lui républicain, athée ou impie était la même chose. Il accusait les catholiques de troubler l'ordre public ; mais les véritables perturbateurs de l'ordre public, c'était cette minorité sectaire acharnée à détruire une religion qui faisait essentiellement partie de l'ordre public en France. La religion existait avant eux, elle avait une possession quinze fois séculaires et en la défendant, en voulant la conserver paisiblement, les catho-

liques défendaient et respectaient l'ordre public, loin de le troubler.

Pendant ces dernières années d'épreuves, la paroisse de Menotey ne fut pas privée de prêtres. M. Gabriel Trouillot fut obligé de s'éloigner de nouveau, mais M. André, relevé de la déportation après sa captivité, ne quitta plus la paroisse et pendant les années 1798 et 1799, M. Quivogne, missionnaire, M. Robillet, M. Claude-Joseph Derrier, religieux carme et plusieurs autres y restèrent plus ou moins cachés suivant la violence plus ou moins grande de la persécution.

Sur la fin de l'année 1799, après dix ans de révolution, la France entière semblait n'avoir plus qu'un seul sentiment la lassitude de la tyrannie révolutionnaire, plus qu'une seule aspiration, le désir d'être délivrée de ses tyrans.

Le député Franc-Comtois, Briot, fougueux Jacobin, proclama avec éloquence cette vérité, le 20 août, à la tribune des Cinq-Cents. « Il est difficile, dit-il, de se livrer à cette discussion, sans déplorer la fatalité qui semble depuis si longtemps présider aux destinées de notre République. Les dangers de la patrie paraissent se dérober à nos yeux à mesure qu'ils s'accroissent ; les moyens de salut nous échappent ou ne sont plus aperçus. Nous marchons rapidement à notre décadence, et déjà nous n'apercevons plus le point d'où nous sommes partis, ni même le but vers lequel se portaient nos pas. Accoutumés aux dangers publics, aux tristes récits de nos calamités, nos cœurs n'en sont plus émus. Je ne sais quelle torpeur effrayante s'est emparée de l'universalité des esprits ; on s'accoutume à ne rien croire, à ne rien sentir, à ne rien faire... On a tout fait pour aliéner de la Révolution et de la République l'immense majorité des citoyens, et ceux même qui avaient concouru à la chute de la Monarchie. Remarquez, qu'à mesure que nous avons avancé dans la route révolutionnaire, au lieu de voir le nombre des amis de la Révolution

augmenter et grandir sa force et sa durée, nous avons vu nos rangs s'éclaircir ; les premiers défenseurs de la liberté se détacher de nous. Les républicains allaient bientôt être réduits à ne paraître qu'une minorité factieuse en opposition au vœu national, car le peuple était las de voir toujours des scélérats, des fripons et d'être toujours malheureux... Faisons un appel à tous les Français. Je demande que nous proclamions solennellement qu'on a fait le mal, que nous voulons faire le bien ; qu'on a trompé le peuple ; que notre aveu franc et loyal des fautes commises est une garantie contre leur retour... »

La France, n'ayant pas lieu de compter sur la conversion de ses agitateurs, était disposée à chercher d'un autre côté sa délivrance et son repos. Elle jeta ses regards, ses vœux et ses espérances vers le général Bonaparte, alors dans l'éclat de sa jeunesse et de ses premières victoires.

Le 18 brumaire (9 novembre 1799), Bonaparte renversa la Constitution de l'an III, il établit le Consulat, il inaugura une ère de réparation et d'apaisement et en 1802, par le Concordat, il rendit la paix aux consciences par le rétablissement de l'exercice public de la religion catholique.

M. Gabriel Trouillot, rentré à Menotey au commencement de l'année 1800, fut nommé curé en 1803. Il mourut le 13 décembre 1812 et fut enterré dans l'église à côté de son oncle. Il fut remplacé par M. Ployer, précédemment curé constitutionnel de Pretin. En 1823, après avoir rétracté son serment, à la demande de Monseigneur de Chamon nouvel évêque de St-Claude, M. Ployer se retira à Dole où il mourut peu de temps après. Son successeur, M. Boillon administra la paroisse jusqu'en 1867, et après avoir été ensuite curé à Plainoiseau pendant trois ans, il mourut retiré au Mont-de-Laval, son pays natal.

Après la Révolution, M. André continua à travailler à la sanctification de ses compatriotes, tantôt comme vicaire, tantôt comme administrateur de la paroisse. Il mourut, le

4 décembre 1826, quelques mois avant M. l'abbé Vaissier, laissant par son testament 300 francs à la fabrique et 300 francs au bureau de bienfaisance. Il fut enterré dans le sanctuaire de la chapelle de la Ste-Vierge.

Dans ce siècle, la paroisse a donné à l'église quatre autres prêtres, M. Potu, mort curé de Lombard, M. Pierre François Berthet, curé de Sampans, enterré à Menotey, M. Louis Courdier, jésuite et M. C. Vigoureux-Cornu dans la famille duquel s'est éteinte l'ancienne famille des de Montureux.

Menotey a fourni à l'armée et à la patrie plusieurs de ses enfants qui par leur mérite se sont élevés au grade d'officier, entres autres, M. Pierre Nief, capitaine et Pierre François Gey, lieutenant d'artillerie sous le premier empire, les frères Pierre et Joseph Mathieu, le premier, capitaine et le second, commandant, morts tous les deux pendant la guerre Franco-Allemande, M. le capitaine Désiré Cornu en retraite à Menotey et MM. César Nief et Paul Courdier, capitaines d'artillerie en activité de service.

Dans l'industrie, nous citerons M. Pierre Cornu qui, parti simple ouvrier pour le Mexique, s'est élevé par sa conduite, son travail et sa persévérance à une brillante et honorable position.

Toutes les familles nobles et bourgeoises que possédait Menotey avant la Révolution ont disparu. Bientôt il ne restera aucune de celles qui les ont remplacées. C'est un malheur pour la commune. Quand elles sont honorables et bienfaisantes, les familles riches procurent de grands avantages aux communes rurales, par les bons rapports qu'elles ont avec les classes laborieuses, par l'influence salubre qu'elles exercent autour d'elles, par les services qu'elles rendent et les secours qu'elles peuvent distribuer. Sans elles, dans un pays privé d'industrie où les habitants n'ont d'autres ressources que le produit de la vigne, dans les années de disette tout le monde est pauvre et per-

sonne ne peut venir en aide à ceux qui sont dans le besoin.

La Révolution mit fin à l'ancien régime, sous lequel vivaient nos ancêtres, et dont personne ne réclame le retour. Il n'était pas parfait, il y avait des abus à détruire, des améliorations à réaliser. Mais n'y a-t-il pas toujours eu des abus ? Tout le monde ne réclame-t-il pas encore aujourd'hui des améliorations nouvelles aux institutions qui nous régissent ? Il en sera toujours ainsi dans les choses humaines. Ce n'est pas une raison pour dénigrer et traîner dans la boue le glorieux passé de la France, comme le fait, au mépris de l'histoire, l'école révolutionnaire. La France, avant la Révolution, dictait ses lois à l'Europe et marchait à la tête du monde civilisé. « Il faut plaindre les peuples qui renient leur passé, a écrit M. Violet-le-Duc, car il n'y a pas d'avenir pour eux. » Ce n'est pas une raison pour tromper nos enfants, en leur enseignant qu'« avant 89, nous étions un peuple de sauvages, d'esclaves et de misérables mendiants, et qu'il faut bénir la Révolution qui nous a apporté tous les bienfaits. » Non, ce n'est pas à elle que nous devons tous les avantages de la société moderne. Dès les premières séances de l'Assemblée nationale, la réforme des abus, les améliorations utiles étaient acceptées par la royauté, l'histoire le constate ; et il n'était pas nécessaire de verser des flots de sang et d'entasser des montagnes de ruines pour les réaliser. La Révolution, dans son œuvre essentielle, n'a été qu'un immense complot contre la religion catholique et l'ordre social chrétien. « Les abus de l'ancien régime, dit le P. Deschamps, n'ont été qu'un prétexte pour la Révolution ; partout où elle a triomphé, elle les a conservés, aggravés même par des oppressions nouvelles qu'elle dissimule en les systématisant et en leur donnant l'apparence de l'ordre légal. Le peuple, après en avoir été l'instrument, en est devenu la première dupe et la plus grande victime. »

Ce n'est pas aux hommes de notre génération que l'on

fera bénir la Révolution. Nous avons connu ceux qui ont pris part à ce drame sanglant de notre histoire, nous avons vécu avec eux, nous les avons entendu en raconter les horreurs. Vingt ans, trente ans après, ils en parlaient encore avec un saisissement de frayeur et d'épouvante et ils finissaient leur récit par ces mots : « Que Dieu nous préserve de revoir de pareils temps. »

Nous avons vu que les paysans de l'ancien régime n'étaient pas plus sots que ceux d'aujourd'hui. Ils connaissaient leurs droits et savaient les défendre ; ils avaient le sentiment de leur dignité ; ils agissaient en hommes libres et non en esclaves ; ils administraient leurs affaires publiques plus librement et plus démocratiquement que nos communes modernes. Sans doute, les conditions de la vie matérielle étaient moins avantageuses, les familles étaient plus pauvres, mais elles étaient exemptes de cette multitude de besoins factices que l'accroissement de la richesse a développés dans les générations contemporaines, en augmentant la somme de leurs charges et de leurs dépenses dans une proportion peut-être plus grande que celle des revenus du sol, grevé d'autre part d'impôts beaucoup plus considérables. Pénétrés de l'esprit chrétien, nos ancêtres n'aspiraient qu'à vivre paisiblement et à mourir saintement à l'ombre du clocher qui les avait vu naître.

S'il est incontestable que, dans notre siècle, d'immenses progrès ont été réalisés au point de vue matériel, il est certain aussi que ce développement extraordinaire de l'industrie, du commerce et de la richesse publique, a fait perdre aux populations la simplicité des mœurs. Il a excité l'ambition, développé la cupidité, exalté les désirs du bien-être et de la jouissance, semé la division et la jalousie dans les familles, allumé dans le cœur des classes déshéritées la haine de celles qui possèdent, fomenté les désordres et les révoltes au sein de la société, et malgré toutes ces admirables inventions du progrès matériel il est permis de se de-

mander si les populations sont plus heureuses aujourd'hui qu'elles ne l'étaient alors. Il faut pour le bonheur social autre chose que des améliorations matérielles. On est heureux avec peu, quand on s'en contente. On est malheureux avec beaucoup, quand on ambitionne davantage. « Le progrès matériel, a dit M. Le Play, s'il n'est pas accompagné d'un progrès équivalent dans l'ordre moral, amène toujours la décadence. » Cet économiste, le plus éminent de notre époque, après d'immenses études sur la question sociale, est arrivé à cette conclusion *scientifique* : « La condition première et indispensable du bien-être et du bonheur des familles et des sociétés, c'est la pratique du DÉCALOGUE. »

FIN

TABLE

	Pages
Introduction.....	1
CHAPITRE I. — EPOQUE ANCIENNE. — Notions générales sur la vie des premiers habitants. Leur organisation sociale. Leur religion. La Domination romaine. Les Burgondes. Etablissement du Christianisme.....	1
CHAPITRE II. — <i>Les bénédictins de Saint-Vivant, curés de la paroisse.</i> — Fondation de la paroisse. Sa prospérité. Invasion des Normands. Etablissement du régime féodal. Seigneurie de Menotey. Guerres particulières. Famine. Les Croisades. La peste noire. Les Grandes Compagnies.....	11
CHAPITRE III. — <i>Jean Lambelin, curé, 1390.</i> — Fondation de la chapelle du Rosaire. Procès avec la famille des de Florence. Traités entre les habitants de Menotey et ceux de Chevigny, de Jouhe et de Moisseÿ. Dévastation de la guerre.....	28
CHAPITRE IV. — <i>Humbert Viquet, curé, 1440.</i> — Fondation des Anniversaires. Traité entre les habitants de Menotey, Gredisans et Archelange. Guerre avec la France	34
CHAPITRE V. — <i>Hugues de Valcum, curé, 1500-1530.</i> — Construction du chœur de l'église. Procès avec les prieurs de St-Vivant. Permutation d'une chapelle. Procès entre Menotey et Moisseÿ. Contestation avec Louis Roussot. La seigneurie passe à Blaise Renard.....	39
CHAPITRE VI. — <i>Jean de la Madelaine, curé, 1530-1544.</i> — Les curés commendataires. Procès et traité pour les droits mortuaires. Don d'une vigne à la confrérie du Saint-Esprit. Confrérie de St-Sébastien. Contestation avec les prieurs. Droit d'habitage.....	44

	Pages
CHAPITRE VII. — <i>Remy Doccors, curé, 1544-1552.</i> — Procès au sujet des dîmes et du patronage de l'église. Dîmes novalles. Anniversaires de la paroisse. Contestation avec Blaise et Claude Renard pour la haute justice : Pour la forêt de St-Vivant. Moyenne des naissances'.....	53
CHAPITRE VIII. — <i>Alexandre Glanne, curé, 1552-1576.</i> — Procès pour les dîmes novalles. Fourniture du sel. La seigneurie passe à la famille des de Montureux. Procès avec eux. La fontaine de la rue Bourguerin. Reconnaissance des propriétés de la Confrérie du Saint-Esprit. Querelle entre quelques jeunes gens. Incendie du moulin à vent. Un loup-garou. Le four banal	65
CHAPITRE IX. — <i>Louis Colin, curé, 1577-1694.</i> — Construction d'une chapelle. Guerre. Peste. Confirmation des franchises de la commune. Construction du clocher. Convention avec les Pères Jésuites pour la dîme.....	79
CHAPITRE X. — <i>Nicolas Berreur, curé, 1604-1618.</i> — Vente des propriétés des Confréries pour achever la construction du clocher. Procès pour les dîmes. Refus d'un Bailly. Echange de vignes. Contestation avec le seigneur pour le sel. Testament de Anne de Montureux.....	88
CHAPITRE XI. — <i>Nicolas Bonvalot, curé, 1618-1644.</i> — Echange de propriétés. Amodiation du moulin à vent. Acensement de quelques vignes. Réparation au four banal. Concession d'un banc. Règlement pour l'administration de la communauté. Compte de recettes et de dépenses. Plainte des habitants de Frasné. Images du patron. Le gouverneur de la province à Menotey. Réception de Jean Vareschon. Exportation des grains prohibée. Chapelle de Gredisans. Procession à Montroland. Guerre avec la France. Peste et famine.....	97
CHAPITRE XII. — <i>Jean Drouaillet, curé, 1644-1672.</i> — Refus de ratification du traité passé avec les jésuites. Vente de nombreuses propriétés. Bulle du Pape Innocent X à la confrérie de St-Sébastien. Vigne de la ville. Ignace Larquand, seigneur. Réclamation pour la garde du bétail, la propriété des rues et des chemins. Union de la Franche-Comté à la France	119
CHAPITRE XIII. — <i>Jacques Pescheur, curé, 1673-1683.</i> — Bans des vendanges. Augmentation des impôts. Constitution de rente. Reconnaissance des droits seigneuriaux des Jésuites.	

	Pages
Procès pour le four banal. Reconnaissance des droits de patronage. Testament de M. Pescheur.....	129
CHAPITRE XIV. — <i>Hubert Favier, curé, 1683-1724.</i> — Procès. Acensement de vignes. Fondation de Marie Labuche. Injures aux officiers de sa majesté. Procès pour le pain bénit avec le seigneur. Compte de fabrique. Chapelles de l'église. Contrat de mariage. Réclamation de M. Dubret, recteur d'école. Testament de Claude Andrey. Vœu de chômer la fête de St-Claude. Visite de Mgr. de Grammont. Plainte contre M. Favier. Règlement des droits curiaux. Acensement de vignes. Amodiation de la haute justice. Contestation au sujet de la forêt de St-Vivant. Echange d'un jardin de la cure. Testament de M. Favier.....	135
CHAPITRE XV. — <i>Joseph Laurent Bel, curé, 1724-1751.</i> — Etat de la paroisse. Construction du presbytère. Fondation d'une prière. Amodiation des dîmes. Procès pour les dîmes noyales. Traité avec Gredisans pour la messe le dimanche. Procès pour le banc de M. de Forest. Rétablissement des biens de la cure. Administration des biens des pauvres. Fondation. Amodiation de la haute justice par la communauté. Procès avec M. de Forest. Réparation de l'église. Interdit du cimetière. Grande misère par suite de la grêle. Arpentement des propriétés de la cure. Mission. Règlement des dépenses de la cure, de l'église et de l'administration des biens des pauvres. M. d'Orival, seigneur de Menotey. Nouveau procès. Fin du procès de Menotey avec Gredisans et Archelange. Démission de M. Bel.....	147
CHAPITRE XVI. — <i>Marie-Antoine Cordier, curé, 1751-1772.</i> — Administration des biens des pauvres. Fonte de la petite cloche. Mort de M. Bel. M. Sébastien Vaissier. Plainte des habitants au sujet du partage de la forêt. Compte des sommes reçues pour les pauvres. Testament de M. Cordier.....	230
CHAPITRE XVII. — <i>Jean Etienne Trouillot, curé, 1772-1797.</i> — Epidémie. Ses remarques. Convocation des Etats-Généraux. Difficulté financière. Prise de la Bastille. Désordres. Abolition des droits féodaux, de la dîme. Spoliation des biens du clergé. Nouvelle organisation de la France. Elections municipales à Menotey. Inventaire et vente des biens de l'église. Conservation du presbytère. Constitution civile du clergé. Refus de serment par M. Trouillot et son vicaire. Expulsion de M. Trouillot. M. Henry, curé intrus. Nou-	